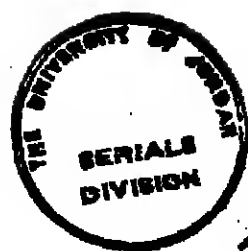


te
REPRODUCTION INTERDITE



Le Monde

LE MONDE EMPLOI

■ Syndicalismes
européens
■ 8 pages
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16219 - 7 F

MERCREDI 19 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ CULTURE

Douze paroles de cinéastes pétitionnaires sur l'engagement citoyen

LE MOUVEMENT contre les lois sur l'immigration a été lancé par l'appel de cinquante-neuf cinéastes à la désobéissance civile. Leur « collectif » s'est depuis dissous, tout en appelant chacun à continuer l'action par ses propres moyens. A la demande du Monde, douze d'entre eux reviennent sur le sens de cet engagement citoyen, s'interrogeant sur le trajet parcouru et réfléchissant à la poursuite du mouvement. Au-delà de la solidarité avec les sans-papiers, ces paroles de cinéastes expriment une exigence : l'invention d'une nouvelle manière de faire de la politique, remettant en cause les procédures traditionnelles.

Lire pages 24 et 25 et le point de vue de Denis Kambouchner page 13

■ Un geste de Fidel Castro

L'ex-général cubain Patricio de la Guardia, qui purgeait une peine de trente ans de prison, a été libéré, lundi 17 mars, de manière anticipée. p. 32

■ La France du Front

Deuxième volet de notre série de quatre enquêtes sur les terres du vote d'extrême droite. Aujourd'hui : « Vitrolles, les colères en solitaire ». p. 12

■ OPA dans l'acier allemand

Le groupe sidérurgique allemand Krupp Hoesch s'apprête à lancer une OPA hostile sur son concurrent Thyssen. p. 16

■ Volapük culinaire

L'Auberge de Mill, alsacienne depuis toujours et trois étoiles depuis 1967, a déçu notre chroniqueur gastronomique, Jean-Pierre Quélén. p. 21

■ Les Britanniques aux urnes le 1^{er} mai

Le premier ministre britannique John Major a annoncé, lundi 17 mars, la tenue des élections législatives le 1^{er} mai. L'opposition travailliste est favorite dans les sondages. p. 3

■ La télévision fait vendre du papier

Le secteur de la presse consacrée à la télévision est l'un de ceux où la concurrence est la plus vive. Dernière innovation : le lancement, par André Rousselet, de Télévision Le Mensuel. p. 29

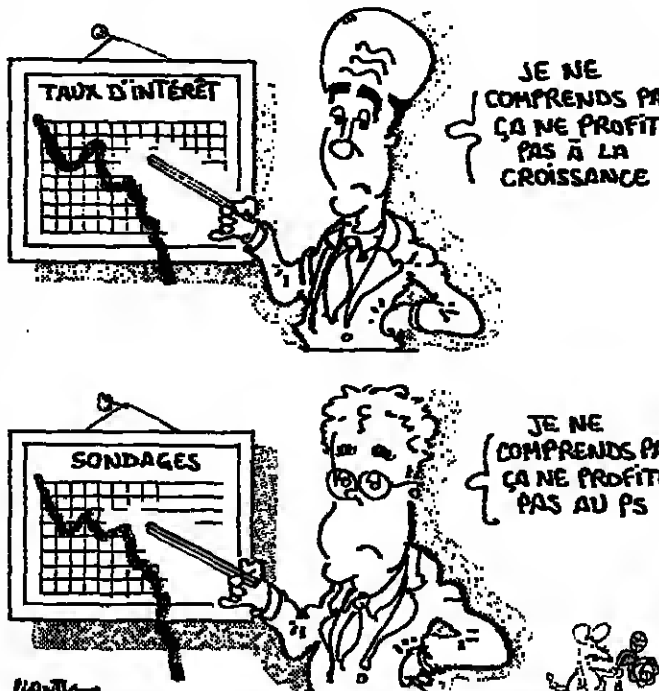
Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 30 BF ; Canada, 2,50 \$; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2000 L ; Japon, 1000 ¥ ; Pays-Bas, 10 G ; Norvège, 14 NOK ; Portugal, 200 Esc ; Suède, 10 SKR ; Suisse, 2,50 CHF ; Tchèque, 12 SKK ; USA, 1975 ; USA (carte), 2,50 \$.

M 0147-310-7.00 F

M. Jospin veut créer un « choc » en relançant la croissance

Le projet économique du PS préconise une hausse du pouvoir d'achat

LIONEL JOSPIN accuse Jacques Chirac et Alain Juppé de porter « une responsabilité particulière dans l'arrêt brutal, en 1995, de la reprise qui s'était esquissée en 1994 ». Dénonçant une politique « erronée » et des perspectives « médiocres », le premier secrétaire du Parti socialiste a plaidé, lors d'une conférence de presse, mardi 18 mars, pour une « politique nouvelle » qui doit « d'abord répondre au déficit de croissance » afin de soutenir la demande par une hausse du pouvoir d'achat et faire reculer le chômage. Cette « dynamique de croissance vertueuse » - 3 % par an à partir de 1998 - M. Jospin veut l'engager à travers le basculement en deux ans des cotisations salariales maladie généralisée, le passage au trentième heures en deux ou trois ans et une « conférence des salaires » qui prévoirait un programme national visant à créer 700 000 emplois en deux ans pour les jeunes.



Lire page 6

Boris Eltsine installe un gouvernement réformateur

Promotion-surprise de Boris Nemtsov

EN FAISANT entrer au gouvernement Boris Nemtsov, le jeune gouverneur libéral de Nijni-Novgorod, le président russe Boris Eltsine semble vouloir renouer avec l'orientation réformatrice de ses premières années de pouvoir. Si la nomination de ce « jeune loup » de province au poste de premier vice-premier ministre vise à contrebalancer la toute-puissance d'Azatoli Tchoubais, qui a le même titre, et à calmer les critiques de l'opposition, c'est désormais une « troïka » insolite qui donnera les grandes orientations de la politique économique. Elle est composée de Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre, âgé de cinquante ans, proche des « barons rouges », et de MM. Tchoubais et Nemtsov, nettement plus jeunes et réformateurs. M. Tchoubais, qui détient également le portefeuille des finances, a été chargé de rétablir les grands équilibres économiques du pays, et d'améliorer la collecte de l'impôt, tandis que M. Nemtsov, son alter ego en matière sociale,

devra assurer le paiement des 9 milliards de dollars d'arriérés de pensions et de retraites. Cette division des pouvoirs laisse toute liberté à M. Eltsine de jouer l'un contre l'autre ses lieutenants. En multipliant ainsi le nombre de ses dauphins possibles, le chef de l'Etat montre également qu'il envisage pas de passer la main. Il a d'ailleurs déclaré, lundi, « qu'il allait bien sûr diriger la Russie jusqu'aux nouvelles élections présidentielles de l'an 2000. [...] Je suis aujourd'hui capable de diriger l'Etat et, d'ailleurs, je suis même en meilleure forme qu'avant ma maladie ». Toutefois, l'ambitieux programme de réformes économiques dont la mise en œuvre est confiée au nouveau gouvernement ne souffrira pas de la dispersion des pouvoirs. MM. Tchoubais et Nemtsov ont chacun fait savoir qu'ils bénéficiaient de la confiance de M. Eltsine et qu'ils avaient la possibilité d'en appeler directement à son arbitrage en cas de litige.

Lire page 2

La Roumanie cherche des familles adoptives pour ses cochons d'Etat

BUCAREST

de notre correspondant
« Ferme d'Etat offre porcs pour adoption » : à lire les déclarations du ministre roumain de l'agriculture, Dinu Gavrilescu, vendredi 14 mars, dans le quotidien indépendant Adevărul, il ne resterait plus que cette solution pour sauver ce qui peut encore l'être de l'élevage de porcs dans les entreprises publiques. Depuis plusieurs jours, les médias se font l'écho de la situation catastrophique dans nombre de « fermes zootechniques » où les animaux meurent de faim. D'où l'idée de M. Gavrilescu de proposer à la population d'« adopter » gratuitement des porcs afin de leur éviter un destin encore plus funeste que celui qui leur est généralement promis : « Je te donne cinq porcs, tu m'en rends un quand tu les auras engraisés », a très pédagogiquement expliqué le ministre de l'agriculture. Avec cette offre, l'Etat ne fait pas montre d'une subite générosité envers ses administrés, pas plus qu'il ne devient un commerçant suicidaire. « C'est un procédé de crise. Une solution pour résoudre le problème de la

survie des porcs. Avant de privatiser ou de liquider [ces entreprises d'Etat], a précisé le ministre. Toutes ces sociétés, généralement très endettées, sont en effet dans le collimateur du ministre, qui a annoncé qu'un tiers d'entre elles devront fermer leurs portes dans les prochaines semaines. Cette situation est caractéristique du dysfonctionnement général des entreprises agricoles d'Etat (IAS), reliquat de la vaste et courageuse réforme fondée de 1991 qui réduira 80 % des terres arables au secteur privé. Le marché roumain de la viande porcine est surprotégé par des droits de douane prohibitifs de 240 % sur la viande étrangère, bien moins chère que la production locale. A cela s'ajoute un élément conjoncturel. Préservés de la concurrence internationale, les directeurs d'entreprises publiques ont cru pouvoir spéculer sans crainte sur le prix de la viande. Anticipant une forte inflation consécutive à la libéralisation des prix alimentaires intervenue au début de l'année, ils ont donc attendu au maximum avant de tuer leurs bêtes, épuisant leurs stocks de fourrage et leurs animaux.

Car la nouvelle majorité issue des élections de novembre 1996 ne semble plus disposée à financer ce secteur à fonds perdus. Sous le regard vigilant du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, auprès desquels la Roumanie espère obtenir prochainement un emprunt indispensable pour renflouer ses caisses, le gouvernement a promis de se débarrasser de ces « canards boiteux » qui grevent lourdement son budget. Les combinats agricoles les moins rentables seront donc liquidés et les terres des IAS seront redistribuées à leurs anciens propriétaires et aux travailleurs agricoles de ces entreprises, selon une loi en préparation. « Depuis 1989, les différents gouvernements ont soutenu à bout de bras l'agriculture publique à coups d'emprunts préférentiels - rarement remboursés - et de subventions cachées, qui n'ont jamais incité les directeurs de combinats agricoles à améliorer leur productivité », estime un expert agricole de la Banque mondiale. Une analyse qui vaut pour bien des secteurs industriels du pays.

Christophe Châtelot

Le goût acide de la douleur

MALGRÉ les multiples recherches menées pour cerner ses mécanismes, la douleur physique demeure la plus énigmatique de nos perceptions. On sait, ainsi, que la sensation douloureuse met en œuvre des molécules spécialisées, dispersées dans la peau et les viscères. Mais la nature exacte de ces « récepteurs » reste, jusqu'aujourd'hui, inconnue. Pour la première fois, l'un d'entre eux vient d'être identifié par des chercheurs du CNRS. La découverte de cette molécule, qui se révèle identique à celle par laquelle notre langue perçoit l'acidité des aliments (l'une des quatre composantes du goût), pourrait contribuer à la mise au point de nouveaux traitements analgésiques.

Lire page 20

Zaire, l'effondrement d'un régime gangrené

LE MÊME SCÉNARIO se répète depuis quatre mois au Zaire : avant chaque assaut rebelle contre une ville, qu'annoncent d'habiles rumeurs mêlant inquiétude et espoir, l'armée gouvernementale, rendue à ses démons familiaux, sème le chaos, intimide et rançonne la po-

pulation, avant de fuir, le plus souvent sans combattre. La ville tombe alors comme un fruit mûr, désertée, voire trahie, par ceux qui auraient dû la défendre. Ainsi s'effondre le régime du maréchal Mobutu, tel un Gulliver gangrené par trois décennies d'incivisme et de

corruption, avant l'ultime attaque qui le jettera au sol. Cet effondrement spectaculaire du « système Mobutu » ne devrait pas surprendre outre mesure. Au temps de sa splendeur, le président zairois aimait arborer ses attributs guerriers - tenue léopard, insignes

des « paras », casque lourd frappé de ses étoiles de général - authentifiant le mythe du meneur d'hommes, nourri d'un indéfectible courage physique, qui s'inscrivait entre les particules de son nom, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, soit en langue ngbandi : « Guerrier puissant qui laisse le feu sur son passage et va irrésistiblement de conquête en conquête ». Colonne vertébrale du régime, présentée à l'aube du règne de Mobutu comme l'une des meilleures d'Afrique, l'armée zairoise est pourtant devenue de longue date. Dès 1974, un mémorandum, préfacé par le président lui-même, la décrivait comme « budgétivore, pléthorique, impuissante ». Ce document fustigeait « les vols, les détournements, les immenses dépenses et usages de faux, l'extorsion de fonds, les arrestations arbitraires, les barages routiers, l'obscurantisme généralisé, le manque de discipline, les mutations trop fréquentes », ajoutant : « Les ambulances servent à faire des courses ou marchés... Les condamnés sont dépouillés de leur poste de radio », avant de conclure lucidement : « La liste des abus est pratiquement inépuisable ».

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite et notre éditorial page 14 et nos informations page 4

Un président désarçonné



PIERRE DURAND

CHAMPION olympique de saut d'obstacles en 1988, Pierre Durand est président de la Fédération française d'équitation. A l'occasion d'une réforme des statuts exigée par un décret ministériel, son action est vivement contestée par les pratiquants de l'équitation sur poney. La Fédération est au bord de l'écroulement.

Lire page 22

International	2	Jour	22
France	6	Météorologie	23
Société	8	Annuaire classés	23
Carnet	10	Culture	24
Régions	11	Guide culturel	27
Horizons	12	Communication	29
Entreprises	15	Abonnements	30
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	30
Aujourd'hui	20	Esquisses	31

هكنا من الأكل

RUSSIE Après avoir renvoyé, la semaine dernière, l'ensemble de ses ministres, le président russe, Boris Eltsine, a renforcé, lundi 17 mars, l'orientation « réformatrice » du nou-

veau gouvernement russe. ● **LE POPULAIRE** Boris Nemtsov, gouverneur de Nijni-Novgorod, région pionnière des réformes, a été nommé au poste de premier vice-premier ministre, « à

égalité » avec l'autre premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubais, qui a en outre obtenu le portefeuille des finances. ● **LE GOUVERNEMENT**, toujours dirigé par Viktor Tchernomyrdine, comprend en outre six vice-

premiers ministres, dont deux jeunes libéraux, Iakov Ourinson et Alfred Kokh, obtenant des postes stratégiques dans le secteur de l'économie.

● **MINÉE PAR LA CRISE** des non-paiements, l'économie reste plongée dans la récession. Les syndicats et les communistes ont appelé à une grève nationale le 27 mars.

Boris Eltsine installe des réformateurs au gouvernement

La nomination du gouverneur libéral de Nijni-Novgorod, 37 ans, symbolise le rajeunissement de l'équipe dirigeante à Moscou. Cet homme, proche d'Anatoli Tchoubais, est considéré comme un « dauphin » possible du président

MOSCOU
de notre correspondant
Depuis une semaine, chacun s'interrogeait : le « nouveau » gouvernement russe sera-t-il une simple mouture de l'ancien ou un cabinet réduit autour de « jeunes loups » de la nouvelle Russie ? Resterait-il sous influence dominante du vieux premier ministre Viktor Tchernomyrdine ou de son nouveau premier vice-premier ministre Anatoli Tchoubais ? La réponse, imprévue, est tombée, lundi 17 mars : le gouvernement sera celui de Boris Eltsine qui, tel Salomon, a tranché dans les conflits sur les nominations qui opposaient déjà M. Tchernomyrdine et M. Tchoubais, en leur adjoignant une troisième figure, celle du jeune gouverneur élu de Nijni-Novgorod, Boris Nemtsov.

A côté du vieux apparatchik Tchernomyrdine, dépourvu de charisme et du « père » des privatisations, Anatoli Tchoubais, dont l'impopularité en Russie est aussi forte que son aura en Occident, Boris Nemtsov apparaît comme l'unique jeune dirigeant russe issu du mouvement démocratique à avoir su garder une certaine popularité en Russie.

Immédiatement, les médias russes ont vu en lui l'héritier désigné de Boris Eltsine pour la prochaine présidentielle, qu'elle ait lieu en l'an 2000 ou plus tôt. Cer-

tains ont regretté que Boris Eltsine ait jeté son poulain dans l'arène « trop tôt ». Parmi ceux-ci, un tel regret fut le numéro deux du Parti agraire (allié des communistes) Guennadi Koulil, signe de l'art du consensus qu'a su développer le « jeune Boris » dans ses fonctions. De même, sa nomination a été saluée par le communiste modéré Guennadi Selezov, président d'une Douma (Chambre basse du Parlement) qui s'était lancée dans une débauche de votes oppositionnels dès l'annonce du passage de leur bête noire, Anatoli Tchoubais, au gouvernement.

JEUX D'APPAREILS

Est-ce donc la crainte d'une confrontation permanente et inévitable avec la Douma qui a poussé M. Tchoubais d'une figure si prometteuse pour lui et pour la Russie, au risque de la « griller » trop tôt ? Est-ce la peur de perdre le contrôle de la situation à la perspective de la grève générale annoncée par les syndicats pour le 27 mars ? Il semblerait que, même si ces deux facteurs ont pu jouer, l'élément déterminant fut, comme très souvent en Russie, plus lié aux jeux d'appareils.

Comme le racontent certains médias, M. Tchoubais et M. Tchernomyrdine, chargés par Boris El-

sine de trouver ensemble une nouvelle « structure et composition » du gouvernement, n'y étaient toujours pas parvenus dimanche, à la veille de la date limite qui leur était impartie. Le chef du gouvernement, arquéboute sur ses positions dans l'appareil et dans les « monopoles » (Gazprom, etc.), exigeait que ces derniers ne soient pas soumis à la seule autorité du très « antimonopoliste » Anatoli Tchoubais, comme l'aurait supposé la nouvelle structure annoncée dès le départ par Boris Eltsine lui-même. Et tant qu'unique « numéro deux » du gouvernement, Anatoli Tchoubais l'aurait en effet régi entièrement et Viktor Tchernomyrdine aurait fait trop visiblement figure de potiche.

C'est M. Tchernomyrdine qui aurait proposé un deuxième poste de « premier vice-premier ministre », pour lequel plusieurs candidatures étaient, dit-on, examinées dimanche. Mais en faisant tomber le choix sur Boris Nemtsov, le président Eltsine aurait quand même fait pencher la balance vers le camp des réformes. L'hypothèse que ce choix fut aussi celui d'Anatoli Tchoubais est probable. Celle d'un scénario totalement écrit à l'avance par ce dernier n'est pas non plus à exclure. Pour l'instant, les concessions visibles faites à M. Tchernomyrdine



sont le maintien en place du chef de son appareil, Vladimir Babitchev, rétrogradé cependant du poste de vice-premier ministre à simple ministre - ce qui est peu de chose dans un cabinet où il restera quand même six « vice-premiers », ainsi que le renvoi de Vladimir Potanine, l'homme des « nouveaux banquiers » au sein du gouvernement.

Toutefois, la composition finale du cabinet ne sera pas arrêtée avant plusieurs jours et M. Pot-

nine pourrait retrouver un poste ailleurs, comme cela est prévu pour le ministre de l'économie sortant, Evguénie Iassine, un vieil allié de M. Tchoubais. Ce dernier ne peut que se féliciter des autres onze renvois intervenus parmi les « premiers-vice premiers » et simples « vice-premiers » ministres du gouvernement : ceux de M. Bolchakov, M. Iliouchine, M. Davydov, M. Zaverioukba, M. Ignatenko, M. Lobov et M. Livchits - ce dernier, également mi-

nistre des finances sortant, retrouvant son ancienne place au sein de l'administration présidentielle, comme numéro deux de celle-ci en charge de l'économie et des finances. Mais dans la mesure où aussi bien Anatoli Tchoubais que Boris Nemtsov se sont assurés auprès de Boris Eltsine qu'ils auront un accès libre à lui, Alexandre Livchits semble réduit à jouer un rôle mineur.

Comme prévu, aucun des « ministres de force » du gouvernement, directement soumis au président Eltsine, n'a été touché dans ce remaniement. Pour l'instant, celui qui joue un rôle clé est le général Anatoli Koulilov, le ministre de l'intérieur qui fut un faucon en Tchétchénie avant d'être promu, pour le remerciement de sa fidélité au pouvoir converti à l'idée de la paix, au rôle de superviseur de tous ces ministères régaliers. Il pourrait céder cette dernière fonction à un homme capable de coordonner enfin la réforme promise de l'armée. Lundi, Boris Eltsine a signé un décret dont la préparation avait déchaîné les conflits, celui réduisant le statut des forces spéciales de parachutistes, si chères à l'opposant Alexandre Lebed. Les choses sérieuses ont peut-être aussi commencé de ce côté-là.

Sophie Shihab

Une équipe rajeunie

- **Anatoli Tchoubais** (41 ans) : ancien chef de l'administration présidentielle, nommé le 7 mars premier vice-premier ministre, il hérite en plus du portefeuille des finances.
- **Boris Nemtsov** (37 ans) : le gouverneur de Nijni-Novgorod (ex-Gorki) entre pour la première fois au gouvernement, au poste de premier vice-premier ministre, au même titre qu'Anatoli Tchoubais.
- **Oleg Sissounef** (44 ans) : élu en 1994 maire de Samara (centre), cet ancien ingénieur en aéronautique, est un fidèle eltsinien. Sa nomination au poste de vice-premier ministre aurait été appuyée par le gouverneur de Samara, Konstantin Titov.
- **Vladimir Boulgak** (56 ans) : ministre des communications depuis 1990, cet ancien responsable des Jeunesses communistes devient vice-premier ministre. Il s'est opposé à l'entrée de sociétés étrangères dans le secteur national des télécommunications.
- **Alfred Kokh** (35 ans) : directeur du Goskominouchestvo, Comité pour la gestion de la propriété d'Etat, organe responsable des privatisations, cet économiste est un fidèle d'Anatoli Tchoubais. Il devient vice-premier ministre chargé des privatisations.
- **Iakov Ourinson** (52 ans) : nommé ministre de l'économie, il prend la place de Evguénie Iassine, dont il était le premier adjoint. Il souhaite que les entreprises cessent de payer leurs dettes devant des parts dans leur capital.
- **Valeri Serov** (56 ans) : cet ancien responsable du Gosplan (Comité d'Etat à la planification de l'ex-URSS) est, avec Anatoli Koulilov, l'un des deux vice-premiers ministres rescapés du gouvernement sortant. Il est désormais chargé de la politique régionale et des relations avec les autres pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI).
- **Anatoli Koulilov** (50 ans) : ministre de l'intérieur depuis juillet 1995, responsable des opérations militaires durant la guerre de Tchétchénie, il a désormais pour tâche de coordonner la lutte contre le crime économique.

Boris Nemtsov, un « jeune loup » de la province russe

MOSCOU
de notre correspondant
Jeune et brun, grand et frisé, réformateur et populaire - deux termes qui sont presque devenus synonymes en Russie -, Boris Nemtsov est depuis longtemps le « choucou » du président Boris Eltsine, « démocrate » âgé et

PROTRAIT

Le gouverneur de Nijni-Novgorod, devra mener la guerre contre les monopoles

fatigué. Celui qui a été et reste le plus jeune gouverneur de Russie - il avait trente-trois ans lorsqu'il fut élu à la tête de la région de Nijni-Novgorod, il en a trente-sept aujourd'hui - est d'ailleurs depuis longtemps considéré à Moscou comme un potentiel héritier du « premier tsar élu de Russie ».

La seule chose qui ait failli séparer « Boris le jeune » de « Boris le vieux » fut la guerre menée par le Kremlin en Tchétchénie. Voulant aider un président enfermé dans un conflit sanglant qui menaçait de lui coûter sa réélection, Boris Nemtsov avait lancé, quelques mois avant la présidentielle de 1996, « l'appel de Nijni-Novgorod », appuyé d'un million de signatures collectées dans sa région. Boris Eltsine avait alors répliqué par un : « C'est du pur

populisme nemtsovien ! » Mais cette remarque fut rapidement suivie de l'annonce d'un processus de paix russo-tchétchène.

A ce moment délicat, certains commentateurs avaient même évoqué une éventuelle candidature à la présidence du jeune Nemtsov, afin de sauver le camp démocrate d'une déroute qui se profilait. C'est dire que lorsque le feu menaçait dans la « Nouvelle Russie », beaucoup de regards se tournaient vers Nijni-Novgorod. Il y a trois cents ans, soulignent les amateurs de références historiques, le salut de la Russie était déjà venu de cette ville commerçante au bord de la Volga : au XVIII^e siècle, un simple citoyen de Nijni-Novgorod, Kouzma Minine, organisait une révolte populaire qui repoussa une invasion polonaise. En fait, Boris Nemtsov n'a jamais eu l'ambition de faire de l'ombre à Boris Eltsine - auquel il a discrètement offert plus d'un point au tennis. Le jeune gouverneur aspirait alors à un rôle difficile et modeste : « Être celui qui est capable de dire la vérité au président », qui avait fait de lui, en 1991, son représentant dans la troisième région de Russie par sa population et sa production industrielle.

Bien qu'originale de Sochi, station balnéaire du sud de la Russie, Boris Nemtsov n'était pas pour autant un parachuté dans cette région. Après y avoir fait ses études - il est docteur en physique à vingt-cinq ans et parle anglais -, Boris Nemtsov s'était lancé en

politique, prenant la tête, dès 1986, après l'acident de Tchernobyl, d'un mouvement populaire qui fit échec à la construction d'une centrale nucléaire dans la région. Il n'eut ensuite aucun mal à se faire élire député du Parlement russe.

STYLE DÉCONTRACTÉ ET EFFICACE

Populiste et populaire, Boris Nemtsov plaît aux habitants de Nijni-Novgorod et aux Russes. Son volontarisme, son charme, sa franchise et son humour tranchent avec l'immobilisme et la morgue des anciens apparatchiks, qui, à l'image du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, dirigent le pays engoncés dans la vieille langue de bois et une constante impopularité. A peine nommé, le jeune Boris a d'ailleurs choisi de croiser le fer avec la nouvelle élite. A peine nommé, le deuxième premier vice-premier ministre a aussitôt annoncé que les hauts fonctionnaires devraient renoncer à se déplacer dans « leurs Mercedes et leurs Rolls-Royce » et rouler dans des voitures russes, plus modestes.

Arborant la chemise et le blouson noir, parfois agrémentés d'une cravate, Boris Nemtsov cultive le style décontracté et efficace. Dans la classe politique russe, il n'a que des amis ou presque. C'est avec l'opposant démocrate Grigori Iavlinski que le jeune gouverneur a lancé, avant tout le monde, les réformes économiques dans sa région, rapidement promues « exemple de la Russie qui

gagne » ou du moins qui ne s'enfonce pas. (Le Monde du 18 novembre 1992 et du 8 décembre 1995). Favori du maître du Kremlin, Boris sait aussi défendre ses collègues gouverneurs, même communistes. Il est aussi ami de l'autre nouveau premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubais, quarante et un ans, dont il sera chargé de faire oublier l'impopularité. Les deux jeunes loups de Boris Eltsine semblent partager une aversion commune et à peine dissimulée pour Viktor Tchernomyrdine. Alors qu'Anatoli Tchoubais, en charge de l'économie, se voyait octroyer lundi les finances, Boris récupérât, lui, les affaires sociales, mais aussi l'« activité anti-monopole » : le nom de code désignant la guerre à mener contre la société Gazprom, véritable Etat dans l'Etat et enfant chéri de M. Tchernomyrdine. Ainsi flanqué de deux jeunes turs, le premier ministre risque d'avoir à batailler ferme.

Conscient des dangers qui l'attendent et pourvu d'un bon sens de la mise en scène, Boris Nemtsov a déclaré que sa nomination « équivalait au peloton d'entraînement ». L'issue de la lutte entre les jeunes technocrates et les vieux apparatchiks reste en effet incertaine. Elle pourrait paralyser le gouvernement. « A Moscou, avait l'habitude de dire le jeune gouverneur, il n'y a pas de pouvoir. Juste la lutte pour le pouvoir. »

Jean-Baptiste Naudet

L'économie continue de s'effondrer et l'« explosion sociale », annoncée par M. Lebed, menace

MOSCOU
de notre correspondant
« La patience du peuple est à bout. » Lorsque, jeudi 6 mars, Boris Eltsine annonce de grands et rapides changements devant les députés réunis au Kremlin, il ne sait pas que quelques heures plus tard un événement va confirmer ses paroles. Une des victimes des réformes, un sans-abri âgé de soixante ans, Guennadi Ermolov, allait tenter de s'immoler par le feu, sur la place Rouge, à l'emplacement réservé par les tsars pour les exécutions.

A peine sorti de son lit d'hôpital, le président russe a retrouvé son flair. Il a senti que la révolte grondait. Car, en Russie, seuls les Occidentaux s'amusaient encore des anecdotes souvent cocasses engendrées par la crise des salaires, souvent remplacés par des paiements en nature : ouvriers d'une usine militaro-industrielle reconvertie de Volgograd (l'ex-Stalingrad) payés en godemichés (in-vendables même au sex-shop local

car « inertes »), bûcherons de Sibirie dont la paye fut acquittée en tampons périodiques, travailleurs payés en cerueils...

Plus rien ne semblait faire rir un peuple dont la patience légendaire semblait pourtant aussi infinie que la plaine russe. Plus de huit mois après la réélection de Boris Eltsine, sur la promesse formelle et répétée que les salaires et les retraites seraient désormais payés en temps et en heure, le peuple exige des actes. Car, au lieu de s'adoucir, la crise semble s'amplifier : fin janvier, le montant des salaires impayés avait doublé par rapport à 1996, atteignant près de 9 milliards de dollars (plus de 52 milliards de francs).

Le mécontentement s'aggrave d'autant plus que, malgré la reprise promise chaque année, l'économie russe continue de s'effondrer, la production ayant baissé encore de 6 % en 1996. Parallèlement, le chômage est en hausse de 6 % en 1996, touchant officiellement 9,3 % de la population active.

Selon une étude du Bureau international du travail (BIT), 35 % de la main-d'œuvre active est aussi victime d'arrêts de travail forcés et non payés.

COLLECTER L'IMPÔT

Dans toute la Russie, les grèves sporadiques se multiplient, menaçant de se transformer en un mouvement national prévu pour le 27 mars. L'opposant Alexandre Lebed prédit une « explosion sociale ». En renouvelant son gouvernement, eo y nommant le jeune et populaire Boris Nemtsov, Boris Eltsine a sans doute gagné un répit. Mais s'il ne veut pas rapidement se retrouver dans la situation du précédent, le nouveau cabinet russe devra rapidement mettre un terme à la crise de l'autorité et des finances publiques.

L'origine de cette crise est connue. Afin de juguler l'hyperinflation des premières années des réformes, l'Etat russe a renoncé, fin 1994, à faire fonctionner la planche à billets. Mais, faute de

rentées fiscales, l'Etat n'a plus eu les moyens de payer ses employés, ses dettes aux entreprises d'Etat ou privées, créant un cercle vicieux commun sous le nom de « crise des paiements ».

Afin de ne pas perdre l'élection présidentielle, les stratèges du Kremlin ont, un temps, réussi à masquer la situation en effectuant des emprunts coûteux et massifs (45 milliards de dollars en 1996) sur le marché intérieur, en bons du Trésor. Mais, en raison des forts taux d'intérêt nécessaires pour attirer les investisseurs, même à court terme, en Russie, cette solution a vite atteint ses limites. Les nouvelles émissions servent, en gros, à couvrir le remboursement des précédentes.

Pour sortir de l'impasse, le nouveau gouvernement russe devra donc s'employer à collecter l'impôt, tout en essayant de réduire les dépenses inutiles et les détournements des fonds d'Etat. Pour inciter les citoyens à acquitter leurs dus, les autorités ont lancé une

campagne, qui va jusqu'à des annonces dans le métro de Moscou. Mais ses résultats restent maigres et incertains, car le mauvais exemple vient de très haut, du gouvernement lui-même, et des principales entreprises du pays protégées ou « excoérées » en haut lieu, et qui détournent l'essentiel de la dette fiscale à l'Etat.

L'exemple-phare reste le secteur fortement bénéficiaire des producteurs et exportateurs d'énergie, et notamment de l'entreprise Gazprom, « enfant » du premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. Quelques mesures d'inspiration populiste annoncées, comme d'empêcher les riches dirigeants russes de rouler dans des voitures occidentales de luxe, suffiront peut-être à calmer, pour un temps, les esprits. Mais elles risquent d'être insuffisantes pour éviter une crise si les fils des héros de Stalingrad continuent d'être payés en godemichés.

J.-B. N.

حکومت النجف

Le chef des socialistes albanais, Fatos Nano, fait sa rentrée après quatre ans de prison

Il a appelé à la « réconciliation morale de tout le peuple »

Les fonctionnaires ont commencé à retourner au travail, lundi 17 mars, à Tirana, en dépit de l'insécurité persistante dans le reste du pays. Le

leader socialiste Fatos Nano, libéré et amnistié après quatre ans de prison, a fait sa réapparition sur la scène politique. Il ne s'est prononcé ni

pour une intervention armée étrangère, ni pour la démission du président Berisha, que réclament les insurgés.

TIRANA

Après quatre années de prison, Fatos Nano, qui fait figure de principal rival du président Sali Berisha, a retrouvé son fauteuil de président du Parti socialiste albanais. Le leader socialiste était emprisonné pour corruption, mais était considéré comme un détenu politique par Amnesty International. Depuis sa libération à la faveur des élections qui secouent l'Albanie, il se cachait quelque part à Tirana. Il est finalement revenu, lundi 17 mars, au siège de son parti, au lendemain de l'annonce de son amnistie par la présidence albanaise.

Dans la rue, dans le hall d'entrée, une foule de sympathisants attend le retour de Fatos Nano. Se mêlent des pauvres en détresse et des nostalgiques du communisme. Des vieillards ôtent leur chapeau et applaudissent chaque arrivée d'une personnalité socialiste. On s'embrasse, on fume beaucoup. On salue « Nano parmi nous ! » ou « Nano est de retour ! ». « Le Parti socialiste est le parti qui défend les couches les plus pauvres de la population », explique un agriculteur. D'autres tentent de justifier leur appartenance à un mouvement présenté comme l'héritier du Parti

du travail d'Enver Hoxha. « Il y a ici des nostalgiques communistes, c'est vrai, contre une femme. Mais il y a surtout des réformistes, des socialistes modernes, car le peuple albanais a trop souffert sous le régime de Hoxha. »

Le retour sur la scène politique de Fatos Nano était très attendu, après la nomination d'un premier ministre socialiste, Bashkim Fino, par le président Berisha. Car M. Fino, ancien maire de la ville de Gjirokastra, est peu connu, même si ses premières interventions télévisées ont fait une forte impression aux Albanais.

« MISSION DE PAIX »

Fatos Nano, qui fut brièvement premier ministre en 1991 avant que le Parti démocratique de M. Berisha emporte les élections, reste le chef incontesté de l'opposition. Libre, il devient un important pilier du programme de « réconciliation nationale » mis en œuvre par MM. Berisha et Fino.

Fatos Nano a immédiatement exprimé son soutien à la politique définie par la coalition des partis politiques et s'est réclamé la démission de Sali Berisha, qui demeure la revendication principale des insurgés du sud du pays. « La démission de Berisha n'est pas ma

première préoccupation politique, a-t-il déclaré. Nous avons besoin d'une réconciliation morale de tout le peuple albanais. Nous devons soutenir les requêtes du peuple et le programme du gouvernement d'union nationale. » « Je préférerais, bien sûr, serrer la main du citoyen Sali Berisha plutôt que celle du président Sali Berisha », a-t-il ajouté. Mais la destinée du pays n'est plus aujourd'hui entre les mains d'un seul homme. »

Fatos Nano paraît ainsi ne pas contredire les récentes déclarations du Parti socialiste, qui souhaite que M. Berisha ne quitte la présidence qu'à la faveur de prochaines élections démocratiques, et non sous la pression de l'insurrection. M. Nano a simplement encouragé le président albanais à collaborer plus activement avec l'opposition, en précisant : « Si les manifestants continuent de réclamer sa démission, cela signifie que Berisha n'a pas encore bien compris le message. »

Le leader socialiste s'est, par ailleurs, exprimé contre une intervention militaire occidentale en Albanie. « Chaque assistance internationale qui contribuera à la stabilisation du pays sera la bienvenue, a-t-il dit. Nous avons d'abord besoin d'une assistance politique et d'un soutien humain, et non d'armes

et de casques lourds, fussent-ils bleus. » « Les Albanais se sont armés eux-mêmes ; ils se désarmeront eux-mêmes », a-t-il conclu. Il a précisé que le Parti socialiste devait accomplir une « mission de paix » dans le sud du pays, afin de convaincre les insurgés de déposer les armes et de soutenir le gouvernement de M. Fino. Optimiste, il pense que l'Albanie est « en train de tourner une nouvelle page de son histoire ».

Tandis que Bashkim Fino s'occupe du rétablissement de l'ordre et des priorités annoncées (restructuration des forces de l'ordre et de la police secrète, libéralisation des médias, préparation d'un scrutin libre et honnête), M. Nano va préparer le Parti socialiste pour les élections du mois de juin. Une victoire au Parlement lui permettrait d'être ensuite élu président de la République.

Cinq jours après sa sortie de prison, M. Nano est entré en campagne. Malgré l'écrasante impopularité qui frappe actuellement Sali Berisha, les socialistes ne sont cependant pas assurés de remporter le scrutin, tant les Albanais s'affirment dégoûtés par l'ensemble de leur classe politique.

Rémy Ourdan

L'Argentine veut développer ses échanges avec la France

Jacques Chirac achève son périple latino-américain dans un pays ambitieux et fier de sa nouvelle puissance économique

BUENOS AIRES

de nos envoyés spéciaux
Au premier jour de sa visite officielle en Argentine, Jacques Chirac, comme au Brésil, n'a pas échappé au problème du déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays. « La place que nous occupons dans vos échanges est trop petite », lui a expliqué le président argentin en le recevant, lundi 17 mars, à la Bourse du commerce de Buenos Aires. Tout en se disant sûr de trouver une solution « afin de parvenir à l'équilibre », notamment grâce à l'accord-cadre signé fin 1995 entre l'Union européenne et le Marché commun du cône Sud (Mertcosur), Carlos Menem a rappelé qu'il fallait aussi « résoudre le problème de l'agriculture ».

Dans son discours, le lendemain, devant les membres du Congrès, Jacques Chirac devait répondre en résumant les accusations volées de protectionnisme. Il devait reconnaître que le stade d'une complète libéralisation des échanges entre les deux espaces économiques régionaux « demandera lieu à d'âpres négociations, notamment sur les produits agricoles ». Sur le fond, le chef de l'Etat devait balayer les objections en s'appuyant sur la vitalité des « entreprises, grandes et petites, capables d'approfondir la coopération, de développer l'investissement, de transférer les technologies ». Une façon d'inviter les entrepreneurs argentins à prendre des parts sur les marchés français et sur ceux de l'ensemble de l'Union européenne.

RECONNAISSANCE

Constatant que la France et l'Argentine sont deux grandes nations agricoles, le chef de l'Etat devait inviter à une plus grande collaboration, dans ce domaine, appelant ses hôtes à poursuivre dans la voie qui « consiste à renoncer à l'affrontement ». Au même chapitre, Jacques Chirac invitait les deux pays à relever ensemble « le grand défi du déficit des produits alimentaires qui sera, dans les trente ans à venir, la conséquence de l'évolution démographique du monde ».

Comme son homologue brésilien, Carlos Menem se sent en position de force : sur le plan intérieur, il possède la légitimité de sa réélection à la présidence, en mai 1996, et est fier des bons résultats macro-économiques de l'Argentine ces dernières années. Il ne cache plus ses ambitions de voir son pays intégrer le club du « premier monde », comme on désigne à Buenos Aires les grandes puis-

sances industrielles. Dans cette optique, le gouvernement argentin s'est engagé dans une série de contacts internationaux, dont le voyage du président français n'est qu'un épisode. L'agenda diplomatique argentin sera particulièrement chargé en 1997. En un an, Carlos Menem a reçu ou recevra les chefs d'Etat et de gouvernement qui représentent les principales puissances économiques mondiales et les principaux investisseurs étrangers en Argentine. A tous, M. Menem tient à peu près le même langage : venez investir chez nous, pays politique-

Le lapsus du président

Selon une tradition désormais bien instituée à chacun de ses voyages à l'étranger, Jacques Chirac a rencontré un échantillon de la jeunesse argentine à l'université de droit de Buenos Aires, comme l'avait fait le général De Gaulle, qui s'y était exprimé en 1964. Il a appelé les jeunes à prendre leurs responsabilités dans la « consolidation de la démocratie ». L'assemblée des professeurs et des étudiants a écouté courtoisement et sans passion le discours du chef de l'Etat. Une seule petite fausse note s'est avérée dans cette partition bien réglée. Un manifestant s'est glissé, impromptu, à la tribune des choristes et a déployé une banderole proclamant « Non à la xénophobie » et « Haute aux armes nucléaires ». Est-ce parce que son regard a saisi l'important ? Toujours est-il que, quelques instants plus tard, M. Chirac a commis un joli lapsus : l'évocation lyrique de la richesse de « l'âme argentine » est devenue « une malencontreuse « arme argentine ».

ment stable à l'économie libérale. En échange, il demande la reconnaissance de la nouvelle « situation internationale de l'Argentine ». A Jacques Chirac, il a demandé par exemple l'appui de la France pour intégrer le club des pays les plus développés, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Forts de leur nouvelle puissance, économique et politique, les Argentins entendent négocier dans toutes les directions : est, ouest, nord.

Alain Abellard et Christine Legrand

L'afflux continue sur les côtes de l'Italie du Sud

OSTUNI (nord de Brindisi)

de notre envoyé spécial
« Ils arrivent. C'est un bateau de pêche albanais. » Dans la marina d'Ostuni, au port de Villanova, les habitants n'en reviennent pas. Ce navire bleu, au large, avec tous ces passagers sur le pont, ce ne peut qu'être des réfugiés. L'alarme est immédiatement donnée dans l'alarme général. C'est la première fois que l'exode des Albanais touche cette petite ville, située à une trentaine de kilomètres au nord de Brindisi. Une vedette est dépêchée pour stopper le bateau le temps de mettre en place le dispositif d'accueil : force de sécurité, équipe sanitaire et un autobus scolaire pour évacuer les fugitifs.

Tout est prêt deux heures plus tard pour recevoir le Zgolemi, immatriculé à Durres. A son bord, soixante-quinze passagers, dont vingt enfants, plus les trois membres d'équipage. Le débarquement peut commencer après une rapide inspection du bateau. Tous les occupants sont fouillés sans exception afin de savoir s'ils ne sont pas porteurs d'armes ou de drogue, comme cela est déjà arrivé. Cette fois, il s'agit de familles entières entassées au milieu des filets et des casiers à poissons. Le transbordement jusqu'à l'autobus se fait sous les regards curieux d'une foule qui trouve ces exilés plutôt bien habillés. La traversée n'a pas été difficile. Lundi 17 mars, la mer est calme et le voyage a

duré treize heures pour ce chalutier de 24 mètres.

L'autobus s'en va vers Brindisi pour le recensement de ces nouveaux arrivés, tandis que l'équipage, sous l'œil de la police, procède à la mise à quai définitive. Le bateau est consigné et les trois marins emmenés par les carabinieri pour être interrogés. « Nous avons tourné pendant trois jours devant le port de Durres, impossible d'entrer, explique Sherrif, cinquante-sept ans, le mécanicien. La police bruite, et le bateau aurait été pris d'assaut par tous ceux qui veulent partir si nous avions accosté. Dieu est avec nous. »

« NOUS N'AVONS PAS PAYE »

Le commandant Rifat, quarante-deux ans, affirme qu'il est prêt à retourner chez lui dès que les fusillades auront cessé. La police est sceptique. Elle laisse entendre que les passagers ont sans doute payé pour la traversée. Un jeune inspecteur se demande où et comment les réfugiés sont montés à bord. La cabine est fermée à clef. L'enquête est terminée. L'enquête commence.

Comme tous les autres, ces débarqués sur la terre promise seront hébergés dans les centres d'accueil déjà submergés. A la périphérie d'Ostuni, centre balnéaire, la bien nommée Villa della speranza en est un. Cet ancien orphelinat a été rouvert, dimanche, pour faire face à la ruée venue de l'autre rive. Cent vingt-cinq adoles-

cents y sont logés et tuent le temps comme il peuvent. Les journalistes sont une distraction et une aubaine. Grâce à leurs téléphones portables, ces rescapés peuvent donner des nouvelles à leur famille ou tout simplement appeler leurs petites amies en Albanie.

Artan Birçe, dix-sept ans, attend que son frère vivant à Rome vienne le chercher. Il espère un travail, « de quoi pouvoir vivre ». « Survivre », ajoute Redjan Meta, seize ans, dont l'ambition est de faire partie d'une équipe de football. Tous deux refusent catégoriquement de rentrer à Viora, dont ils se sont enfuis après avoir, eux aussi, pris les armes. Ils ne savent pas quel sort leur sera réservé. « Nous n'avons pas payé », s'empresse de dire Artan, mécanicien sans travail pour qui l'avenir n'est plus à Viora, même si l'Albanie reste sa patrie.

Les autorités font face comme elles le peuvent en se demandant combien de temps encore l'exode continuera. Les plus hauts responsables de la région des Pouilles réclament une aide financière et logistique de l'Etat et de l'Union européenne. Lundi encore, des bateaux de toute nature sont arrivés dans presque tous les ports de la côte. Au total, soixante-deux embarcations ont déjà franchi le canal d'Otrante. Et rien n'indique que le mouvement soit sur le point de faiblir.

Michel Bôle-Richard

Les travaillistes britanniques grands favoris des élections du 1^{er} mai

LONDRES

de notre correspondant
John Major a officiellement confirmé, lundi 17 mars, que les élections législatives se dérouleront, jeudi 1^{er} mai, qui c'est pas fêté au Royaume-Uni. Après en avoir informé la reine, il a commencé sa campagne dans la circonscription de Luton, au nord de Londres. En pleine forme, M. Major semblait ravi de se retrouver sur le terrain : les élections, a-t-il affirmé, c'est aussi « beaucoup d'amusement ».

« Il y a eu (depuis 1979) une révolution dans les choix, les chances et le niveau de vie. Dans ces élections, le choix sera entre le parti qui a permis cette révolution et les deux qui se sont opposés à tous ces choix ou presque. (...) Non seulement je pense que ces élections sont gagnables, mais je suis certain que nous allons gagner », a ajouté le premier ministre. Il annonce ainsi une cinquième victoire consécutive des conservateurs, ne tenant aucun compte des sondages qui donnent, tous, les travaillistes vainqueurs.

M. Major a reçu le soutien de Margaret Thatcher, qui a mis fin — du moins publiquement — aux rumeurs faisant état de ses sympathies pour les eurosceptiques du Parti conservateur ou de son estime pour Tony Blair, le chef du Labour.

Le premier ministre compte sur six semaines de campagne pour remonter la pente. Conservateurs et

travaillistes vont mettre en avant davantage l'image de leurs chefs respectifs que celle de leurs partis, pour séduire l'électorat. Sur bien des points, les deux formations se sont en effet beaucoup rapprochées. M. Blair a aligné nombre de ses objectifs sur ceux de l'ère Thatcher-Major et déclaré, par exemple, lundi : « Je ne dis pas que tout ce qui a été fait au cours des dix dernières années a été un désastre ». Avant d'ajouter : « Nous pouvons faire mieux qu'eux ! ».

« JOHN, NE T'INCROUSTE PAS ! »

Mais, si toutes les énergies du Labour paraissent tendues vers cet objectif unique de sortir enfin de dix-huit années d'opposition, les choses ne sont pas aussi simples du côté des conservateurs. Le week-end dernier a été l'occasion pour ceux-ci de se rendre à Bath (dans le sud-ouest de l'Angleterre) écouter le premier ministre définir ses thèmes de campagne. Beaucoup de caciques torques pensent, toutefois, que la bataille est déjà perdue. Demandant à M. Major de quitter la direction du parti en cas de défaite, Edwina Currie, ancienne ministre, s'est exclamée : « John, je t'en prie, ne t'incruste pas ! » John Biffen a ajouté que le revers peut être tel que « beaucoup de candidats évidents à la succession auront été eux-mêmes battus ».

Dans cette atmosphère défaitiste, seul M. Major semble garder son optimisme. Son gouvernement a dé-

jà annoncé les réformes à venir s'il est réélu, montrant que la révolution thatcherienne ne s'est pas arrêtée en chemin, tant s'en faut : hostilité de plus en plus marquée à la monnaie unique, privatisation du réseau londonien, d'une part des allocations sociales et de la retraite, etc.

En même temps, cet homme issu d'un milieu modeste entend rappeler qu'il est resté un « fils du peuple ». « Notre prochain gouvernement, a-t-il promis à Bath, fera en sorte que ceux qui n'ont rien aient quelque chose » au sein d'une « Grande-Bretagne populaire ». Cette recherche du « centre politique », attiré de plus en plus par M. Blair, est vitale pour les Tories. C'est en fait dans les circonscriptions des banlieues aisées qui ont profité des réformes de la « Dame de fer », mais qui déplorent les excès des privatisations, la déchéance des systèmes de santé et d'éducation et la recrudescence de la criminalité, que la victoire se jouera.

C'est pour séduire cet électorat que M. Blair a dépouillé le Labour de tous ses oripeaux socialistes et qu'il a promis le moins de changements possibles — en particulier fiscaux. C'est aussi la raison pour laquelle M. Major mène un discours ultra-libéral qui a, jusqu'à présent, si bien réussi aux Tories et des accents populistes.

Patrice de Beer

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents
NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

MBA

Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 3 mois à Paris et 9 mois à New York ou San Francisco.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA

International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 h de formation intensive :
 - 10 séminaires à PARIS : 240 h
 - 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

En coopération pour New York : Pace University
Center for International Studies

IUA, School of Management

148, rue de Grenelle 75007 Paris

Tél. : 01-45-51-52-52 - Fax : 01-45-51-09-08

IUA, New York - Paris - San Francisco

E-Mail : IUA @ IUA.EDU

IUA

مكتبة الدكتور

La France est totalement isolée à l'ONU sur la crise zaïroise

Aucun pays ne demande plus l'arrêt de la progression des forces de Laurent-Désiré Kabila, qui paraissent devoir s'emparer sans combats de la province du Shaba

Au Conseil de sécurité comme à l'Assemblée générale des Nations unies, plus aucun pays membre de l'organisation internationale ne semble disposé à exiger des rebelles zaïrois de Laurent-Désiré Kabila qu'ils arrêtent une

progression qui ne rencontre aucune opposition de la part des forces gouvernementales du président Mobutu. Percue comme le dernier soutien au régime de Kinshasa, la France est désormais totalement isolée à l'ONU, y

compris au sein du groupe des pays de l'Afrique francophone, où les efforts de Paris en faveur d'une action d'aide aux réfugiés sont interprétés comme masquant une volonté de venir au secours du président zaïrois.

L'opinion générale qui prévaut à New York est que M. Kabila, plus que jamais en position de force après la prise de Kisangani, va s'emparer de la province du Shaba avant de négocier avec le régime de Kinshasa.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le sort des réfugiés et la panique que l'avancée militaire des forces rebelles au Zaïre a provoquée chez eux seraient désormais la seule raison pour l'ONU de demander la cessation des hostilités dans ce pays. Les diplomates à New York et l'entourage de Mohamed Sahnoun, le médiateur des Nations unies dans la région, concèdent pourtant qu'aucun pays, « ni occidental ni africain », n'est désormais prêt à mettre la pression sur les forces rebelles de Laurent-Désiré Kabila pour arrêter les hostilités.

Cette unanimité isole Paris, qui exige encore une action de la communauté internationale à travers le Conseil de sécurité de l'ONU pour un cessez-le-feu. « On ne peut plus parler de la cessation des hostilités, estimait lundi soir à New York un diplomate occidental. Il n'y a pas d'hostilités : les rebelles ne se battent pas, ils ne font qu'avancer et la solution est que le régime de Mobutu accepte sa fin. » Les diplomates des pays africains de la région ne mâchent pas non plus leurs mots. Pour eux, « il est plus urgent de mettre fin à la souffrance de quarante-cinq millions de Zaïrois que de s'occuper du sort de

quelques milliers de réfugiés ». Les diplomates onusiens, qui estiment que le prochain but des forces rebelles de M. Kabila est sa province natale du Shaba, et en particulier la ville de Lubumbashi, se préoccupent, eux, toujours de la panique que cette avancée provoquerait chez les réfugiés.

POSITION DE FORCE

M. Sahnoun espérait pouvoir faire de la ville de Kisangani, qui est tombée aux mains des rebelles samedi dernier, une zone sûre pour les réfugiés. Lors de sa rencontre avec le chef des rebelles à Goma, M. Sahnoun a obtenu de M. Kabila de ne plus attaquer les réfugiés et de permettre que les agences de l'ONU puissent leur venir à l'aide. « Nous sommes très conscients du fait qu'aucun pays ne demande à Kabila d'arrêter ses actions militaires dans le pays, explique un diplomate. Politiquement, c'est une analyse réaliste car, de toute façon, il n'a aucune raison d'accepter mais nous, à l'ONU, nous sommes obligés de nous préoccuper de l'effet que cette avancée pourrait avoir sur des milliers de réfugiés. »

Le refus des grandes puissances et des pays africains d'exiger un cessez-le-feu met en difficulté le

médiateur de l'ONU, M. Sahnoun, qui devait recueillir, mardi 18 mars à Nairobi, le premier ministre zaïrois, Léon Kengo Wa Dondo, pour sonder l'attitude du gouvernement de M. Mobutu face aux exigences de Laurent-Désiré Kabila sur l'ouverture de négociations directes avec les responsables de Kinshasa. Avant toute cessation d'hostilités, « les grandes puissances, mise à part la France, semblent avoir accepté la logique de Kabila en exigeant des négociations directes avec le régime de Mobutu », explique un diplomate. « Kabila veut être reconnu comme le chef d'une force politique et non pas comme le chef d'une bande de rebelles, et cet objectif il ne l'atteindra qu'en négociant directement avec les responsables de Kinshasa. » Ce diplomate ajoute : « Kabila est en position de force et il entend exploiter avant d'accepter quoi que ce soit. Et à mon avis, il entend prendre la province minière du Shaba avant même d'accepter de négocier, ce qui lui donnera des moyens énormes. »

Ce diplomate, qui requiert l'anonymat, se dit perplexe devant la position de Paris. « Les responsables français doivent savoir mieux que quiconque que le régime de Mobutu n'est plus soutenable. Mais on

a toujours l'impression que Paris tente tout pour que ce régime soit pris en compte, ce qui n'aidera pas l'influence de la France dans une région où déjà le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda sont sous influence anglo-saxonne. »

DIVERGENCE FONDAMENTALE

De plus en plus, à New York, on parle d'une « divergence fondamentale » d'analyse de la situation zaïroise au sein du gouvernement français. Répondant à une question sur le degré de soutien de la position française parmi les pays francophones africains, un diplomate africain déclarait : « On a du mal à nommer un seul pays qui, par sympathie pour la diplomatie française, soutienne encore la thèse de Paris. Si soutien il y a, il est extrêmement timide. »

Malgré le fait que les diplomates proches du dossier zaïrois nous affirment que les Américains ne font pas pression sur les forces rebelles pour accepter le plan de paix de l'ONU, les Américains prétendent avoir « tout essayé » pour obliger les rebelles à accepter un cessez-le-feu. Contacté par téléphone à Washington, un responsable du département d'Etat déclare : « Nous avons mis la pression sur Ka-

bila par le président ougandais Museveni interposé pour qu'il accepte un cessez-le-feu. » Et il ajoute : « Pas parce que nous voulons aider le régime de Mobutu, mais parce que nous sommes très préoccupés par le sort des réfugiés. » Selon ce diplomate, « avant la chute de Kisangani, nos pressions étaient sans issue, mais désormais il est possible que nous puissions persuader les rebelles d'accepter la voie de la raison ».

Du côté américain, on souligne encore que, sur le chemin de Laurent-Désiré Kabila, les obstacles ne sont plus d'ordre militaire, mais déjà d'ordre politique : s'il achève de s'emparer du pouvoir par la force, il risque de se voir reprocher de l'avoir conquis grâce à l'aide de « l'étranger » (l'Ouganda et le Rwanda) et de s'exposer à « de sérieux problèmes ». A Washington, on estime que M. Kabila se forgera « une autre image » et rencontrera moins de difficultés s'il négocie - c'est-à-dire en acceptant le plan de paix de l'ONU -, ce qui lui permettrait en quelque sorte d'obtenir la caution des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine.

Afsané Bassir Pour

M. Mobutu victime

d'hémorragies vésicales

Hospitalisé dimanche à Monaca, le président Mobutu souffre de complications médicales, sévères du traitement de son cancer de la prostate. « L'évolution de sa lésion cancéreuse ne pose pas de problème majeur à court terme. En revanche, il est victime d'hémorragies vésicales qui imposent la pratique de transfusions sanguines et qui réduisent considérablement son autonomie, a indiqué au Monde son entourage médical. Cette situation est la conséquence de la radiothérapie intensive qui avait été faite pour contrôler l'évolution de la tumeur prostatique. Elle impose une prise en charge spécialisée qui ne peut en pratique être assurée dans son pays. »

Pour sa part, le fils du président zaïrois, Nzanda, a donné, lundi 17 mars, des nouvelles rassurantes de son père, déclarant notamment : « Il est en bonne santé. Il est venu pour des tests médicaux supplémentaires. Il quittera très bientôt le centre hospitalier et prépare son retour au pays. »

Kinshasa attend avec impatience l'arrivée des rebelles

KINSHASA

de notre envoyé spécial

« Suivez chaque jour l'avance de Robila ! »

aux carrefours de Kinshasa, les petits vendeurs de cartes routières du Zaïre ont trouvé un nouvel argument commercial. Ils invitent les automobilistes à acheter ces cartes pour pouvoir suivre avec exactitude la progression des troupes rebelles à travers le pays. Après la prise de Kisangani, celles-ci ne semblent pas vouloir s'arrêter en si bon chemin et annoncent que leur prochain objectif sera Lubumbashi, située dans l'extrême sud du Shaba, sur la frontière zambienne.

Dans les rues de la capitale, la plupart des Kinsois interrogés ne cachent plus leur hâte de voir arriver les hommes de Laurent-Désiré Kabila pour les débarrasser du régime du président Mobutu. Dans la presse, plusieurs éditorialistes réclament la démission du gouvernement du premier ministre, relevant que M. Kengo Wa Dondo n'est plus crédible, lui qui avait assuré deux jours avant sa chute que « Kisangani ne tomberait pas ». Face à cette fronde, le gouvernement s'est contenté de publier, lundi 17 mars, un communiqué destiné à calmer les appréhensions de la population. Il a annoncé un renforcement des mesures de sécurité afin d'éviter d'éventuels pillages et a démenti les rumeurs concernant un coup d'Etat

des militaires. Le premier ministre, quant à lui, va se rendre à Nairobi pour le sommet régional du 19 mars, consacré à la crise des Grands Lacs et auquel M. Kabila, acteur pourtant incontournable du conflit, n'a pas été convié. Seule l'opposition zaïroise demande ouvertement la tenue de pourparlers avec la guérilla. Mais elle soutient aussi la progression des rebelles car « il faut affaiblir le pouvoir pour l'obliger à négocier ». Les opposants assurent qu'ils maintiendront des contacts permanents avec M. Kabila depuis l'octobre dernier, mais ils veulent rester discrets pour éviter d'être accusés d'« intelligence avec l'ennemi » par le pouvoir.

LES GÉNÉRAUX DIVISÉS

Cela dit, Etienne Tshisekedi, le plus populaire des opposants, qui se considère toujours comme le premier ministre « légal » de la transition bien qu'il ait été écarté de son poste par le chef de l'Etat en 1993, reste étrangement silencieux, ce qui nourrit des spéculations selon lesquelles M. Tshisekedi perçoit Laurent-Désiré Kabila comme un rival sérieux.

Les risques de sécession préoccupent toujours nombre d'intellectuels zaïrois, qui craignent que M. Kabila doive payer un jour pour le soutien de ses commanditaires rwandais et ougandais. Certains espèrent mainte-

nant voir le chef rebelle échapper à ses parrains et devenir « un libérateur et héros national qui écarte toute menace de partition du pays ». L'état-major zaïrois s'est réuni pendant deux jours durant cette fin de semaine, après la chute du verrou de Kisangani. « Si rien n'en a filtré, explique un diplomate, c'est parce que les généraux sont divisés. » Les proches du président, les officiers d'ethnie ngbandi, ceux que l'on appelle « le premier cercle de l'armée », voudraient maintenir le premier ministre (un métis ngbandi) à son poste, tandis que d'autres soutiendraient sa démission. « Chacun de ces chefs de guerre évalue actuellement ses forces pour savoir s'il est en position de s'imposer, estime pour sa part un responsable politique de l'opposition. Ils devraient se rendre compte que la partie est perdue pour eux. Les succès militaires et la popularité de Kabila doivent les inciter à ne pas bouger pour préserver le futur. »

Pour expliquer la débâcle des forces armées zaïroises, les adversaires du régime expliquent que l'armée n'a pas voulu se battre. « Comme le peuple zaïrois, les soldats ont été clochardisés par Mobutu et ont estimé que ce n'était pas leur guerre. » En attendant, les territoires « kabiliés » ne cessent de s'étendre sur les cartes d'état-major.

Jean Hélen

Paris adopte un profil bas et s'en remet à la mission des Nations unies

Washington affirme avoir renouvelé ses mises en garde auprès de M. Kabila contre la poursuite des hostilités

LE GOUVERNEMENT français soutient-il toujours le président Mobutu Sese Seko ? « Nous soutenons Mohamed Sahnoun ! » : sous forme de boutade, cette réponse

ANALYSE

Jusqu'au bout, la France aura donné l'impression d'être le dernier allié du président zaïrois

faite par un diplomate, après la chute de Kisangani, en dit long sur l'embarras et l'agacement de Paris. Depuis des mois et plus encore aujourd'hui, les dirigeants français éprouvent les plus grandes difficultés à écarter les interrogations que suscite leur attitude à l'égard du Zaïre. Jusqu'au bout, la France aura donné l'impression d'être le dernier allié du chef de l'Etat zaïrois. Récemment, Jacques Chirac disait le considérer comme « l'homme le mieux à même de représenter son pays » et Hervé de Charette affirmait qu'il était « le seul à pouvoir résoudre le problème » de l'intégrité territoriale du Zaïre.

Voilà sans doute pourquoi, au prix d'une dérobade, ou plutôt désormais déclaré un soutien résolu à M. Sahnoun, dans le souci de ne pas être accusé de mener davan-

tage un combat d'arrière-garde ou de « lâcher » brutalement un président gravement malade et militairement défait. Ainsi la France a-t-elle renouvelé, lundi 17 mars, avec une certaine insistance, un appel à toutes les parties impliquées dans la crise zaïroise à « se rallier au plan de paix » de l'envoyé spécial de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), prévoyant notamment un cessez-le-feu immédiat, plan qui a été approuvé par le Conseil de sécurité.

« Nous continuons à soutenir la démarche de M. Sahnoun, car la poursuite des affrontements militaires n'apporterait que destruction », a déclaré Jacques Rummelhardt, porte-parole du Quai d'Orsay. Interrogé sur l'état de santé du président zaïrois, M. Rummelhardt s'est borné à dire que « la santé du président Mobutu est un sujet de préoccupation supplémentaire ». D'autre part, il s'est refusé à commenter les propos du ministre belge des affaires étrangères, Erik Dierckx : « Kabila est un facteur que l'on ne peut ignorer. (...) L'époque de Mobutu est depuis un moment déjà révolue. On ne reviendra pas en arrière. »

Sur un ton désabusé, un diplomate français reconnaît que Paris n'a pas davantage été « écouté », lors de ses appels incessamment répétés pour une intervention in-

ternationale d'envergure en faveur des réfugiés. Dorénavant, le gouvernement français place ses derniers espoirs dans une réussite prochaine de la démarche de M. Sahnoun, malgré le scepticisme qui règne à ce sujet dans de nombreuses chancelleries (lire ci-dessus l'article d'Afsané Bassir Pour). M. de Charette a déclaré, lundi soir : « La première chose que nous pouvons attendre désormais pour un début de règlement de l'affaire, c'est que le cessez-le-feu soit aussi accepté par les troupes de M. Kabila. »

On fait savoir à Paris qu'eo dépit des apparences, M. Sahnoun vient d'enregistrer des « progrès intéressants ».

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Régisseur O.S.P.

136, rue de la Gare

IP 32231 NEUILLY SUR SEINE Cedex

TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.86

En l'audience du 18/07/1996, le TGI de la Rochelle, a condamné Mme M.T. DREGE, 77, rue du Rempart St Claude (17000) La Rochelle, complice de l'usurpation de la patente notamment pour émission de fonds à l'encontre d'un cabinet de recouvrement, à verser la somme de 30.000 Frs, à Mme A. CULLEMIN, 10, rue E. Vaillant à Refns en réparation de son préjudice moral.

sants » et que ses discussions avec M. Kabila sont très fréquentes. Les deux hommes se sont rencontrés, samedi, à Goma, trois jours seulement après avoir eu un autre entretien avec le président ougandais, Yoweri Museveni.

DANS LE MÊME SENS

Aussi espère-t-on que l'entrepris de M. Sahnoun aboutira avant ou durant le sommet africain qui doit avoir lieu à Lomé (Togo), les 25 et 26 mars, sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. On signale à Paris que la réunion « extraordinaire », lundi, du gouvernement de Kinshasa, était consacrée à l'étude des modalités d'application du plan de paix de l'ONU. Et l'on tient à rappeler aux critiques de l'attitude française que l'influence dont dispose Paris auprès du président zaïrois et du gouvernement de Léon Kengo Wa Dondo a bien été utile pour que ceux-ci acceptent rapidement, bien avant la chute de Kisangani, le principe de ce plan qui implique une négociation avec M. Kabila.

Après des mois de passes d'armes verbales entre Paris et Washington, les dirigeants français chargés des affaires africaines ont décidé de taire leurs divergences avec leurs homologues américains, estimant que, depuis une « mise au point » marquée en janvier par une visite à

Paris de George Moose, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, les deux gouvernements « vont dans le même sens », dans leur action diplomatique au sujet de l'ensemble de la crise des Grands Lacs. Il est notable qu'aujourd'hui certains dirigeants français écartent les soupçons d'un éventuel comportement machiavélique des Etats-Unis quand d'autres continuent de craindre que Washington s'abstienne d'exercer de réelles pressions sur M. Kabila et ses alliés ougandais et rwandais, tout en les mettant en garde officiellement contre la poursuite des hostilités.

Sur ce point, ceux qui, à Paris, prétendent de bonnes intentions aux Américains doivent être maintenus rassurés par l'insistance que met actuellement l'administration de Washington à renouveler ses rappels à l'ordre. « Nous sommes toujours préoccupés par la quantité d'informations indiquant que les rebelles bénéficient de l'aide des gouvernements ougandais, burundais et rwandais », a déclaré, lundi, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Il a affirmé que Washington allait soulever la question avec les pays concernés, en ajoutant : « On ne peut pas dire que nous sommes enchantés par ce à quoi nous assistons sur le terrain ».

Francis Cornu

L'arrestation d'un chef de faction fragilise le processus électoral au Liberia

ABIDJAN

de notre correspondant

en Afrique de l'Ouest

Le chef d'une des principales factions armées libériennes a présenté, vendredi 14 mars, des excuses à ses compatriotes pour avoir conservé des armes à son domicile de Monrovia, au-delà de la date limite du désarmement. Alhajj Kromah, qui dirige la branche mandingue du Mouvement uni de libération (Ullimo-K), était assigné à résidence par la force d'interposition ouest-africaine (Ecomog) depuis le 7 mars. Les soldats de l'Ecomog avaient trouvé chez lui un arsenal complet, fusils mitrailleurs, mortiers, canon antiaérien, et de grandes quantités de munitions.

Cette perquisition et la mise en résidence surveillée de M. Kromah sont une grande première dans l'histoire de la guerre civile au Liberia, qui dure depuis décembre 1989, a fait 150 000 morts et a contraint à la fuite et à l'exil plus de la moitié des trois millions d'habitants de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest. Depuis la fin des combats, qui ont en grande partie détruit Monrovia, l'Ecomog a considérablement durci sa position vis-à-vis des factions armées. L'opération au domicile du chef de l'Ullimo-K est intervenue au lendemain de la saisie d'armes appartenant à des combattants du Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, la plus importante des factions.

Le calendrier, fixé au lendemain de l'arrêt des combats d'avril-mai 1996, prévoyait que les factions devaient remettre leurs armes et se dissoudre avant le 31 janvier. Officiellement, elles se sont toutes exécutées, mais, de l'avis unanime, elles n'ont rendu qu'une petite partie de leur arsenal. « Chaque camp est en mesure de reprendre les combats quand il le voudra », estime le représentant d'une organisation non-gouvernementale européenne installée à Monrovia.

RETARD

Toutefois, trois des principaux chefs de guerre, Charles Taylor, Alhajj Kromah et George Boley, ont ostensiblement choisi de prendre le pouvoir par les armes. Les élections présidentielle et législatives sont prévues pour le 30 mai et les trois hommes ont démissionné de l'exécutif provisoire pour se présenter à la magistrature suprême. Mais le processus électoral a pris beaucoup de retard. De nombreux Libériens redoutent que le scrutin n'ait que les apparences de la démocratie et que la victoire revienne à celui qui dispose du plus grand nombre de combattants et contrôle la plus vaste portion de territoire, en l'occurrence Charles Taylor.

En attendant, la vie a retrouvé un semblant de normalité à Monrovia et dans le reste du pays. L'Ecomog a reçu d'importants renforts, 1 100 hommes, ghanéens, maliens et ivoiriens, transportés par l'armée américaine. La force d'interposition compte maintenant près de 10 000 hommes et a pu se déployer dans des régions qui étaient coupées du monde depuis 1992, dans le sud-est du pays. La réouverture de certaines routes permet également un meilleur approvisionnement de la capitale, où sont concentrés la majorité des Libériens qui n'ont pas choisi l'exil. On trouve à nouveau des fruits et des légumes sur les marchés de Monrovia.

En Côte d'Ivoire, où se trouvent 450 000 Libériens, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'apprête à organiser un recensement de cette population, ce qui serait le premier pas d'un rapatriement massif. Mais, comme le fait remarquer un Européen qui travaille à Monrovia : « Je me souviens que, le 14 mars 1996, tout le monde croyait que la guerre était finie. » Et en avril de cette année-là, la tentative d'arrestation d'un des chefs de faction avait conduit au sac de Monrovia.

Thomas Sotinel

كينا من الزميل

L'ONU confie le dossier du Sahara occidental à M. Baker

NEW YORK. L'ancien secrétaire d'Etat américain, James Baker, soixante-six ans, a été nommé, lundi 17 mars, envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental. Depuis plus de cinq ans, les Nations unies essaient d'organiser un référendum d'autodétermination dans l'ancienne colonie espagnole, grande comme la moitié de la France. Le Maroc et le Polisario, après seize années de conflit, ont accepté un cessez-le-feu en septembre 1991, mais, depuis, n'ont pas réussi à s'entendre sur les critères d'identification des électeurs. Le Polisario évalue à 74 000 environ le nombre d'électeurs, chiffre que les Marocains considèrent comme largement sous-estimé. Le désaccord est tel que la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), chargée de recenser les Sahraouis selon des critères précis, a dû cesser ses opérations. Sa mission expire le 31 mai. Les responsables de l'ONU estiment que la personnalité de M. Baker est telle qu'il sera difficile aux Marocains comme aux Sahraouis de repousser ses propositions. (AFP/Reuter.)

Anthony Lake renonce à diriger la CIA

WASHINGTON. Le directeur désigné des services de renseignement américains, Anthony Lake, dont la nomination par Bill Clinton n'avait toujours pas été approuvée par le Sénat, a décliné lundi 17 mars de retirer sa candidature, a annoncé la chaîne de télévision CNN. M. Lake aurait pris cette décision après une rencontre avec le président, qui aurait accepté « avec réticence » ce retrait. La nomination de M. Lake à la tête de la CIA (Central Intelligence Agency) et des autres agences composant le réseau du renseignement se heurtait à l'opposition farouche de l'aile la plus conservatrice du Parti républicain. Le processus de confirmation, qui avait été reporté à deux reprises, avait été marqué par des échanges très vifs entre M. Lake et le président républicain de la commission du renseignement du Sénat, Richard Shelby (Alabama). (AFP.)

Les Palestiniens vont tenter d'empêcher la construction d'une colonie juive à Jérusalem-Est

JERUSALEM. Fayçal Hussein, principale personnalité palestinienne de Jérusalem-Est, a fait ériger, lundi 17 mars, deux tentes face à Djebel Abou Ghneim, pour protester contre le projet de construction par Israël d'un nouveau quartier juif, Har Homa, sur ce site. « Nous allons essayer de rester ici en permanence », a déclaré M. Hussein. A une centaine de mètres des tentes, de nombreux soldats et policiers israéliens ont été postés. « Nous resterons là, et si les bulldozers arrivent, nous parlerons à leurs chauffeurs et nous essaierons de les convaincre de ne pas entamer les travaux », a ajouté M. Hussein. D'autre part, selon des organisations israéliennes et palestiniennes des droits de l'homme, Israël a retiré à près d'un millier de Palestiniens de Jérusalem leur carte de résident de la ville au cours des quatre derniers mois. Les autorités invoquent le fait que la plupart des intéressés habitent dans les faubourgs de la cité dont ils sont pourtant nés. (AFP.)

La Bundesbank peut « justifier » le niveau de dette de l'Allemagne

BONN. Les marchés des changes ont peu réagi à la publication, mardi 18 mars, par la Bundesbank, de son rapport mensuel dans lequel elle souligne la nécessité pour l'Allemagne de réduire ses déficits publics. Mardi matin, le deutschemark était stable face au franc à 3,3739 et face au dollar à 1,6899. La Bundesbank réclame une nouvelle fois une stratégie de consolidation « convaincante » pour sortir le pays de sa situation d'endettement « précaire ». Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avait déclaré à Bonn pouvoir « justifier » le dépassement par l'Allemagne d'un autre critère, celui de la dette publique (60 % du PIB), en soulignant que la réévaluation avait augmenté de plus de 10 % le déficit public au cours des dernières années. La dette publique allemande devrait atteindre en 1997, selon lui, 61,5 % du PIB. Theo Waigel, ministre des finances, a expliqué que « le respect des critères de l'euro déterminera son calendrier ». (AFP.)

ASIE

■ **INDE :** Charles Sobhraj a demandé à Jacques Vergès de s'occuper de son cas, a indiqué, lundi 17 mars, son avocat indien. L'expulsion de New Delhi de ce Français d'origine indo-vietnamienne est bloquée depuis la décision de Paris de vérifier sa nationalité. Agé de 52 ans, Charles Sobhraj, qui a été accusé de plusieurs meurtres de touristes occidentaux en Asie dans les années 1970 sans être condamné pour ces crimes, a passé plus de vingt ans dans les prisons indiennes. (AFP.)

MAGHREB

■ **ALGERIE :** au moins quatre personnes ont été tuées et une trentaine blessées lors de trois attentats à la voiture piégée attribués aux islamistes, selon le radio d'Etat. Ces explosions, les premières après deux mois de répit, interviennent alors que l'armée mène de vastes opérations contre les maquis avant les législatives du 5 juin. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

■ **LIBAN :** les autorités ont délivré, lundi 17 mars, les premières cartes d'identité nationales magnétiques, qui ne précisent pas la religion de leurs titulaires. La mention de la religion sur la carte d'identité avait été à l'origine de l'assassinat de plusieurs milliers de personnes lors de la guerre civile au Liban. La première nouvelle carte d'identité a été remise au président Elias Hraoui. (AFP.)

■ **QATAR :** la France va livrer gratuitement dix chars AMX-30 à l'armée de terre qatarie, à la suite de la visite, lundi 17 mars, du ministre français de la défense, Charles Millon, à Doha. Les armées du Qatar sont équipées à 80 % de matériels d'origine française. (AFP.)

Le chef d'état-major des armées de Papouasie a été révoqué

PORT-MORESBY. Le commandant des forces de défense de Papouasie-Nouvelle Guinée, le général Jerry Singirok, a été révoqué, lundi 17 mars, par le premier ministre, Julius Chan, après avoir réclamé la démission du gouvernement, à qui il reprochait d'avoir engagé des mercenaires pour lutter contre les séparatistes de l'île de Bougainville. Le général a finalement accepté, mardi, sa révocation et indiqué qu'il s'était officiellement retiré. La Papouasie-Nouvelle-Guinée fait l'objet de critiques régionales de plus en plus pressantes contre l'utilisation de mercenaires dans ce conflit. Il y a neuf ans, à Bougainville, de revendications de terres autour de la mine de cuivre de Panguna, détenue majoritairement par une société australienne. (AFP.)

Les mesures d'intimidation à l'égard des intellectuels se multiplient en Iran

La proximité de l'élection présidentielle relance le débat sur la culture et les libertés

L'incohérence de l'attitude des autorités iraniennes vis-à-vis des gens de lettres a trouvé son illustration la plus récente dans l'affaire du journaliste Faraj Sarkouhi, arrêté depuis janvier et déferé devant un tribunal révolutionnaire. La Ligue des droits de l'homme, dans un appel qui

a recueilli plus de deux cents signatures, a réclamé, lundi 17 mars, la libération immédiate de M. Sarkouhi.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale
La ficelle était trop grosse pour être efficace, mais l'affaire n'en aura pas moins brisé la vie d'un homme et contribué à inquiéter les gens de lettres, soumis en permanence au régime de la douche écossaise. Il s'agit de l'affaire Faraj Sarkouhi, cet éditorialiste « réapparu » dans des circonstances tragiques à l'après-midi de Téhéran le 20 décembre 1996, après avoir « disparu » sur ce même aéroport le 3 novembre, puis arrêté fin janvier dans son pays et traduit devant un tribunal révolutionnaire.

De l'avis de nombreux Iraniens, l'affaire a été déclenchée par l'une des factions au pouvoir comme un contre-feu au procès dit du « Mykonos », du nom du restaurant de Berlin où quatre dirigeants de l'opposition kurde iranienne ont été assassinés en 1992. A en juger d'après les accusations du procureur fédéral allemand, le verdict — sans doute proche — risque d'être accablant pour les principaux personnages de la hiérarchie au pouvoir à Téhéran, dont le « Guide » Ali Khamenei.

Faute de pouvoir infléchir le cours de la justice allemande, la parade qu'aurait conçue certains franges du régime aurait été de passer du box des accusés à celui du plaignant, en désignant l'Allemagne comme coupable d'ingérence dans les affaires intérieures de la République islamique, pour avoir recruté un ou plusieurs « agents » parmi les intellectuels « laïques » iraniens. Faraj Sarkouhi, rédacteur en chef de la revue culturelle *Adineh*, « coupable » de s'être associé à cent trente-trois autres écrivains pour réclamer, en 1994, la réactivation de l'Association des écrivains et l'abolition de la censure, était une cible appropriée.

M. Sarkouhi a aussi eu la mauvaise idée de ôter, pendant l'été 1996, en compagnie de huit de ses homologues, au domicile de l'attaché culturel allemand à Téhéran, où la police a fait une descente. L'affaire du procès du « Mykonos » faisait alors ses premières vagues. L'intervention au domicile du diplomate allemand était déjà une première puisque, depuis des années, la communauté occidentale à Téhéran ne se privait pas d'organiser des réceptions sans être inquiétée par les autorités.

A l'Union européenne et à l'Allemagne, qui ont demandé des informations sur M. Sarkouhi, les autorités se sont bornées à dire qu'il s'agissait d'une affaire intérieure et que la justice suivait son cours. A l'étranger, en Allemagne en particulier, l'affaire Sarkouhi a eu l'effet exactement contraire à celui recherché, puisque la mobilisation de la presse et des organisations humanitaires a aggravé le « cas » de l'Iran, déjà accusé de nombreuses violations des droits de l'homme.

SÉRIE NOIRE

A Paris, dans un appel signé par quelque deux cents hommes de lettres, universitaires et membres de professions libérales, la Ligue des droits de l'homme, estimant que « la vie de Faraj Sarkouhi est gravement en danger », a réclamé, lundi 17 mars, « la libération immédiate » du journaliste et sa « liberté de pouvoir voyager là où il le désire », tout en protestant « contre la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Iran ».

En Iran même, cette affaire est survenue après une succession d'incidents tragiques, que nombre d'intellectuels confondent dans une même campagne d'intimidation des contestataires, pouvant aller jusqu'à la liquidation physique.

Cette série noire a glacé les « politiquement et intellectuellement non corrects ». En vrac, et entre autres, les intéressés énumèrent plusieurs cas : Ahmad Miralai, un traducteur renommé qui tenait une librairie à Isfahan et qui avait de bons contacts avec les étrangers. Il disparut une journée en-

tière avant que son corps soit retrouvé au coin d'une rue, une bouteille d'alcool à la main. Mise en scène, disent-ils. Chahfar Hussein, traducteur lui aussi, fut trouvé mort chez lui. Ahmad Tafazoli, vice-président de l'Académie des langues iraniennes et persanes, fut trouvé mort dans le coffre de sa voiture, la version officielle du décès étant qu'il a été heurté par un autre véhicule alors qu'il changeait

wyoff) qui désignait nominale- ment à la colère des extrémistes des intellectuels traités comme des parias. Le programme a été finalement arrêté.

Le plus incohérent dans le comportement des autorités est que certains contestataires ont été indirectement encouragés à se mettre à l'ombre pendant un certain temps parce qu'ils suscitaient l'ire des extrémistes. C'est le cas du

fait de l'absence de partis politiques, de l'existence d'un pouvoir « qui affirme exister ou nom de la religion et dont les prises de position sur les questions de tout ordre sont uniquement religieuses », explique Machallah Chams El Waizine, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Kyan*, un mensuel philosophique qui représente les intellectuels réformistes proches de M. Sorouch.

UN ÉQUILIBRE DÉLICAT

« L'information étant par ailleurs dirigée idéologiquement et révolutionnaire », l'opinion publique s'exprime par le biais de la culture, « les figures politiques ayant opéré un transfert sur le champ culturel pour profiter de la morge (de liberté) conquise dans ce domaine ». Dès lors, ajoute-t-il, « chaque fois que le peuple veut s'exprimer, le débat est relancé sur la culture et la limitation des libertés. Le gouvernement se trouve ainsi pris dans un paradoxe : alors qu'il voudrait tenir le scrutin à l'écart de toute instabilité, il ne réussit pas à maintenir sous l'eau les courants d'opinion nouveaux ».

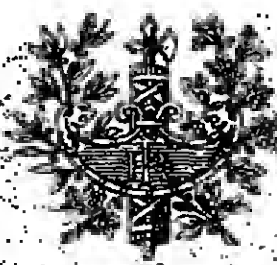
Quant à ceux que les intellectuels laïques appellent les « hooligans » et que M. Chams El Waizine préfère qualifier de « groupes de pression », qui ont recours à la violence verbale et physique contre les « mal-pensants », ce sont, selon lui, les exécutants aveugles d'ordres donnés par des forces à l'intérieur du système, incapables de porter la contradiction par le discours.

Et si les autorités officielles ne sévissent pas, c'est parce que, explique un diplomate, le système tout entier est fait de compromis et d'un délicat équilibre entre tendances diverses qui se soutiennent mutuellement. L'équilibre pratique est encore plus délicat à l'approche d'une élection.

Mouna Naïm

Ministère des Affaires Étrangères

Direction des Français à l'Étranger



MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER POUR CONSTRUIRE VOTRE PROJET D'EXPATRIATION

34, rue La Pérouse - 75775 Paris Cedex 16
Internet : <http://www.france.diplomatie.fr>
Fax : 01 43 17 70 03
Heures d'ouverture au public :
Monographiques (9h30 - 17h30) ; Accueil (9h30 - 18h30) ;
Données, Faculté, Protection sociale (9h30 - 12h30 / 14h - 18h30 - sur RDV) ;
CIM (9h30 - 12h30 / 13h30 - 17h30).

Les informations, la documentation, les conseils dont vous avez besoin pour construire votre projet sont tous regroupés à une même adresse, celle de la Maison des Français de l'Étranger. Vous y trouverez :

- Un Centre d'Information des Français de l'Étranger
- Accueil du public (01 43 17 60 72)
Consultation des monographies
Informations diverses sur l'expatriation
- Monographies (01 43 17 75 24)
Réalisation et vente de dossiers d'informations sur plus de 100 pays
Vente du *Liberté du Français à l'Étranger*
Base de données téléphonique : 36 15 INFOFANS
- Une Division des données (01 43 17 74 47)
Informations relatives aux transferts de biens et à la réglementation en matière de voyages
- Une Division de la Faculté (01 43 17 68 88)
Informations relatives à la fiscalité internationale (personnes privées et morales)
- Une Division de l'Emploi - OMI (01 43 17 76 42)
Conseils spécialisés sur les offres et les demandes d'emploi pour l'étranger
- Une Division de la Protection sociale (01 43 17 60 24)
où sont représentés :
- la Caisse des Français de l'Étranger (CFE)
- la Caisse de Retraite des Expatriés (CRE - IRCAPES)
- le Groupement des Associés de la Région Parisienne (GARP)

مكتبة الأهل

OPPOSITION Lionel Jospin a présenté, mardi 18 mars, le projet économique du Parti socialiste dans la perspective des élections législatives de 1998. Estimant que la poli-

tique de Jacques Chirac et d'Alain Juppé a eu pour effet de « casser la reprise », le premier secrétaire du PS estime possible de mener une « nouvelle politique de croissance »

et de « donner aux Français plus de pouvoir d'achat ». ● L'EMPLOI est au cœur du projet présenté par M. Jospin, qui a détaillé le rythme envisagé pour la réduction du temps

de travail et les modalités d'ouverture de sept cent mille emplois, dans les secteurs public et privé, pour les jeunes. ● LE DÉBAT économique continue, en marge des instances of-

ficielles du PS, à travers les livres publiés, par exemple, par Martine Aubry et Pierre Moscovici, qui défendent des choix budgétaires et fiscaux différents.

Lionel Jospin accuse le gouvernement d'avoir « cassé la reprise »

Le premier secrétaire du Parti socialiste a présenté son projet économique pour les cinq ans qui suivraient une éventuelle victoire de la gauche en 1998. Il se fait fort de mettre en œuvre « une nouvelle politique de croissance », assise sur une augmentation du pouvoir d'achat

ENTRE DEUX RAPPORTS sur le Front national et l'immigration, Lionel Jospin, qui devrait participer à la manifestation contre l'extrême droite le 29 mars à Strasbourg, tente de reprendre la main sur le chapitre économique.

Après l'adoption du projet économique par une convention le 15 décembre 1996, avant l'élaboration en bonne et due forme du programme du Parti socialiste — qui devrait avoir lieu en décembre, voire en janvier 1998, après le congrès national prévu à Brest la troisième semaine de novembre —, M. Jospin s'est livré, mardi 18 mars, lors d'une conférence de presse, à un exercice de pédagogie pour dénoncer « l'échec avéré » de la politique économique de Jacques Chirac et d'Alain Juppé et souligner « l'urgence » d'une politique économique « inventive ».

S'appuyant sur les travaux de sa commission économique, le

13 mars (Le Monde du 15 mars), le premier secrétaire du PS a consacré la première partie de son exposé à un réquisitoire détaillé contre la politique économique du gouvernement. « Entre 1992 et 1997, la croissance dans notre pays, qui se situait avant 1993 dans la moyenne européenne, n'a atteint en moyenne que 1,2 % contre 2 % pour l'ensemble des pays du G 7 et 1,6 % dans l'Union européenne », a-t-il affirmé en voyant dans cette « contre-performance » le résultat d'une « politique économique erronée » qui, en voulant « privilégier l'offre », a conduit à la « stagnation du pouvoir d'achat, à un manque de confiance généralisé », et donc à « une atonie chronique de la consommation et de l'investissement ».

« Ils promettaient la croissance, ils ont cassé la reprise », a lancé M. Jospin en pointant l'aggravation vertigineuse de l'endettement public, le « coup de massue fiscal »

de 1995, qui a coûté « plus de 1 point de croissance », la montée du chômage, « l'exacerbation des inégalités », d'abord au détriment des jeunes. « Il faudrait choisir entre salaire et emploi ou entre protection sociale et emploi, a poursuivi M. Jospin. Cet argument, qui inspire implicitement la politique de la droite depuis quatre ans, doit être rejeté sans hésitation ».

« CRÉER UN CHOC »

Si M. Jospin égrène le redressement des carnets de commandes étrangers, l'appréciation du dollar, le niveau relativement bas des taux d'intérêt à court terme, il n'y voit guère de « perspectives encourageantes ». « La reprise qui s'esquisse est à la fois molle et fragile. (...) La croissance attendue, entre 2,3 % et 2,5 %, permet seulement d'espérer au mieux une stabilisation du chômage. L'optimisme à finalité électorale » de MM. Chirac et Juppé, « à coups d'indicateurs soigneusement choisis et manipulés », lui paraît donc déplacé. « Il faut donc créer un choc, martèle M. Jospin, à travers une nouvelle politique de croissance qui, dans le contexte actuel, ne fait pas courir à notre économie le risque de retour de l'inflation et de déficit des échanges extérieurs ».

M. Jospin s'efforce ainsi de dessiner « une politique originale qui attaque ensemble et avec force le chômage et les inégalités, qui prenne à bras-le-corps les problèmes de la France tout en construisant l'Europe, qui soit à la fois ambitieuse et réaliste ». Sous réserve de l'élaboration du programme — et d'un



chiffage à venir —, le premier secrétaire se dit convaincu qu'il a déjà esquissé « une politique clairement alternative et réellement cohérente » répondant d'abord « au déficit de croissance ».

Il se fixe l'objectif de se rapprocher « de ce que les économistes appellent la croissance potentielle de l'appareil productif », ce qui suppose de combler un écart qu'il évalue à 4,5 % avec ce PIB potentiel (350 milliards de francs). Il prône « une dynamique de croissance vertueuse » permettant d'arriver, à partir de 1998, à un rythme de croissance d'environ 3 % par an, « voire un peu plus ».

Afin, donc, de soutenir la demande et de « donner aux Français plus de pouvoir d'achat », M. Jospin définit trois grandes orientations : la réforme des cotisations personnelles d'assurance-maladie, la réduction du temps de travail et une conférence des salaires incluant un programme national offrant en deux ans sept cent mille emplois aux jeunes (lire ci-dessous). « A court terme, et sans préjuger complètement de la conjoncture économique de l'année 1998, affirme M. Jospin, une progression de la part des salaires dans le revenu national est nécessaire, même si elle ne peut évidemment être que matricielle. » Au passage, il se garde de détailler sa politique de redistribution

(allègement des impôts indirects, réforme de la fiscalité locale), reconnaissant que l'imposition d'une CSG de 7,9 % sur les revenus de placement conduira le PS à en tenir compte pour « examiner le niveau du prélèvement fiscal [en l'occurrence du prélèvement libéral] portant sur les mêmes revenus dans un contexte de liberté de placements dans l'Union européenne ».

Si M. Jospin attend de ces mesures une « nouvelle dynamique de l'économie » favorisant le recul du chômage, il décrit sa démarche avec prudence, insistant autant sur l'impulsion de l'Etat que sur la mobilisation des partenaires sociaux et ménageant « la liberté des entreprises », lourdement mises à contribution.

Fort du soutien de Jacques Delors qui, le 16 mars, sur TF1 l'a jugé « crédible », il maintient l'ambition de son plan pour les jeunes en en reconnaissant « les risques potentiels » (effets d'aubaine ou de substitution). Insistant sur la rationalité de son choix — « non pas s'échouer sur les déficits faute d'activité mais les réduire grâce à l'Etat donné à l'économie » —, il veut convaincre que sa politique créera « une marge de manœuvre supplémentaire pour les finances publiques, à travers des rentrées fiscales accrues ».

« Volonté » et « réalisme » se veulent ainsi les maîtres mots d'une démarche qui, a-t-il répété, n'est pas destinée aux « cent premiers jours d'un gouvernement », mais à un projet de législature.

Michel Noblecourt

François Hollande ironise sur « Jacques le Fataliste »

Porte-parole du Parti socialiste, François Hollande est revenu, lundi 17 mars, sur les déclarations du président de la République affirmant, le 13 mars à Brétil, à propos de la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde, que la disparition des usines, c'est « la vie » (Le Monde du 15 mars). « A côté de cette manifestation [à Bruxelles, le 16 mars], il y avait la promenade d'un homme seul en Amérique latine », a déclaré M. Hollande, ajoutant que le chef de l'Etat pourrait être surnommé « Jacques le Fataliste ».

Jugeant « incroyable » la déclaration de M. Chirac, l'ancien député de Corèze a affirmé en conclusion : « Cette pensée forte démontre, au-delà de la caricature, la conception de l'économie et de la société du chef de l'Etat. Pour lui, il n'y a pas de possibilité de résistance face aux forces économiques. Lorsqu'il y a des fermetures d'usines, des licenciements, des drames sociaux, c'est « la vie », alors que, pour nous, c'est la lutte pour la vie. »

Le PS propose « un véritable contrat social pour l'emploi »

POUR « donner aux Français plus de pouvoir d'achat », Lionel Jospin a défini, mardi 18 mars, trois grandes orientations. La première vise à faire de la CSG « une véritable cotisation sociale, strictement affectée au financement maladie, sans interférence avec la fiscalité d'Etat et déductible du revenu imposable comme les cotisations actuelles (avec toutefois un plafond de déduction pour éviter la contre-repartition) ».

● Une « cotisation sociale généralisée ». Le projet consiste à supprimer, dans un délai de deux ans maximum, 4,8 points de cotisations salariales maladie, actuellement à 5,5 %, en les remplaçant par une nouvelle « cotisation sociale généralisée » sur tous les revenus. La CSG serait calculée intégralement sur l'assiette la plus large, avec un abattement de base de 2 000 francs mensuels par titulaire de revenu d'activité ou de solidarité. Pour M. Jospin, « l'application d'un nouveau taux global de cette cotisation à hauteur de 7,9 %, en remplacement des cotisations existantes, créerait un effet redistributif puissant ».

En contrepartie des gains pour les petits revenus, les revenus de placement seraient touchés par un prélèvement à 7,9 % dès le premier franc, ce qui rapporterait environ 40 milliards de francs. Les revenus de remplacement et les retraites seraient assujettis à cette CSG, avec abattement à la base.

● La réduction du temps de travail. La deuxième orientation concerne une réduction du temps

de travail en trois étapes : adoption d'une loi-cadre par le Parlement ; négociations dans les branches et les entreprises ; loi « normative » tirant les conclusions des négociations. La loi-cadre fixerait à trente-cinq heures, sans perte de salaires, la durée légale hebdomadaire « dans un délai de deux à trois ans ». Pour chaque entreprise, la hausse de la masse salariale serait de 11 %, mais elle serait limitée à 5 % ou 6 % grâce aux gains de productivité supplémentaires.

Des dispositions seraient prises contre les « horaires abusifs » et des « chartes du temps réduit choisi » seraient négociées. Pour les entreprises qui anticiperaient les trente-cinq heures ou adopteraient des durées inférieures, M. Jospin préconise un dispositif d'incitations financières « librement débattu entre les partenaires sociaux ».

M. Jospin reprend son projet de « conférence des salaires, de la ré-

duction du temps de travail et de l'emploi ». Le premier secrétaire du PS entend promouvoir « un véritable contrat social pour l'emploi ». Chaque année, l'Etat et les partenaires sociaux, se fondant sur les travaux du Plan, définiraient « des objectifs et des références » sur les salaires, les prix, l'emploi des jeunes, les services de proximité, qui pourraient être « transcrits dans des accords collectifs décentralisés ». En fonction des négociations, l'Etat pourrait « être amené à fixer, dès la première année, la durée légale du travail hebdomadaire à trente-sept heures ».

● Les sept cent mille emplois pour les jeunes. M. Jospin a clarifié le programme national visant à « mettre en place 700 000 emplois pour les jeunes ». Les 350 000 emplois à caractère public résulteraient de contrats de travail de longue durée (CTLD), soit cinq ans, entre des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, d'une part, l'Etat,

les collectivités territoriales, les établissements publics et les associations qui y seraient associées, d'autre part. L'Etat financerait ces emplois à 100 % (sur la base du SMIC horaire) lorsqu'il serait employeur et à 80 % dans les autres cas. Le financement de ces emplois affectés à des besoins sociaux non satisfaits devant se faire « à dépense publique globale constante », il s'agirait de « réaffecter » des crédits au sein des 64 milliards d'exonération de charges sociales existants. Les 140 000 contrats emploi-solidarité (CES) de moins de vingt-cinq ans basculeraient en CTLD « après avoir laissé s'écouler un délai de quelques mois » de recherche d'emploi.

Pour les 350 000 emplois du secteur privé, M. Jospin prône pour les entreprises « une forme d'obligation morale » et le départ à la retraite des salariés ayant quarante années de cotisation, au nombre de 200 000 aujourd'hui. Il s'agirait

d'étendre l'accord de 1995 sur l'allocation de remplacement pour l'emploi et d'« autoriser le départ à la retraite d'un salarié ayant atteint le seuil de cent soixante trimestres de cotisations, ce droit au départ de l'entreprise étant obligatoirement lié à l'embauche d'un jeune ». Le financement de cette mesure, évalué en moyenne à 8 milliards de francs par an pendant cinq ans, serait supporté « en partie » par les entreprises.

Au titre d'une « politique incitative », M. Jospin évoque « un contrat d'accès à l'emploi », « regroupant et simplifiant tous les dispositifs de qualification, pré-qualification et d'insertion ». Pour chaque jeune embauché, une allocation couvrirait une partie des frais d'embauchement. Le plan serait fondé aussi sur une « activation des dépenses passives », à travers une contribution des Assedic.

M. N.

Pas de monnaie unique « sans l'Italie »

Lionel Jospin a réaffirmé, mardi 18 mars, que « la monnaie unique ne peut être envisagée sans l'Italie ». « L'appartenance de l'Italie — mais aussi de l'Espagne, du Portugal, de la Grande-Bretagne, si elle le souhaite — aux membres fondateurs de la monnaie unique apparaît de plus en plus comme une question cruciale », a-t-il souligné, ajoutant ainsi aux conditions mises par le PS pour le passage à l'euro (gouvernement économique, pacte de croissance, refus de la sous-évaluation du dollar).

M. Jospin a insisté sur l'« impératif de l'Europe sociale » et de « profondes évolutions » pour « éviter de nouveaux Vilvorde ». Le PS approuvera ou non les conclusions de la conférence intergouvernementale en fonction du volet social. M. Jospin entend « dépasser le débat, qui n'est plus d'actualité, sur le «oui» et le «non» à Maastricht ».

Lauren Mauduit

Des socialistes partagés entre logique économique et logique sociale

MÊME S'ILS N'ENGAGENT que leurs auteurs, deux ouvrages récents éclairaient certaines zones d'ombre du projet économique du PS. Écrit par Pierre Moscovici, chargé des études au secrétariat national, le premier, L'Urgence — Plaidoyer pour une autre politique (Plon) (Le Monde du 14 février) permet de mieux cerner dans quelle philosophie économique s'inscrit le projet. Le second, signé par Martine Aubry, ancien ministre du travail, Il est grand temps... (Albin Michel), (Le Monde daté 9-10 mars), met en valeur la persistance de certains désaccords.

Alors que le texte officiel se borne à indiquer que « la dépense [publique] devra être stabilisée et réorientée vers les dépenses qui favorisent l'emploi et la croissance », M. Moscovici estime que « dans la phase basse du cycle économique dans laquelle nous sommes immergés depuis 1992, il est vain de chercher à réduire significativement le solde budgétaire ». Pour le député européen, la France ne doit pas

chercher à tout prix à respecter le critère de convergence, requis pour la monnaie unique, sur les déficits publics. « Ceci n'est sans doute pas techniquement souhaitable », écrit-il.

Parmi les réformes fiscales, le projet du PS prévoit l'assouplissement au prélèvement libéralisé des « revenus de placements financiers ». « Les Français doivent cesser d'assimiler les socialistes et la gauche à plus d'impôt », assure, de son côté, M. Moscovici, pour qui la pression fiscale ne doit pas être globalement relevée. Ainsi, le taux de 44 % du produit intérieur brut, pour les prélèvements obligatoires, « doit constituer un plafond à ne pas dépasser ».

Dans le cas de l'impôt sur la fortune, il offre une lecture modérée : les taux de l'impôt, suggère-t-il, devraient être abaissés, en contrepartie d'un élargissement de l'assiette ; mais cet élargissement pourrait être modeste, puisque l'auteur ne mentionne pas les biens professionnels. Tout juste

évoque-t-il les œuvres d'art. M. Aubry ne croit pas « qu'il soit possible, ni souhaitable, de baisser les dépenses collectives ». Sauf à envisager de privatiser « l'enseignement, la santé et pourquoi pas la police », elle exclut donc une baisse des prélèvements obligatoires. Dans le cas de l'épargne, elle préconise même des mesures énergiques de hausse qui pourraient être répétées, a-t-elle fréquemment répété, près de 100 milliards de francs.

DIFFÉRENCES M. Moscovici se démarque aussi de la doctrine officielle sur les fonds de pension. Le PS a annoncé qu'il compte « défaire » le système de fonds de pension voté récemment par le Parlement. « L'épargne-retraite peut avoir de nombreux avantages, écrit pour sa part M. Moscovici, dès lors qu'elle apparaît clairement comme un additif et non comme un substitut : c'est la condition cardinale de son introduction, et de sa réussite du para-

doxe, un gouvernement de gauche est dès lors infiniment plus légitime à mener cette réforme nécessaire ».

Au-delà des interrogations que laisse encore en suspens le projet du PS — comment faudra-t-il, par exemple, financer les déficits cumulés de la Sécurité sociale, tant que celle-ci n'aura pas retrouvé l'équilibre ? — et des arbitrages que devra rendre Lionel Jospin, avant l'adoption de son programme électoral, les deux livres montrent bien que deux logiques sont concevables.

D'une sensibilité socialiste à l'autre, le point de départ est identique : même si le traité de Maastricht devra plus être respecté dans son esprit qu'à la lettre, les marges de manœuvre budgétaires seront quasi nulles au cours des prochaines années. De marge, donc, il n'y en aura donc qu'une seule, fournie par la fiscalité. Les socialistes conviennent qu'il faudra prélever quelque 100 milliards de francs sur les hauts revenus ou les entreprises (relèvement de l'impôt

sur les sociétés et de la fiscalité sur les plus-values financières des entreprises, stocks options, fiscalité de l'épargne, etc.).

Mais que faudra-t-il faire de ces 100 milliards ? La solution de M. Aubry est transparente : la manne devra être intégralement affectée à l'emploi. M. Moscovici, lui, défend une autre solution, qui transparaît dans le projet adopté par le PS : une partie, au moins, de la somme devrait servir à financer des baisses d'impôt (TVA, fiscalité pétrolière) pour stimuler la demande intérieure.

Il y a donc deux logiques possibles. D'un côté, une logique « sociale », qui fait une très large place à la redistribution fiscale et qui tend à mobiliser tous les moyens financiers au profit de l'emploi ; de l'autre, une logique plus « économique » qui n'exclut pas une politique de baisse des impôts et dont le premier souci, cher à M. Jospin, est de relancer la croissance.

Concours d'AVOCAT
CRFPA
Expertise comptable
DECIF
Préparations intensives août-sept.
IPESUP
18, rue du Centre National 75004 Paris
01 43 25 63 30 3615 IPESUP
DIPLOME D'ETAT SUPÉRIEUR PRIME

حکومت الرشید

Alain Juppé prône le « réalisme » en matière de politique familiale

La période de versement des allocations sera allongée d'un an

La conférence de la famille, réunie à l'hôtel Matignon, lundi 17 mars, autour d'Alain Juppé, a été l'occasion pour le premier ministre de rappeler les contraintes financières qui pèsent sur les régimes sociaux. Parmi les rares mesures annoncées, la principale est la prolongation jusqu'à

dix-neuf ans des prestations sociales pour les familles de trois enfants et plus. Les aides au logement seront, en outre, unifiées et simplifiées.

jet de loi sur la conciliation vie professionnelle-vie familiale.

De son côté, le ministre de la justice, Jacques Toubon, va mettre à l'étude une modification du droit des successions afin, selon M. Juppé, de « faire du conjoint survivant un héritier réservataire en pleine propriété, à l'instar des enfants ou des ascendants », et d'améliorer ainsi la situation, souvent précaire, de nombreuses veuves.

La création de « fonds familiaux », alimentés par les membres d'une même famille et redistribués à ceux qui en ont besoin (chômage, études), sera aussi mise à l'étude.

ACCUEIL MITIGÉ

Par ailleurs, un délégué interministériel à la famille sera nommé prochainement : il devra établir un rapport tous les trois ans, notamment sur l'évolution du coût de l'enfant, et élaborer un code de la famille (recueil de textes existants éparpillés dans les autres codes). De plus, les pouvoirs publics vont étudier un renforcement de la représentation des associations dans diverses instances.

Le mouvement familial a réservé un accueil mitigé à des mesures dont le coût ne dépasserait pas 1 milliard de francs. Le président de l'Union nationale des associations familiales, Hubert Brin, a regretté que le gouvernement n'ait pas été plus ambitieux, mais il a noté « des avancées », comme la CFTC. Pour Familles de France, qui défend une approche traditionnelle de la famille, il ne s'agit, en revanche, que de « quelques cacahuettes » jetées aux familles.

Jean-Michel Bezat

ALAIN JUPPÉ, qui réunissait, lundi 17 mars, à Paris, une conférence de la famille, a administré une leçon de « réalisme » aux associations et à la partie la plus « familialiste » de sa majorité, en leur rappelant d'emblée les lourdes « contraintes financières » qui pèsent sur les régimes sociaux.

Entouré de dix ministres (dont ceux des affaires sociales, du budget, de la justice, du logement, de l'éducation), il a précisé au mouvement familial, aux partenaires sociaux, aux parlementaires et aux élus locaux présents que le gouvernement ne pourra « pas faire tout, tout de suite », d'autant que la collectivité consacre déjà 350 milliards de francs chaque année aux familles sous forme de prestations et d'aides fiscales.

S'il a refusé toute « nouvelle politique familiale à crédit », M. Juppé n'est pas arrivé les mains vides à cette conférence, proposant quelques améliorations à la marge du système (Le Monde daté 16-17 mars) et annonçant un « débat d'orientation » lors de la prochaine session parlementaire. Le gouver-

nement a décidé que les foyers de trois enfants et plus bénéficieront, au 1^{er} janvier 1998, des prestations familiales jusqu'à dix-neuf ans (au lieu de dix-huit ans).

L'allocation de parent isolé sera maintenue trois mois après que son bénéficiaire a retrouvé un emploi, afin de l'inciter à reprendre un travail. Cette mesure sera inscrite dans la proposition de loi sur les familles monoparentales que Nicole Catala, députée (RPR) de Paris, doit présenter dans les prochaines semaines à l'Assemblée nationale.

FRACTIONNEMENT

La conférence a également étudié les moyens de mieux concilier la vie professionnelle et la vie familiale. Les horaires d'ouverture des crèches et des haltes-garderies seront mieux adaptés. Une réforme du congé parental d'éducation sera mise à l'étude : aujourd'hui limité aux trois premières années de l'enfant, il pourrait être pris en deux ou trois fois et jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire (seize ans).

Dans ce cadre, la Caisse nationale des allocations familiales va aussi étudier la possibilité de fractionner l'allocation parentale d'éducation (2 990 francs par mois), afin de faire coïncider en partie ces deux avantages familiaux.

Le premier ministre a souhaité que le développement d'un temps partiel « choisi » permette aux parents de s'arrêter durant les vacances scolaires. Il a préconisé un développement du « temps d'épargne-temps » créé par la loi de juillet 1994 sur la participation, mais peu utilisé dans les entreprises – et souhaité le relier aux congés pour motifs familiaux.

« On pourrait capitaliser sur ce compte des heures supplémentaires transformées en crédit de temps, et qui ensuite pourraient être prises en coordination avec des vacances de l'enfant, par exemple », a précisé M. Juppé dans un entretien accordé à La Croix (daté du 18 mars).

Après concertation avec le patronat, les syndicats et le mouvement familial, le gouvernement déposera, avant le 30 juin, un pro-

L'unification des aides personnalisées au logement

PRÉVUE par la loi de finances pour 1997, l'unification des aides personnalisées au logement (APL), présentée lundi 17 mars, est une revendication ancienne des associations familiales et du monde des HLM. Lors de son congrès de juin 1996, l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM avait réclamé une réforme d'ensemble des aides au logement, qui concerne désormais cinq millions et demi de ménages.

Le ministère du logement s'en tient, pour l'instant à la seule réforme de l'aide personnalisée au logement (APL), créée en 1977, dont bénéficient deux millions de ménages locataires du parc social conventionné. Ne sont pas concernés par la réforme les quelques trois millions de locataires du parc privé qui touchent l'allocation de logement social ou familiale, même s'il est prévu d'étudier, à terme, l'instauration d'une aide unique.

Actuellement, à l'ère de la loi de finances pour 1997, le montant d'APL perçu par deux ménages bénéficiaires peut varier de 200 à 300 francs mensuels en fonction de la date du conventionnement de leur logement ou de sa réhabilitation. Le gouvernement propose un barème unique, qui entrera en application le 1^{er} avril. Il sera calculé non plus à partir des caractéristiques du logement mais sur la base du « taux d'effort » du ménage,

c'est-à-dire en fonction du revenu, de la composition familiale et du montant du loyer.

Selon le ministère, la moitié des ménages concernés devraient conserver leur aide actuelle. Un quart devrait y perdre, un autre quart voir le montant de leur APL relevé. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) a obtenu que les ménages sans enfants, disposant de moins de 5 000 francs de revenus mensuels, et les familles disposant de 6 200 francs voient leur aide soit augmentée, soit maintenue « à, respectivement, 25 et 50 francs près ».

Devraient être pénalisés, en revanche, les ménages locataires dans le parc ancien, bénéficiant des loyers les plus bas, ainsi que les familles de deux enfants et plus, disposant d'au moins 11 000 francs mensuels, dont certaines n'auront plus droit à l'APL. Pour un loyer de 1 000 francs hors charges, un couple sans enfants, locataire du parc ancien, bénéficiant de la meilleure aide actuelle (APL) et disposant d'un revenu de 5 500 francs, perdrait 50 francs d'APL (236 francs). En revanche, une famille de deux enfants, disposant de 6 000 francs (hors prestations familiales), locataire dans un immeuble plus récent pour un loyer de 1 800 francs, verrait son aide passer de 1 151 francs à 1 216 francs.

Christine Garin

La future réserve pourrait comporter un corps d'experts « civilo-militaires »

LE PROJET DE LOI sur les réserves, que prépare le ministère de la défense, devrait offrir à des cadres de réserve volontaires (officiers et sous-officiers) « un nouveau champ d'activités », selon des propos de Charles Millon, comparable à ce qui s'est développé déjà aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, à savoir l'exercice des « affaires civilo-militaires » par des armées déployées en campagne.

La guerre du Golfe, mais aussi le conflit en ex-Yougoslavie, ont conduit les gouvernements à mettre en place des structures originales, civiles et militaires, qui se chargent, lors d'une mission extérieure, d'aider à l'installation d'une troupe (de sorte qu'elle ne soit pas perçue comme une armée d'occupation), d'accompagner des projets de restauration ou de réhabilitation de l'économie locale et d'organiser les urgences humanitaires avant l'arrivée de spécialistes.

Aux Etats-Unis, ces affaires civilo-militaires relèvent du bureau J 9 dans les états-majors et du Cmic (Civilian Military Cooperation). En Grande-Bretagne, il s'agit du G5 (cinquième bureau) et du Civil Affairs. En France, depuis avril 1996, le ministère de la défense a signé avec des chambres de commerce et d'industrie, des unions patronales dans les régions, des entreprises et des collectivités locales, des conventions de partenariat qui permettent à des réservistes volontaires – ingénieurs, techniciens, cadres administratifs et commerciaux, conseillers divers, économistes – de proposer leur expertise

à des unités sur le terrain. A partir de ce vivier d'experts, il sera possible d'envoyer des missions économiques, publiques ou privées, de haut niveau et de courte durée, dans le but de mettre en contact des entrepreneurs français avec leurs homologues étrangers. Ces réservistes peuvent devenir, en quelque sorte, les « têtes chercheuses » de marchés potentiels et déclencher, selon M. Millon, « des retours d'investissements » pour des groupes français.

« DÉFENSE ÉCONOMIQUE »

Outre ces conventions, le projet de loi sur les réserves, qui doit être présenté au Parlement au printemps, contribuera à officialiser plus systématiquement cette fonction nouvelle attribuée au réserviste, et à répandre l'idée, selon des propos du ministre de la défense, que « défense et défense économique se rejoignent chaque jour davantage ».

Le projet consiste à créer « une première réserve opérationnelle » de cent mille hommes et femmes, sélectionnés selon leurs compétences et leur disponibilité. Comme par le passé, ni – du fait d'un service national obligatoire – les effectifs étaient montés à plus de cinq cent mille hommes, cette réserve de volontaires, sensiblement plus réduite en nombre, aura pour rôle de compléter les forces d'active et de participer à l'encadrement des centres du rendez-vous citoyen.

L'aspect le plus nouveau concerne le champ d'action des affaires civilo-militaires. Le projet de

loi devra déterminer la disponibilité des réservistes – cinq à dix jours par an, dans la plupart des cas – sans qu'elle soit une gêne pour leurs employeurs civils ni qu'elle entrave le profil de carrière des intéressés. Ensuite, il faut prévoir des modalités de rémunération et un régime particulier de protection sociale. En outre, il faudra convaincre les employeurs que le réserviste en question n'est pas nécessairement un « rabatteur » de clients à leur seul bénéfice. Enfin, l'armée d'active, qui a souvent la dent dure envers ces « fanas-milis » soupçonnés d'en rajouter par rapport à elle, devra apprendre à cohabiter avec ces cadres de réserve d'un nouveau genre.

Dans une brochure éditée par la Fondation pour les études de défense, le général de corps d'armée Jean Heinrich, qui vient de commander la force internationale de paix en Bosnie et qui est, aujourd'hui, le « patron » du 3^e corps, à Lille, considère qu'il ne s'agit pas d'un simple « effet de mode ». Au contraire, ce doit être « un investissement minime » qui pourrait « rapporter beaucoup ». En amont, « une action civilo-militaire bien conduite, écrit le général Heinrich, peut empêcher une crise larvée d'éclater », et, de façon plus directe encore, « pendant la phase aiguë de la crise », on peut escompter « des retombées sur l'économie nationale » grâce à ces « agents économiques », qui contribueront à sauver l'emploi et à maintenir la cohésion sociale.

Jacques Isnard

L'opposition condamne les propos de M. Léotard

LES DÉCLARATIONS du président de l'UDF, François Léotard, affirmant que sa formation n'aurait « aucune complaisance ni pour le Front populaire ni pour le Front national » (Le Monde du 18 mars), ont suscité de vives réactions lundi 17 mars. « Le Parti socialiste partage avec nous un certain nombre de valeurs républicaines auxquelles le FN, et c'est le moins que l'on puisse dire, n'est pas attaché », a indiqué Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR.

Jugés « scandaleux » par le secrétaire national du PS Jean-Christophe Cambadélis, les propos de M. Léotard ont été condamnés par l'ancien ministre socialiste Dominique Strauss-Kahn : « Après avoir couru pendant longtemps derrière les électeurs du FN (...), voici que la deuxième partie de la tactique se fait jour : confondre l'ennemi et l'adversaire. » Pour Roger-Gérard Schwartzberg (PRS), député du Val-de-Marne, ces déclarations « permettent de constater que la droite est proche de l'extrême droite, et d'autre part, qu'elle n'accepte d'appliquer la stratégie du Front républicain qu'à son seul bénéfice ».

Le PCF et le MDC présentent leurs « tickets » pour 1998

ROBERT HUE ET JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT devaient annoncer, mardi 18 mars, les premiers accords électoraux que le Parti communiste et le Mouvement des citoyens ont conclus pour 1998 (Le Monde du 12 février). Dans le Pas-de-Calais, la Loire-Atlantique, l'Isère et la Drôme, les deux formations présenteront des « tickets » pour les élections législatives, ainsi que des listes communes pour les élections régionales.

Selon MM. Hue et Chevènement, ces accords « enclenchent une dynamique au niveau national », après la campagne commune pour un référendum sur la monnaie unique et le lancement, le 1^{er} mars, des « Assises pour le changement ». D'autres accords de « réciprocité » pourraient être conclus dans l'Aisne, la Somme, la Dordogne, voire à Paris.

DÉPÊCHES

■ ISF : un colloque sur « l'impôt de solidarité sur la fortune, l'entreprise et l'emploi » sera organisé au Sénat, mercredi 26 mars. Placé sous le haut patronage de René Monory, président du Sénat, et présidé par Alain Lambert (Un. cent.), rapporteur général du budget au Palais du Luxembourg, ce colloque, auxquels participeront les présidents des commissions des finances des deux Assemblées, intervient trois mois après le rejet, au terme d'une vive controverse, d'une proposition de réforme de l'ISF présentée par M. Lambert.

■ SAISIE : Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a assigné en référé les éditions Pléo, le groupe CEP Communication ainsi que Maurice Szafran et Nicolas Domenach, auteurs du livre *Le Roman d'un président*, dont il demande la saisie. Le tribunal de grande instance de Paris devrait examiner lundi 24 mars la demande M. Le Pen, qui estime que les passages lui imputant des propos antisémites sont diffamatoires.

■ PATRONAT : le CNPF nous précise que le rapport Drouin qui présente des axes de rénovation de l'organisation patronale (Le Monde du 14 mars) est un « document d'étape, présenté en juin 1996 ». Le document dont nous faisons état est daté de décembre 1996.

Telephonie Mobile Carrefour

Carrefour
vous propose
le nouveau Forfait
National Déclic*
Itineris,

pour
215^F
ttc/mois
1h d'appels incluse

SIEMENS S6

490^F
ttc

2 watts avec carte SIM
160g
batterie au lithium
30h d'autonomie en veille
et 4h en conversation

SÉLECTIONNÉ
POUR LA
QUALITÉ DU SON
HAUTE DÉFINITION

tarif : prix de vente sans abonnement : 1 990^F
moins Prime de bienvenue : 150^F et Prime promotionnelle : 300^F = 490^F

Avec Carrefour
je positive! ➡

itineris

هكذا من الأهل

JUSTICE Le procès des profanateurs du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse) s'est ouvert, lundi 17 mars, à Marseille. La présidente du tribunal a choisi d'analyser dès

le premier jour la dérive raciste et antisémite des quatre prévenus. **YANNICK GARNIER**, dont les aveux ont mis fin à six années de mystère, estime aujourd'hui que

« la haine de l'autre, c'était la haine de [lui-même] ». Bertrand Nouveau, qui affiche ses « remords », a dit son « impression de ne s'être jamais senti en sécurité nulle part ».

Olivier Fimbry affirme avoir gardé une « admiration » pour l'armée allemande des années 40 tandis que Patrick Laonegro dit qu'il était fasciné par le III^e Reich à cause « des

valeurs qui se perdent ». **L'HEBDOMADAIRE DU FN**, **National Hebdo**, et le quotidien d'extrême droite **Présent** continuent à crier à la « manipulation ».

Les profanateurs de Carpentras racontent leur dérive néonazie

Yannick Garnier, celui qui a avoué, a rejoint le groupe en espérant s'y sentir « fort ». Bertrand Nouveau se décrit comme « faible » et « lâche » à l'époque. Olivier Fimbry a conservé une « admiration » pour l'armée allemande des années 40 tandis que Patrick Laonegro invoque les « valeurs qui se perdent ».

MARSEILLE
de notre envoyé spécial
L'un a parlé de « grosse bêtise », l'autre de « chose horrible », le troisième d'une « erreur ». Dès la première journée de leur procès, lundi 17 mars, trois des quatre profanateurs du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse) sont allés jusqu'à prononcer les mots « regret », « remords », « honte », « lâcheté » et « excuses ». Des mots concédés sans grande illusion, comme si l'essentiel, pour ces prévenus âgés de vingt-six à trente ans, n'était pas d'échapper à une condamnation inévitable mais de préserver leur avenir après la détention. Ils semblent pressés d'en finir, de renier leur passé, mais tout, dans cette salle d'audience, les ramène à leur période néonazie. A commencer par la présence d'une vieille dame, assise quelques rangs derrière eux : Magdeleine Germon,

La presse d'extrême droite crie à la « manipulation »

Hebdomadaire du FN, **National Hebdo** (daté 13-19 mars) dénonce une fois de plus « le mécanisme des machinations anti-Le Pen ». A ce titre, estime-t-il, « le plus énorme sans doute reste l'affaire de Carpentras ». Le journal voit dans « les trois auteurs » de la profanation [ils étaient cinq, NDLR] « trois indices de police que l'on essaie de faire passer pour des skinheads de droite ».

Le quotidien d'extrême droite **Présent** du 18 mars reprend cette thèse. Sous le titre « L'étrange procès de Carpentras », le journal met en cause les aveux de Yannick Garnier à un inspecteur des RG et cite Jean-Marie Le Pen : « Qui s'adresse aux Renseignements généraux, sinon ceux qui travaillent pour ce service qui n'est que la police politique du gouvernement ? ». Dénonçant le « montage politico-médiatique » de Pierre Joxe en 1990, le quotidien conclut : « Sept ans plus tard, grâce ou même odieux omalgame, le gouvernement Chirac semble décidé à réitérer le même manipulation idéologique ».

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vente s/surenchère au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 27 Mars 1997 à 14h30 - en un lot
APPARTEMENT à PARIS 16^e
11, rue Boissière et 18, rue de Lubeck
de 6 p.p. au 5^e ét. - 3 CHAMBRES au 6^e ét. - 3 caves
PARKING au 4^e ss-sol, 26, rue Hamelin à PARIS 16^e
MISE A PRIX : 6.061.000 Frs
Rens. à Maître Georges Henri LAUDRAIN, Avocat à PARIS 8^e
7 bis, rue de Montcau - TEL : 01.53.75.18.80 - Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS - Visite le : 18 Mars 1997 de 14 h à 15 h

78 Vente au Palais de Justice de Versailles, 3, Pl. André Mignot
le mercredi 26 mars 1997 à 9 h
PROPRIÉTÉ EXCEPTIONNELLE
avec étang à
SAINT-LEGER-en-YVELINES
sur 29.736 m²
(Yvelines)
33, route de Houdan
Maison d'habitation
de 7 pièces principales
Maison de gardien
Dépendances - Tennis
MISE A PRIX : 950.000 Frs
S'adresser à la SCP d'Avocats SILLARD et ASSOCIÉS,
73 bis, rue du Maréchal Foch à VERSAILLES - TEL : 01.39.20.15.97

l'épouse de l'homme dont ils ont exhumé le corps, le 8 mai 1990, avant de simuler un empiètement et de saccager trente-quatre tombes. C'est la dérive antisémite et raciste de ce quatorze que le tribunal correctionnel de Marseille a choisi d'analyser dès le premier jour, en préalable à l'examen des faits. Forte de sa parfaite connaissance du dossier, la présidente, Monique Sakri, se livre d'abord à l'étude de leurs personnalités. Sans jamais se laisser déborder par les multiples interventions des parties civiles, elle donne ainsi le ton d'un procès préservé des excès malsains qui ont gangrené l'instruction. L'un après l'autre, les quatre hommes s'avancent donc à la barre, pour la plus instructive galerie de portraits jamais présentée sur les skinheads français.

Le premier à s'exprimer est évidemment Yannick Garnier, l'homme dont les aveux ont mis fin à six années de mystère. Ce professionnel de la sécurité (soirées, concerts) est le plus athlétique du groupe. Bien qu'il porte encore le cheveu en brosse, il assure avoir évolué vers l'« apolitisme » et la « tolérance ». De son enfance, il retient surtout l'absence d'un père qu'il n'a jamais connu et l'hostilité d'un beau-père qui le considérait comme le « bâbord » de la famille. Son adhésion à la bande, au début de l'année 1990, relèverait avant tout de la quête d'un « groupe d'amis » où il espérait se sentir « fort ». Il est vrai que les psychologues ont noté chez lui un « besoin d'affirmation », malgré une intelligence « supérieure à la moyenne ».

« LA HAINE DE MOI-MÊME »
Très à l'aise dans son rôle de repent, Yannick Garnier répond clairement aux questions. En prenant soin, toutefois, de ne pas employer de termes équivoques. Plusieurs avocats d'associations antiracistes cherchent à lui faire parler du Front national - dont la responsabilité « morale » serait en cause -, mais il se garde de les suivre sur ce terrain-là. Enfin, lorsque la présidente lui demande pourquoi il participait à des « rotations », il répond : « Parce qu'il nous fallait quelqu'un sur qui nous décharger de nos problèmes personnels ». La profanation ? « Je n'ai pas eu la force, ni le courage de dire non. La haine de l'autre, c'était la haine de moi-même. Aujourd'hui, je ne suis pas fier de ce que j'étais il y a six ans ».

Au sein de la bande, il faisait néanmoins figure de « moulin à farine ». Si faible que Jean-Claude Gos - le cinquième profanateur, décédé en 1993 - aurait envisagé de l'éliminer pour l'empêcher de craquer. A son tour, Bertrand Nouveau s'avance. C'est le seul à ne plus avoir les cheveux très courts. Délaissant Adolf Hitler, il s'est orienté vers le bouddhisme et la non-violence. Le regard fixe, le teint livide, il paraît tétanisé. « Il serait bon que vous soyez plus calme », lui conseille M^{me} Sakri. Le prévenu se ressaisit et précise son itinéraire : une enfance perturbée par une extrême nervosité - sa mère a recours à des douches froides pour le calmer et il suce son pouce jusqu'à l'âge de douze ans -, une scolarité chaotique, mais également la montée d'un « sentiment anti-arabe » à la suite d'agressions et « l'impression de ne s'être jamais senti en sécurité nulle part ».

Sur sa période skin, il fait son autocritique : « J'étais faible, je le suis peut-être encore, plutôt lâche aussi ». Comme chez Yannick Garnier, qu'il a connu en classe de troisième, le psychologue relève « une volonté d'affirmation de soi et de valorisation » et même une homosexualité refoulée. Aux yeux de la bande, les homosexuels faisaient pourtant partie des personnes à chasser, comme les Maghrébins, les francs-maçons, les communistes, les juifs... Il était rigoureusement interdit de les fréquenter, sous peine d'exclusion. A l'image de Yannick Garnier, Bertrand Nouveau affiche ses « remords », maintenant qu'il a épousé une femme hostile à ce genre d'idéologie. A

son sens, la peine maximale écopée - deux ans d'emprisonnement, et non un an comme nous l'indiquons par erreur dans nos éditions datées 16-17 mars - est « trop légère ».

Olivier Fimbry, lui, ne prononce pas le mot « remords » mais il en dit d'autres, beaucoup d'autres, révélant de sa rigidité mentale. En mai 1990, il a dix-neuf ans et effectue son service militaire au sein des

années 40. De son expérience sous les drapeaux, il a conservé un sens aigu de la hiérarchie. Questionné par la présidente, il répond instinctivement « affirmatif », comme s'il était au rapport devant un officier. Bien qu'il soit moins fort que les deux premiers, ce Vosgien de vingt-sept ans partage avec eux un complexe d'infériorité et une profonde inquiétude sur sa virilité. Au moins a-t-il le mérite de la

veau, les psychologues le disent « supérieurement intelligent » et « d'un naturel psycho-rigide, suspicieux, méfiant, voire jaloux, morbide ». Titulaire d'un bac G, longtemps employé par une société d'informatique, ce lecteur de *Mein Kampf* passe pour « l'intellectuel » du groupe. Revenant sur son adolescence, il évoque un beau-père violent, porté sur l'alcool et le jeu. Délaissé par les siens, Patrick Laonegro devient punk, puis skinhead, en 1986. En 1989, il rejoint Jean-Claude Gos, qui milite au Parti nationaliste français et européen (PNFE), mais n'y reste que quelques mois.

Avec lui, le débat prend une tournure différente. Les dialogues se font plus serrés, les références historiques plus pointues. A l'appui de sa démonstration, la présidente lui montre des photos où il pose devant un drapeau nazi. Au détour, il reconnaît l'existence du génocide des juifs. Il est aussi question des fanzines (petits journaux) qu'il distribuait et des groupes de musique skin qu'il écoutait (Skrewdriver, Legion 88). L'homme est rusé, « louvoyant », préviennent les psychologues. Il cherche à déjouer les pièges. Ainsi, lorsque Monique Sakri s'inquiète de ce qui le fascinait dans le III^e Reich, il se garde d'avancer l'extermination des juifs pour s'en tenir à la « famille », au « travail », au « sport », aux « valeurs qui se perdent ». « J'avais la tête gonflée d'idées utopiques, finit-il par admettre, j'ai des regrets, des remords, tout ce qu'il est malheureusement banal de dire ».

Philippe Broussard

« Je voulais soulager ma conscience »

L'un des profanateurs du cimetière juif de Carpentras, Yannick Garnier, a précisé au cours de l'audience la manière dont il avait décidé de se confier aux renseignements généraux d'Avignon, le 30 juillet 1996.

Connaissant un fonctionnaire de ce service, beau-père d'un ami prénommé Boris, il avait choisi de se confier à lui. Ce policier, André Alvino, étant en vacances ce jour-là, il a finalement été entendu pendant deux heures par l'un de ses collègues, Louis Amat. Il a ensuite confirmé ses propos devant le chef de service, puis devant les enquêteurs de la police judiciaire. Yannick Garnier a indiqué que ses aveux n'avaient donné lieu à aucune contre-partie des RG en sa faveur. « Je n'avais jamais accepté moralement la profanation, a-t-il précisé. Je voulais soulager ma conscience. Je suis fier de ce que j'ai fait il y a six mois ».

Forces françaises en Allemagne. La profanation a donc été commise lors d'une permission. Il s'engage ensuite dans la bande et c'est à Colmar (Haut-Rhin), dans son logement militaire, qu'il est interpellé en août 1996. A cette occasion, des documents et un petit buste d'Adolf Hitler sont saisis dans ses affaires. L'armée résilie son contrat.

De son passé skin, Olivier Fimbry a gardé le cheveu ras et une « admiration » pour l'armée allemande

française : « Oui, c'est vrai, j'aurais préféré que Garnier se taise ». Il parvient même à faire sourire la salle en avouant : « Je ne sais pas ce qu'est le 8 mai 1945, je ne m'intéresse pas à l'Histoire. Le 14 juillet ? Euh... Je crois que c'est l'Armistice. Vous savez, je ne suis pas copain avec les dates... ».

Patrick Laonegro ne ressemble à aucun des trois autres. Plus cultivé qu'Olivier Fimbry, moins robuste que Yannick Garnier, beaucoup plus sûr de lui que Bertrand Nou-

La cour d'assises des Alpes-Maritimes plonge au cœur de l'étrange relation des époux Turquin

NICE
de notre envoyé spécial
A presque huit ans, Charles-Edouard Turquin avait des boucles blondes et la tête dans les étoiles. Il était intelligent et savait nommer dans le ciel chaque constellation. Pour son anniversaire, le 7 avril 1991, sa grand-mère

comptait lui offrir une longue-vue. La vieille dame effilée en parle avec émotion, lundi 17 mars, aux jurés de la cour d'assises des Alpes-Maritimes : « Il appelait sa maison "le domaine enchanteur" ». Elle feuilletait les images d'un enfant sage dans une maison de vétérinaires.

Dans cette bastide cossue perchée sur les hauteurs de Nice vivaient en ménagerie des chats, des pigeons, des poules, des animaux malades en pension, un petit chiot, un yorkshire « que Charles-Edouard adorait », à qui il donnait le biberon. Ses grands-parents habitaient une aile du bâtiment. Trois semaines avant son anniversaire, le 20 mars, avant d'aller se coucher, Charles-Edouard a joué aux échecs avec son grand-père, qui l'a laissé gagner. Puis il est allé dormir chez son père.

« Et le petit s'est volatilisé ! », s'étrangle soudain la presque octogénaire. Dans le box des accusés, calvitie prononcée, menton fuyant, visage barré par des lunettes, Jean-Louis Turquin, quarante-huit ans, est accusé d'avoir assassiné son fils disparu dans la nuit du 20 au 21 mars 1991 (*Le Monde* du 18 mars). Il jette un regard furtif sur sa femme, Michèle Balanger, quarante-cinq ans, s'effondrant sur le banc des parties civiles. Une volée de sanglots déchire l'épaisseur du silence.

« Charles-Edouard était en avance pour son âge, reprend péniblement la grand-mère, belle-mère de l'accusé, et puis il a régressé avec la brouille de ses parents. Il est devenu dyslexique. » De ce mélange des

mois d'un enfant sage surgissent les liens troubles et complexes qui unissent les époux Turquin. Les experts ont décrit « un couple pathologique » présentant une relation établie sur le mode sadomasochiste, avec une importante soumission de la femme au mari. Une relation entre un « dominateur domestique » et une « névrotique suicidaire », au sein de laquelle « l'enfant a servi de manipulations » et n'a pas trouvé sa place.

Michèle et Jean-Louis Turquin se sont rencontrés à l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) en 1972. Jean-Louis est un brillant élève de quatrième année, eutré major de sa promotion. Fils d'un représentant en biscuiterie, catholique affirmé, il s'est fait tout seul, ambitieux, solitaire, froid et bête. Sa thèse porte sur la comptabilité et la fiscalité des vétérinaires. C'est une forte tête. Il est respecté. Michèle est élève de première année, frêle fille unique de deux fonctionnaires des PTT. Il la protège du bizutage. Comme il protégeait sa sœur, en fin d'adolescence, au décès de ses parents.

En 1975, Michèle et Jean-Louis se marient. Ils sont mutuellement leur premier amour. Elle ouvre un cabinet à Colombes (Hauts-de-Seine), lui un à Nice. Ils vivent un temps séparés, en se voyant quatre jours par semaine. En 1981, elle s'installe à son tour sur la Côte, ce qui lui permet de doubler sa clientèle. La réussite sociale est manifeste. Economie, Jean-Louis Turquin travaille pour amasser l'argent, achète la Bastide haute, dans le quartier de Gairaut, une propriété estimée - après travaux - à 9 millions de francs. Il a trois voitures, dont une Rolls d'occasion, et sa femme une 205. Il commande, il dirige, il gère « selon son bon vouloir ». Mais l'échec affectif est patent.

Dès 1981, la vie de couple se dégrade. Michèle prend un amant, M^{me} Ber Edelstein, un Américain danseur-écrivain d'origine tchèque, dont la marginalité tranche sur la rigueur de son quoti-

dien. En 1982, elle tombe enceinte et a des doutes sur la paternité de l'enfant. Elle veut avorter. Son mari le lui interdit. La grossesse est difficile. L'enfant est isolé pour méningite dès sa naissance. A l'audience, une incertitude demeure sur la connaissance qu'a son mari, à cette époque, des doutes de sa femme.

Il aurait eu confirmation, dès janvier 1991, qu'il ne serait vraisemblablement pas le père de Charles-Edouard

De 1983 à 1988, les époux vivent cependant séparés de fait dans l'imense bastide. A la barre, Jean-Louis Turquin veut donner l'image d'un homme fidèle par-dessus tout, qui fait tout pour reconquérir son épouse. Instants, ses regards furtifs sur Michèle, dans le prétoire, se font curieusement toujours réguliers et pressants. « Il reste encore quelque chose, dit-il calmement, parce que Michèle, c'est toujours moi femme. » Les époux ne sont toujours pas divorcés.

En 1988, la vie commune reprend. En vain. Michèle prend un nouvel amant, Jean-Marc Courraey, un ancien employé de pompes funèbres à la personnalité fragile qu'on dit clochard, aujourd'hui sous tutelle, dont elle s'est longuement occupée. Jean-Louis Turquin a connaissance de cette liaison. S'empare : après avoir fait pratiquer des analyses génétiques, il aurait eu confirmation, dès janvier 1991, qu'il ne serait vraisemblablement pas le père de Charles-Edouard (selon l'arrêt de renvoi, cette hypothèse aurait été validée par d'autres analyses lors de l'instruction). Scènes de violences

conjugales. Il asperge son épouse de gaz lacrymogène, parle devant Charles-Edouard du temps où elle refusait sa grossesse, où elle disait, selon lui, qu'elle avait « un cancer dans le ventre ».

Elle se réfugie chez des amis, avale la séparation de fait par un juge aux affaires familiales, en attendant d'engager une procédure de divorce afin de briser son lien de dépendance conjugale et d'obtenir la garde de son enfant. Son mari lui adresse courrier sur courrier pour la persuader de revenir. Une tentative de conciliation est fixée au 4 avril. Mais l'enfant, qui dort à côté de son père, disparaît dans la nuit du 20 au 21 mars.

A la barre, des témoignages apportent leur lot d'étonnement, notamment sur la froideur de l'accusé, « plus préoccupé par les rendez-vous avec sa clientèle que par la disposition de son fils », disent les enquêteurs. Un jardinier affirme avoir vu par le passé le vétérinaire tuer devant Charles-Edouard dans sa maison sept pigeons à qui l'enfant donnait régulièrement à manger, ainsi qu'une poule qu'il affectionnait, en lui disant : « Regarde, ça l'endurcira ! ». Enfin, l'accusé confirme avoir pratiqué sur lui-même une circoncision sous anesthésie locale en octobre 1990, dans le but de « faire plaisir à sa femme », parce que celle-ci lui reprochait ses éjaculations précoces.

Mardi dans la matinée, la cour d'assises devait procéder à l'audition d'une conversation enregistrée, avec l'aide des policiers, par Michèle Turquin, au cours de laquelle son mari reconnaît le meurtre de son enfant. Une ultime provocation, selon l'accusé, qu'il aurait inventée pour « reconquérir » sa femme. Lors d'une précédente conversation (non enregistrée), l'ancien premier de classe qui voulait être « le meilleur partout » aurait dit à son épouse : « Je suis fou et criminel, mais je suis plus intelligent que les autres ».

Jean-Michel Dumay

حكايا من الأهل

La réforme de la médecine du travail à EDF-GDF suscite de vives inquiétudes

La CGT dénonce la volonté de mainmise de la direction

La Fédération nationale de l'énergie CGT et le syndicat CGT de la médecine du travail à EDF-GDF devaient rendre public, mardi 18 mars, le

projet de réforme des structures sanitaires au sein de l'entreprise. Ils redoutent que le médecin du travail ne devienne un simple auxiliaire dans

la gestion des ressources humaines, notamment par le biais des dépistages de drogues ou de troubles de la personnalité à l'embauche.

LES GRANDES MANŒUVRES sont en cours à EDF-GDF. Un plan stratégique de réorganisation de la médecine du travail, en chantier depuis plus de deux ans, provoque à nouveau des remous. La Fédération nationale CGT des industries de l'énergie et le syndicat CGT de la médecine du travail EDF-GDF devaient réunir la presse, mardi 18 mars, pour dénoncer la volonté de la direction d'« englober la médecine du travail dans un groupement de services managériaux autour du thème de la santé ». Les syndicalistes accusent la société électrique et gazière de vouloir transformer « l'aptitude médicale en sélection » et le médecin du travail en « expert exclusif au service du management ».

Un document interne émanant de la direction du personnel et des relations sociales, daté du 4 février, prévoit de « régulariser à court terme l'organisation de la médecine du travail ». Constatant ces dernières années « des mises en cause de l'équilibre atteint par cette organisation », la direction du personnel d'EDF-GDF plaide pour « une évolution de l'organisation existante ».

Estimant que plusieurs dispositions d'une circulaire du 31 mars 1992 « n'ont jamais été appliquées », la direction justifie sa réflexion par une mise en conformité avec le droit et la réglementation. Un « plateau technique » serait ainsi chargé de superviser des « études commandées par les directions générales ». « Aucun des médecins y travaillant ne serait considéré médecin du travail, à ce titre », précise la note. La direction est ainsi amenée à « s'interroger sur le régime à proposer éventuellement à certains collaborateurs actuels du service général de médecine du travail [SGMT] qui bénéficient aujourd'hui du statut protecteur de médecin du travail ».

Pour le syndicat CGT du secteur et une partie des quelque 180 prati-

ciens salariés de l'entreprise, dont une cinquantaine dans le nucléaire, la manœuvre est claire : il s'agit de couper définitivement l'herbe sous le pied du SGMT, un service qui a fait la preuve de sa compétence et de son indépendance.

L'organisation syndicale redoute que le dispositif ne débouche sur « la confiscation et la captation des données ». Elle ne voit pas non plus d'un bon œil la future fonction « directoriale » exercée par un « médecin coordinateur », ayant

sibles depuis sa réintégration forcée. « Ce qu'ils font est peut-être très intelligent, mais n'a jamais été battu », déplore le docteur Dominique Huez, élu CGT à la commission paritaire des médecins d'EDF-GDF. Dénonçant la « normalisation » de son métier, le docteur Huez s'inquiète aussi de voir progressivement les médecins du travail mis à contribution dans ce qui relève, selon lui, du management et de la « médecine d'entreprise ». Il en veut pour exemple la politique de dépistage des drogues

syndicats CGT, CFDT, FO et le représentant de la CGC au Comité national d'hygiène et de sécurité des conditions de travail (CNHSC) ont voté le 27 février une résolution demandant le retrait de cette lettre-cadre. « Il n'est pas question, sous prétexte qu'on est dans le nucléaire, de faire du contrôle à l'embauche à tout-va », nous a précisé le docteur Michel Ollivier (CFDT), membre du CNHSC.

Dernier motif d'inquiétude : une réflexion paraît être engagée en marge du dialogue social autour du repérage des agents psychologiquement à risque. Dans un compte rendu d'entretien daté du 25 novembre 1996, un membre de la cellule « facteurs humains », écrit que « l'axe majeur » du recrutement « concerne la structure et la cohérence morale de la personnalité ». Selon lui, « des tests particuliers comme le Rorschach (test fondé sur l'interprétation de taches d'encre) et assimilés sembleraient les plus prometteurs ».

L'auteur de cette note n'exclut pas non plus le recours à la graphologie, « sous réserve qu'elle soit pratiquée par des gens diplômés et compétents ». Et d'ajouter que « le repérage des personnes prédisposées à des actes délictueux se fait préférentiellement par entretien psychologique ». Envisageant la mise en place « sur chaque site », de « spécialistes du recrutement et du dépistage des caractéristiques personnelles qui pourraient prédisposer aux malveillances », il évoque la possibilité de recourir aux médecins du travail. « Un métier de flic », disent certains.

Laurence Folléa

« La division épidémiologie continue ses travaux »

« Il existe en effet une réflexion qui s'est développée sur la réforme de la médecine du travail, nous a confirmé mardi 18 mars, Pierre Moulié, directeur général adjoint d'EDF-GDF chargé des questions sociales. Elle se justifie notamment par l'ambiguïté du positionnement du service général de médecine du travail (SGMT), qui, au fil du temps et contrairement à ce que prévoit ses statuts, a joué un rôle d'organisation générale des médecins du travail. » Pour M. Moulié, l'idée est de « transformer le nouveau plateau technique [qui doit reprendre au SGMT la fonction de synthèse des données] en service d'appui pour les médecins ».

Le responsable assure que « la division épidémiologie continue tous ses travaux » et s'engage « solennellement » à « les faire connaître ». S'il défend la politique de dépistage des toxicomanes et précise que « la définition des postes à risques doit s'établir en liaison avec les représentants du personnel », M. Moulié « dénonce » en revanche les méthodes envisagées pour tester la personnalité des futurs embauchés. Il jure qu'« il n'y a aucune instruction dans l'entreprise sur le sujet ».

pour mission de « conseiller des directions générales en matière de politique de santé (des) salariés et chargé de coordonner l'exercice des fonctions d'employeur des médecins du travail ».

L'histoire du docteur Ellen Imbernon, licenciée de la division des études épidémiologiques du SGMT et finalement réintégrée dans ses fonctions, avait déclenché les hostilités avec l'actuel responsable du SGMT, le docteur Henri Pons (Le Monde du 1^{er} août 1996). Les fichiers en cours et les données du docteur Imbernon sur l'état de santé et la mortalité des agents d'EDF-GDF ne lui sont plus acces-

dans le nucléaire.

Une note interne du SGMT en date du 23 janvier, signée de Bernard Dupraz, directeur de l'exploitation nucléaire, et du docteur Pons, confère au médecin du travail « la fréquence et la nature des examens » à effectuer chez les personnels employés sur des postes dits « sûreté-sécurité » relevant de l'« habilitation sûreté nucléaire ». « Cela revient à dépister les trois quarts des agents des sites », tempère le docteur Huez.

S'il admettent que « des examens personnalisés, qui s'appuient sur la clinique et sur un doute du médecin, peuvent s'envisager », les

Les syndicats demandent un délai pour la réforme des DEUG universitaires

LA RÉFORME des premiers cycles universitaires pourra-t-elle s'appliquer dès la rentrée d'octobre ? François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, qui a engagé une course de vitesse pour traduire ses orientations dans la réalité, en reste persuadé. Les organisations syndicales sont, elles, moins convaincues. Lundi 17 mars, lors de la première présentation du nouvel arrêté général réorganisant les études de DEUG, de licence et de maîtrise devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), elles ont demandé un délai de réflexion supplémentaire. Elles ont aussi souhaité une phase de transition pour laisser un temps d'adaptation aux établissements. Moyennant quoi, initialement prévu le 24 mars, le vote définitif du Cneser ne devrait pas intervenir avant le 7 avril.

Après avoir dénoncé la « crise » dans la filière droit, le ministre de l'Éducation pensait avoir levé les principaux obstacles (Le Monde du 15 mars). À l'exception des réserves de la Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, aucune opposition fondamentale n'est d'ailleurs apparue au cours de la réunion du Cneser, que présidait Christian Forestier, directeur général des enseignements supérieurs. Pour autant, les syndicats d'enseignants et d'étudiants ont fait savoir qu'il ne fallait pas bouleverser l'architecture actuelle des études dans la précipitation. Ils ont aussi refusé de se prononcer avant d'avoir eu connaissance de l'ensemble des textes : arrêté général, arrêtés particuliers de chaque discipline, charte des examens, carte des passerelles entre les formations à l'intérieur et à l'extérieur des universités.

Comme le souligne un des syndicalistes, « certaines parties du texte manquent de clarté. Par souci de compromis, le ministre n'a pas défi-

nitivement tranché entre un cadre souple laissant une marge d'autonomie aux établissements et des règles très draconiennes imposées à l'ensemble des formations ». L'une des ces règles concerne l'organisation de l'année en semestres pour les DEUG, licences et maîtrises, avec, dès l'entrée à l'université, un semestre initial d'orientation, qui doit permettre aux étudiants de modifier leurs choix, en cas d'erreur ou d'échec.

Toutefois, cette procédure reste

Un plan de rattrapage pour les IUT

Les Instituts universitaires de technologie (IUT) vont bénéficier d'un plan de rattrapage de 80 millions de francs sur quatre ans (1997-2000). Cette rallonge budgétaire, présentée le 7 mars par Christian Forestier, directeur général des enseignements supérieurs, lors de la dernière assemblée des directeurs d'IUT, prévoit également la création de 533 postes de professeur « afin de porter l'encadrement des étudiants en enseignants-chercheurs à 75 % des besoins théoriques (contre 50 % actuellement) » - et 248 postes latos (administratifs et techniques). Ce plan de rattrapage fait suite au cahier de doléances élaboré en octobre 1996 par les directeurs d'IUT. Exclues du plan d'urgence des universités de décembre 1995, ils réclamaient une compensation financière pour faire face au sous-encadrement de leur filière. Les IUT se réuniront en assemblées nationales jeudi 27 mars, à Paris, pour débattre notamment du projet de vote technologique inscrit dans la réforme universitaire de François Bayrou.

incitative. L'étudiant qui le souhaite pourra passer devant une commission spéciale pour évaluer ses aptitudes à poursuivre dans la discipline initialement retenue. Mais en aucun cas, il ne sera « réorienté » contre son gré. Il lui sera possible de changer d'options parmi les nouvelles « unités d'enseignement » fondamentales et de « découverte » qui lui seront proposées à l'issue du premier semestre.

MODALITÉS MAL DÉFINIES. Toutefois, l'année universitaire reste la référence pour l'organisation des examens et le contrôle des connaissances conditionnant le passage ou le redoublement, dont les modalités sont encore loin d'être parfaitement définies. Il reste ainsi à mieux préciser l'application des principes de capitalisation des unités obtenues et de compensation des moyennes sur l'ensemble des disciplines. Confirmée à la demande des syndicats d'étudiants, la deuxième session de « rattrapage », située deux mois après l'examen initial, s'oppose, en théorie, à la semestrialisation et au démantèlement de l'année dès la mi ou la fin septembre.

Le nouvel arrêté prévoit également des passerelles entre les formations et l'élaboration d'une carte nationale. Mais en l'état actuel, il y a peu de chances que ces réorientations puissent intervenir dès la rentrée prochaine. Les universités s'inquiètent des difficultés administratives dues à ces changements, tandis que les BTS et les IUT ne semblent pas prêts à démarrer un nouveau cycle d'études en février pour les nouveaux arrivants. Face à toutes ces incertitudes, les syndicats veulent utiliser le délai obtenu pour préparer leurs amendements.

Michel Delberghe

Les sans-papiers de Lille suspendent leur grève de la faim

EN GRÈVE DE LA FAIM à Lille depuis le 14 janvier, les sans-papiers ont annoncé, lundi 17 mars, la suspension de leur mouvement « pour des raisons sanitaires » et « dans un esprit de responsabilité ». La décision a été prise la veille, lors d'une assemblée générale, afin « que des négociations reprennent dans un esprit de responsabilité, de respect mutuel et d'humanité ». Neuf étrangers - Africains et Asiatiques - poursuivaient un jeûne depuis soixante et un jours à la Maison de la nature et de l'environnement (MNE). Le 12 mars, ils avaient été évacués par les forces de l'ordre, puis hospitalisés, avant de retrouver la MNE. Le préfet du Nord avait ensuite annoncé que vingt dossiers de sans-papiers mis à l'étude seraient régularisés « au vu de considérations humanitaires ».

DÉPÊCHES

■ RELIGION : après l'attentat à l'explosif survenu lundi 17 mars qui a légèrement blessé le gardien d'une mosquée du 15^e arrondissement de Paris et provoqué des dégâts matériels, le recteur de ce lieu de culte, Larbi Kechat, et l'association culturelle de la mosquée ont assigné en diffamation les journalistes du magazine « Envoyé spécial » et France 2 pour l'enquête sur les réseaux islamistes diffusée le 27 février. L'assignation reproche au magazine d'avoir « tronqué » la teneur d'un entretien avec le recteur et d'avoir créé un amalgame entre cette mosquée et des réseaux islamistes.

■ FAITS DIVERS : la maison de la famille de Jean-Michel et Jean-Louis Jourdain, mis en examen pour le viol et l'assassinat de quatre jeunes filles le 22 février près de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), a été détruite par un incendie dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 mars sans faire de victimes. Les neuf personnes qui vivaient dans ce baraquement avaient quitté les lieux, après l'arrestation des deux frères, pour être placées dans des foyers. « On va maintenant tout nettoyer pour que les gens cessent de venir voir l'endroit le dimanche », a indiqué le maire de la commune de Dannes, où habitaient les Jourdain.

■ JUSTICE : le député (PS) de Haute-Garonne, Jean-Louis Idart, a annoncé, lundi 17 mars, avoir été mis en examen pour « complicité d'abus de confiance » dans le cours d'une enquête concernant l'attribution de fonds départementaux à diverses associations. L'enquête concerne le Comité départemental d'animation culturelle et sportive, dissous en 1995, et qui dépendait du conseil général de Haute-Garonne.

■ PÉDOPHILIE : trois personnes soupçonnées d'appartenir à un réseau de trafic de cassettes pornographiques mettant notamment en scène des enfants ont été placées en détention provisoire, lundi 17 mars à Nice. Les trois hommes avaient été interpellés lors de l'opération menée sous la conduite du juge nicolais Jean-Pierre Rousseau. Douze personnes ont été écrouées à la suite du démantèlement de ce réseau.

■ MÉDECINE : une étude du Réseau national de santé publique publiée par Libération daté du 18 mars chiffre entre 500 000 et 600 000 le nombre des personnes qui sont en France contaminées par le virus de l'hépatite C. Pour l'Union européenne, l'estimation est comprise entre 2,5 millions et 5 millions de personnes. Ces chiffres confirment les conclusions des études antérieures (Le Monde du 22 octobre 1991, du 26 octobre 1995 et daté 22-23 décembre 1996).

■ ÉDUCATION : un millier de lycéens ont manifesté, lundi 17 mars, à Granville (Manche), pour protester contre le manque de personnels aux lycées Littre d'Avranches et La Maurandière de Granville. Ils ont notamment réclamé la création d'une troisième terminale scientifique dans chacun des établissements et l'attribution de postes d'enseignants et de non-enseignants.

Le Monde
L'AVION

3^e édition

« La découverte d'une nouvelle Amérique » WASHINGTON

du vendredi 16 mai au mardi 20 mai 1997

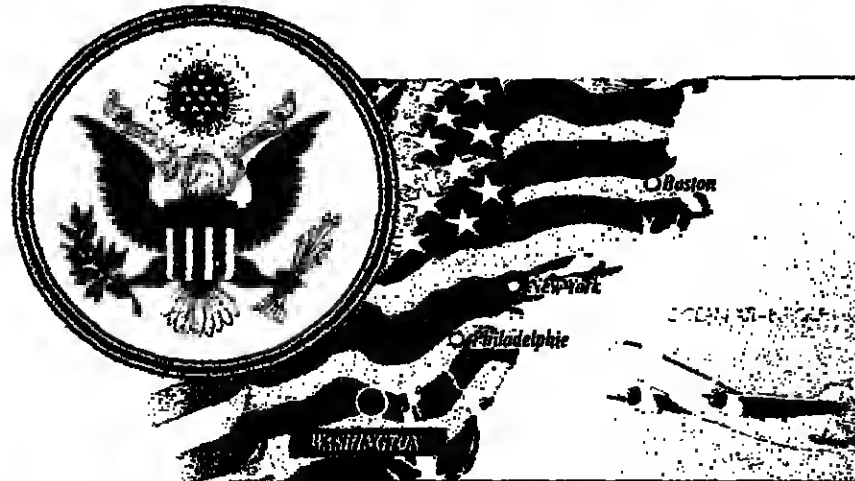
Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels des États-Unis

Jour 1 :
« The American way of life »

Jour 3 :
La communauté noire.
Les visites incontournables.

Jour 2 :
Le pouvoir de la presse.
Washington, capitale économique.

Jour 4 :
Washington, capitale politique
et diplomatique.



Le voyage que vous propose Le Monde a été conçu avec Jean-Marie Colombani et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal aux États-Unis. Des visites originales, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles vous seront proposées.

Prix de base : 11 000 F TTC par personne.

Pour tout renseignement, téléphonez à Katia Goujon au 01-46-05-44-33

Avec l'agence - licence n° 092-95-00-28 et JFD System

هكذا من الذل

DISPARITIONS

Jurek Becker

Un modèle d'intégrité, d'ironie et de passion

L'ÉCRIVAIN Jurek Becker est mort, vendredi 14 mars, des suites d'une longue maladie. Auteur choyé en RDA, il s'est pourtant toujours montré très critique vis-à-vis du régime de l'Allemagne de l'Est. Né à Lodz, en Pologne, en 1937, de parents juifs, il a grandi dans le ghetto puis dans les camps de concentration de Ravensbrück et de Sachsenhausen. Après 1945, il s'est établi en RDA où il a écrit, entre autres, *Le bon et le méchant* (1966), *Le bon et le méchant* (1966), *Le bon et le méchant* (1966). Prix national de littérature avant d'être exclu de la SED (PC est-allemand) et de quitter son pays, en 1977, pour s'installer à l'Ouest. Si le diagnostic que Becker portait sur la littérature actuelle était grave, constatant qu'elle se noie dans l'accessoire - alors même que la société industrielle moderne est en train de nous tuer - ni plus ni moins (à l'écrivain, 1989) -, il ne savait pas être didactique. La spécificité de Jurek Becker résidait dans ce mélange de réticence et de dérision qui faisait dire au critique allemand Reich-Ranicki qu'il s'agissait d'un ton « étonnamment possible mais jamais apaisant ». Ce ton, on le trouve déjà dans son premier livre, *Jacob le menteur*, paru en 1969, et qui fut d'emblée un succès. Par le biais d'une radio fic-

tive, Jacob Heyme diffuse des nouvelles inventées de toutes pièces pour redonner espoir aux habitants du ghetto. Dans *Les Enfants Branstein* (1986), Becker pose toujours la question du mensonge et du martyre en termes plus radicaux : un jeune juif découvre que son père réel était captif d'un ancien garde de camp et qu'il le surnomait à l'intérieur. Dans *Amanda sans cœur* (1992), livre sur la réunification, Becker avait choisi son camp : la reconnaissance par le cœur prime sur tous les traits politiques. Bleu que désemparé par la guerre en Bosnie, Jurek Becker avait su montrer que le désarroi intellectuel peut aussi avoir sa grandeur, dès lors qu'il ne se masque pas derrière des gesticulations partiales.

Pierre Deshusses

Karel Pecka

Le « Soljenitsyne de Bohême »

L'ÉCRIVAIN et dissident tchèque Karel Pecka, que ses concitoyens avaient baptisé le « Soljenitsyne de Bohême », est mort jeudi 13 mars à l'âge de soixante-neuf ans. Moins connu, l'étranger que son collègue russe, Karel Pecka, comme lui, connaît les goulags communistes dont il raconte l'expérience dans ses livres, refusa toute compromission avec le régime bonni et se montra critique envers les gouvernements post-communistes. Arrêté dès 1949, un an après le putsch communiste à Prague, et condamné à onze ans de prison pour haute trahison, il ne fut relâché qu'en 1959 après avoir séjourné tour à tour dans la plupart des camps de travail tchèques.

Technicien dans les coulisses du Théâtre national de Prague au début des années 60, il commença, au profit du dégel, à publier des

romans et nouvelles autobiographiques ainsi que des critiques dans la presse littéraire. Interdit de publication après l'écrasement du « printemps de Prague » par les chars soviétiques en août 1968, il s'engagea dans la dissidence littéraire et politique - il signa la Charte 77 -, publia et s'occupa de la maison d'édition tchèque co-exil, 68 Publishers, créée au Canada par le romancier émigré Josef Skvorecky. Plusieurs de ses écrits ont été portés à l'écran.

Tout récemment, les écrans de cinéma tchèques ont présenté l'adaptation cinématographique de son roman *Kafka*, *Passages*, décrivant un employé de banque pris au piège dans le labyrinthe des célèbres passages pragoï, réalisé par Juraj Herz.

Martin Plichta

NOMINATIONS

FINANCES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

Jacques Lovigne vient d'être nommé directeur du cabinet du ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland, par un arrêté publié au *Journal officiel* du 13 mars. Il remplace Jérôme Gallot, nommé directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (*Le Monde* du 8 mars).

Né le 14 septembre 1955 à Tourcoing, ancien élève de l'ENA, Jacques Lovigne vient administrateur civil au ministère de l'économie (juin 1984), où il s'occupe de la politique de la concurrence, à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (juin 1984-avril 1988) puis août 1988-mai 1993). Il est un temps expert national, chargé des affaires industrielles, à la direction générale des relations extérieures de la Commission des Communautés européennes (septembre 1988-octobre 1991). Nommé conseiller technique au cabinet d'Edmond Alphandery, ministre de l'économie (28 avril 1993-11 mai 1995), il devient sous-directeur au ministère de l'économie (juin 1994). Il est conseiller technique au cabinet d'Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances, et, parallèlement, de Hervé Gayraud, secrétaire d'État aux finances (16 juillet 1995-26 août 1995). Après le départ de M. Madelin, il devient conseiller technique de Jean Arthuis, ministre de l'économie, des finances et du plan, et de Hervé Gayraud, secrétaire d'État aux finances (17 octobre 1995-7 novembre 1995). Il est, enfin, conseiller technique au cabinet de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, et d'Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur (30 novembre 1995-11 mars 1997).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 13 mars sont publiés :

- **Enfants** : un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de lutte contre les mauvais traitements et atteintes sexuelles envers les enfants, ainsi qu'un arrêté relatif à la composition du groupe permanent interministériel pour l'enfance maltraitée.
 - **CHU** : un arrêté fixant les effectifs de certains personnels hospitaliers et universitaires des centres hospitaliers et universitaires.
 - **BRGM** : un arrêté autorisant le Bureau de recherches géologiques et minières à céder à BRGM SA 369 582 actions représentant une participation de 9,45 % dans le capital de la société Mine Or SA.
 - **CNIL** : une délibération concernant les traitements automatisés d'informations nominatives relatives à la gestion du patrimoine immobilier à caractère social.
 - **Réforme de l'Etat** : une circulaire du premier ministre aux membres du gouvernement, relative à la mise en œuvre du plan de réforme de l'Etat sur la déconcentration des décisions administratives individuelles.
- Ce texte précise que devront être adoptés, avant la fin de l'année, les décrets fixant la liste des décisions que les ministres continueront à prendre, à titre exceptionnel, et les décrets déterminant les décisions déconcentrées à une autre autorité que le préfet de département.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— Lucie, Virginie, Aurélie et André Antolini. Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} ANTONINI, née Rolande BEN TOLLA,

survenu le 7 mars 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

3, avenue De Lilla, 92500 Rueil-Malmaison.

— Madame Louise Boutin, M. et M^{me} Yves Buchetel, et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Boutin, et leur fille, ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BOUTIN, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur agrégé de physique chimie, survenu le 14 mars 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 20 mars, à 14 h 30, à la cathédrale de Gap.

Résidence Sainte-Marguerite, 21, rue de Valserres, 05000 Gap.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36
Téléphone : 01-42-17-29-94 ou 38-42

— Paris.

M. et M^{me} Sylvie Emy, ses enfants, Cécile, Mathieu et Elodie, ses petits-enfants, M. Jacques Dalla-Torre, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Suzanne DALLA-TORRE, dite « Cheouca »

survenu le 16 mars 1997, à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 19 mars, à 11 heures, au cimetière du Vaucluse (Seine-et-Marne), où l'on se réunira.

Condolances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

23, rue du Coq-Saint-Marcou, 45100 Orléans.

— Eveline Detain, son épouse, Patrick Detain, son fils et ses enfants, Zoé et Sarah, Patrick et Michèle Detain-Gonzalez, son gendre, sa fille et leurs enfants, Jonathan, Myriam, Sarah, Mathias, Paul et Claire Callot-Benley, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

André DETAIN,

survenu dans la paix, le 15 mars 1997, au cours de sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 mars, à 10 h 30, au temple protestant d'Elbeuf, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Martin de La Saussaye.

« Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis. » Jean 15, v. 13

18, rue de l'Abbé-Bellemin, 27370 La Saussaye.

— M^{me} Paul Gauvin, née Guérault, Ses enfants et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Paul GAUVIN, directeur honoraire de banque, officier de l'ordre national du Mérite

survenu le 12 mars 1997, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 15 mars, à Ballan-Miré.

La Cour Miré, 37510 Ballan-Miré.

— La famille et les amis de

Serge LETORT, officier des Palmes académiques,

ont la douleur de faire part de son décès, le 15 mars 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Cas-Le-Guido, le jeudi 20 mars, à 14 heures.

21, rue des Carouges, 22880 Saint-Cas-Le-Guido.

— Nous avons la tristesse d'annoncer le décès de

M. Pierre MOCH,

survenu le 3 mars 1997, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

De la part des familles Moch, Diamant-Berger, Le Ythell, Birman, Et de tous ses proches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

— M^{me} Gaston Méot, née Henriette Martin, son épouse, Thérèse Foucart, sa sœur,

Marie-Louise Martin et Marie-Thérèse Méot, ses belles-sœurs,

Edith et Bernard Méot, son fils et sa belle-fille, Thierry et Amélie,

Francis et Sylvaine, Valérie et Xavier, ses petits-enfants,

Mathilde, Damien, Yves, Étienne et Antoine,

ont la douleur de faire part du décès de

Gaston MÉOT,

survenu dans la paix du Seigneur, le 16 mars 1997, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 mars, à 15 heures, en l'église de Marsau (Puy-de-Dôme).

Son fils et sa belle-fille, Edith et Antoine, ses arrière-petits-enfants, vous demandent de lui associer dans vos prières ou dans vos pensées la mémoire du père d'Edith.

André CARRIER, pilote de chasse,

mort pour la France, en un combat héroïque, dans le ciel de Sedan, le 14 mai 1940.

Saint-Genest-l'Éclair, 63200 Malzeville, index des Séances d'Al-Hamadani. Le jury, présidé par M. Jean-Paul Benzerri, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie, composé de M. David Cohen, professeur émérite à Paris-III, directeur de sa thèse, de M. Gérard Trounev, directeur d'études à l'EPHE, de M. Gilbert Delanoue, professeur à l'Institut de Paris-III, lui a décerné la mention « très honorable » avec les félicitations du jury.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne PASQUIER, née Serati,

le 15 mars 1997, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers), et suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

— M. Michel Pasquier, Agnès Pa'y, son épouse, et leurs enfants, M. François Pasquier, Françoise Bourdais de Charbonnière, son épouse,

et leurs enfants, M^{me} Geneviève Pasquier, Henry Zipper de Fabiani, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me}

SOUS-SOL En France, quatre mille cinq cents communes sont soumises à des risques souterrains, le Nord-Pas-de-Calais, la Basse-Normandie, l'Aquitaine et les Pays de la

Loire sont particulièrement concernés. En Ile-de-France, où on en a déjà recensé trois cents, dont une certaine dans le Val-d'Oise et autant dans les Yvelines. ● UNE RÉUNION s'est tenue

lundi 17 mars à l'initiative de Jean-Michel Rollot, maire (PS) de Pontoise (Val-d'Oise), pour évaluer les conséquences de cette menace. ● UNE ASSOCIATION des villes pour la prévention

des risques souterrains (AVPRS) a été créée pour servir d'intermédiaire entre l'Etat et les villes concernées. ● LES ÉLUS sont confrontés à un véritable casse-tête, car l'effondrement

souterrain n'est pas considéré comme une catastrophe naturelle et ne peut donc justifier aucune action préventive, de plus les assureurs se désintéressent de ce risque.

Trois cents communes d'Ile-de-France confrontées au risque souterrain

Les effondrements de terrain n'étant pas considérés comme des catastrophes naturelles et n'intéressant pas les compagnies d'assurances, les élus de la région parisienne tentent de s'organiser en association pour mener des actions de prévention

PONTOISE

de notre correspondante
L'union, dit-on, fait la force. C'est pour éprouver cette maxime que Jean-Michel Rollot, maire (PS) de Pontoise (Val-d'Oise), avait invité les élus de la région parisienne à venir, lundi 17 mars, discuter des risques souterrains qui menacent bon nombre de communes franciliennes. La réunion, qui a duré plus de quatre heures, s'est déroulée en présence de représentants d'une quarantaine de villes d'Ile-de-France ainsi que de Seine-Maritime.

Les élus sont confrontés à un problème en apparence insoluble : l'effondrement souterrain, qu'il soit sous domaine public ou privé, n'étant pas considéré comme une catastrophe naturelle, il ne peut justifier d'aucune action préventive et n'est pas pris en compte par les assurances. De plus, personne ne connaît le nombre exact de cavités en Ile-de-France comme sur tout le territoire, ni l'ampleur du risque. Un véritable casse-tête pour les collectivités locales, qui restent, malgré tout, responsables en cas de dommages corporels mais qui préfèrent souvent jouer la politique de l'autruche face à cette menace.

ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNES

« Ce n'est pas de dire qu'il y a un danger qui fait naître le risque. C'est de l'ignorer », a lancé M. Rollot avant d'annoncer la création d'une association des villes pour la prévention des risques souterrains (AVPRS). Une association qui servira d'intermédiaire entre l'Etat et les communes concernées. Plusieurs des communes

présentes à Pontoise ont décidé d'y adhérer. Paris pourrait même en faire partie.

Selon Benoît Jonon, maître de conférences à la faculté de droit de Cergy-Pontoise, la France compterait 4 500 communes soumises plus ou moins à des risques souterrains et 5 900 communes à des risques sismiques. En Ile-de-France, on en a déjà recensé trois cents dont une certaine dans le Val-d'Oise, autant dans les Yvelines et une vingtaine dans chaque département de la petite couronne.

DES « VIDES » PRÉOCCUPANTS

D'autres régions sont fortement marquées par la présence de carrières, comme la région Nord-Pas-de-Calais, où 2 000 hectares sont sous-minés, la Basse-Normandie, l'Aquitaine, les Pays-de-Loire. En Ile-de-France, plus de 3 000 hectares de carrières souterraines auraient été exploitées depuis le Moyen Âge dans les différentes couches géologiques, puis abandonnées.

Jean-Luc Maïre, géologue au laboratoire régional de l'Est parisien, insiste, lui, sur d'autres types de carrière plus petites, souvent d'origine agricole, ouvertes par des particuliers sur leur propre terrain pour des besoins personnels. Rarement répertoriés, ces « vides » sont tout aussi préoccupants.

Le cas de Pontoise est exemplaire. En quinze ans, plus d'une dizaine d'affaissements de terrains - le dernier en date est survenu dimanche 16 mars dans la soirée - a mis au jour un certain nombre de fontis sous le centre-ville. L'accident le plus specta-

culaire s'est soldé par l'effondrement d'une douzaine d'habitations dans la rue Thiers, le 3 janvier 1987.

Depuis, les Pontois ont découvert qu'ils vivent sur un enchevêtrement de cavités, de vides, de galeries creusées et recréusées depuis le XII^e siècle, souvent en dépit du bon sens, dont les voûtes et les piliers sont grignotés par le déversement d'eaux usées. Neuf cents cavités ont été recensées sur seulement 20 % du territoire de la commune. La majorité d'entre elles sont délimitées par l'enceinte médiévale de la ville datant de 1188. En 1993, le chef du centre de sécurité des sapeurs-pompiers de Cergy-Pontoise écrivait au maire de l'époque, Philippe Hémé (UDF-CDS) : « Le pire reste à venir : l'effondrement du sous-sol avec rupture d'une canalisation de gaz. » Le risque est réel. Comme l'explique M. Maïre, « plusieurs

facteurs aggravants viennent s'ajouter : les infiltrations provoquées par un réseau d'assainissement vétuste ou par le rejet des eaux usées, l'absence de ventilation lorsque les caves sont bouchées et l'activité humaine, comme les chantiers ou la circulation, de plus en plus intense. »

L'article L. 33 du code de santé publique et l'article 29-2 du règlement sanitaire départemental rendent obligatoire, aux frais du propriétaire, le branchement au réseau d'eaux usées des immeubles situés en bordure des voies publiques. Par ailleurs, l'article 552 du code civil précise que tout propriétaire l'est également « jusqu'au tréfonds de la terre ». Autrement dit, le propriétaire est responsable des carrières qui se trouvent sous ses pieds même s'il n'en a pas connaissance. D'où plusieurs moyens mis en place par M. Rollot sur sa commune : une

agence pour la prévention des risques souterrains - qui verra le jour à l'été 97 et aura pour mission de venir en aide aux Pontois en faisant un diagnostic de leur sous-sol -, un règlement municipal de prévention redoublant d'obligatoire, pour tout ouvrier permis de construire, une attestation de conformité et du raccordement au réseau d'assainissement, et un dispositif de prévention qui se concrétisera par une aide financière de la ville en direction des propriétaires.

LES LIMITES DES RECOURS

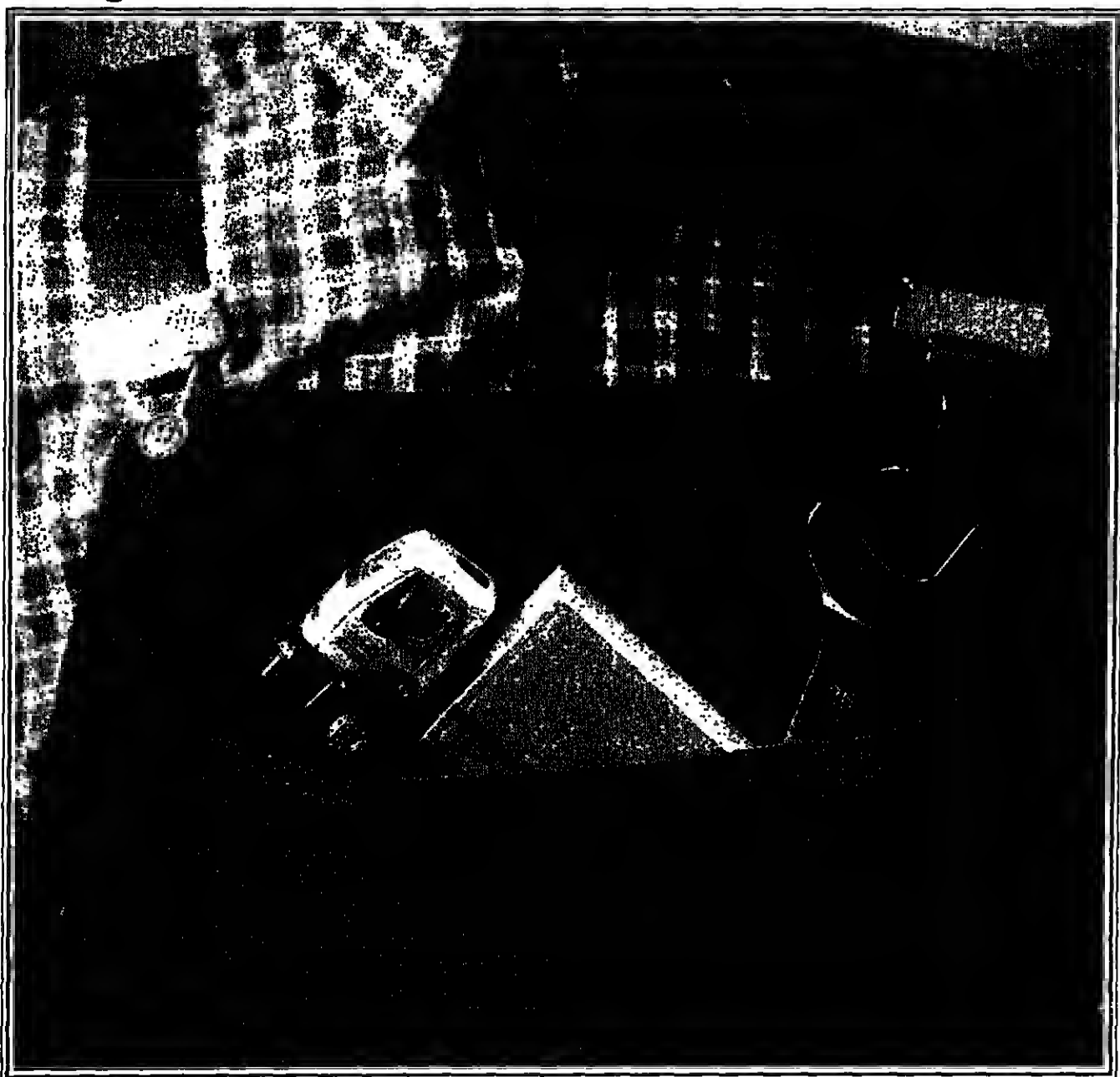
Christian Tournain, conseil en assurances des collectivités territoriales, a bien montré, lors de la réunion de Pontoise, les limites des recours. En matière d'assurances, la garantie contre l'effondrement n'existe pas. L'effondrement n'est pas considéré comme un accident naturel : il a pour ori-

gine l'activité humaine. Ce qui explique la réticence des compagnies d'assurances, qui refusent de garantir ce type de risques, ou alors fixent une prime trop élevée. Certaines même abandonnent les communes menacées. Jean-Pierre Bequet, maire (PS) d'Auvers-sur-Oise, a d'ailleurs saisi l'Association des maires de France sur ce sujet.

Le préfet du Val-d'Oise, Philippe Deslandes, plaide, lui, pour les plans de prévention aux risques naturels (PPR), prévus par la loi de 1982 et par la loi de 1995, dite loi Barnier. Pas toujours bienvenue car ils dévalorisent les biens immobiliers en les montrant du doigt. Eux seuls permettent pourtant une bonne prévention en imposant des travaux et en interdisant toute nouvelle construction sur les zones à risques.

Frédérique Lombard

Il N'y a Que Clovis Location Qui Connaisse Ses Camions Comme Sa Poche.



Clovis Location ne loue que des utilitaires et camions Renault. Inutile de chercher, personne ne connaît aussi bien ses matériels et leurs équipements que les 160 membres du réseau Clovis Location.

A cette maîtrise technique s'ajoutent une rapidité d'intervention inégalable et une connaissance parfaite de votre métier et de vos impératifs d'exploitation. Clovis Location peut ainsi vous apporter les meilleurs conseils, nécessaires à la réussite de votre entreprise.

Avec 160 établissements répartis sur toute la France et un parc de 6 000 camions à votre disposition, Clovis Location est désormais le loueur incontournable du marché.

Conseils, compétence technique, qualité d'accueil et proximité vont très vite devenir les atouts de votre réussite. Quand vous saurez que Clovis Location est la société de location de véhicules industriels du réseau Renault VI en France, vous aurez tout compris !

La force d'un réseau.

Clovis Location : Centre d'Affaires La Boursière - BP 161 - 92357 Le Plessis Robinson - Tél. 01 46 30 32 59 - Fax 01 46 30 68 30

Le tribunal retarde le « Vulcania » de Valéry Giscard d'Estaing

CLERMONT-FERRAND. Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a annulé deux décisions préfectorales et une délibération municipale à propos du Centre européen du volcanisme baptisé « Vulcania » que souhaite ériger le président de la région Auvergne, Valéry Giscard d'Estaing (Le Monde du 19 octobre 1996). Conçu par l'architecte autrichien Hans Hollein, « Vulcania » devrait offrir aux visiteurs un « parcours initiatique » dans le monde du volcanisme. Sa construction est prévue sur le territoire de la commune de Saint-Ours-les-Roches, à quelques kilomètres du sommet du Puy-de-Dôme. Le tribunal a annulé la délibération du conseil municipal de Saint-Ours-les-Roches approuvant une modification du plan d'occupation des sols (POS), le permis de construire ainsi que la procédure de création d'une unité touristique nouvelle (UTN), obligatoire dans les zones situées au-delà de 700 mètres d'altitude. Les opposants au projet dénoncent les conséquences que pourrait représenter ce centre pour l'environnement. Selon le préfet du Puy-de-Dôme, François Leblond, la décision du tribunal administratif, motivée par « des raisons de forme », devrait repousser à l'été le début des travaux.

Un comité pour la délocalisation du CNASEA à Limoges

LIMOGES. La région du Limousin n'a pas l'intention de baisser la garde, à propos de la délocalisation du Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles (Cnasea). Elle ne se satisfait pas de la simple création, envisagée par le gouvernement, d'une antenne qui amènerait d'Issy-les-Moulineaux à Limoges une cinquantaine de salariés et demande le transfert total des 350 salariés (Le Monde du 18 décembre 1996). Un comité d'action vient de se créer à l'initiative d'Alain Rodet, maire (PS) de Limoges, Jean-Claude Peyronnet, président (PS) du conseil général de la Haute-Vienne, Robert Savy, président (PS) du conseil régional. Le président en est Pierre Colnaud, président du comité économique et social. Le comité bénéficie également du soutien d'André Chandemagor (PS), ancien ministre, Alain Marsaud (RPR), député de la Haute-Vienne, Jean-Marc Gabouty (UDF), conseiller général, Marcel Rigout (Convention pour une alternative progressiste), ancien ministre, Bernard Murat (RPR), député et maire de Brive. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE** : les 240 sociétés d'économie mixte (SEM) viennent de se constituer en association régionale, au terme d'une réunion présidée par Camille Vallin, président de la Fédération nationale des SEM. Elles ont élu à la présidence André Santini, député (UDF) des Hauts-de-Seine et maire d'Issy-les-Moulineaux. Les SEM d'Ile-de-France emploient 14 000 salariés.

■ **ALSACE** : un décret créant la réserve naturelle de l'île du Rohrschollen (Bas-Rhin) a été publié au Journal officiel du 11 mars. Cette réserve recouvre la totalité de l'île (soit 310 hectares) et la moitié française des eaux du Vieux Rhin. Forêt alluviale, l'île constitue un site ornithologique de première importance avec 174 espèces d'oiseaux recensées.

Communiquez !

3615 LEMONDE

هكذا من الذلل

HORIZONS

REPORTAGE

Vitrolles, les colères en solitaire

LA FRANCE DU FRONT

Enquête en quatre épisodes sur une résistible ascension

Demain : 3 - Vitrolles : « Et maintenant ? »

C A lui a fait de la peine de les voir courir dans tous les sens en bas de la cité. Il s'est dit : « Ça y est, on devient des privilégiés », et il a trouvé ça fou. Catherine Mégret venait d'être élue maire de Vitrolles

eo ce dimanche soir, et les CRS avaient bouclé le quartier, filtré les allées, sur les plates-bandes, les jeunes fils d'immigrés couraient en zigzag, se réfugiaient dans les entrées. Patrice Szostek, cinquante ans, vit depuis quinze ans à la cité des Pins, et il dit qu'il se bat.

Chaque matin, sa femme Tina se lève à 4 heures pour aller faire le ménage dans une cafétéria et un supermarché. Tina, d'origine portugaise, a moins d'une heure pour monter les chaises de la cafétéria sur les tables, balayer, nettoyer le sol, descendre les chaises, faire les tables, les sanitaires, les vitres. Auparavant, elle travaillait dans la même journée de 5 heures à 9 heures et de 17 heures à 21 heures. Un jour, elle a passé une visite à la médecine du travail, « le patron s'est fait engueuler, il a dû changer les horaires », raconte Tina, « mais il ne nous paye toujours pas les heures de nuit ». Elle se rappelle avoir quitté le Portugal pour trouver du travail en France, « quitter aussi le fascisme », ajoute-t-elle. Ici, à Vitrolles, elle a voté « Mégret » au premier tour. Au deuxième, elle a eu peur et n'a pas voté. Patrice, lui, explique : « Avant, ma préoccupation, c'était de retrouver un emploi, maintenant c'est de libérer ma tête. » Il vit dans son appartement.

Patrice Szostek se souvient de Carpentras. Il venait de perdre son travail dans le bâtiment. Il avait envie de gueuler et de se détruire. Il s'imaginait dire au monde entier : « Vous ne voulez plus de moi ? Moi, je ne veux plus de vous, non plus. Je vais me salir, me salir une bonne fois pour toutes, adhérer au Front national, comme ça on ne viendra plus me chercher. » Il est monté dans un bus du FN et il est allé manifester à Carpentras contre « le complot, la machination ». « Ça m'a fait le plus grand bien, c'était vraiment dégueulasse, ça m'a remis sur les rails ; j'ai compris qu'il valait mieux être désespéré que sale. » Le fil s'est arrêté là. Aux dernières élections municipales, il était parti pour voter blanc. Au dernier moment, dans l'isoloir, il a glissé un bulletin « Anglade », pas très à l'aise. « Il le fallait, mais j'avais l'impression d'avoir trahi mes copains, vendu mon âme. » Patrice Szostek réfléchit : depuis quinze ans, il n'a pas vraiment de copains. A Vitrolles, dit-il, « on n'est citoyen de rien. Si, citoyen de son appartement ».

Ici, à la cité des Pins, on a le sentiment que les gamins foot « ce qu'ils veulent, ce qu'ils peuvent », c'est-à-dire du bruit la nuit. Parfois, Tina se fait insulter quand elle descend à 4 heures du matin par ceux qui traînent encore dans la cage d'escalier. Le soir, elle se tient souvent debout dans le bus du retour. « Je suis crevée, les gamins restent assis. Une fois, y a eu un qui a dit aux autres : "Regardez la pute debout", et ils rient. »

EUR fils, âgé de onze ans, s'est fait casser une dent par « un grand de vingt ans » pour une cassette Nintendo. Patrice, le père, est allé voir le grand eo se fâchant tout rouge : « Si tu touches à mon enfant, moi aussi je peux me comporter comme un bougnoule », parce que, dit-il, « il était arabe ». Finalement, Patrice a simplement récupéré la cassette et il a « dû donner, en plus, à l'agresseur 50 francs ». Patrice se souvient du temps où il était délégué syndical : « On était respectés, on faisait reculer les patrons. » Il rêverait d'en remonter une, une p'tite section syndicale ! « J'en ai créé plusieurs dans ma vie. Fallait voir les boîtes dans le bâtiment : les gens étaient exploités. D'ailleurs, il y avait plein d'immigrés, personne ne connaissait ses droits. » Souvent, il pousse Tina à créer un syndicat chez « son négrier », mais Tina dit : « Ça va pas ? Tu veux que je me fasse virer ? » Il l'admet. « De toute façon, dans les boîtes, on délégué du personnel, aujourd'hui, il est traité comme de la merde. C'est honteux. »

Patrice Szostek rêve d'avoir un jour Lionel Jospin et Robert Hue eo face de lui. « J'aimerais les avoir là et les entendre me parler avec

leurs mots de la faim, de la précarité, de cet appartement où je ne me sens pas chez moi, de ma ville qui se résume, justement, à mon appartement. J'aimerais. » La discipline républicaine ? « Mais elle est où, la République, quand on a faim ? » Plus personne ne comprend. Même lui, il a l'impression de ne plus avoir d'histoire, de racines, lui le petit-fils de mineur du Nord, ce grand-père immigré polonais qui lui avait confié alors qu'il était enfant : « Voilà, c'est comme ça, tu seras ouvrier. Conserve ta dignité. Si ton patron te fait chier, tu te batras. »

Pour lui, il o'y a que les politiques qui se battent aujourd'hui, « mais ils se battent en dehors de notre système et pour leur système. C'est facile de parler du social quand nous, on n'a plus le droit à la parole. On est là pour se la fermer et pour voter, pour asseoir leur pouvoir. On est là pour leur donner une légitimité et ils nous valent notre conscience. Ils se battent, ils nous ont pris notre tête, notre travail, on n'a plus le droit à la pensée. Et il faudrait voter, toujours voter et être

nicipal socialiste, il se prenait déjà pour un ministre, alors qu'autrefois, c'était un copain. » Il a eu un dernier espoir, il y a longtemps, lors d'une réunion des rénovateurs communistes à Vitrolles. « Je voulais y prendre la parole. J'étais un des seuls ouvriers, mais ils m'avaient choisi ma place : au service d'ordre, en train de garder l'entrée. »

Il s'est senti trahi par la gauche : « Mitterrand, quatorze ans, un million et demi de chômeurs en plus, et sa dernière brouille, ça a été Tapie. Le pire, c'est que j'ai failli pleurer au moment de la mort de Mitterrand. » Bernard Tapie, lui, s'est souvent promené ici, eo bas de la cité. Son frère tenait l'équipe de handball de Vitrolles, victorieuse de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupes en 1993. « Anglade, ce n'était plus de la politique qu'il faisait, c'était de la communication. Il créait une police municipale ou un équipement pour ensuite faire sa pub, pas pour régler un problème. Il n'écoutait plus, il n'allait pas dans les quartiers, il se croyait maire à vie. Les militants ouvriers n'ont plus n'écoutaient plus, ni les intellectuels.

cune autorité. » « Mais qu'est-ce que tu veux qu'ils aient comme autorité. Ils sont comme nous, ils ont perdu toute dignité, s'enflamme Patrice. Ils sont au chômage depuis des années. Va engueuler ton enfant quand tu ne travailles pas. » « Toi, par exemple, tu ne travailles pas, tu as de l'autorité », rétorque Tina. « C'est pas vrai, vous, vous le pensez, dit-il en s'adressant à sa femme et son enfant. Mais croyez-moi, dans ma tête, c'est pas vrai. »

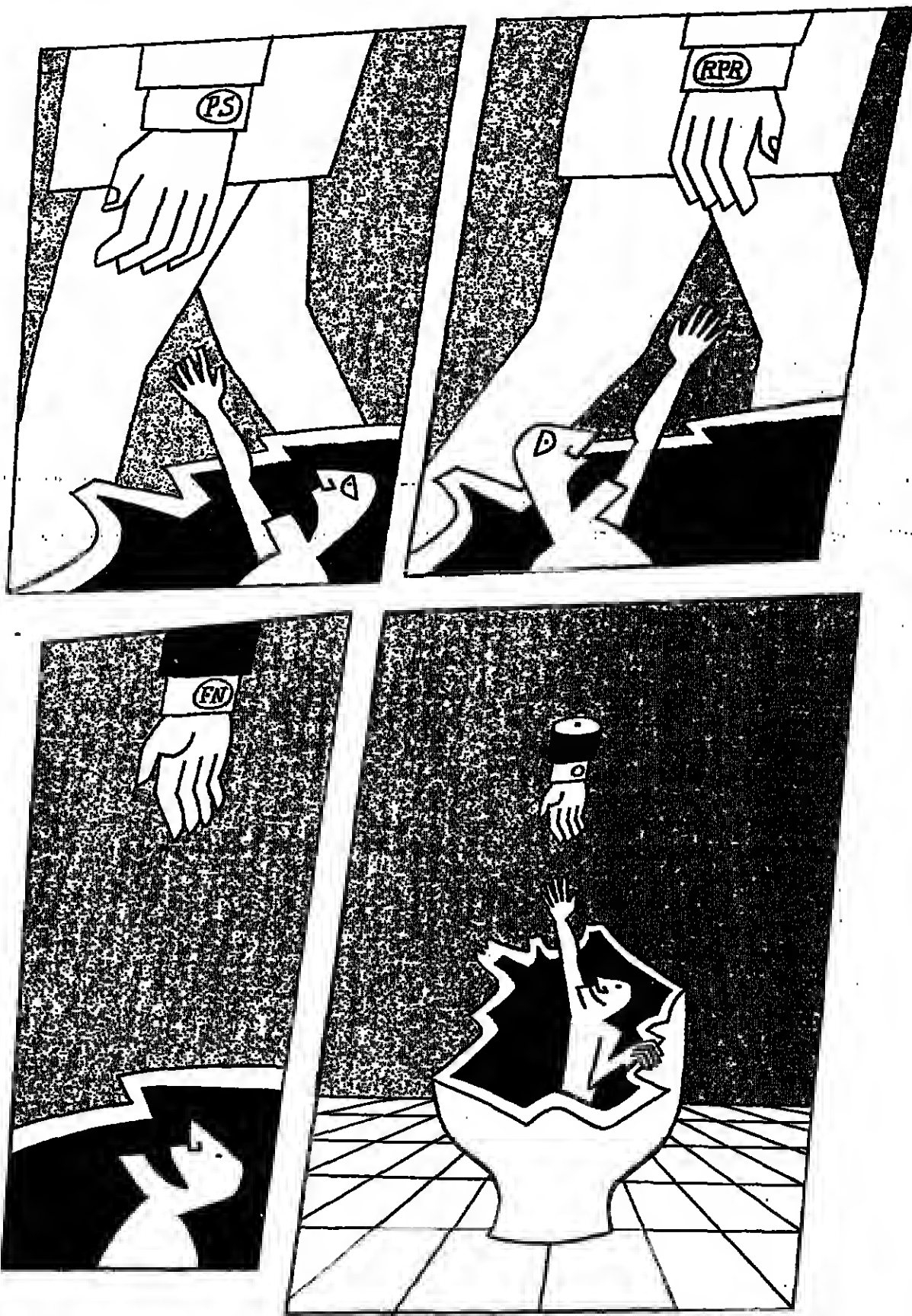
Plusieurs fois, Patrice s'est fait traiter de « FN » par ses voisins, « parce que je suis blanc et qu'eux sont Arabes, c'est comme ça ». Un dimanche, sur le marché, il a discuté cinq minutes avec Bruno Mégret. « Franchement, tu comprends que c'est dur de pas voter pour lui. D'abord parce qu'il paie pas de mine. Il est modeste, posé. Il ne parle pas d'immigration, il dit simplement qu'il faut chasser le voyou. Il le dit sans haine, comme ça. Presque sympa. » Après, il s'est souvenu de son voyage à Carpentras.

Aujourd'hui, Nabil, quinze ans, retrouve ses copains sur le parking près du parc Olof-Palme. Nabil s'est fait casser une côte par les policiers. Il est décidé à porter plainte. Il a le certificat de Médecins du monde. Amhed, lycéen, voulait faire une demande de stage à l'atelier municipal. « Maintenant, ces demandes-là remontent aux élus, je laisse tomber. » Nourine s'est inscrit dans une boîte d'interim : « En six mois, un copain français a eu trois boulots ; moi, en un an, rien. » Nabil a envie de se promener à Vitrolles, montrer sa carte d'identité et de crier : « Je suis né ici, je suis Français. » Il assure avoir entendu une petite fille de huit ans jouer dans la cour et dire que « les Arabes étaient sales ».

Il faut se méfier maintenant des « doubles faces » : la femme qui distribuait des tracts dénonçant le « Front » et qui a été aperçue à un meeting de Mégret. « On l'a vue », assurent-ils. « Même s'il y en a qui regrettent, on ne peut plus discuter, il n'y aura jamais là confiance. » Un Vitrollois venait souvent jouer au football le dimanche avec eux. Lui aussi a été vu au meeting de Mégret. « S'il se repointe, il aura les jambes scotchées. » De toute façon, ils nous ont tellement mis la rage que tout le monde s'en prendra. Même le mec qui est contre le FN et qu'on ne le sait pas, il s'en prendra. Il nous donne la haine ? Nous, on donne la haine. On sait qu'on fait le jeu du FN, mais on s'en fout. Ils nous mettent dans le même sac : l'Arabe délinquant. Faut voir comment ils nous regardent. Maintenant, c'est chacun pour sa mère. »

Patrice, lui, voudrait leur parler, depuis l'élection. Il ne sait pas comment. « Tout le monde regarde ses pieds. Et même quand on se parle, ce n'est plus pareil. Elle est là, la victoire du FN, dans les silences gênés au milieu d'une conversation. » Vitrolles est coupée en deux. Certains habitants ont acheté des battes de base-ball. Il y a même eu un appel à constituer une milice privée qui, pour l'instant, n'a pas été suivi d'effets. Malgré la colère des jeunes, le premier résultat de cette élection est le calme qui règne le soir. « Tout le monde a peur, personne ne sort, ne fait de chahut ; on dort la nuit », constate-t-on à la cité des Pins. Un jour, Patrice voudrait s'expliquer avec les gamins qui l'ont traité de facho la dernière fois, le dimanche des élections, juste avant qu'il aille voter : « J'étais fureux, et je me suis retrouvé seul, dans l'isoloir. A ce moment-là, j'aurais pu voter avec mes trépas. »

Il dit qu'avant la victoire du FN, c'était la colère résignée, la fatalité, « la fai en rien, même pas en l'homme ». Maintenant, « c'est l'horreur ». Le dimanche de la victoire, de la défaite, il a eu de la peine à les voir courir en bas de l'immeuble, les enfants d'immigrés, ces « Arabes » tant décriés. « J'ai réalisé qu'ils n'étaient plus des hommes, qu'on les avait brusquement déclassés. Je voudrais qu'ils sachent qu'on souffre autant qu'eux de ce résultat. Qu'est-ce qu'on peut faire, qu'est-ce qu'on peut dire ? » Patrice Szostek s'est réveillé. Pour la première fois depuis longtemps, il aurait presque envie de militer. « Il faudrait y croire », tempère-t-il. Il se demande si quelqu'un saurait écouter ses copains qui ont mal voté.

Dominique Le Guilledoux
Dessin de Serguei

« Les Arabes sont comme nous, ils ont perdu toute dignité. Ils sont au chômage depuis des années. Va engueuler ton enfant quand tu ne travailles pas »

ils ne savent pas parler de la misère d'aujourd'hui. Le comble, c'est, qu'à la fin, Anglade est devenu le rempart de la démocratie. Il n'y avait plus le choix. Quand, en 1995, il a été réélu de justesse, on voyait dans les bureaux de vote les Arabes crier "on a gagné !". Alors ça a confirmé l'impression qu'Anglade faisait plein de choses pour les Arabes, ce qui était faux, mais c'est ce qui était ressenti. »

Tina ne peut pas s'empêcher de penser qu'elle « n'aime pas les Arabes, c'est malheureux à dire, mais, dans mon immeuble, je n'en connais pas de bien ». « Oh ! arrête Tina », interrompt Patrice. « Non, je suis désolée. Moi, enfant, à Lis-borne, j'ai grandi dans la misère, mais on nous apprenait le respect. Pas chez eux, les pères n'ont plus au-

هكذا من الضحل

Une « refondation » chimérique ?

par Denis Kambouchner

EN l'état présent de la société politique française, l'appel contre le projet de loi Debré peut-il avoir été un acte de refondation ? Bien que les résultats en soient déjà notables, il est naturellement, dans les faits, trop tôt pour le dire. Qu'il en ait été ainsi ? Tout au moins dans le principe, c'est ce qu'Étienne Balibar s'était attaché à montrer dans ses colonnes (*Le Monde* du 19 février), en désignant comme réunies les principales conditions sous lesquelles un tel « appel à désobéir » peut constituer une action légitime et nécessaire, c'est-à-dire pleinement responsable.

Aux yeux d'Yves Michaud (*Le Monde* du 6 mars), il n'y a, pour l'essentiel, qu'une illusion. N'ayant mobilisé qu'une frange limitée de la population, cet « appel à désobéir » n'aurait pu que heurter « beaucoup de Français » dont le premier souci est « de se voir garantir le respect d'un minimum de règles assurant à leur vie quotidienne stabilité et sécurité ». N'étant lié à aucune proposition précise touchant le problème de l'immigration, il aurait manqué à produire en compte, et même contribué à occulter, « les problèmes ordinaires des gens ordinaires ». Dans ce mouvement de protestation, et dans l'interprétation qu'en donne Étienne Balibar, il y aurait donc eu plus d'incantation que de réflexion véritable, et la fortune électorale du Front national en aurait été, par contrepoint, plutôt favorisée que contrariée.

Ce rappel à la responsabilité, venant après d'autres (Emmanuel Todd, Alain Finkielkraut), justifie lui-même quelques observations.

On ne reprochera pas à Yves Michaud, comme à tel de ses devanciers, de ne pas livrer son sentiment sur le fond, c'est-à-dire sur l'acceptabilité politique, morale, pratique du projet Debré, et sur ce que les démocrates, au nombre desquels il se compte, pourraient ou devaient faire à son égard. Lu de près, son texte semble bien suggérer que, de ce projet de loi, chacun peut penser ce qu'il veut, et ce, sans doute, selon son propre

« tempérament ». En effet, les « métorègles » (déclarations des droits de l'homme, « écrites ou non écrites ») qui encadrent la législation positive sont elles-mêmes « susceptibles de diverses interprétations », et les questions afférentes « doivent sans cesse être débattues et redébattues, sans pouvoir être tranchées une fois pour toutes ». Les citoyens peuvent donc bien donner leur avis « par tous les moyens légaux » : aucun, semble-t-il, ne sera fondé à opposer à la chose votée (ou en instance d'être votée) le contenu manifeste d'une « métarègle ». La seule conduite légitime consistera à s'en remettre à la décision d'une juridiction suprême (en l'occurrence, le Conseil constitutionnel), seule habilitée à trancher, et par là, à neutraliser le conflit des consciences.

Quoi qu'il en soit, dans la « transgression » beaucoup plus modeste que constitue le récent « appel à désobéir », la « refondation » lui semble introuvable, pour les seuls motifs que la protestation n'est ici liée à aucune proposition concrète, et qu'elle n'emporte pas l'assentiment d'une majorité de Français.

Chacun pèsera ce dernier argument. Le premier indique à lui seul l'ampleur du quiproquo. Car, d'abord, comment reprocher à cette protestation de ne pas fournir ce qu'elle demande : une prise en compte raisonnée de l'ensemble des principes et des réalités dont le projet de loi Debré fait bon marché ? Et, ensuite, comment les grands problèmes de l'époque (emploi, intégration, éducation, service public, justice, im-

Comment reprocher à cette protestation de ne pas fournir ce qu'elle demande : une prise en compte raisonnée de l'ensemble des principes et des réalités dont le projet de loi Debré fait bon marché ?

On notera seulement que cette présentation des choses ne nous laisse pas très loin de la « conception purement élitiste de la loi », dont s'inquiétait Étienne Balibar. De là peut-être l'embaras d'Yves Michaud au moment de caractériser en termes positifs ces grands actes de refus qui ont scandé l'histoire de la France moderne (mouvement dreyfusard, appel du 18 juin, manifeste des 121), et dont Balibar parlait comme ayant restauré par « transgression fondatrice » les « conditions substantielles de l'obéissance à la loi ».

Yves Michaud, quant à lui, en écrit seulement, sans craindre le paradoxe, qu'ils ont « moins fondé une nouvelle communauté qu'ils n'ont contribué à occulter des situations dramatiquement ambiguës » en dispensant « de poser collectivement les problèmes soulevés par des défaillances collectives graves ».

pôt, etc.) pourront-ils trouver le traitement pertinent qu'Yves Michaud appelle de ses vœux, tant que ceux qui décident de ce traitement ne les abordent pas dans un esprit plus démocratique ?

L'esprit démocratique dont il s'agit n'est naturellement pas simple attention portée à l'opinion publique : sa règle est plutôt, comme on le sait, la concertation maximale entre ceux qui se trouvent intéressés à une décision déterminée. Mais cette définition n'est pas encore suffisante. Car cette concertation ne procurera pas, par elle-même, les idées dont on déplore partout le manque (sauf, et pour cause, à l'extrême droite), si elle n'est prise et assumée en son sens le plus radical, c'est-à-dire comme exercice maximal et naturellement partagé de la responsabilité intellectuelle et pratique, et si elle ne s'étend de la dé-

cision particulière aux principes mêmes de l'action collective et à la définition de ce qui est souhaitable et juste, en général. Par exemple, comment peut-on imaginer que le fonctionnement de notre appareil éducatif puisse être substantiellement amélioré, et même que les moyens puissent être trouvés pour ce faire, tant que la plus grande confusion régnera sur le concept même de l'éducation ?

Or ce défaut d'esprit démocratique pourrait bien être, même s'il n'occupe par le premier plan, l'un des objets essentiels de la récente protestation. De la part de ceux qu'on pourrait appeler les intellectuels « ordinaires », c'est-à-dire en fait des citoyens attentifs (et non de tout des « élites », terme que l'on devrait bannir à tout jamais du vocabulaire politique en raison des énormes confusions qu'il apporte), l'exigence formulée par rapport au projet Debré n'est pas seulement de décence ou d'humanité, mais aussi de vérité et de vraie raison.

Cette exigence ne saurait ignorer à quelles forces contraires elle a affaire : outre la puissance de certains intérêts, le poids de certains calculs et la distribution très jalousement réglée de la parole publique, il faut ici compter, dans beaucoup d'esprits, avec un mépris de plus en plus affirmé de toute exigence intellectuelle, et avec un désordre où les idées mêmes de vérité et de rationalité perdent tout sens objectif.

Il dépendra d'abord de la création de nouveaux lieux de discussion, redonnant corps à la fonction critique, que la réflexion sur tous les problèmes de l'époque se fasse plus réellement collective, et que se produisent sur tous ces problèmes les clarifications indispensables. Dans la mesure où l'engagement qui vient de réapparaître se reconnaît à lui-même cet objet, le caractère « refondateur » qu'Yves Michaud lui refuse ne pourra plus lui être contesté.

Denis Kambouchner est professeur de philosophie à l'université Paris-X-Notre-Dame.

Chasser Ubu de Paris pollué

par Bertrand Delanoë

APPLIQUÉ depuis vingt ans avec zèle par la municipalité parisienne, le vieux dogme pompidouien « adopter la ville à l'automobile » porte aujourd'hui ses fruits... Le résultat est édifiant : 2,5 millions d'entrées et sorties quotidiennes de voitures à Paris ; 700 000 véhicules en circulation pour 200 000 places de stationnement disponibles en surface. Ubu est entré dans la ville, équipé d'un pot d'échappement.

Si, pour 69 % des Parisiens, la pollution désigne une iniquité prioritaire (sondage Sofres de février 1996), l'attitude du maire de Paris semble malheureusement garantir un avenir radieux aux « pics » désormais rituels.

Il adapte certes son discours à l'air (pollué) du temps, en admettant que l'espace occupé par l'automobile doit aujourd'hui être remis en cause au profit d'autres moyens de transport. Mais ses « répooses » paraissent bien maigres. La création d'un tramway ? Promise dès juin 1995, elle apparaît comme un projet condamné à demeurer à l'état... de projet. Le prolongement de la ligne Métro ? La Ville propose un engagement financier de 90 millions de francs alors que sa contribution devrait raisonnablement s'élever à 300 millions pour le seul tronçon sud. Les pistes cyclables ? Placées sur des axes lourds, elles sont mal respectées des automobilistes et se révèlent surtout peu sécurisantes pour leurs utilisateurs, faute d'une protection adaptée.

Ce n'est pas tout : Jean Tiberi annonçait récemment la création « de combien ingénieuse » de « voies de filtrage » destinées à réguler l'accès au périphérique des véhicules entrant dans Paris. Après le nuage de Tchernobyl contournant le sud de la France, la municipalité inventait les vagues de pollution circonscrites à la banlieue. La légitime levée de bouillottes des maires des communes limitrophes (nullement consultés, bien entendu) a renvoyé ce brillant projet au rayon des engagements non tenus.

Face à la dégradation de la qualité de l'air, la santé des Parisiens est menacée, comme le démontrait l'Observatoire régional de la santé dès septembre 1994. Dans ces conditions, l'annonce faite par Corinne Lepage, ministre de l'environnement, de limiter la circulation automobile, lors de « pics » de pollution de niveau 3, apparaît bien comme un désaveu pour les autorités municipales et préfectorales.

Mais répond-elle pour autant à la véritable question de société aujourd'hui posée ? L'essentiel, en effet, n'est pas de se satisfaire de mesures d'urgence dont on voit mal, d'ailleurs, pourquoi elles ne s'appliqueraient qu'à partir du niveau 3. Il est de restaurer la qualité de vie en milieu urbain, en inventant la ville du XXI^e siècle, et en posant comme postulat que les « pics » n'y auront plus... droit de cité. Les limites de la loi Lepage résident précisément dans la modestie des « clés » qu'elle offre : c'est bien à l'exécutif municipal d'assumer ses responsabilités, en cessant de croire que d'autres pourront prendre à sa place des décisions engageant l'avenir de notre collectivité.

Le choix est clair : s'obstiner et faire ainsi adhérer Paris au club des mégapoles polluées, embou-

teillées, inhumaines, fragments d'absurdité bâties par les hommes contre les hommes. Ou bien rompre avec un modèle manifestement obsolète, en tentant de donner à l'« exemplarité parisienne » une signification concrète et puissante, à même de peser sur un avenir placé sous le signe de l'urbanité.

Cette ambition implique d'abord de raisonner à la bonne échelle, celle de l'agglomération, adaptée à une vraie coopération interurbaine. Elle nécessite aussi une redistribution de la voirie ainsi qu'une diversification des modes de déplacement. Nous avons proposé la réalisation d'un véritable « métro de surface » avec la mise en site propre des couloirs de bus sur l'ensemble du territoire parisien. Plus nombreux, plus rapides, plus écologiques, les autobus pourraient constituer une offre alternative efficace à l'automobile.

Notre projet est de replacer l'individu au cœur du développement urbain

Diversification signifie aussi création de pistes cyclables protégées et en continu sur tout Paris, développement du transport fluvial, humanisation du métro et remise en cause du système actuel de circulation des cars de touristes. Ceux-ci stationneraient sur des parcs spécialement conçus aux portes de Paris, des navettes peu polluantes assurant le transfert des personnes sur les lieux souhaités.

De tels changements impliqueraient une autre manière d'envisager la ville et sa configuration. Notre projet est précisément de replacer l'individu au cœur du développement urbain. La création d'un « réseau vert » fermé à la circulation automobile et reliant entre eux les « quartiers tranquilles » traduirait une révolution culturelle attendue par bon nombre de Parisiens. En redonnant à chacun un vrai pouvoir de déplacement, selon le mode de son choix, c'est, au-delà, une reconquête de son temps, de sa liberté, qui serait offerte.

Il est clair que l'éloignement vécu par les Parisiens entre leur lieu de travail et leur lieu d'habitation – qui va en s'aggravant – résulte d'un appauvrissement du tissu économique local, découlant lui-même d'un modèle de développement qui réveille aujourd'hui ses limites. Comme prétendre en effet réorganiser demain le rythme professionnel et familial de l'individu, sans remodeler en conséquence le cadre au sein duquel il s'exerce ?

L'enjeu environnemental, on le voit, doit être considéré à l'aune des multiples thématiques qu'il désigne. Les explorer à partir d'une vision cohérente pourrait contribuer à restaurer un bien social atteint, lui aussi, par la « pollution » ambiante.

Bertrand Delanoë est sénateur (PS), président du groupe socialiste et apparentés au Conseil de Paris.

L'enjeu de l'audiovisuel extérieur

par Paulo Antonio Paranaguá

LES personnels de RFI et TV5 expriment en ce moment leurs inquiétudes quant à l'avenir. C'est naturel : ils n'ont pas été invités à exposer leur point de vue sur les grandes manœuvres de l'audiovisuel extérieur de la France. Transparence et concertation ont paradoxalement manqué dans ces entreprises de communication. Le fait que la mise en place d'une chaîne de télévision française internationale nécessite au bas mot 200 millions de francs, dans un contexte de restrictions budgétaires, ne saurait rassurer personne : l'emploi est une question trop sérieuse pour être laissée à la discrétion des seuls employeurs.

La constitution d'un pôle télévisuel extérieur digne de ce nom est fondamentale pour la survie même d'une industrie de programmes à la française, insupportable dans le seul cadre de nos frontières. Un tel pôle devrait aider à pallier le déficit en matière d'exportation de l'ensemble de la production audiovisuelle (télévision et cinéma). Cependant, pour obtenir cet effet d'entraînement, bénéficiant à la fois à la production publique et privée, la France doit être capable de relever le défi d'une information télévisuelle internationale, aujourd'hui totalement dominée par les Anglo-Saxons.

Dans un rapport récent, Michel Meyer confie une telle mission à LCI. Malgré quelques précautions sur la mixité public-privé, à son avis, « il suffirait d'internationaliser » LCI pour qu'elle devienne le « cœur de système de la future chaîne tout-info » préconisée dans son rapport. France Télévision en serait réduite dans ce schéma à fournir sa « motière première ». Radio France Internationale se bornerait à des « interventions ponctuelles » de mise en perspective de l'actualité et, dans un avenir, à assurer la traduction des dé-

crochages en langues étrangères. Nous voudrions plaider plutôt, et avec rigueur, la cause du service public. Comme le préconise Francis Balle dans son excellent rapport sur la politique audiovisuelle extérieure (La documentation française), un effort de rationalisation s'impose pour surmonter l'éparpillement consécutif à l'éclatement de l'ORTF et aux initiatives désordonnées des dernières années. Encore faut-il susciter les convergences et ne pas dilapider en route le savoir-faire des uns et des autres.

Avec près de 400 journalistes et 300 correspondants dans le monde entier, la rédaction de RFI est sans conteste la plus « internationalisée » de l'Hexagone. L'expérience de la « radio mondiale » ne se limite d'ailleurs pas

biement saturé aurait tout intérêt à conjuguer cette double dimension de la francophonie et de l'Europe (de l'Atlantique à l'Oural, serait-on tenté de dire). Toute ambiguïté, toute contradiction entre l'ambition française pour l'audiovisuel extérieur et l'engagement auprès des partenaires francophones et européens devrait être levée.

De même, il faut éviter de céder à ceux que M. Balle n'hésite pas à appeler les « intégrés du français ». La cible de 65 millions de francophones (hors Hexagone) est insuffisante pour justifier un audiovisuel extérieur, renforcé dans son pôle télévisuel, distinct par rapport à la simple montée sur satellite des chaînes et stations destinées aux auditeurs et téléspectateurs français. Malgré

Francophonie, Europe et dialogue entre les cultures sont autant de terrains pour mieux exprimer les valeurs universelles que nous voulons partager

aux seuls journalistes français et à leurs confrères d'origine étrangère : elle s'étend aussi au personnel administratif, aux techniciens et au personnel de réalisation de production, bacheliers à traiter avec des auditeurs, des collaborateurs et des partenaires disséminés dans les cinq continents.

TV5, chaîne francophone à majorité française, a été un laboratoire essentiel pour la collaboration avec ses partenaires québécois, belges et suisses. Arte a décliné la vocation européenne de la France d'abord avec les Allemands et plus récemment avec les Espagnols, tout en élargissant sans cesse ses horizons. Une télévision française destinée à un marché international déjà passa-

le retard par rapport à nos concurrents de la BBC et de la Deutsche Welle, l'acquisition des émissions en langues étrangères de RFI mérite d'être davantage mise en valeur, surtout à l'heure où CNN se met à parler espagnol et où les groupes Televisa (Mexique) et Globo (Brésil) développent leur propre chaîne tout-info.

Les émissions en langues étrangères constituent le meilleur rempart contre l'érosion de la francophonie. Elles sont la « nouvelle frontière » de l'audiovisuel extérieur. C'est là qu'on gagne de nouveaux auditeurs et spectateurs. Si nous ne parvenons pas à susciter un certain « désir de France », il n'y aura pas de saut et de nouveau rayonnement de la langue française.

Francophonie, Europe et dialogue entre les cultures sont autant de terrains pour mieux exprimer les valeurs universelles que nous voulons partager. A ce propos, le brassage d'origines diverses au sein de RFI démontre parfaitement le succès de l'intégration et fait de ses innombrables de la première ou seconde génération des interprètes du pluralisme de la société française.

En 1974, les personnels se sont battus contre l'éclatement de l'ORTF. Aujourd'hui, seule la BBC, notre principal concurrent en matière de radio et de télévision internationales, fait le poids devant les géants de la communication, tous privés. Les choix stratégiques étaient sans doute plus aisés au sein d'une seule entreprise, plutôt que dans la profusion de sociétés existant en France. L'initiative du personnel en défendant l'ORTF était plus justifiée que les considérations à court terme qui ont prévalu alors.

Les personnels n'ont peut-être pas les mêmes compétences que les experts et les énarques, mais leur connaissance du terrain, des métiers, du public et des auditoires est irremplaçable. Il est tout à fait compréhensible qu'ils ne veuillent pas être de simples spectateurs ou figurants des manœuvres en cours, encore moins des faire-valoir. Les projets échauffés en chambre ont déjà montré leurs limites. Il est temps de comprendre que la solidarité est une valeur positive, qu'elle stimule la créativité d'un travail essentiellement collectif. Sans participation de tous, sans véritable motivation, nous ne réussirons jamais à préserver et à épanouir un audiovisuel à visage humain, en France pas plus qu'ailleurs.

Paulo Antonio Paranaguá est journaliste et administrateur de RFI, représentant du personnel (CFDT).

AU COURRIER DU « MONDE »

INTÉGRER LES MOTS ÉTRANGERS

Au lieu de mener un combat d'arrière-garde, souvent inefficace, contre l'usage des mots étrangers, pourquoi ne pas adopter une politique offensive d'intégration en francisant systématiquement leur orthographe ? Ainsi, look pourrait s'écrire louk ou louc, comme souk ou bouc, et le leader deviendrait lideur comme mineur. Le procédé n'est pas nouveau : poquebot vient de pocket-boat, redingote de riding-coat, et tout récemment encore l'Académie française a transformé CD-Rom en cédérom.

Orthographiés de la sorte, et privés de ce fait d'un certain exotisme, beaucoup de ces termes seraient vraisemblablement vite oubliés. Quant aux autres, ils ne défigureraient plus notre langue, et souvent même lui apporteraient un petit plus.

Le français est une langue vivante qui doit respirer et évoluer. Et les intégristes de l'ordre orthographique doivent comprendre que la santé, la beauté et le génie d'une langue reposent sur d'autres critères que les aberrations de son orthographe et un repli frileux sur elle-même.

Jean-Claude Anizan Vincennes (Val-de-Marne)

هكذا من الأهل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél.: 01-42-77-20-00. Télécopieur: 01-42-77-21-21. Telex: 206 806 F
Internet: <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Triple faillite française

AVANT même la chute annoncée du maréchal Mobutu Sese Seko, la déroute de Kinsangani a déjà marqué une autre défaite, celle de la politique menée par la France au Zaïre. Triple faillite: d'une ambition, d'une méthode et d'une morale.

L'ambition était d'établir une politique française dans une région particulièrement sensible, et particulièrement riche, d'Afrique, où, précisément, l'influence de Paris était moins prépondérante que dans d'autres parties du continent noir. Il s'agissait, par exemple, de tenter de battre en brèche l'offensive menée par les Américains. Ces derniers, après avoir soutenu Mobutu aux pires moments de sa dictature - guerre froide obligeait - ont changé de position pour prendre appui sur le président ougandais Museveni. L'un des parrains du chef de la rébellion zaïroise, les victoires de Laurent-Désiré Kabila, qui sont aussi des victoires du gouvernement rwandais et des Turcs en général, préfigurent probablement la création d'un ensemble régional fortement opposé aux Français. Face à ce défi, même les intentions les plus loyales de certaines des prises de position de Paris - notamment les appels, restés vains, à venir en secours des réfugiés de la région des Grands Lacs - ont été occultées par le soutien affiché de la France à Mobutu.

La méthode aussi a failli. Celle d'une diplomatie des « services », souvent opposés les uns aux autres, des « réseaux »,

conçus comme autant de chasses gardées pour tel ou tel responsable parisien. D'une diplomatie où s'entrechoquent curieusement secret et cacophonie. S'il avait été informé un tant soit peu de l'état de délabrement de l'armée zaïroise, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, aurait-il eu la malencontreuse idée de déclarer, encore début mars, que le maréchal Mobutu était « incontestablement aujourd'hui la seule personnalité capable de contribuer à la solution » du « problème » de l'intégrité territoriale du Zaïre ? Faillite morale enfin. Le geste eût pu être beau de continuer à soutenir un homme abandonné de tout le monde. Après tout, l'humanité n'est pas toujours gage de vérité. A condition que l'homme et le régime en valent la peine. Soutenir un dictateur fort n'est jamais une bonne action; soutenir un dictateur en bout de course est, par surcroît, une incontestable bourde politique. Au moment où le président de la République assure que la France est « revenue » en Amérique latine, la France ne vient-elle pas de quitter, la tête basse, la région des Grands Lacs ?

Les discours ne suffisent pas à définir une politique étrangère. Alors que la chute du communisme oblige, depuis 1989, à en réinventer les ambitions et les stratégies, le lamentable épisode zaïrois sonne comme un avertissement: la France saura-t-elle s'inventer, même tardivement, une diplomatie à la hauteur des enjeux de cette périlleuse fin de siècle ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani
Directeur: Jean-Marie Colombani / Directeur général: Daniel Veuster
Directeur adjoint: Jean-Marie Colombani / Directeur général adjoint: Jean-Marie Colombani

Directeur de la rédaction: Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves Lemoine, Robert Solé
Rédacteurs en chef: Jean-Paul Bessez, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurent Goussier, Erik Isaacovitch, Michel Korman, Bertrand Le Gendre
Directeur technique: Dominique Boyer
Rédacteur en chef technique: Erik Azou
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourquet

Mémoires / Yannick Perceval

Directeur éditorial: Erik Plouffe / Directeur délégué: Anne Chateaubourg
Conseiller de la rédaction: Alain Rollat / Directeur des relations institutionnelles: Daniel Veuster

Conseil de surveillance: Alain Milot, président; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs: Robert Bore-Méry (1944-1947), Jacques Foccart (1949-1962), André Laurent (1962-1963), André Fontaine (1963-1991), Jacques Lecomte (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société: cent ans à compter du 15 décembre 1944

Capital social: 935 000 F. Actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde »

Associations: Hubert Bore-Méry, Société anonyme des locataires du Monde, Le Monde Éditoriales, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Vieux Presses, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Nouvelle baisse des prix

IL Y A plus de quinze jours déjà, le 1^{er} mars, à la date prévue par M. Léon Blum, la seconde baisse des prix de 5 % a été décrétée. Dès le début de l'expérience, nous avons tenu à souligner qu'il était du devoir de chaque citoyen d'appuyer, dans toute la mesure de ses moyens, l'action engagée par le gouvernement pour juguler l'inflation. Depuis le 1^{er} janvier, cet impératif n'a rien perdu de sa rigueur, mais il serait vain de se dissimuler que la situation se présente aujourd'hui sous un jour plus complexe, et, sans aucun doute, moins favorable.

Ainsi que nous l'avions prévu, la nouvelle baisse n'a pu être générale et uniforme comme l'avait été la première. Si le prix de quelques produits est réduit de plus de 5 %, d'autres bénéficient d'un régime plus favorable; des exonérations complètes assez nom-

breuses sont même accordées. Malgré ces ajustements, les mesures qui viennent d'être prises placent de nombreux industriels et commerçants dans une situation difficile.

Le gouvernement l'a reconnu: c'est ainsi que dans son allocution radiodiffusée du 24 février, M. Ramadier n'hésitait pas à annoncer: « Nous le savons, cette baisse sera plus difficile à supporter que la précédente. Elle ne portera pas seulement sur les bénéfices. Dans bien des cas, elle les fera disparaître et mordra même sur le prix de revient... Nous avons décidé d'exiger la baisse même quand le commerçant et le producteur devront subir une perte. Cette exigence paraîtra dure, elle est nécessaire. »

René Courtin

(19 mars 1947.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3607 code LMDOC ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur ordinateur: GO LEMONDE

Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

Encore heureux... par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

VENDREDI, c'est le printemps.

Pourvu qu'il pleuve! Pourvu qu'il vente, que des bourrasques arrachent les bourgeons morts-nés et balayent les odeurs sucrées des massifs! Sinon, gare! Si jamais il fait le temps espéré chaque année depuis qu'il existe un 21 mars, si le soleil tédie les terrasses, si s'ouvrent chemises et canettes de bière, si vivevoient les jupes fraîches de l'autre été, alors la pollution atteindra son « pic » numéro deux ou trois, et les villes connaîtront un avant-goût de cataclysme nucléaire: enfants et vieillards parqués à la maison avec consigne de respirer le moins possible, masques de martiens pour les cyclistes, assauts de tricherie à l'« alternance » pour les fous de bagnole (« je bosse, moi, monsieur! »). Un bricolage qui évoque la folklorique « défense passive » de 39-40!

Cette obligation nouvelle de redouter le beau temps, de maudire l'anticyclone hier béni, comment ne pas la ressentir comme une offense, doublement affreuse d'être faite à on ne sait qui par on ne sait qui? Par l'automobiliste en marche à celui qui vient de se garer? A la Nature par la Science? Au Bonheur par le Progrès supposé le servir? Autant de grands mots pour « larges débats et vastes pistes de réflexion, entre experts de terrain, de bonne foi, d'accord sur l'essentiel », et n'y pouvant mais!

Sur les côtes normandes, une marée de 119 comme la semaine passée, cela se fête. Il en existe plus d'une par siècle, quoi que prétendent les syndicats d'initiative; mais enfin c'est rare, et c'est la joie due aux prodiges naturels. La forte laisse de basse mer tient lieu d'épaves. Tourteaux et bouquets oubliés de quitter leurs trous de rocher, où le

pêcheur à pied les cueille comme champignons après l'averse. Le long des langues de sable rincées deux fois par jour sous dix on douze mètres d'eau, l'air a la pureté coupante des brises du large. Pas un bûnain ne respire, pas un moineau, tout au plus quelques baléines, depuis le Saint-Laurent, en face, où les gens ont l'accent de leurs cousins du bocage...

Eh bien, c'est fini, la fête aux haveneaux et le ravier de crevettes tièdes, au retour! Avec les gros coefficients de marée réparera désormais le tuyau-égout que l'usine de la Hague avait soigneusement planqué, pas vu pas pris, ni vu ni connu je t'embrouille, « n'écoutez pas les marchands de trouille, la mer finira bien par diluer tout ça, à la longue », etc. Autre offense, cette promesse en l'air, cette hypothèque sur l'avenir, aggravée de ce que les mesures de risques varient du simple au centuple, plus que les comptes de manifestants! La vérité va mal, quand le doute cartésien fait place au soupçon.

Près de la baie albanaise de Valona, une suite de crises arbitraire du bora. Les pics lucandescents tombent droit dans l'Adriatique turquoise. Vers le sud se dévient les îles grecques de Céphalonie, avec leurs placettes blanches autour du mûrier et leurs souvenirs d'Albert Cohen. Mais, ici, c'est encore l'Europe continentale qui s'écrase de plonger dans la mer, comme à Trieste l'autrichienne. Eh bien, fini le passage réveur du pays des mûres à celui de l'eucalyptus! Des caboteurs rouillés et surchargés fuient, vers l'improbable paradis de Brindisi, l'enfer des fusils tirant en l'air et n'attendant qu'un malentendu pour viser à l'horizontale. Cet

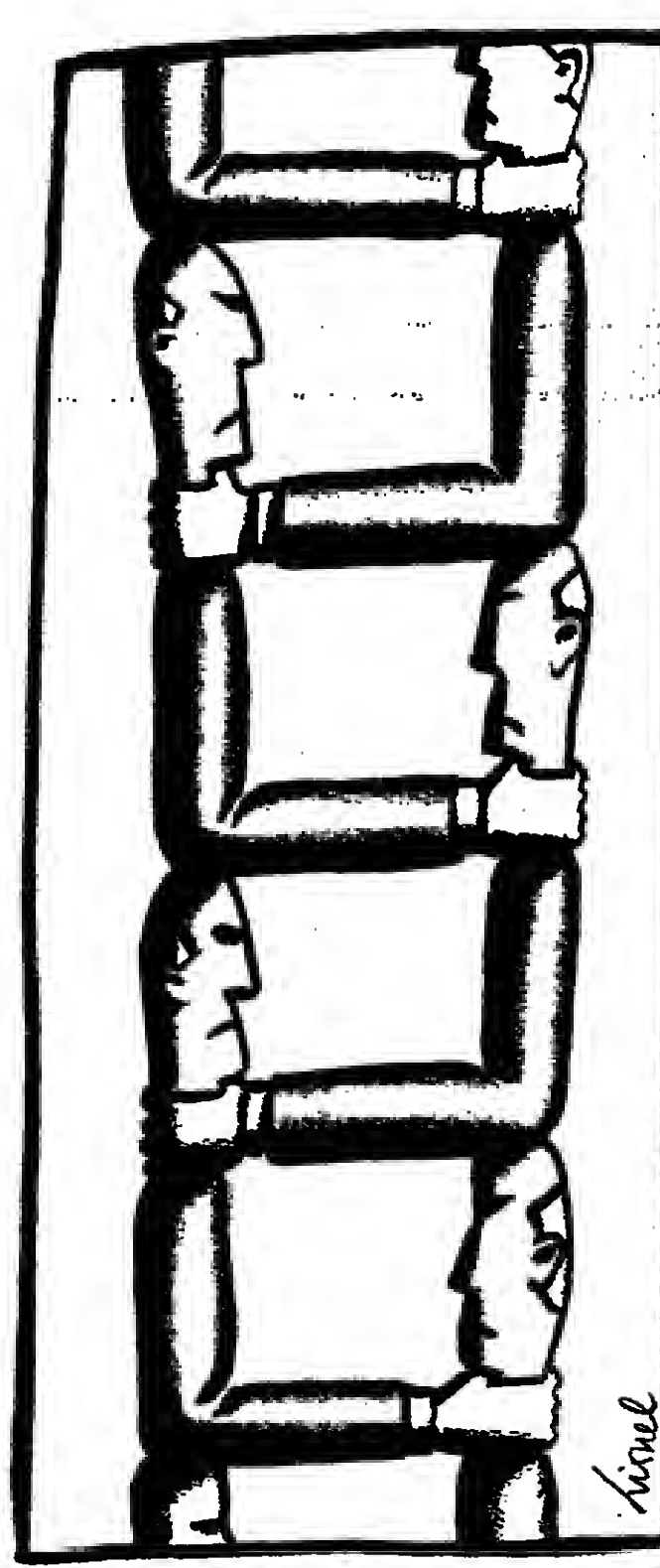
outrage parti de nulle part et qui se cherche un objet dans l'anarchie, les experts l'imputent aux retours de balancier, aux couvettes de marmite, aux vieilles erreurs du socialisme, aux jeunes erreurs du capitalisme, à l'atavisme des ethnies - « attention, je n'ai pas dit: des races »! -, à la nature belliqueuse des hommes, et autres balivernes pour colloques, tandis que les décideurs de l'Europe provisoirement assagie cherchent, comme au Zaïre, les mots qui ne leur feront pas trop perdre leur réputation de vertu humaniste.

A cheval sur nos frontières du Nord, où s'est longtemps célébré l'honneur du travail, les rebuts humains de la productivité promènent des banderoles en colère. Leur effronterie irresponsable: refuser de mourir. Non plus pour Dantzig ou les Sudètes, ce manque de goût à disparaître: pour les beaux yeux de l'économie de marché, comme le leurre des Soviets, ne récompense jamais les sacrifices imposés, et qui pourrait bien connaître la même faillite.

La faute à qui, ces insultes au vouloir-vivre, ces traites impayables sur l'avenir? Aux pédagogues incapables? Aux élus indifférents? Aux spéculateurs apatrides? Aux intellectuels angéliques? A la communication fautive de vent? Aux extrémistes, à qui (autre semblant de fatalité) tout profite? A la Mafia, et laquelle? A l'Europe qui va trop vite? A l'Europe qui va trop lentement? A notre imagination morose?

Etre invité à ne s'en prendre qu'à soi, quand, sur tous les fronts, on n'y peut rien: vous parlez d'une médecine! Encore heureux que, vendredi, ça soye le printemps...

L'échelle sociale par Lionel Portier



Zaire, l'effondrement d'un régime gangrené

Suite de la première page

Cette autocritique apparaît une vigoureuse reprise en main, qui ne vint pas. En mars 1977 et en avril-mai 1978, l'armée et le régime ne durent leur salut, face aux attaques des ex-gendarmes katangais dans la province du Shaba, qu'à un soutien, la première fois, d'un fort contingent marocain, et qu'à l'intervention décisive, la seconde fois, des paras belges et français largués sur Kolwezi, ville minière ensanglantée par un début de massacres. Le maréchal Mobutu ne tira aucune leçon de ces deux nouvelles - et graves - alertes.

Pendant les premières années de sa présidence, le « guide suprême » avait su utiliser l'armée comme garante de l'ordre et de la stabilité dans cet immense pays, « ventre mou » de l'Afrique centrale meurtri par une longue guerre fratricide, véritable sous-continent aux deux cents ethnies, en quête de paix et d'unité. Pour engendrer, puis pour consolider le sentiment national, il avait recouru - comme, avant lui, le colonisateur belge - au « brassage » intensif des militaires, et des fonctionnaires, d'une province à l'autre, brisant les solidarités ethniques et décourageant au passage les révoltes centrifuges.

Mobutu aura ainsi son régime dans la haute de tout un peuple de vivre le cauchemar des déordres et des souffrances qui avaient accompagné la naissance convulsive de l'Etat congolais au début des années 60. En période de crise, il ravivait cette plaie mal cicatrisée, usant du passé comme repoussoir. Longtemps, dans la grande arène qui traverse Bakavu, la capitale du Kivu aujourd'hui entre les mains des rebelles, le visiteur était accueilli par un immense panneau de propagande à l'image naïve, où - rappel de la guerre - la carte du Zaïre, zébrée d'éclairs dans un décor de ténébreux et d'apocalypse, laissait la place, dans un halo de lumière, à une torche géante, attribut du « mobutisme » et symbole de paix.

« MATAMORSE »

Mais, dans le même temps, l'armée devint l'outil de répression du régime, inaugurant, lors de la fusillade à l'université de Lovanium (1968), une longue série de basses œuvres qui s'est poursuivie jusqu'au massacre des étudiants de Lubumbashi en mai

1990. Surtout, Mobutu, avant tout soucieux de prolonger son règne, renia ses ambitions initiales et instilla dans son armée le poison du népotisme. Pour assouvir les appétits de ses nombreux cousins, il distribua de multiples prébendes civiles et militaires aux membres de sa parenté et aux chefs des ethnies de sa région d'origine (province de l'Equateur), tissant ainsi de précieux réseaux de clientéle. L'unité nationale était loin de profiter à tous.

Au cœur de cet « Etat sauvage », à la fois faible et redouté, l'armée devint le principal agent de la corruption, endémique aux multiples symptômes - pots-de-vin, fraudes, détournements, contrebande - qu'on résume au Zaïre d'un mot: *matimbé*. Moins de moitié pour les plus pauvres, source d'enrichissements scandaleux pour les privilégiés ou les détenteurs d'une parcelle d'autorité, la corruption, en descendant le long de l'échelle sociale, permit parfois d'apaiser le mécontentement populaire mais contribua, en fin de compte, à exacerber les inégalités.

« Servir et non se servir », proclamait un célèbre slogan mobutiste. Mais en confondant les caisses de l'Etat et celles de sa famille, le président s'affirma comme le prédateur en chef, justifiant l'image que Bernard Kouchner donna un jour de lui, « ce coffre-fort ambulant coiffé d'une toque de léopard ». L'homme de la rue résistait ses multiples activités, plus ou moins légales, par une formule proverbiale: « Article 15, on se débrouille! »

Méprisée, payée un mois sur deux, ou bien en monnaie de singe en ces temps d'hyperinflation galopante, la soldatesque a pris depuis longtemps l'habitude de mettre la population en coupe réglée, suscitant méfiance et rancœur contre le régime. Discréditée par ses exactions, affaiblie par des épurations sporadiques nées de la bonté des complots, manipulée pour retarder l'indémontable processus de transition démocratique, démolie par la maladie - et l'impuissance - de son chef, l'armée zaïroise déclara forfait au moment où celui-ci a le plus besoin d'elle. Seule la peur d'une ultime colère du « guide » semblait dissuader les rebelles. Jusqu'au retour en scène, avec l'appui armé du Rwanda et de l'Ouganda, d'un vieil opposant, Laurent Kabila, personnage sans doute discutabile mais d'une rancune tenace, qui est sans doute le premier surpris par l'incroyable succès de son audace.

« Je suis le chef », aimait à répéter Mobutu, avant d'ajouter: « Chez moi un seul village zaïrois où il y ait deux chefs. Il n'en existe pas. » Se considérant comme le fidèle héritier politique des rois bantous qui dirigeaient jadis les Etats de la savane, Mobutu a exalté à l'infini son pouvoir personnel. A l'image du « faiseur de pluie », présumé infallible. Mais il y a déjà bien longtemps que son peuple ne voit plus en lui l'un de ces « monteurs de conduite » naguère chers à Bertrand de Jouvenel. A ce peuple, Mobutu laisse en héritage un régime à l'agonie dans les décombres d'un pays ruiné.

Jean-Pierre Langellier

هكذا من الضحك

Invasion d'technologie Hanovre

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 19 MARS 1997

RÉSULTATS Le résultat net d'Alcatel Alsthom, négatif de 25,6 milliards de francs en 1995 en raison de lourdes provisions, est redevenu positif de 2,7 milliards en 1996. Présen-

tant les comptes, mardi 18 mars, son PDG, Serge Tchuruk, a évoqué un véritable « rebond » du groupe. ● LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, cœur des activités du groupe, ont bénéficié

d'un début d'amélioration, avec un résultat d'exploitation positif au second semestre après une perte sur les six premiers mois, permettant de limiter à 800 millions de francs la

perte de la branche sur l'exercice. ● LES COMMANDES dans cette activité ont crû de 21 % en 1996. ● À LA BOURSE, les actions du groupe ont progressé de près de 50 % depuis

début 1997. ● LA FUSION envisagée de la filiale GEC-Alsthom avec Framatome est toujours au point mort, après les exigences posées par le gouvernement français.

Alcatel Alsthom redresse la tête dans les télécommunications

Le groupe a enregistré en 1996 un bénéfice de 2,7 milliards de francs, après une perte historique de 25,6 milliards de francs en 1995. Mais il faudra attendre 1998 pour retrouver une rentabilité satisfaisante

CANDIDATURE à la privatisation de Thomson, projet de fusion entre GEC-Alsthom et Framatome... en 1996, Alcatel Alsthom a figuré plus qu'à son tour à la une de l'actualité. Ces dossiers auraient presque pu faire oublier que, l'an passé, pour Alcatel Alsthom et son PDG, Serge Tchuruk, le principal défi se situait ailleurs. Nommé en juin 1995, M. Tchuruk devait démontrer que, pour son premier exercice complet à la tête du groupe, il avait amorcé le redressement du cœur de ses activités, les télécommunications, dont il avait dénoncé les dérives à son arrivée.

De ce point de vue, le bilan de l'exercice 1996 est encourageant : les ventes d'Alcatel Alsthom dans les télécommunications ont augmenté de 6 % à 71,15 milliards de francs, après deux années de tassement, tandis que le chiffre d'affaires total du groupe progressait à 162,1 milliards, après avoir reculé en 1995. Présentant ses comptes, mardi 18 mars, Serge Tchuruk a estimé qu'il s'agissait là d'un véritable « rebond ».

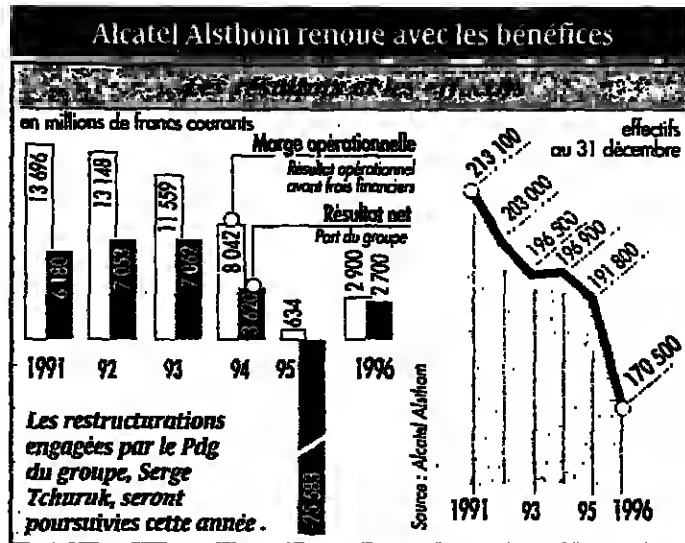
« SÉVÈRES » RESTRUCTURATIONS

Lourdement déficitaires en 1995 (-3,3 milliards de francs, dont 1,9 milliard de provisions pour restructurations), les comptes de la branche télécommunications se sont améliorés en 1996 : le résultat d'exploitation est redevenu positif au second semestre, après une perte sur les six premiers mois, permettant de limiter à 800 millions de francs le montant de la perte de la branche sur l'ensemble de l'exercice, tandis que l'ensemble du groupe affichait un bénéfice d'exploitation de 2,9 milliards (600 millions l'année précédente). Quant au résultat net du groupe,

négatif de 25,6 milliards de francs en 1995 en raison de lourdes provisions, il est redevenu positif de 2,7 milliards en 1996, grâce aux plus-values dégagées par des ventes d'actifs.

« Le repositionnement des télécommunications est en cours », apprécie la société Morgan Stanley, qui en veut pour preuve la progression de 21 % des commandes enregistrées par Alcatel Télécom en 1996 par rapport à l'exercice précédent. En 1995, elles étaient tombées à 65,2 milliards de francs, contre plus de 70 milliards deux ans plus tôt. Ces prises de commandes ont d'ailleurs connu une « nette accélération » au dernier trimestre 1996, soulignent les analystes de la société Oddo, puisque, sur les neuf premiers mois, elles s'élevaient en hausse que de 16,7 %.

Les réductions massives d'effectifs – principalement en Europe – ont « mécaniquement » joué leur rôle dans le redressement des activités télécommunications : entre la mi-1995 et la fin 1996, « environ 10 % des emplois ont été supprimés », explique-t-on à la direction d'Alcatel Télécom, soit 10 500 suppressions d'emplois pour 1996,



après 4 500 en 1995. Fin 1995, la société employait 86 800 personnes. Aux yeux des salariés, ces restructurations paraissent néanmoins très sévères, alors que la maison mère, Alcatel Alsthom, a renoué avec les bénéfices et se dit prête à déboursier plusieurs milliards de francs pour acquérir Thomson-CSF. Aussi les syndicats

teintent-ils de retarder les échéances. Mercredi 18 mars, le secrétaire CFTD – du comité central d'entreprise (CCE) d'Alcatel CIT est assigné par sa direction au tribunal de grande instance d'Orléans. Motif : son refus de signer l'ordre du jour du prochain CCE, prévu le 2 avril, pour lancer un plan social portant sur 1 400 postes (Le Monde du 14 mars).

Pour certains, le « volet social » des restructurations engagées par Alcatel Télécom a d'autant plus de mal à passer que les déficits affichés par certaines entités s'expliqueraient par des transferts de charges liés à la nouvelle organisation. Une « rationalisation » mise en place début 1996, qui a pourtant « porté ses fruits » selon la direction d'Alcatel Télécom. Hier structuré par pays, le groupe a adopté une organisation plus verticale. Huit divisions, couvrant les principaux

métiers (centraux téléphoniques, équipements de transmission, matériels pour les communications mobiles, etc.), ont été créées. Responsables de leurs résultats, elles le sont aussi de leurs stratégies au niveau mondial.

REPRISE DES COMMANDES

Alcatel Télécom récolte par ailleurs les premiers fruits du repositionnement de son portefeuille de produits et de ses investissements. « Nous ne sommes plus uniquement une société de commutation », octroie mardi 18 mars le directeur financier du groupe, Jean-Pierre Halbronn. « L'innovation est aujourd'hui concentrée sur un tiers de l'activité : la transmission, les équipements d'accès et les mobiles », applaudit la société Oddo.

En transmissions (matériels destinés aux liaisons entre centraux téléphoniques), les commandes ont progressé de 40 % sur un marché en hausse de 20 %. Pour les équipements d'accès (entre le central téléphonique et l'abonné), Alcatel Télécom revendique une progression de 60 % des commandes, sur un marché en croissance de 40 %. Le groupe estime aussi avoir gagné deux points de parts de marché dans les équipements pour les réseaux de téléphonie mobile et assure que, dans les centraux téléphoniques (30 % de l'activité), les commandes des nouveaux opérateurs compensent celles des opérateurs historiques.

« Même si ces taux de croissance ne sont sans doute pas tenables, ils contribuent à accroître la crédibilité des technologies d'Alcatel Télécom », relèvent les analystes de Morgan Stanley. Le redressement des télécommunications d'Alcatel Alsthom est cependant jugé « plus

lent que chez certains concurrents » par la société Oddo, citant, à titre de comparaison, le groupe américain Lucent Technologies (issu de l'éclatement d'AT&T), qui « dégage 18,5 % de marge opérationnelle », quand Alcatel Télécom « vise 5 % en 1998 ».

« En Europe, les restructurations prennent plus de temps qu'aux États-Unis », tempère-t-on à la direction d'Alcatel Télécom, où, tout ce se félicitant des « progrès enregistrés en 1996 », on indique que « des efforts restent à faire », mais que le plan de restructuration, engagé à l'automne 1995, « doit s'étaler sur trois ans ». Les économies de 7 milliards de francs par an, citées par M. Tchuruk, ne seront réalisées qu'à partir de l'exercice 1998.

La direction d'Alcatel Télécom, qui note que les marges opérationnelles sont négatives « dans les métiers où nos parts de marché sont faibles », entend accélérer les efforts dans les terminaux de téléphonie mobile à la norme européenne GSM, dans lesquels le groupe a failli être absent en raison de problèmes de développement. L'objectif est de tripler cette année les ventes mondiales à 3 millions de terminaux et de porter la part de marché à 10 % environ, contre 8 % actuellement.

Le redressement en cours de l'activité télécommunications d'Alcatel Alsthom a été salué depuis plusieurs semaines par la Bourse. Les actions du groupe ont progressé de près de 50 % depuis début 1997. A 615 francs, elles sont cependant encore loin du pic de 905 francs de janvier 1994... Alcatel Alsthom n'avait pas alors encore déjoué ses difficultés.

Philippe Le Coeur

M. Tchuruk intéressé par « Le Figaro »

Le groupe Alcatel Alsthom, qui a amorcé un repli du secteur de la presse depuis l'arrivée de Serge Tchuruk à sa tête, va-t-il y revenir en rachetant Le Figaro comme la rumeur lui en prête l'intention ? M. Tchuruk s'est montré évasif à ce sujet, sans pour autant démentir son intérêt pour le quotidien du groupe Hersant. « On n'est pas sorti des médias pour y revenir », a déclaré le PDG d'Alcatel Alsthom. Ceci dit, si on peut susciter un tour de table... C'est un sujet qui n'est pas inintéressant. Mais M. Tchuruk ne s'est pas expliqué sur les raisons qui le poussent à cette réflexion. Le groupe Lagardère, son rival pour la reprise de Thomson-CSF, serait lui aussi candidat au rachat du Figaro.

Une large coopération est à l'étude avec le britannique Gec dans la construction électrique

SERGE TCHURUK l'a reconnu, mardi 18 mars, en présentant les résultats de l'exercice 1996 : le bénéfice net (part du groupe) de 2,7 milliard de francs est totalement dû aux cessions d'activités réalisées en 1996, portant sur la vente d'activités (la société de câble suisse Cortaillod par exemple) de participations purement financières (dans le groupe italien Fiat notamment).

En début d'année, le PDG d'Alcatel Alsthom s'était fixé pour objectif de céder pour dix milliards d'actifs. Ce chiffre a été largement dépassé, puisque 12 milliards sont rentrés dans les caisses du groupe, et cela sans même compter la cession d'une partie des parts d'Alcatel Alsthom dans Havas, qui devrait rapporter « au moins » 3,4 milliards de francs. Ce désengagement pourrait se pour-

suivre dans les mois qui viennent, a affirmé M. Tchuruk, qui envisage « le cas échéant » de céder les 71 % qui lui restent dans le groupe de communication.

Car la vision de M. Tchuruk n'a pas varié depuis son arrivée à la tête du groupe. Alcatel Alsthom, estime son PDG, avait vu son développement se tasser ces dernières années, et cela malgré 40 milliards de francs d'acquisitions entre 1991 et 1995, dont l'effet, selon lui, ne se fait sentir ni sur le chiffre d'affaires, ni sur les marges, qui se sont au contraire dégradées pendant cette période.

Aussi M. Tchuruk a-t-il mis, dès son arrivée à la tête du groupe, sur un recadrage poussé. Il sera, affirme-t-il, poursuivi dans les mois qui viennent, et accompagné d'une « relance de la croissance » et d'une

« amélioration de la productivité ». Le cœur d'Alcatel Alsthom reste, selon lui, les télécommunications, matériels et câbles compris. « Dans ce secteur, a-t-il affirmé mardi, l'objectif est de parvenir à un chiffre d'affaires de 200 milliards de francs en quelques années, contre 150 milliards actuellement ». Qui plus est, estime-t-il, « dans ce domaine, la part de marché naturelle qui revient à notre groupe est de 20 % ».

DIFFICULTÉS SUR LE DOSSIER FRAMATOME

Le deuxième pilier du groupe est l'électromécanique. Dans ce domaine, M. Tchuruk souhaite depuis longtemps regrouper Framatome (chaudières nucléaires), dont l'Etat conserve actuellement la majorité et Gec-Alsthom (centrales classiques) dont il détient 50 % aux côtés du bri-

tanique Gec, et ce afin de constituer le deuxième groupe de construction électrique derrière l'helvétique-suédois ABB.

Mais les points de vue sont difficiles à concilier, et M. Tchuruk a reconnu avoir « quelque difficulté » sur ce dossier. Le gouvernement français, via le ministre de l'Industrie Franck Borotra, a imposé cinq conditions pour rassurer ceux qui redoutent de voir ce fleuron de l'industrie nucléaire, Framatome, passer dans le privé. Ces conditions sont les suivantes : « le contrôle par les pouvoirs publics des décisions stratégiques » touchant au nucléaire, la « poursuite de la coopération franco-allemande » avec Siemens pour le réacteur du futur (EPR), la « préservation de l'identité des activités nucléaires de Framatome », la « prédominance des intérêts

français » dans le capital et « l'identification claire des provisions associées au risque nucléaire ». Les députés en ont ajouté quatre autres dont le contrôle de la filière nucléaire par le Parlement et un droit de veto pour l'actionnaire public.

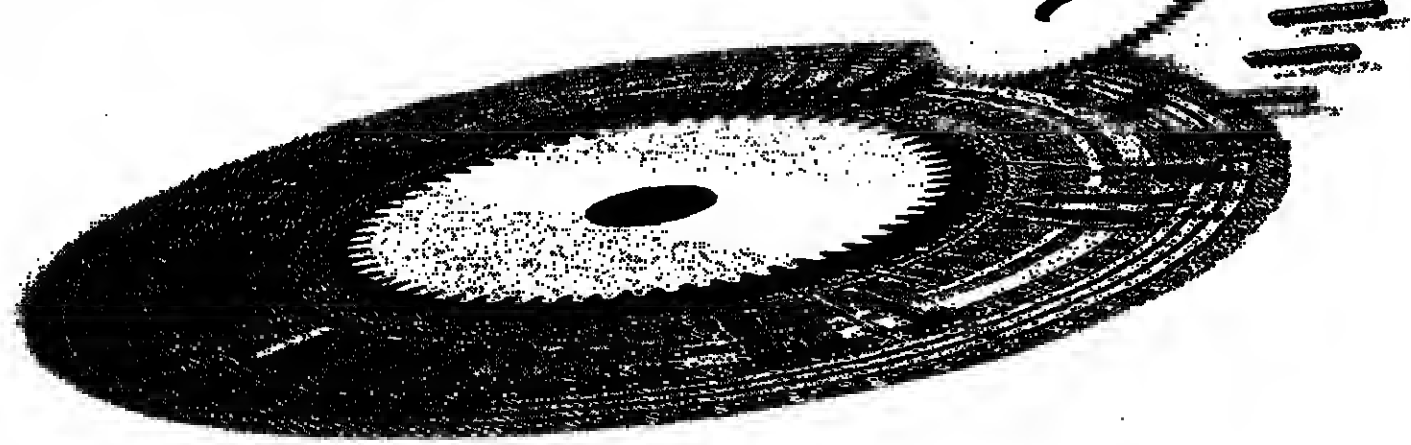
Selon M. Tchuruk, le partenaire britannique Gec ne conteste pas « le caractère stratégique » de ce projet de rapprochement, mais « certaines des conditions posées par l'Etat ». Toutefois, les négociations ne sont pas au point mort, car Alcatel Alsthom et Gec ont engagé une « réflexion de fond » afin de mettre en place une « coopération plus large dans l'électromécanique ». Pourrait-il s'agir d'acquisitions communes ? Récemment, Alcatel Alsthom a fait connaître son intérêt pour les centrales électriques conventionnelles de l'américain Wes-

tinghouse, que l'allemand Siemens souhaite lui aussi racheter.

Comme il l'avait déjà souligné en 1996, M. Tchuruk estime qu'Alcatel Alsthom doit continuer à développer son troisième pôle, celui des équipements destinés à la défense, où il réalise actuellement dix milliards de francs de chiffre d'affaires, « c'est-à-dire autant que Motro », son concurrent pour la reprise de Thomson-CSF. L'offre qu'il s'apprête à présenter aux pouvoirs publics se fera en association avec le groupe Dassault, mais aussi avec Aerospatiale, qui est « partie intégrante de ce projet ». Dans un deuxième temps seulement, M. Tchuruk affirme vouloir mettre en place des coopérations européennes.

Ph. L.C et A.M.R.

Invasion d'extra-technologies à Hanovre



Internet : <http://www.hannovermesse.de>

Contact : Deutsche Messe AG - 8/10, rue de la Bienfaisance - F-75008 Paris - Tél. : (01) 43.87.69.63 - Fax (01) 42.93.43.23

Des idées qui ont de l'avenir.

- Automatisation
- Techniques d'entraînement
- Sous-traitance
- Matériaux
- Recherche et technologie
- Équipements d'ateliers et outillage
- Air comprimé
- Techniques de fabrication en électrotechnique et en électronique
- Technologie ferroviaire
- Eclairage (Salon mondial du Immalme)

Les dernières innovations ont atterri à Hanovre pour la plus grande exposition industrielle au monde. 7000 exposants de 60 pays vous y attendent pour faire les présentations.



HANNOVER MESSE '97

14 - 19 AVRIL

هكنا من الأهل

Krupp Hoesch s'apprête à lancer une OPA hostile sur Thyssen

La sidérurgie allemande souffre de sa dispersion

UNE BATAILLE de géants se prépare dans la sidérurgie allemande : Krupp Hoesch s'apprête à lancer une OPA (offre publique d'achat) hostile sur Thyssen. Dans un communiqué publié le 17 mars, Thyssen a révélé qu'il attendait de son rival « une prise de contrôle inamicale ». Cette attaque serait préparée par la banque d'affaires Deutsche Morgan Grenfell, filiale de la Deutsche Bank.

« Cette action ne nous inquiète pas. Il ne peut s'agir que d'une tentative de Krupp pour résoudre les problèmes considérables qu'il rencontre en piochant dans les réserves de Thyssen », a déclaré Thyssen. « Une telle opération n'aurait de sens que si dix mille emplois étaient supprimés dans le cadre d'un programme de rationalisation », menace le groupe, qui se dit déterminé à combattre par tous les moyens ce projet.

Krupp Hoesch n'a fait aucun commentaire. Des analystes remarquent toutefois que le cours des actions de Thyssen ont augmenté de presque 30 % depuis le début de l'année, bien que le groupe ait annoncé une baisse de 55 % de son résultat net. Ce qui pourrait souligner, selon certains, la montée en puissance de Krupp Hoesch et de ses banques alliées dans le capital de Thyssen, détenu officiellement à 80 % par le public.

Si l'idée d'une reorganisation de la sidérurgie allemande, structurée autour de Krupp Hoesch et Thyssen, est périodiquement évoquée à l'image de ce qui s'est passé en Grande-Bretagne ou en France, la forme d'une OPA hostile est plus surprenante. Les batailles boursières ne sont pas dans les habi-

tudes allemandes. Sous la conduite de son président Gerhard Cromme, Hoesch avait toutefois déjà rompu avec ces règles en enlevant subrepticement 51 % du capital de Krupp en 1991.

La tentative de prise de contrôle de Thyssen (39 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires, soit 130 milliards de francs), pourrait être difficile pour Krupp Hoesch (14,6 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires). Thyssen vaut autour de 36,5 milliards de francs, sur la base de son cours en Bourse. Krupp Hoesch, qui a annoncé, en février, une diminution de 59 % de son bénéfice net à 700 millions de francs, risque de ne pas avoir les moyens de suivre une surenchère. A moins de démanteler, par la suite, le conglomérat Thyssen, présent dans les télécommunications et l'immobilier.

RETARD DE TAILLE

L'opération traduit le besoin de restructuration de la sidérurgie allemande. Krupp Hoesch et Thyssen restent des groupes sidérurgiques très éclatés et vulnérables aux fluctuations des marchés. Face à Usinor Sacilor ou à British Steel, concentrés sur les produits à plus forte valeur ajoutée, ils n'ont pas les moyens suffisants. En regroupant leurs forces, les deux rivaux légendaires pourraient combler leur retard de taille : ensemble, ils contrôlèrent environ les trois quarts de la production d'acier allemande.

Thyssen, pour l'instant, ne semble pas sensible à de tels arguments. Mardi 18 mars au matin, à la Bourse de Francfort, les cours de deux firmes ont été suspendus.

Martine Orange

Michelin consolide ses résultats mais s'apprête à affronter une concurrence de plus en plus rude

L'industrie du pneumatique engage une nouvelle restructuration mondiale

Michelin a gagné 2,89 milliards de francs en 1996 (+ 3,4 % par rapport à 1995) pour un chiffre d'affaires de 71,24 milliards de francs (+ 7,7 %).

a annoncé le groupe, mardi 18 mars. Ayant perdu sa place de leader mondial au profit du japonais Bridgestone, le manufacturier de Clermont-

Ferrand fait face à une compétition renforcée dans une industrie où ne progressent plus que les marchés asiatiques.

LES « BIG THREE » du pneumatique - Bridgestone, Michelin et Goodyear - vont engager une guerre sans merci en 1997, à cause d'une conjoncture qui promet d'être médiocre : effondrement des marchés européens et américain du poids lourd et stagnation du marché automobile sur le Vieux Continent et aux États-Unis. Pour leurs suivants - Continental, Sumitomo et Pirelli -, dont la taille est jugée insuffisante, l'issue est devenue incertaine. D'autant que des petits fabricants venus d'Asie-Pacifique, comme les Sud-Coréens Kumho et Hankook, représentent un nouveau danger. Dans ce contexte, les acteurs de l'industrie pneumatique ont déjà passé plusieurs alliances, et bon nombre d'analystes estiment que ce mouvement n'est qu'entamé.

L'américain Goodyear et le japonais Sumitomo ont annoncé au début du mois de février une alliance stratégique : jusqu'au 31 décembre 2000, les deux groupes produiront l'un pour l'autre dans leurs pays respectifs des pneus de remplacement pour quelques 2 millions de voitures et light trucks (4x4, pick-up et autres minivans). Goodyear s'est fixé comme objectif de revenir au premier rang mondial, qu'il occupait au début des années 80.

Michelin et Continental ont également passé un accord de coopération le 31 janvier 1995, qui comporte deux volets. D'une part, Continental fournit à Michelin des pneus produits dans ses usines à bas coûts d'Europe de l'Est et a le droit d'utiliser la marque Uniroyal, filiale américaine de Michelin depuis 1990, pour certains de ses pneus en Europe. D'autre part,

Michelin, un temps numéro un après son rachat d'Uniroyal, et qui s'est fait snuffer cette place en 1995 par le japonais Bridgestone, rachet d'Uniroyal en 1990. Depuis, Michelin a largement redressé la situation. Il a lancé des produits innovants comme la gamme Energy : un pneu qui offre une résistance au roulement réduite de 20 % et permet une diminution de 5 % de la consommation de carburant. Il a économisé 3,5 milliards de francs entre 1993 et 1996. L'emploi est passé de 130 000 personnes en 1990 à moins de 113 000 salariés aujourd'hui. En consé-

Continental rénove ses procédés de fabrication

Le groupe allemand de pneumatiques Continental a développé un nouveau procédé de fabrication qui va lui permettre de diminuer à moyen terme ses coûts annuels de production de 50 à 70 millions de deutschemarks. Le nouveau procédé, appelé Modular Manufacturing Process (MMP), permet une flexibilité accrue de la production : de petites quantités de pneus peuvent être fabriquées en séries, de façon à s'adapter plus rapidement aux fluctuations de la demande. Le procédé permet, selon le groupe, d'exécuter une commande « en l'espace de plusieurs heures et non plus en plusieurs semaines ».

Continental prévoit de produire selon ce nouveau procédé de 5 à 10 millions de pneus « durant les prochaines années ». Continental a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 10,4 milliards de deutschemarks en 1996 (35 milliards de francs) et un extraordinaire bénéfice avant impôts de 328 millions de DM la même année.

doit repartir de l'avant. Le groupe français a gagné, en 1996, 2,89 milliards de francs (+ 3,4 % par rapport à 1995) pour un chiffre d'affaires de 71,24 milliards de francs (+ 7,7 % par rapport à 1995), a annoncé le groupe mardi 18 mars. Son résultat d'exploitation a, pour sa part, progressé de 22 % en 1996 à 6,95 milliards de francs.

Le groupe avait subi, en 1993, des pertes saos précédentes de 3,6 milliards de francs, payant le retournement de la conjoncture et un endettement très élevé dû au

queoche, Michelin a considérablement réduit son endettement. En remboursant par anticipation, au 21 mars 1997, un emprunt convertible de 3,49 milliards de francs, il va faire passer son ratio endettement sur fonds propres à 1 contre 4,4 en 1993.

BAISSE DES COÛTS

Mais le contexte difficile ne permet pas relâcher l'effort de baisse des coûts. En février, Michelin a annoncé la suppression de 1 445 postes en France. Il doit également

supprimer 1 000 de ses 9 000 emplois en Espagne d'ici à 1999. Depuis 1993, Michelin a déjà supprimé 2 500 emplois en Espagne. Plus d'un milliard de francs ont été provisionnés dans les comptes 1996 au titre des deux plans sociaux, français et espagnol.

Michelin, enfin, attend beaucoup de son procédé de fabrication, le très secret CSM, qui doit lui permettre de réduire considérablement ses coûts de production en portant le niveau d'automatisation à son maximum. Pour l'instant, le mystérieux CSM n'est utilisé que pour moins de 1 % de la production de pneus pour voitures de tourisme, et ses perspectives de développement sont incertaines.

Dans un contexte où les pays industrialisés sont devenus des marchés de renouvellement, les pays émergents, en tête desquels l'Europe de l'Est, l'Amérique du Sud et l'Asie, représentent le seul fort potentiel. En outre, ils offrent des possibilités de production à bas coûts de main d'œuvre. Michelin, qui fait encore plus de 75 % de ses ventes en Europe et aux États-Unis, multiplie les investissements en Europe de l'Est - il a repris le polonais Stomil et le hongrois Taurus, tous deux privatisés - et envisage de s'implanter en Russie et en Inde. En Asie, le Japon reste le principal marché du groupe, associé dans une joint-venture avec Okamoto. Michelin y détient 45 % du marché. Le groupe possède également 90 % d'une joint-venture en Chine avec la ville de Sheo Yang. Il vient également de lancer une chaîne de production en Indonésie.

Virginie Mallinre



C'ÉTAIT ÇA OU PASSER UN COUP DE FIL.

Quand il nous prend une envie soudaine d'avoir des nouvelles de nos proches, on ne devrait pas hésiter entre le téléphone et les 330 en de la Volvo 770 T5. Une voiture dont l'exceptionnelle capacité de réaction est un gage de sécurité et de plaisir. Avec leurs 5 motorisations essence (à partir de 104 000 F.), les Volvo 770 T5 et les Volvo 770 T5 rendent l'attente plus agréable. Après tout, quand on a une Volvo, on ne doit pas souffrir de l'éloignement. 3315 Volvo (1,29 F. min).

NOUVELLES VOLVO 770
VERSION T5 240 CH

Lancement national le 13 Mars

هكذا من الذم

La Coface est devenue le premier assureur-crédit à l'exportation en 1996

Le résultat atteint 246 millions de francs

EN PRÉSENTANT, lundi 17 mars, ses résultats pour l'année 1996, le président de la Coface (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur), François David, a évoqué une succession de motifs de satisfaction. Le groupe, qui garantit les risques des entreprises à l'export, a réalisé un chiffre d'affaires de 2,860 milliards de francs, en croissance de 16 % (10 % à périmètre constant). Ce chiffre intègre en effet un mois et demi d'activité de l'assureur-crédit allemand Die Allgemeine Kredit, dont il a acquis 50,1 % en fin d'année. Le résultat consolidé a atteint 246 millions de francs, en hausse de 19 %, ce qui place son taux de rentabilité sur fonds propres à 12 %.

Par ailleurs, la Coface poursuit son développement international. Avec l'ouverture la semaine dernière d'une filiale au Brésil, la compagnie est désormais présente dans vingt-deux pays. Enfin, tout juste à l'équilibre en 1995, les procédures publiques gérées par la Coface pour le compte de l'Etat ont été excédentaires de 5 milliards de francs.

PRISE DE CONTRÔLE PAR LES AGF

En 1997, la Coface estime que ce chiffre atteindra 7 milliards. « Au bout du compte, sur les 100 milliards de francs de déficits cumulés engouffrés par l'assurance-crédit depuis vingt ans, ce sont seulement 30 milliards de francs de déficit qui devront être enregistrés. » En 1996, le montant des grands contrats conclus dans ce cadre a atteint 69,9 milliards de francs, portant la rémunération de gestion de la Coface à 521 millions de francs.

Sur les grands marchés civils, 40 % des contrats ont été conclus en direction de l'Asie et de la Chine. « L'année 1996 a été bonne pour le militaire », a estimé le patron de la Coface, comparé à 1995. Grâce au marché Sawaï II signé début 1996 avec l'Arabie saoudite, les contrats d'armement se sont élevés à quelque 28 milliards de francs, contre moins de 10 milliards de francs l'année précédente.

L'un des changements majeurs de l'année écoulée a été la prise de

contrôle de la Coface par les AGF. La compagnie d'assurances a porté sa participation directe dans l'assureur-crédit à 41,7 % et détient désormais indirectement 58 % de son capital. Ce mouvement s'inscrit dans la politique de développement de l'assurance-crédit des AGF, qui en ont fait une de leurs activités prioritaires. La Coface se trouve ainsi, à l'instar de ses grands concurrents européens, adossée à un actionnaire majoritaire : c'est le cas de l'Allemand Hermes avec Allianz, du néerlandais NCM avec ABN-Amro ou encore de l'Allemand Gerling, détenu par la famille du même nom.

Si une fusion avec Euler (l'ancienne SFAC), également filiale des AGF, souvent évoquée au cours des années précédentes, semble désormais écartée compte tenu du poids respectif des deux entités après l'acquisition par la Coface de Die Allgemeine Kredit et par la SFAC de l'anglais Trade Indemnity et de la Compagnie française de factoring (CFF), l'évolution des AGF concerne directement la Coface. La fusion entre AXA et FIAF créant l'un des tout premiers assureurs mondiaux n'a, selon le président des AGF, Antoine Jeancourt-Gagnani, aucune incidence négative sur ses activités d'assurance-crédit ni d'assurance-transport, dont elle s'est fait une spécialité.

En revanche, elle occupe désormais une place prépondérante en assurance de particuliers. Cela peut provoquer soit des appétits de compagnies étrangères qui souhaiteraient se renforcer sur le marché français, soit inciter les AGF à accélérer le développement de leurs propres activités en rachetant une autre compagnie française. Rien qui inquiète outre mesure la Coface : la prise de contrôle par une société étrangère semble délicate, compte tenu de la monnaie en puissance des AGF dans son capital. En outre, la compagnie est considérée comme intouchable sans l'accord du gouvernement, en raison de ses activités publiques, notamment celles concernant la défense.

Babette Stern

Peugeot condamné à reclasser 75 salariés de Chausson

PEUGEOT, qui, à partir avec Renault, était actionnaire de Chausson, n'a pas respecté son engagement pris en 1993 de reclasser 100 salariés du constructeur de véhicules utilitaires légers aujourd'hui disparu. Un total de 1 285 salariés avaient fait l'objet d'un plan social à cette date. Par un jugement du 10 janvier 1997, le tribunal de grande instance de Nanterre a condamné Peugeot à exécuter cet engagement dans un délai de six mois après la notification du jugement, début mars, à l'entreprise. Le constructeur automobile, qui peut encore faire appel, a jusqu'en septembre 1997 pour s'exécuter. Faute de quoi, le groupe dirigé par M. Calvet sera condamné à une astreinte de « 50 000 francs par jour de retard et par reclassement manquant ». « Une obligation concernant a priori (...) environ 75 personnes », selon le jugement.

DÉPÊCHES

■ **RENAULT** : les syndicats belges de Vilvorde ont annoncé qu'à partir de jeudi 20 mars des « actions durables » succéderont aux actions symboliques menées jusqu'ici. Par ailleurs, les syndicats européens de Renault ont demandé un entretien à Alain Juppé.

■ **ROCKWELL** : le groupe américain va céder sa branche équipements automobiles à ses actionnaires pour former une nouvelle société dont les titres seront cotés séparément en Bourse. Rockwell s'était déjà totalement séparé de ses activités défense et aérospatiale en les cédant à Boeing le 6 décembre 1996. Une fois séparée de son activité automobile, Rockwell sera un groupe électronique avec des positions dominantes sur le marché mondial dans trois secteurs : l'automatisation industrielle, les systèmes de semi-conducteurs, l'avionique et communications.

■ **NOVARTIS** : le groupe suisse de chimie-pharmacie, issu de la fusion Ciba-Sandoz en 1996, a réalisé au cours de son premier exercice consolidé un bénéfice net de 2,3 milliards de francs suisses (8,5 milliards de francs français) et un chiffre d'affaires de 36,2 milliards de francs suisses (142 milliards de francs).

■ **ACCOR** : le groupe hôtelier français va investir 100 millions de dollars en Argentine, pour la création d'une chaîne hôtelière plus particulièrement destinée aux hommes d'affaires, ainsi que pour un complexe situé à Puerto Madero sur le vieux port de Buenos Aires.

■ **AIR FRANCE** : les premiers résultats des élections des délégués aux comités d'établissement et des délégués du personnel d'Air France sont, une nouvelle fois, en la faveur du syndicat FO. Force ouvrière a obtenu une représentativité de 34,13 % au Comité d'établissement, contre 34,27 % lors des dernières élections en 1997. Pour les élections des délégués du personnel, le syndicat dirigé par Robert Cénovès, qui doit bientôt partir à la retraite, a obtenu une représentation de 32,77 % contre 30,97 % en 1996.

■ **CREDIT AGRICOLE** : l'ensemble des organisations syndicales appellent les salariés des cinquante-huit caisses régionales à cesser le travail, jeudi 20 mars, pour réclamer des mesures en faveur de l'emploi et de la réduction du temps de travail.

Philippe Auberger envisage de réformer la Commission bancaire

Le député RPR voudrait modifier sa composition et créer un fonds de garantie des dépôts

Philippe Auberger, député RPR de l'Yonne et rapporteur général du budget, a présenté, mardi 18 mars, une proposition de loi visant à réformer

la Commission bancaire, chargée du contrôle des établissements de crédit. Il s'agit, notamment, de modifier le mode de recrutement des

membres de la Commission. Le député tient aussi à améliorer la protection des déposants en instituant un fonds de garantie des dépôts.

UN PEU MOINS d'un an après avoir présenté le rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur les « modalités de surveillance et de contrôle des établissements de crédit », le député RPR de l'Yonne, Philippe Auberger, revient sur le sujet avec une proposition de loi en deux parties. Premièrement, le député veut améliorer la « réactivité » de la Commission bancaire, chargée du contrôle des établissements de crédit. Deuxièmement, il veut mettre en place un système de garantie des dépôts commun à toutes les banques en créant un fonds.

La proposition de M. Auberger, qui, dans le meilleur des cas, sera présentée au Parlement à l'automne, vise d'abord à modifier la composition de la Commission. Ce point risque d'échauffer les débats houleux. Organe collégial et indépendant, la Commission bancaire comprend actuellement six membres : le directeur du Trésor, un conseiller d'Etat, un conseiller à la Cour de cassation, deux personnalités qualifiées et le

gouverneur de la Banque de France, ou son représentant, qui la préside. Pour Philippe Auberger, « les professionnels de la banque et des affaires doivent y être mieux représentés ». Pour lui, outre le gouverneur de la Banque de France, la Commission bancaire devrait comprendre six membres, choisis pour leurs compétences et nommés par arrêté conjoint du garde des sceaux et du ministre chargé de l'économie et des finances.

Le texte de Philippe Auberger veut également donner plus de vigueur à l'organe collégial qu'est la

Commission bancaire par rapport à son bras séculier, le secrétariat général de la Commission bancaire, formé de personnels de la Banque de France pour l'essentiel. Pour le député, l'organe collégial « doit devenir l'acteur principal du contrôle », ses membres devant avoir « un accès direct et régulier aux services » et pouvoir, « à titre individuel, déclencher et suivre les contrôles sur place ».

Philippe Auberger veut enfin que la Commission bancaire devienne une personne morale et que soit consacrée par voie législative « l'importance de sa mission de prévention des défaillances ». Concernant l'article 52 de la loi bancaire de 1984, qui permet au gouverneur de la Banque de France de faire appel aux actionnaires d'une banque en difficulté ou de faire jouer la solidarité de place, la proposition Auberger se contente d'adapter le texte aux pratiques en vigueur, sans proposer de véritable changement.

Enfin, Philippe Auberger veut améliorer le système de protection des déposants en instituant

en France, comme en Allemagne ou aux Etats-Unis, un fonds de garantie des dépôts. Un tel système imposerait aux établissements de verser chaque année une cotisation a priori, et non de financer le système d'indemnisation a posteriori en cas de défaillance.

S'il s'améliorerait pas le montant garanti - toujours à 400 000 francs -, un tel fonds permettrait d'accélérer la mise en œuvre de l'indemnisation des déposants. Et regroupant tous les établissements de crédit dans un même système, alors qu'aujourd'hui, banques AFB et réseaux mutualistes ont chacun leur dispositif, ce fonds renforcerait la solidarité. Reste que les mutualistes estiment que leurs systèmes offrent une garantie illimitée aux déposants et ne sont guère prêts à rallier un autre dispositif. Seules les petites banques de l'AFB et les établissements étrangers semblent favorables aujourd'hui à un tel changement.

Sophie Fay



Etes-vous sûr que tous les talents de votre entreprise travaillent en harmonie ?

Chaque entreprise est une fabuleuse mine de talents. Le défi, c'est de savoir les faire travailler en harmonie. Avec son expérience unique en stratégie, technologie,

organisation et ressources humaines, Andersen Consulting peut vous aider à rassembler toutes les énergies de votre entreprise en les dirigeant vers un objectif commun.

Car, aujourd'hui, savoir orchestrer ses compétences, c'est réussir.

**ANDERSEN
CONSULTING**

Pour plus d'information, visitez notre site sur le web à <http://www.ac.com>.

هكذا من الذليل

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en forte hausse, mardi 18 mars. L'indice Nikkei a gagné 2,17 % à 18 445,20 points, poussé par les valeurs bancaires et immobilières.

■ L'OR a ouvert en baisse mardi 18 mars sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 347,20-347,50 dollars contre 352,10-352,40 dollars la veille en clôture.

■ LA REPRISSE enregistrée vendredi, en fin de séance, a tourné court lundi à la Bourse de Paris. Le CAC 40 a fini la séance sur une perte de 2,16 % à 2 586,38 points.

■ LE MATIF a chuté, dans la crainte d'un prochain resserrement monétaire outre-Atlantique. Le contrat échéance juin a terminé à 128,32, en repli de 98 centimes.

■ LES COURS DU PÉTROLE brut ont nettement reculé, lundi, sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence a cédé 37 cents à 20,92 dollars.

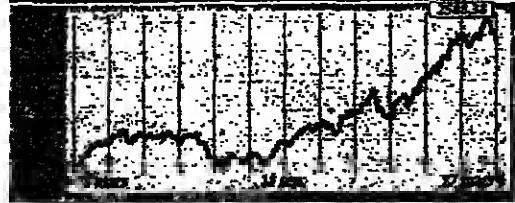
LES PLACES BORSIÈRES

La consolidation continue à Paris

LE MOUVEMENT, amorcé il y a une semaine, de consolidation des gains acquis ces derniers mois se poursuivait mardi à la Bourse de Paris. En repli de 0,13 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait trois quarts d'heure plus tard une perte de 0,58 %. Aux alentours de 12 heures, les valeurs françaises perdaient 0,54 %, à 2 574,41 points. Le marché était aussi calme que la veille, avec 2,3 milliards de francs échangés, dont 1,8 milliard de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Pour la Caisse des dépôts et consignations, l'excès d'épargne longue par rapport aux émissions nettes permet de rester optimiste sur l'évolution des taux à long terme. La CDC estime que les taux à dix ans peuvent baisser prochainement de 24 points de base avec des perspectives économiques inchangées. Avec une croissance des bénéfices par action en hausse de 14 % cette année, voir 17,5 % selon la CDC, le CAC 40 pourrait franchir la barre des 3 000 points d'ici six mois.

Indice CAC 40 sur un an



Du côté des valeurs, les résultats 1996 de Michelin ont réservé une petite déception aux analystes. Le titre reculait de 3,12 %. En revanche, Alcatel-Alsthom, qui a an-

CAC 40.5 jours



noncé pour 1996 un bénéfice de 2,7 milliards de francs, légèrement supérieur aux attentes du groupe, montait de 2 %. Snec cédait 3,07 %.

Compagnie des Signaux, valeur du jour

LA COMPAGNIE des Signaux a enregistré, lundi 17 mars, la plus forte hausse du compartiment à règlement mensuel. Le titre a terminé sur un gain de 4,71 % à 309 francs. Les intervenants ont noté que l'action a bénéficié d'informations de presse selon lesquelles elle pourrait participer à l'offre de Lagardère sur Thomson-CSF. Le 27 février, Yazid Sabeg, PDG de l'entreprise d'électronique, avait déclaré dans un entretien qu'il souhaitait que la procé-

dure de privatisation permette à tous les acteurs français de l'électronique de défendre de se regrouper autour de Thomson-CSF.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Alcatel Alsthom	444	+2,08	+4,41
Union Aérospatiale	262	+3,38	+9,58
Labinal	1330	+1,56	+3,40
Five-tille	541	+4,18	+10,40
Christian Dior	825	+2,58	+1,40
Compagnie Europ.	1130	+2,58	+3,40
Sanofi-Sintabo	1380	+2,58	+3,40
Banque Paribas	860	+1,56	+1,40
Calsonic	1135	+1,56	+1,40
Unior Sador	87,25	+1,56	+1,40

BAISSES, 12h30	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Europe 1	1140	-1,56	-1,40
Sigeo	782	-2,58	-1,40
Legis Indust.	256,50	-2,58	-1,40
SCF	1130	-2,58	-1,40
SNCF	442,20	-2,58	-1,40
Publicis	591	-2,58	-1,40
Michelin	327,50	-3,12	-1,40
Suez	270	-2,58	-1,40
Meridionale Inter.	15,50	-2,58	-1,40
Orléans-Environnement	30	-2,58	-1,40

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1012,57	-0,13	-1,40
Ind. SBF 250	1750,67	-0,13	-1,40
Ind. Second Marché	1926,26	-0,13	-1,40
Ind. MIDCAC	169,84	-0,13	-1,40

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Alcatel Alsthom	444	+2,08	+4,41
Union Aérospatiale	262	+3,38	+9,58
Labinal	1330	+1,56	+3,40
Five-tille	541	+4,18	+10,40
Christian Dior	825	+2,58	+1,40
Compagnie Europ.	1130	+2,58	+3,40
Sanofi-Sintabo	1380	+2,58	+3,40
Banque Paribas	860	+1,56	+1,40
Calsonic	1135	+1,56	+1,40
Unior Sador	87,25	+1,56	+1,40

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Legis Indust.	256,50	+2,58	+1,40
Pier Imp./Domag	36	+2,58	+1,40
Nippon France SA	346,80	+2,58	+1,40
Asystem	439	+2,58	+1,40
Grandpierre-Pireo	877	+2,58	+1,40

BAISSES, 12h30	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Grandpierre-Pireo	877	-2,58	-1,40
C.E.F.	180,50	-2,58	-1,40
Guyonnet H.A.	340,10	-2,58	-1,40
Compagnie Europ.	1130	-2,58	-1,40
SCF	1130	-2,58	-1,40

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1012,57	-0,13	-1,40
Ind. SBF 250	1750,67	-0,13	-1,40
Ind. Second Marché	1926,26	-0,13	-1,40
Ind. MIDCAC	169,84	-0,13	-1,40

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 18/03	Var. %	Var. %
Alcatel Alsthom	444	+2,08	+4,41
Union Aérospatiale	262	+3,38	+9,58
Labinal	1330	+1,56	+3,40
Five-tille	541	+4,18	+10,40
Christian Dior	825	+2,58	+1,40
Compagnie Europ.	1130	+2,58	+3,40
Sanofi-Sintabo	1380	+2,58	+3,40
Banque Paribas	860	+1,56	+1,40
Calsonic	1135	+1,56	+1,40
Unior Sador	87,25	+1,56	+1,40

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Net rebond à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a gagné plus de 2 %, mardi 18 mars, les investisseurs ayant favorablement réagi à la décision du gouvernement de présenter un plan pour relancer le marché de l'immobilier d'ici à la fin du mois, avant la clôture de l'exercice fiscal. L'indice Nikkei a gagné 2,17 %, à 18 445,20 points.

La veille, Wall Street avait opéré un redressement de dernière minute grâce au rétablissement du marché de l'immobilier d'ici à la fin du mois, avant la clôture de l'exercice fiscal. L'indice Dow Jones a gagné 2,17 %, à 6 955,48 points.

En Europe, la Bourse de Londres a salué par une forte baisse l'annonce de la convocation des élections générales le 1^{er} mai. L'indice Footsie a perdu 1,15 %, à 4 373,3 points. La Bourse de Francfort a également cédé du terrain, l'indice DAX terminant en baisse de 0,25 % à 3 350,99 points, dans un marché calme.

INDICES MONDIAUX

Cours au 18/03	Cours au 17/03	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2586,38	-0,13	-1,40
New York Dow Jones	6955,48	+2,17	+1,40
Tokyo Nikkei	18445,20	+2,17	+1,40
London FTSE 100	4373,3	-1,15	-1,40
Frankfurt DAX	3350,99	-0,25	-1,40
Stuttgart SBF 250	1750,67	-0,13	-1,40
Madrid IBEX 35	4012,57	-0,13	-1,40
Amsterdam AEX	350,20	-0,13	-1,40
Stockholm OMX	2190,80	-0,13	-1,40
Hong Kong Hang Seng	1283,50	-0,13	-1,40
Singapore Straits	2135,23	-0,13	-1,40

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

Cours au 18/03	Cours au 17/03	Var. %	Var. %
Alcoa	75,25	+2,17	+1,40
Allied Signal	73,42	+2,17	+1,40
American Express	63,25	+2,17	+1,40
AT & T	35,25	+2,17	+1,40
Bathelheim	8,50	+2,17	+1,40
Boeing Co	105,50	+2,17	+1,40
Caterpillar Inc.	80,50	+2,17	+1,40
Chevron Corp.	47	+2,17	+1,40
Coca-Cola Co	60,25	+2,17	+1,40
GenCorp	76,12	+2,17	+1,40
IBM	139,50	+2,17	+1,40
Int'l Paper	43,50	+2,17	+1,40
J.P. Morgan Co	108,37	+2,17	+1,40
McDonald Corp.	46,25	+2,17	+1,40
Merck & Co Inc.	31,12	+2,17	+1,40
Minerals & Metals	80	+2,17	+1,40
Philip Morris	126,62	+2,17	+1,40
Procter & Gamble Co	125,50	+2,17	+1,40
Sealed Air Corp.	54,25	+2,17	+1,40
Teneco	101,25	+2,17	+1,40
Union Carb.	48,25	+2,17	+1,40
United Technologies	76,12	+2,17	+1,40
Westinghouse Electric	19,25	+2,17	+1,40
Woodward	29	+2,17	+1,40

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

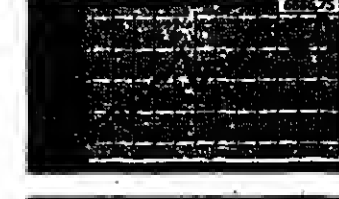
Cours au 18/03	Cours au 17/03	Var. %	Var. %
Allied Lyons	4,44	+2,17	+1,40
Barclays Bank	11,02	+2,17	+1,40
B.S.A. Industries	5,15	+2,17	+1,40
British Aerospace	13,51	+2,17	+1,40
British Airways	6,63	+2,17	+1,40
British Petroleum	7,02	+2,17	+1,40
British Telecom	4,36	+2,17	+1,40
B.T. PLC	2,72	+2,17	+1,40
Calsonic	5,42	+2,17	+1,40
Carroll Schwepke	0,47	+2,17	+1,40
Eurometall	0,75	+2,17	+1,40
Forster	11,11	+2,17	+1,40
Glass Wedgmore	9,55	+2,17	+1,40
Granada Group Plc	4,08	+2,17	+1,40
Grand Metropolitan	4,08	+2,17	+1,40
Guinness	4,08	+2,17	+1,40
Hanson Plc	0,47	+2,17	+1,40
Imperial Chemical	7,31	+2,17	+1,40
Legal & Gen. Corp	4,18	+2,17	+1,40
Mars and Spencer	4,70	+2,17	+1,40
National Westminster	7,28	+2,17	+1,40
Paragon Finance	6,66	+2,17	+1,40
Reivers	6,39	+2,17	+1,40
Sasatchi and Satchi	1,18	+2,17	+1,40
Shell Transport	10,84	+2,17	+1,40
Tate and Lyle	4,36	+2,17	+1,40
Thames Valley	16,16	+2,17	+1,40
Zeneca	17,91	+2,17	+1,40

FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

Cours au 18/03	Cours au 17/03	Var. %	Var. %
Allianz Holding N	3950	+2,17	+1,40
Basf AG	43,35	+2,17	+1,40
Bayer AG	71,80	+2,17	+1,40
Bayer AG	50,25	+2,17	+1,40
Bayer AG	62,10	+2,17	+1,40
Bayer AG	1297	+2,17	+1,40
Commerzbank	45,75	+2,17	+1,40
Deutsche Bank AG	129,70	+2,17	+1,40
Deutsche Bank AG	713	+2,17	+1,40
Deutsche Bank AG	92,20	+2,17	+1,40
Deutsche Bank AG	36,50	+2,17	+1,40
Dresdner Bank AG	56,40	+2,17	+1,40
Hendel AG	80,80	+2,17	+1,40
Hochst AG	49,50	+2,17	+1,40
Karstadt AG	599	+2,17	+1,40
Linde AG	1127	+2,17	+1,40
MTU AG	23,95	+2,17	+1,40
Man AG	475,50	+2,17	+1,40
Marshall AG	622	+2,17	+1,40
Metro	161,20	+2,17	+1,40
Münchener AG	4190	+2,17	+1,40
Reinhold AG	430	+2,17	+1,40
Rhein AG	76,20	+2,17	+1,40
Sap AG	280	+2,17	+1,40
Schering AG	163,70	+2,17	+1,40
Siemens AG	36,18	+2,17	+1,40
Thyssen	346,80	+2,17	+1,40
Valeo AG	94,45	+2,17	+1,40
Vap	740	+2,17	+1,40
Volkswagen AG	701	+2,17	+1,40

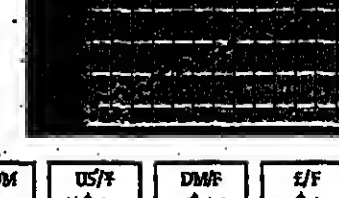
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Bonds 10 ans

Nouveau recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en forte baisse, mardi 18 mars. Dès le début des échanges, l'échéance juin du contrat perdait 40 centimes à 127,92. Les opérateurs relevaient toutefois qu'il s'agit d'un repli par rapport à ses plus bas niveaux atteints sur Globex, où il cotait 127,64. Les opérateurs notent que le marché est actuellement ébranlé

à la fois par la crainte d'un prochain resserrement monétaire outre-Atlantique et par les incertitudes sur le maintien du calendrier de l'euro monétaire européenne. Ces inquiétudes ont été alimentées par les déclarations du ministre allemand des finances, Theo Waigel, selon lesquelles le respect des critères de l'euro déterminerait son calendrier. Lundi, pour ces mêmes raisons, le Matif avait déjà perdu 98 centimes à 128,32.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Acte	Vente	Acte	Vente
12/03	12/03	14/03	14/03
1 mois	3,39	3,39	3,39
3 mois	3,43	3,43	3,43
6 mois	3,46	3,46	3,46
1 an	3,48	3,48	3,48
PIBOR FRANCS			
Pibor France 1 mois	3,48	3,48	3,48
Pibor France 3 mois	3,48	3,48	3,48
Pibor France 6 mois	3,48	3,48	3,48
Pibor France 9 mois	3,48	3,48	3,48
Pibor France 12 mois	3,48	3,48	3,48
PIBOR EURO			
Pibor Euro 3 mois	4,2500	4,2500	4,2500
Pibor Euro 6 mois	4,2500	4,2500	4,2500
Pibor Euro 12 mois	4,2500	4,2500	4,2500

MATIF

Échéances 12/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	1300	127,92	128,00	127,84	127,92</

BIOLOGIE En dépit des progrès des connaissances sur le fonctionnement du système nerveux, le mécanisme de la douleur reste largement méconnu. ● UNE ÉQUIPE française, dirigée par Michel Lazdunski (Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire du CNRS), vient de découvrir une molécule impliquée dans la toute première étape du processus complexe grâce auquel la sensation douloureuse parvient au cerveau. ● CETTE PROTEINE est un « canal ionique ». Situé dans la membrane des neurones sensoriels et principalement perméable aux ions sodium, il répond à l'acidité en émettant un signal électrique qui est ensuite relayé vers la moelle épinière et le cortex. ● LE GÈNE codant pour cette molécule a également été isolé par les auteurs de cette découverte. Ces connaissances, encore très fondamentales, pourraient aider à la mise au point de nouveaux traitements analgésiques.

rigée par Michel Lazdunski (Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire du CNRS), vient de découvrir une molécule impliquée dans la toute première étape du processus complexe

grâce auquel la sensation douloureuse parvient au cerveau. ● CETTE PROTEINE est un « canal ionique ». Situé dans la membrane des neurones sensoriels et principalement perméable

aux ions sodium, il répond à l'acidité en émettant un signal électrique qui est ensuite relayé vers la moelle épinière et le cortex. ● LE GÈNE codant pour cette molécule a également été

isolé par les auteurs de cette découverte. Ces connaissances, encore très fondamentales, pourraient aider à la mise au point de nouveaux traitements analgésiques.

La douleur et le goût empruntent les mêmes chemins

Pour la première fois, des chercheurs français ont identifié une molécule impliquée dans la sensation de la douleur. C'est un « canal ionique » identique à celui qui nous permet de percevoir l'acidité

QUE SAIT-ON des mécanismes de la douleur, cette sensation allant du désagréable à l'insupportable ? Rien ou presque. A part, peut-être, comme le résume le neurobiologiste Jean-Denis Vincent, qu'elle bénéficie « de voies et centres nerveux spécifiques et d'un statut social dont le médecin assure le ministère ». Malgré nos connaissances croissantes sur le fonctionnement du système nerveux, malgré l'itinéraire désormais certifié qu'emprunte dans le corps les messages douloureux (périphérie, moelle épinière, tronc cérébral, thalamus et cortex), malgré la prise en compte de sa dimension émotionnelle et affective, la douleur demeure la plus énigmatique de nos perceptions.

C'est dire, dans ce domaine, l'importance que revêt toute avancée scientifique, dont le but essentiel est de supprimer les souffrances physiques tout en maintenant associées à de multiples maladies. La découverte que vient d'effectuer une équipe française, dont les travaux sont publiés dans le dernier numéro de la revue *Nature* (daté du 13 mars), est à inscrire dans ce contexte. Pour la première fois, des chercheurs de l'Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire du CNRS (Sophia Antipolis, Alpes-Maritimes) ont identifié une molécule sensorielle impliquée

dans la perception de la douleur – autrement dit dans la toute première étape du processus complexe qui va conduire le message nociceptif jusqu'au cerveau. Comme la vision, l'ouïe ou l'odorat, la douleur provient en premier lieu de la stimulation d'éléments sensoriels. Ceux-ci, dispersés dans tout le corps (et particulièrement nombreux dans la peau et les viscères), se présentent comme de simples terminaisons nerveuses, oues et ramifiées, et répondent à toute sorte de signaux – brûlure, pincement, étirement, dilatation – dès lors qu'ils menacent l'intégrité du corps. On sait aussi qu'à toute perception sensorielle correspondent des molécules spécialisées, réceptrices de cette sensation. Situées dans les terminaisons libres des fibres sensorielles, ces récepteurs de la douleur sont dits « nocicepteurs ». Mais leur nature physiologique exacte, jusqu'alors, restait inconnue.

EN PASSANT PAR LE GOÛT

En identifiant pour la première fois l'un de ces nocicepteurs, l'équipe du professeur Michel Lazdunski ouvre donc une piste essentielle. La découverte est d'autant plus prometteuse qu'elle se situe dans un champ de recherche beaucoup plus général, relatif aux « canaux ioniques ». Une famille de



La technique du patch-clamp, qui revient à Erwin Neher et Bert Sakmann, a permis d'isoler des canaux ioniques. En appliquant une pipette (A), on isole un canal ionique de la cellule et on mesure les courants d'ions qui les traversent (B). Le fragment de membrane peut également être détaché, afin d'étudier la face interne des canaux (C), ou encore de modifier la composition cytoplasmique de la cellule (D).

molécules dont le rôle est d'assurer la traversée de certains ions à travers la membrane des cellules vivantes, et qui se répartissent, à mesure qu'on les étudie, être impliquées de près ou de loin dans l'ensemble des phénomènes biologiques.

Michel Lazdunski, dont l'équipe est composée de plusieurs dizaines de chercheurs, est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de ces canaux ioniques. La manière dont fut effectuée sa dernière découverte illustre bien les détours souvent imprévisibles de la

science. En effet, la voie qui le mène à la perception de la douleur passa tout d'abord par celle... de l'acidité. Autrement dit l'une des quatre composantes essentielles du goût (salé, acide, amer et sucré), dont la combinaison donne l'impression de nos sensations gustatives.

« Depuis quelques années, diverses études, menées dans notre laboratoire et ailleurs, ont montré qu'il existe une famille de canaux ioniques, impliqués dans des fonctions diverses, mais dont le point commun

est d'être « ouverts » par des acides. Par ailleurs, plusieurs études médicales, dont certaines très anciennes, laissaient penser qu'une acidité locale était associée aux douleurs symptomatiques de certaines pathologies (inflammation, ischémie, douleurs viscérales) », précise Michel Lazdunski.

D'une observation à l'autre, et les outils de la biologie moléculaire permettant de tester l'hypothèse, la vérification fut vite faite : la molécule sensorielle qui perçoit le goût acide et celle qui perçoit l'aci-

dose dans les foyers douloureux ne font qu'une : un canal ionique à proton, essentiellement perméable aux ions sodium. Ainsi s'explique, enfin, au plan biochimique, cette désagréable sensation connue de tous : qu'une goutte de citron tombe sur une petite coupure, et le nocicepteur activé par l'acidité génère un signal électrique qui, relayé vers la moelle épinière et le cerveau, prodra la sensation douloureuse.

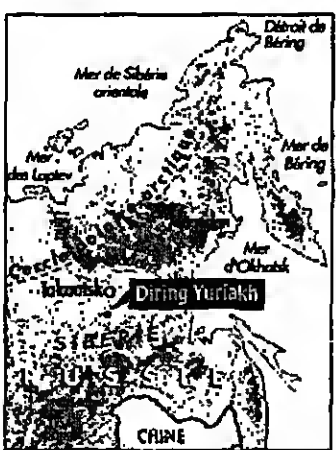
Les conséquences de cette découverte ? Pour l'essentiel, elles restent encore fondamentales. Mais l'équipe de Sophia Antipolis ne s'est pas contentée d'identifier la nature de ce nocicepteur. Elle est aussi parvenue à isoler son gène et à élucider son mécanisme de fonctionnement. Replacées dans un contexte plus général, ces connaissances pourraient ainsi aider à la mise au point de nouveaux traitements analgésiques agissant à la genèse de la sensation douloureuse. Les chercheurs ont en outre démontré que cette molécule était aussi présente dans le cerveau. Ce qui, selon eux, « suggère fortement que de légères variations d'acidité sont susceptibles de jouer un rôle important dans les processus de communication entre les cellules nerveuses ».

Catherine Vincent

Transports de vie

Les canaux ioniques, étudiés de manière intensive depuis une vingtaine d'années, sont de petites protéines qui permettent la circulation des ions de part et d'autre de la membrane des cellules vivantes. Assurant le passage du calcium, du sodium ou du potassium (pour ne citer que quelques métaux), ils interviennent dans la plupart des pathologies humaines, touchant les systèmes nerveux, cardio-vasculaire ou musculaire. « De la même manière que l'on peut définir la personnalité des hommes à leur façon de parler, la spécificité des cellules est reconnaissable à leur langage, dont les mots sont formés d'une combinaison spécifique de canaux ioniques. Cette combinaison varie non seulement d'un type de cellule à l'autre, mais aussi, pour un même type de cellules, au cours du développement », précise Michel Lazdunski. Les canaux à sodium revêtent une importance particulière pour le système nerveux. Sans eux, la propagation de l'impulsion nerveuse ne pourrait avoir lieu.

Des hommes ont-ils occupé, il y a 300 000 ans, la Sibirie centrale sur les bords de la Lena ?



Le site, découvert en 1982, lors d'une expédition menée par l'archéologue russe Yuri Mochanov, a révélé l'existence d'un gisement de quatre mille pierres taillées témoignant, selon le chercheur russe, d'une présence humaine dans cette région. Plusieurs années ont cependant été nécessaires à la communauté scientifique pour admettre l'origine humaine de ces restes, qui peuvent être facilement confondus avec des pierres d'origine naturelle. Si les informations des chercheurs américains se

confirmaient, ce site, qui domine la Lena, serait donc l'habitat humain le plus ancien de Sibirie, les autres sites déjà datés dans la région ne dépassant pas les 30 000 ans.

PAS DE TRACÉ DE FEU

Une hypothèse audacieuse que contestent d'autres spécialistes, car on n'a jamais trouvé de restes humains aussi anciens dans des zones à la température particulièrement froide. Têtu, Yuri Mochanov a proposé à ses confrères étrangers de venir sur place pour se faire une idée par eux-mêmes. Michael Waters, du département d'anthropologie et de géographie de l'université du Texas, Steven Forman et James Pierson, du département de sciences géologiques de l'université de l'Illinois, ont prélevé des alluvions et des sédiments d'origine fluviale dans la couche de terre qui entoure ces outils lithiques. Ils ont alors daté par thermoluminescence les quartz qui composent ces alluvions. Résultat : encore : entre 1,8 et 3,3 millions d'années. Pour Yuri Mochanov, les « outils » découverts ressemblent à ceux, vieux de 2,5 millions d'années, exhumés dans la gorge d'Olduvai (Tanzanie). Aussi l'archéologue russe est-il persuadé que la Sibirie centrale est un des berceaux de l'humanité.

le site de Diring Yurakh aurait un âge compris entre 260 000 et 360 000 ans.

Les résultats de ces travaux publiés dans la revue américaine *Science* du 28 février sont loin de faire l'unanimité. Outre Atlantique, Jack Rink, géologue à l'université McMaster de l'Ontario, au Canada, estime que cette nouvelle datation a besoin d'être confortée par d'autres méthodes. En France, Boris Chichlo, ethnologue et responsable du Centre d'études sibériennes du CNRS, invite à la prudence, soulignant que « les couches sédimentaires ne restent pas à l'horizontale, et subissent des remaniements ».

De son côté, Bernard Vandermeersch, professeur d'anthropologie à l'université de Bordeaux-1, a du mal à concevoir qu'il existait « une présence humaine près du cercle polaire entre 250 000 et 360 000 ans ». « A cette époque, explique-t-il, les techniques dont disposait l'homme ne lui permettaient pas de survivre dans des climats aussi rudes, et on n'a trouvé aucune trace de feu, ce qui l'aurait aidé dans sa lutte quotidienne contre les

éléments ». A la rigueur, on peut imaginer « quelque chose de limité dans l'espace, le passage par exemple d'une bande d'individus », ajoute l'anthropologue français. Mais cela est en contradiction avec « l'énorme surface » sur laquelle est installé le site de Diring Yurakh, incompatible avec la taille habituelle d'un habitat ancien.

Si de nouveaux travaux confirment l'âge de 300 000 ans pour Diring Yurakh, et si la présence humaine est bien établie, ce qui reste aussi à confirmer malgré tout, car, « depuis quinze ans, personne n'y a trouvé d'ossements humains », précise encore Boris Chichlo, les conséquences pour les scientifiques seront importantes. Car « les données les plus anciennes de Sibirie conditionnent « l'entrée » des hommes en Amérique », explique Bernard Vandermeersch. Or selon les scénarios les plus couramment admis, cette conquête du continent nord-américain par le détroit de Béring n'aurait eu lieu qu'il y a seulement 15 000 ou 30 000 ans.

Christiane Gahus

SI C'EST QUELQUE PART DANS LE MONDE, C'EST AU

SALON MONDIAL DU TOURISME

PARIS- PORTE DE VERSAILLES-HALL 5

JEUDI-VENDREDI (NOCTURNES) 11 H À 22 H

SAMEDI-DIMANCHE-LUNDI 10 H À 19 H.

20 AU 24 MARS

Venez construire les vacances dont vous rêvez !

TARIF RÉDUIT 40^F au lieu de 50^F

SUR PRÉSENTATION DE CETTE ANNONCE À L'ENTRÉE.

Offre valable pour une personne.

Les saumons pourraient être atteints par l'équivalent de la maladie de la « vache folle »

QUELQUES informations parcellaires, publiées dans le dernier numéro de l'hebdomadaire allemand *Focus*, laissent depuis quelques jours planer le doute sur la possible contamination des saumons par l'agent d'une encéphalopathie spongiforme transmissible comparable à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle ». Ces informations suscitent une vive émotion dans les milieux professionnels de l'aquaculture. Elles ont aussi trouvé un certain écho au sein de la Commission européenne, devenue hautement allergique depuis près d'un an à tous les éléments de nature à déclencher, dans le champ de l'alimentation humaine ou animale, une nouvelle affaire de santé publique.

Pour leur part, les responsables sanitaires français ont, vendredi 14 mars, pris clairement position. « Des informations en provenance d'Allemagne font état de l'existence d'une encéphalopathie spongiforme transmissible comparable à l'ESB chez certains poissons, dont le saumon, peut-on lire dans un communiqué publié par le Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (Cnvea), dépendant du ministère de l'Agriculture. Aucune donnée expérimentale ou épidémiolo-

gique ne vient supporter cette assertion. En effet, les encéphalopathies spongiformes transmissibles ont été identifiées chez certains mammifères, les autres familles de vertébrés, en particulier les oiseaux et les poissons, ne sont jamais atteintes par cette famille de maladie, que ce soit dans des conditions expérimentales ou naturelles. » Pour le Cnvea, « il s'agit bien chez le poisson, et éventuellement chez les saumons, d'une encéphalite qui, par certains aspects morphologiques, peut rappeler les lésions de l'ESB. L'origine de la maladie est bien connue : il s'agit d'un virus qui, comme tous les virus pathogènes des poissons, ne présente aucun danger pour les mammifères, et l'homme en particulier ».

La réalité pourrait toutefois être un peu plus complexe. Comme nous l'indique Lucas Delattre, notre correspondant à Bonn, les informations publiées dernièrement par *Focus* trouvent leur origine dans un article à paraître dans la revue américaine *Molecular Psychiatry*. Cet article est signé notamment du professeur Clarence J. Gibbs (Instituts nationaux américains de la santé de Bethesda, Maryland), l'un des meilleurs spécialistes internationaux des maladies à prion. Les auteurs expliquent en substance avoir réussi à identi-

fier au sein des cerveaux de saumons la molécule-prion, molécule que l'on sait être directement impliquée dans la physiopathologie de ces mystérieuses maladies.

Si cette découverte ne peut en soi être tenue pour inquiétante (la molécule-prion est synthétisée par un gène hautement conservé dans les espèces vivantes depuis les mammifères jusqu'à la mouche drosophile), elle ne peut non plus, d'un point de vue de santé publique, être sous-estimée, compte tenu des modes actuels de nourrissage de ces poissons que l'on trouve souvent présentés comme « sauvages » alors qu'ils sont le produit d'élevages industriels. Ema Bonino, commissaire européen, chargée des questions de consommation, mais depuis peu également d'une partie des affaires médicales et sanitaires de l'Union européenne, nous confie, il y a peu, ses vives inquiétudes dans ce domaine. Le Parlement européen devrait prochainement réunir une conférence internationale sur l'usage qui peut ou non être fait des farines animales, dont on sait aujourd'hui qu'elles ont été à l'origine de l'affaire de la « vache folle ».

Jean-Yves Nau

هكذا من الضمير

L'Europe à la table de l'Alsace

A Illhaeusern, les surprises d'une haute cuisine sans frontières

CONVOYANT les deux fugitifs jusqu'en Suisse, Renoir, dans *La Grande Illusion*, fait brièvement dialoguer ses héros sur la toujours délicate question de la gastronomie de survie. « Tu veux un sucre ? », demande Gabin, Maréchal dans le film, à Daillo, alias Rosenthal. Le premier a déjà pris sa part et tend le sac avec le restant des provisions à son compagnon : « J'aimerais mieux que tu le gardes, comme ça, je serai pas tenté... » « Ma pauvre vieille, fait l'autre en regardant le manteau de Maréchal, et tes boutons, tu les as aussi mangés ? »

Les deux hommes s'étaient échappés d'une forteresse où l'on serrait d'un peu près les récidivistes de la « belle », et le réalisateur avait choisi de transporter toute la fine équipe derrière les murs épais du château du Haut-Koenigsbourg, en Alsace, près de Sélestat, pour donner plus de muscle à la parabole : une Grande Guerre pouvait suffire, il était inutile de tenter à nouveau l'expérience. 1937.

Retapé entre 1902 et 1908 par Guillaume II, ce bâtiment de carton dur avait eu pour vocation de faire peser de tout son poids l'appareillage la puissante présence de l'aigle germanique sur la région. Aujourd'hui, ce sont des voyageurs allemands qui montent à l'assaut des fortifications en se demandant s'ils ont, ou non, le droit de se sentir encore un peu chez eux. A 757 mètres d'altitude, les faux vieux murs du Kaiser - rénovés et pris en charge par les Monuments historiques - sont impertinamment submergés par des cordées de curieux internationaux, dont la plupart resteront largement ignorants de la subtile ambigüité du lieu.

Politiquement sensible, l'endroit s'est doté de sentinelles attentives. Cette Maison de l'Alsace, par exemple, qui gère l'auberge médiévale, où l'on peut venir casser une petite graine, avant ou après l'éprouvante visite des ruines relevées. Pas commode sur les menus, attentive aux dérivés, intransigeante sur la couleur locale : ketchup et fast-food, *strong verboten* ; tarte à l'oignon, quiche lorraine, tourte au riesling ou paire de saucisses, nommées ici knacks, *certainly yes*. « Bitte, bestellen Sie an der Kasse », merci de bien vouloir commander à la caisse. Nous sommes en territoire français, ne l'oublions pas.

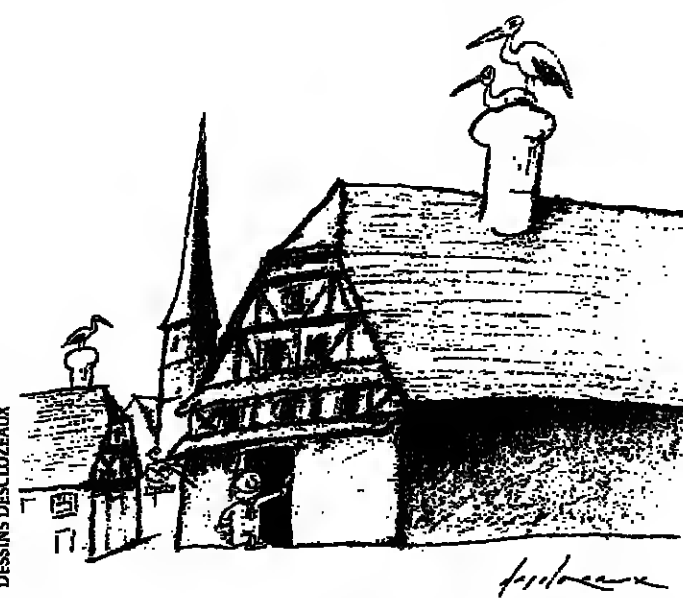
Mais où commence, ou plutôt, où finit, la France sur cette zone frontalière de la mystérieuse Europe de Schengen ; non, de Schengen ; pardon, de Schengen - plus diffi-

cile à prononcer, Maastricht serait plus facile à écrire. Alors, derrière Markolsheim, voilà le Rhin - toujours aussi ardemment protégé de l'agresseur par une casemate de la ligne Maginot conservée en l'état et toujours aussi dérisoire -, le fleuve, ironique et serein, aménagé et éternel. Il a le triomphe modeste. On le franchit sans passeport, sans identité, sans trousse, sans rien ; plus de tabac dans la roue de secours, plus de devises dans les pigeonniers de l'amoureuse. Comme il paraît loin le temps de la douane, de toutes ces douanes qui nous ont fait si délicieusement trembler, nous les petits contrevenants très purs, et déjà tellement européens.

CONCENTRATION DE BERLINES Ici donc, plus de *zoll*. Le vrai poste-frontière est un pen en arrière, à Illhaeusern. Du moins, c'est ce qu'il faut croire à en juger par la concentration de berlines, immatriculées au Luxembourg, en Suisse ou en Allemagne, qui stationnent devant le bâtiment. Et les formalités ont l'air sévères, à bien considérer le temps que leurs propriétaires passent à l'intérieur. Pas commodes, les gabelous.

En fait de vérifications, il s'agit de la balte obligée à laquelle tout bon gastronome européen se doit de sacrifier au moins une fois dans sa vie d'esthète. L'Auberge de l'ill est comme une principauté posée en appendice du traité de Rome. Le meilleur restaurant d'Alsace, l'un des plus huppés de France, fascine autant par la clairovoyance de son positionnement que par la cuisine que deux générations de chefs ne cessent de lui administrer. Un cas.

Première étoile en 1952, la troisième en 1967. Intouchée et inton-



chable depuis. C'est Paul Haeberlin qui installe la renommée ; à son fils Marc de soutenir désormais la réputation. « L'Europe, l'Europe, l'Europe ! » on se souvient de De Gaulle dégustant son effet à la sauce cabrit. A quelle sauce les Haeberlin, eux, assaisonnent-ils actuellement l'Europe ?

Il est toujours généreux de mijoter des plats qui rassemblent, des plats communautaires, des plats multiculturels et multilingues. A ce régime, on peut aussi assez rapidement atteindre à un volapük des fourneaux où, à force de s'adresser à tous, personne ne s'y retrouve ; ce qui, dans ce poste avancé du goût, ne semble pas être l'avis de la clientèle qui court-bette beaucoup devant les exploits et se confond en remerciements comme si l'addition avait déjà été facturée en euros.

Pourquoi ces tranches de mangue dans cette salade de langoustines, dont certaines incarcérées dans une croûte de riz basmati ? Pourquoi ce foie d'oie et tant de truffe pour accompagner ce pigeon en pot-au-feu, cuit impeccable-

ment comme il fallait, à la ficelle ? Pourquoi cette trop archaïque recette de mousseline de grenouilles ? Misère, voilà l'un des établissements les plus cotés du Vieux Continent en train de se parodier et de céder aux appétits venus de pays conjoints et un peu trop nantis, formule certes vieillie mais toujours d'actualité.

A Illhaeusern, l'Auberge de l'ill est un comble. L'endroit est à la fois convoité par les épargnants sérieux, qui espèrent venir s'y enlever en se demandant pourquoi cinquante ans de mariage passent aussi lentement, par des férus d'étapes gourmandes qui seront rassasiés dès que leur nom sera inscrit sur la liste d'attente, et par tous les autres, ceux qui ne se font pas d'illusions sur le sort peu prometteur que leur réserve l'avenir. Il serait urgent de classer ce restaurant à l'inventaire de quelques-unes des formes les plus chatoyantes de la fatalité.

Jean-Pierre Quélain

★ Hostellerie du Château, Orschwiller 67600. Tél. : 03-88-82-37-80. Repas : 70 F. Midi seulement.
★ Auberge de l'ill, 68970 Illhaeusern. Tél. : 03-89-71-89-00. Menu dégustation : 720 F. Le midi, menus à 510 F (en semaine) et 610 F (le week-end).

BOUTEILLE

Crozes-Hermitage

CUVÉE LOUIS BELLE

Une jeune génération de viticulteurs s'est mise à l'ouvrage le long de la vallée du Rhône. Albert Belle et son fils disposent à Larnage (Drôme) d'une installation très moderne au service des vieilles vignes des coteaux de Gervans, en amont de Tain-l'Hermitage. L'encépagement est caractéristique des vins de Crozes-Hermitage, où domine la syrah. La cuvée Louis Belle (1994) - hommage au grand-père - est issue d'une récolte à faibles rendements, extrêmement bien vinifiée. Le passage en fût ajoute de discrètes notes vanillées sous le manteau des tannins, eux-mêmes très pudiques. Finesse et longueur caractérisent le 1994, dont le potentiel paraît supérieur au millésime précédent.

★ Cuvée Louis Belle (1994) : 53 F la bouteille. Belle Père et Fils, quartier Les Marsuriaux, 26600 Larnage. Tél. : 04-75-08-24-58. Télécopie : 04-75-07-10-58.

J.-C. Rt

TOQUES EN POINTE

Bistrots

CAPPADOCE

Un restaurant modeste, cependant élégant et de bon accueil, dans le quartier Daumesnil, voici le Cappadoce. De la Russie du Sud à l'Europe centrale et au cœur du Moyen-Orient, c'est à la cuisine de l'Empire ottoman que l'on doit les *mezzés* (tables de bords-d'œuvre), les feuilles de vigne farcies, les yaourts, la viande de mouton bachie ou en brochettes, le *chiche kebab*. L'aubergine est le légume préféré, avec le fameux *Iman bayildi* (« L'iman s'est évanoui »). *Pastrami* (viande de bœuf séchée pimentée) et *sutchuk* sont des charcuteries succulentes. L'épaule d'agneau est un plat de fête. Il est servi ici le vendredi et le samedi, arrosé d'un vin généreux et léger de la Turquie d'Europe, dans une ambiance bon enfant. Formule végétarienne : 70 F. Menu : 125 F. A la carte, compter 150 F.

★ Paris, 12, rue de Capri (75012). Tél. : 01-46-46-17-20. Fermé le dimanche.

BISTRO SUMA

Une salle petite, raffinée, des tables laquées avec un gril central, le tout situé à proximité du boulevard Saint-Michel. C'est le bouche-à-oreille qui rassemble ici une clientèle étudiante, européenne aussi bien que japonaise, pour déguster promptement un dîner de brochettes, assorti de soupe *miso*, de légumes sautés et de riz nature. Tout en même temps, à la japonaise, ce sont, à la demande, *tari* (cuisses de poulet), *sasimi* (émancé de poulet), *uzura* (caillies), *kamamegi* (margot de canard), des viandes de qualité accommodées avec la sauce de soja et les épices. Le thé vert japonais s'impose comme boisson ou bien la fameuse *hière* « Sapporo ». Menus de 69 F à 130 F.

★ Paris, 10, rue Boutebrie (75005). Tél. : 01-46-33-45-92. Fermé le dimanche midi.

Jean-Claude Ribaut

Escargots de Bourgogne

Vous aimez les escargots de Bourgogne ? Les Hongrois, les Polonais, les Roumains vous en remercient. C'est de chez eux que viennent tous ceux que vous dégustez. La loi n'oblige nullement *Helix pomatia*, dit « de Bourgogne », à être récolté ou préparé sur les terres du duché éponyme. L'escargot de Bourgogne pourrait aussi bien être de Tannanarive. Il n'en a pas toujours été ainsi. En 1830, le père Vallée, anbergiste à Bassou (Yonne), ramassait bien près d'Auxerre les escargots qu'il allait cuisiner puis faire monter par bourriches, via la malle-poste de Lyon, jusqu'à la capitale. Depuis, débolsage et sulfatage ont en raison *Helix pomatia* de Bourgogne. C'est à l'est qu'il faut désormais aller les chercher. Plus de 500 tonnes de chair d'escargots, sous

forme de blocs congelés, ont été importés de la capitale, depuis deux ans, la maison Billot, premier escargotier de France (70 millions de pièces en 1996), est passée sous la coupe d'une holding belge basée à Waterloo. Ces capitaines d'industrie qui avaient jusqu'ici plutôt fait leurs preuves dans le domaine de la bouffe de Villars - ils sont leader mondial de cet objet - se sont donc diversifiés dans le gastéropode à coquille spirale. C'est en Hongrie qu'ils récoltent leurs bourgognes, entre avril et juin. Les escargots sont sautés, « non pas, précise un responsable, pour les faire dégorger, mais pour s'assurer qu'ils sont vivants et donc qu'ils se rétractent dans leurs coquilles ». Le mollusque est ensuite décoquillé à l'aide d'une fourchette spéciale ; une bonne

décoquilleuse en déloge entre 1 500 et 2 000 par heure. Comme le notait James de Coquet, l'escargot étant « aussi insensible à la ciguë que *Resputina* l'était au cyanure », il faut supprimer d'un coup de ciseau - ou d'ongle - l'estomac de l'animal. On s'assure ainsi que les toxines qui auraient pu s'y loger ne viendront pas nous empoisonner. L'animal est ensuite échaudé, congelé, puis envoyé en France. Ses escargotiers récupèrent la marchandise. Après cuisson dans un bouillon de thym et de laurier et éventuellement marinade dans du chablis, 70 % des escargots sont alors réempoissonnés et recouverts d'un beurre allié et persillé. La coquille étant d'une infernale fragilité, sorti puis réinstallé l'animal ne va pas sans casse. Les spirales vides et bien nettoyées font l'objet d'un florissant commerce. Une coquille sans

défaut se négocie aux alentours de 20 centimes, mais le mollusque persillé tout venant est plutôt logé dans la spirale turque de deuxième choix, parfois rafistolée à coups de colle alimentaire pour éviter les fuites. Contrairement à l'escargot petit-gris, dont l'élevage se développe de plus en plus chez nous, le gros-blanc, ou bourgogne, semble encore rétif à l'engraissement à coup de farines de maïs et de soja qui font le bonheur de son cousin. Grâce à ces méthodes, les chercheurs de l'INRA obtiennent en six mois un escargot que la nature mettrait deux ans à fabriquer. Tant de célérité n'est-elle pas toutefois un peu antinomique avec cet animal qui prend son temps pour chaque chose, s'accablant par exemple en une dizaine d'heures ?

Guillaume Crouzet

<p>PARIS 6°</p> <p>LE VIEIL ECU Auberge du XVII^e. Cuisine à l'ancienne. Déjeuners 65 et 99 F service rapide. Dîners 69 et 99 F - Ferm. dim. 164, rue St Honoré - M. 42.60.20.14 Pous. groupes. Salle climatisée. Amb. musical.</p>	<p>PARIS 7°</p> <p>Choumieux SPECIALISTE DE CASSINO ET COURT DE CANNES Tous les jours 12h à 14h Dimanche 12h à 14h Boulevard de St Hilaire 121 bis, 75014 Tél. 01 47 35 46 75</p>	<p>PARIS 8°</p> <p>UN PATRIS UNIQUE au calme des Ch.-Élysées FLORA DANICA (185 F) COPENHAGUE Salle climatisée MENU 240 F (boisson comprise) SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ 142, avenue des Ch.-Élysées - 01 44 13 56 25</p>	<p>PARIS 12°</p> <p>Face au port de la Bastille LE MANGETOUT Cuisine traditionnelle Spécialités : Rouennaise, Quercy, Aveyron Menu soir 90 F (boisson comprise) Menu du jour 99,50 F - Carte 150/180 24, bd de la Bastille - M. 41.43.43.15 La Soirée - Service après OPIER et Spectacles.</p>	<p>PARIS 14°</p> <p>LE LAUTREC Menu 95 F et 165 F avec vin et café Cuisine FRANÇAISE TRADITIONNELLE PRODUITS FRAIS ET MAISON PAIN MAISON 98, bd du Montparnasse Tél. : 01 43 35 08 15 - 01 43 35 03 15 Ouvert 7 jours sur 7 - 11 h 30 à 1 h de matin</p>
<p>PARIS 6°</p> <p>LE POLIDOR depuis 1845 Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire Menu midi 55 F, 100 F et Carte 99/120 F - 41, rue Monsieur Le Prince Tél. 01 43 26 95 34 - Ouvert T.L.J.</p>	<p>PARIS 7°</p> <p>CUISINE TRADITIONNELLE "Le Bistrot de Breteuil" Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité-prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là : 182 F, esprit, vrai vin de propriété (1 bouteille pour 2 personnes), café. Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, asperges saucis, mousseline, carré d'agneau, cœur de rumsteak, haddock florentine, 1/2 homard trévis (sup. - 20 F). Carte des desserts. Repas d'hiver, 7/7. 2, place de Breteuil - PARIS 7e Tél. : 01 45 61 07 27 - Fax : 01 42 73 11 08</p>	<p>PARIS 9°</p> <p>TY COZ 01 48 78 42 95 / 34 61 35, rue St Georges POISSONS - CRUSTACÉS FRUIT DE MER Menu de la "Mer" le soir : 170 F F/dim., lundi soir - Climatisé</p>	<p>PARIS 13°</p> <p>LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE Michel MOISAN 13, boulevard Auguste Blanqui Tél. 01 45 88 90 03 - 01 45 81 07 07 - Ouvert tous les jours -</p>	<p>PARIS 17°</p> <p>NEL "Les 4 Saisons" Décor 1900 Cuisine familiale "SURLINE FRICASSÉE de HOMARD AUX PÂTES FRAÎCHES..." Menu 124 (465) et 188 F / carte 220/280 F 73, rue Née - Tél. 01 44 42 81 15 - Ouvert T.L.J. Salle climatisée - Terrasse d'été</p>
<p>PARIS 1°</p> <p>L'Escargot Montorgueil Midi Bistrot 180 F. Menu de saison 250 F Carte de tradition - Tous les jours 38, rue Montorgueil - 01 42 38 83 51</p>	<p>ALSACE A PARIS T.L.J. 01 43 26 21 48 9, pl. St André-des-Arts, 6° - SALONS CHOUKROUTES, GRILLADES, FLAMMEKUECHE, POISSONS, HUITRES ET COQUILLAGES</p>	<p>PARIS 7°</p> <p>"d'chez eux" Son accueil. Son foie gras frais Sa cuisine du Sud-Ouest et ses plats de tradition Tél. : 01 47 05 52 55 2, rue de Valenciennes - 75007 PARIS (Métro les Invalides)</p>	<p>PARIS 9°</p> <p>LA TAVERNE BRENOISE "Menu de l'Ecailler" à 139 F 30 Huitres de Normandie 100 F Dessert, 1/4 de vin, Café 24 Boulevard des Italiens, Paris 9°. Tél. : 01 47 70 16 64</p>	<p>PARIS 16°</p> <p>RESTAURANT ET SALONS DE L'AEROCUB DE FRANCE Menu carte à midi : 168 F 6, rue Balibée - 75116 PARIS Tél. : 01 47 20 42 51 - Fax : 01 47 20 68 35</p>

مكتبة الأهل

Bisbilles grenobloises pour le match de rugby France-Italie

LA VILLE de Grenoble a envoyé, mardi 18 mars, une plainte à la Fédération française de rugby (FFR), avant le match amical France-Italie, prévu samedi 22 mars. Propriétaire du stade sur lequel doit se dérouler la rencontre, elle serait en effet hostile à la présence du logo du conseil général de l'Isère, dirigé par une majorité RPR-UDF, sur le rond central de la pelouse. L'espace publicitaire, objet du différend, a été acheté par le conseil général à la société de Jean-Claude Darmon, chargée de la promotion de la Fédération française de rugby (FFR). La ville de Grenoble, dont le maire est Michel Destot (PS), entendait faire savoir aux instances fédérales son désaccord sur la question.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : le sprinter australien Dean Capobianco, contrôlé positif aux stéroïdes anabolisants, a été reconnu coupable de dopage et suspendu jusqu'au 27 mai 2000 par la commission d'arbitrage de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). L'athlète avait été contrôlé positif le 27 mai 1996 mais avait pu participer aux Jeux d'Atlanta, la Fédération australienne d'athlétisme ayant observé des lacunes dans la procédure. Dean Capobianco maintient avoir été victime d'une erreur dans les échantillons d'urine et a déclaré qu'il entendait se pourvoir devant un tribunal civil. (AFP)

■ **HALTÉROPHILIE** : le journaliste de télévision Pierre Fulla (France 2) a décidé de tenter une action de sauvetage pour sortir l'haltérophilie de la grave crise qu'elle traverse. Il a créé, sous forme d'association, un « Comité national d'haltérophilie musculaire et culturisme » (CNHMC), qui, à terme, pourrait récupérer l'agrément que le ministère des sports devrait retirer à la Fédération actuelle. La situation financière catastrophique de cette dernière devrait déboucher sur une liquidation judiciaire, le ministère ayant déjà suspendu sa délégation de pouvoir et gelé les subventions. (AFP)

■ **FOOTBALL** : des supporters de Southampton ont porté plainte contre Patrick Vieira, accusant le jeune international français de leur avoir adressé des gestes obscènes, lors de la victoire d'Arsenal au stade du Dell (2-0), samedi 15 mars, lors de la 31^e journée du championnat d'Angleterre de football. (AFP)

Christophe Auguin tire le bilan de sa victoire dans le Vendée Globe

Le recordman du Tour du monde en solitaire souhaite, qu'à l'avenir, les concurrents hors course arrivent ailleurs qu'aux Sables-d'Olonne, afin qu'il n'y ait plus de confusion sur la nature des performances

CELA FAIT UN MOIS qu'il est rentré à bon port. Après 105 jours et 20 heures de mer, Christophe Auguin est devenu, le 17 février, le troisième vainqueur du Vendée Globe et le détenteur du record du tour du monde en solitaire. La course ne sera cependant vraiment terminée pour lui que lorsqu'il aura accueilli les deux derniers concurrents. Comme pour tous les autres, il sera à l'arrivée de l'Anglais Pete Goss (à 1 439 milles du but), le sauveur de Raphaël Dinelli, et de Catherine Chabaud (à 1 432 milles de l'arrivée), la première femme à boucler en course un tour du monde à voile en solitaire, sans escale et sans assistance.

Christophe Auguin n'a pas vraiment eu le temps de « toucher terre » depuis son retour. Il lui a d'abord fallu assurer son avenir. Son contrat sportif et technique a pris fin au lendemain de l'arrivée aux Sables-d'Olonne. Et les dix années de collaboration entre le marin et le leader français du transport routier auraient pu s'achever sur ce troisième succès dans un tour du monde après les victoires dans les BOC Challenge en 1991 et en 1995.

Une semaine avant l'arrivée de la course, Geodis, une filiale de la SNCF dirigée par Claude Gressier, n'avait utilisé les exploits de Christophe Auguin que pour sa seule communication interne. Les retombées du 17 février ont permis à l'entreprise de se faire un nom. Et ses actions ont pris 15 % depuis le jour de l'arrivée. Christophe Auguin a fait comprendre à ce partenaire fidèle que d'autres entreprises lui proposaient une collaboration. « Mon action personnelle n'a rien de spectaculaire. Il fallait capitaliser tout de suite sur ma victoire pour annoncer un renouvellement de mon contrat, ou un nouvel accord avec une autre entreprise. Dans ce dernier cas, il fallait éviter une sortie brutale de notre partenaire qui pouvait avoir un effet désastreux sur une image de conquête qui venait juste d'être créée. »

En attendant de connaître la réponse de Geodis, qui devrait être annoncée avant la fin du mois de mars, Christophe Auguin a peaufiné son programme de compétitions pour les années à venir. Il y aura d'abord, en janvier 1998, ce New York-San Francisco en équipage, mis au point par les solitaires du Vendée Globe pendant leur tour du monde. « Cette Route de l'Or, symbole de l'histoire des États-Unis, devrait avoir un grand impact international. Elle

rassemblera plus d'une dizaine des meilleurs 60 pions européens et américains. Pendant deux mois, sur la distance des trois quarts d'un tour du monde, nous nous affronterons en faisant des moyennes de 400 milles par jour. Le parcours est difficile, surtout avec la remontée du Pacifique, le long des côtes chiliennes, dans les terribles tempêtes générées par la cordillère des Andes. »

Ensuite, Christophe Auguin se mettra tout de suite à la préparation d'un nouveau projet pour la Whitbread de 2001, la course autour du monde en équipage. « Il faudrait commencer dès maintenant à travailler sur le projet de bateau. Mais un gros budget n'est pas indispensable pour avoir des chances de gagner. Surtout qu'il y a eu de mauvais exemples dans la voile française ces dernières années qui ont fait beaucoup de mal à l'image de notre sport. Des équipiers français doivent commencer à se

impassible. Je comprends qu'un concurrent qui est obligé de s'arrêter pour réparer ait envie, comme son sponsor, de continuer. Mais il repart alors pour une aventure complètement différente. Ce n'est pas du tout la même chose que de courir cent jours sans arrêt et sans assistance, il faut gérer le bateau et le bonhomme pour arriver au port sans encombre. La question de la vitesse est alors secondaire. J'ai fait un demi-tour du monde à fond, et puis quand j'ai eu 1 000 milles d'avance j'ai perdu la moitié de l'avance que j'avais sur le record de Tison Lamazou. »

Christophe Auguin salue la motivation de ceux qui sont repartis hors course ainsi que les performances d'Isabelle Antissier et d'Yves Parlier dans les mers du Sud, mais il demande aux concurrents et aux organisateurs de se réarmer pour trouver une solution. « Il faut certainement deux classements et

Des marins sans statut social

Les primes à l'arrivée du Vendée Globe étaient de 400 000 francs pour le premier, 200 000 francs pour le deuxième et 100 000 francs pour le troisième. Comme les autres revenus très des retombées de la course, elles seront imposées au taux maximum comme les revenus d'une année alors qu'elles sont l'aboutissement d'une longue préparation. « Nous sommes considérés par le fisc de la même façon que les joueurs de tennis qui font des tournois toute l'année pendant plusieurs saisons, déplore Christophe Auguin. Nos 60 pions sont taxés comme des bateaux de croisière. Ce n'est pas très incitatif pour nos sponsors. »

préparer à ce que nous pourrions faire dans quatre ans, en s'engageant dans la prochaine Whitbread. »

Éventuellement Christophe Auguin n'exclut pas de mettre son expérience au service d'un défi français pour la Coupe de l'Amérique de l'an 2000, en Nouvelle-Zélande. Mais depuis un mois il pense avant tout à « tirer profit » de son succès pour pouvoir acheter la maison dont il rêve. Il va prochainement publier un carnet de bord. Il a vendu – au prix d'un reportage en Afghanistan – ses images à l'Envoyé spécial, l'émission de France 2 et de service public, auquel il est « attaché ». Il y aura ensuite un film vidéo dédicatant une expérience qu'il avait « traumatisante ».

Reste encore pour Christophe Auguin à reprendre sa critique du règlement du Vendée Globe. « On aurait pu voir Isabelle Antissier arriver avant moi aux Sables-d'Olonne, alors qu'elle se trouvait hors course pour avoir fait escale. Tout le monde se serait retrouvé dans une situation

deux lignes d'arrivée différentes. » Le vainqueur du Vendée Globe souhaite ainsi ne pas être dépossédé de ce qui fut aussi une épreuve personnelle. « Le jour du départ, on sait qu'on s'embarque pour plus de cent jours de solitude, et c'est presque insupportable. Et puis, après dix jours de solitude, j'avais particulièrement conscience des dangers que je courais. Dans cette course, il y en a toujours eu au moins un qui n'est jamais revenu. »

Christophe Auguin n'oublie pas son ami Gery Rouff, avec lequel il communiquait plusieurs fois par jour jusqu'à ce 7 janvier, date du dernier relevé de la position du Canadien. Avant de s'habiller à cette absence, Christophe Auguin fait un dernier bilan d'une course pour laquelle il se sera préparé pendant une quinzaine d'années. « Je ne suis pas le même depuis mon retour, parce que c'est extraordinairement enrichissant d'avoir eu autant de temps face à soi-même pour réfléchir. »

Christophe de Chenay

La Fédération française d'équitation est au bord de l'éclatement

La cohabitation impossible de trois délégations

UN IMMEUBLE cossu, au 30 de l'avenue d'Iéna, abrite depuis dix-huit mois le siège de la Fédération française d'équitation (FFE). Rien ne semble devoir troubler l'ambiance feutrée. Une crise particulièrement violente attise pourtant passions et soupçons dans les étages. Au premier, dans son bureau de président de la FFE, le champion olympique 1988, Pierre Durand, s'étonne ainsi qu'une bande dessinée, dirigée contre lui et signée par une mystérieuse Association des amis du premier mandat de Pierre Durand, ait été expédiée, comme semble le prouver un numéro de machine à affranchir, depuis les bureaux de la Délégation nationale de l'équitation sur poney (DNEP), situés trois niveaux plus haut.

Depuis quelques semaines, tout semble permis avenue d'Iéna : on y apprend que Pierre Durand serait une « canaille », mais aussi que Serge Lecomte, président de la DNEP et chef de file de l'opposition, serait un personnage « cynique, colérique et grossier ». De graves accusations envers le président de la FFE ont été diffusées via Internet, poussant l'ancien propriétaire de Jappeloup à saisir la justice pour « propagation d'informations diffamantes et attaques sur la vie privée ».

Ce conflit a été déclenché par le décret ministériel du 27 octobre 1995 définissant des statuts types auxquels les fédérations sportives devaient se conformer avant le 31 décembre 1996. Ce qu'elles ont fait... à l'exception d'une seule. C'est que la FFE n'est par une fédération, comme les autres. Pour des raisons historiques, elle est composée de trois délégations autonomes : DNEP (équitation sur poney), DNSE (sports équestres), dont Pierre Durand cumule la présidence avec celle de la FFE, et DNTF (tourisme équestre). Les statuts de la FFE ne peuvent être modifiés qu'avec l'accord de chacune des délégations. Or, le 19 novembre 1996, la DNEP émettait un avis défavorable, entraînant le report sine die de l'assemblée générale extraordinaire de la FFE et bloquant le processus de mise en conformité des statuts.

Selon les responsables de la DNEP, les statuts proposés imposent une structure monolithique supposant que les délégations renoncent à leur autonomie et laissent aux établissements professionnels – « qui sont large-

ment majoritaires dans le monde du poney » – une place insuffisante. « Pierre Durand demande de liquider ce que les poney-clubs ont construit depuis vingt-cinq ans », affirme Serge Lecomte, qui a reçu au passage le renfort de Jacques Giscard d'Estaing, président du Syndicat national des exploitants d'établissements professionnels d'enseignement de l'équitation (SNEEPPE). « Le problème est que cohabitent depuis dix ans au sein de la FFE trois délégations qui ne tendent pas vers les mêmes objectifs, notamment celui d'une plus grande unité qui éviterait les tensions et la concurrence entre elles », estime quant à lui Pierre Durand, qui espère être réélu mardi 18 mars à la tête de la DNSE, sans quoi il verrait sa position considérablement affaiblie.

DEUX LOGIQUES S'OPPOSENT

Schématiquement, s'opposent une logique associative centrée sur la pratique sportive et la compétition, représentée par Pierre Durand, et une logique économique plaçant au premier plan la distribution de loisirs sportifs défendue par Serge Lecomte. Le système confédéral jusqu'alors en vigueur avait permis de faire cohabiter tant bien que mal ces deux approches au sein d'une même structure. La réforme des statuts a fait voler en éclats ce fragile équilibre. Bile que le ministère de la jeunesse et des sports vienne de faire quelques concessions afin de permettre une meilleure représentation des professionnels au sein de la FFE, les deux camps paraissent aujourd'hui prêts à provoquer l'éclatement de la Fédération.

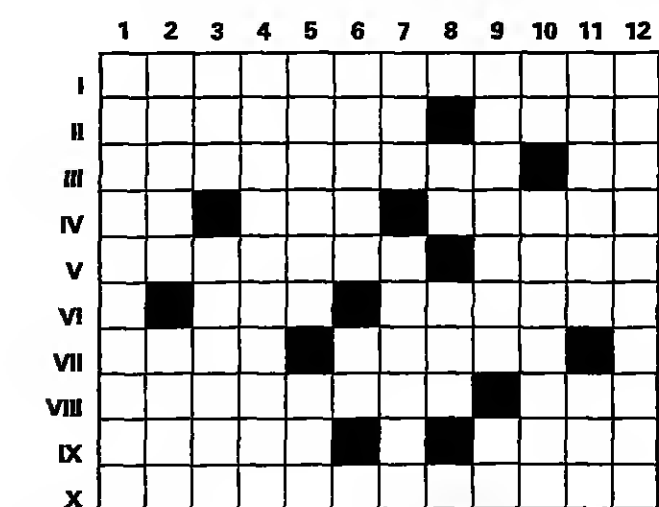
« La réforme statutaire se fera, affirme Pierre Durand. Une assemblée générale modificatrice sera convoquée et, si la majorité des deux tiers n'est pas atteinte, les deux délégations favorables au nouveau statut (DNSE et DNTF) sortiront de la fédération actuelle, créeront une nouvelle structure et demanderont la délégation ministérielle. » « D'une façon ou d'une autre, la DNEP préservera son autonomie, s'il le faut au prix de la partition », dit-on en écho du côté des poneys. Le médiateur, que s'apprête à nommer le ministre de la jeunesse et des sports Guy Druet, qui a reçu les protagonistes de l'affaire le 25 février, aura de l'ouvrage.

Gilles Van Kote

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97050

3615 LEMONDE, Impey SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Permet de réparer un oubli. – II. Prétentieux mais avec style. Toujours en activité malgré son âge. – III. Font leur retour dans la vie active. Négation dans l'autre sens. – IV. Grande réunion. Des chaînes en Asie et en Crète. Fis le plein. – V. Leur vie est faite de bruits de ficelles. Une boîte bien pleine. – VI. Va avec la manière. Venir d'ailleurs. – VII. Un gros renfort pour San Antonio. A été attiré par les aimants. – VIII. Prendraient connaissance. Personnel. – IX. Est devenue sainte après avoir crevé les

yeux de son fils. Les autres en Israël. – X. Facilite le retour à l'envoyeur.

VERTICALEMENT

1. Sous le parapluie de l'Etat. – 2. Arrive la dernière en Grèce. Une rale mal faite. – 3. Prend le maximum de vent. Faire connaître. – 4. Se prend pour Jupiter. – 5. Vient d'être nommé. On les retrouve en liesse. – 6. La propriété anglaise qui pollue notre langue. Un peu de germanium. – 7. Sillonner l'île-de-France. Le temps du spectacle. – 8. Conjonction. Donne l'impulsion. – 9. Seront-elles prêtes à temps

pour la monnaie unique ? Stratégie chinoise. – 10. Toujours dans les pattes. Mise en lignes quand elle est haute. – 11. Est de retour à Rome. Les fleurs du roi. – 12. Jules Romain l'a très bien exprimé dans son œuvre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97049

HORIZONTALEMENT

I. Taille-cravate. – II. Accourus. EYA. – III. Beat. Brejnev. – IV. Er. Touers. Re. – V. Légères. Blet. – VI. Les Es. Point. – VII. Nos. Litote. – VIII. OPEP. Solen. – IX. No. Étamers. Os. – X. Surnuméraire.

VERTICALEMENT

1. Tabellions. – 2. Acérés. Pou. – 3. Ica. Gène. – 4. Lotte. Open. – 5. Lu. Ores. Tu. – 6. Erbes. Sam. – 7. Cures. Lomé. – 8. Réer. Pier. – 9. Jabotera. – 10. Yen. Lion. – 11. Otérent. Or. – 12. Navetteuse.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0396-2337

Imprimerie du Monde

12, rue M. Gumbourg

94852 Ivry cedex

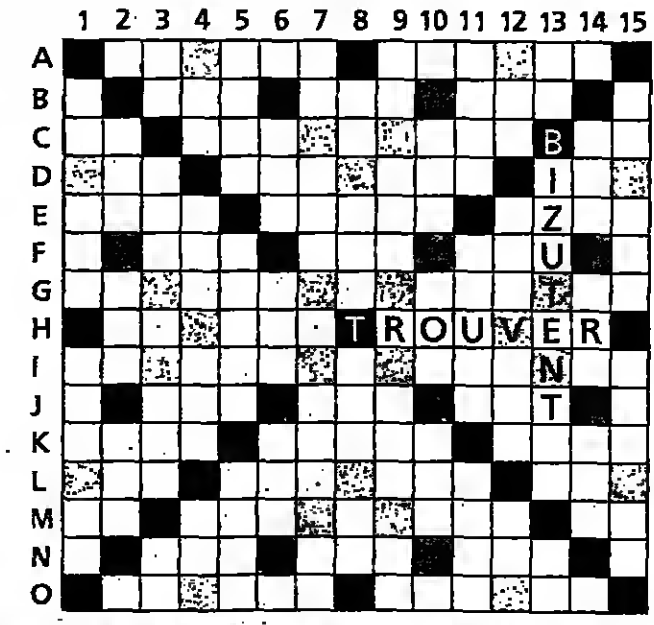
PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE® PROBLÈME N° 9

A la recherche du troisième mot

1) Vous avez tiré B D E E O I R
a) Trouvez et placez un mot de sept lettres. Deux placements sont possibles, dont l'un rapporte 122 points et l'autre 64.
b) Avec ce même tirage, trouvez quatre mots de huit lettres en le complétant avec quatre lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.
N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2) Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine
c) Premier tirage : A C E H N R
S. Trouvez un sept-lettres.
d) Deuxième tirage : A I J O S T
T. En utilisant deux lettres du tirage précédent, trouvez deux huit-lettres.
Solutions dans Le Monde du 26 mars.



Solution du problème paru dans Le Monde du 12 mars. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) DÉBRAIE, 9 C, 72, faisant

INTERROI, G 8, 65, faisant GO.
b) DÉLIBÉRA, J 3, 65. – DAUBIÈRE, K 3, 61. – BANDIÈRE, M 3, 76 (78 en 3 F), nu l'anagramme DÉBINERA-DÉBITERA, N 1, 76. – BRADERIE, C 7, 78, faisant R, F et L.
c) TROUVER ou ROUVERT.
d) BIZUTENT

Michel Charlemagne

مكتبة الشهاب

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 19 MARS 1997

FORUM Le mouvement lancé le 11 février par l'appel de 59 cinéastes à la désobéissance civile contre les lois sur l'immigration a connu un écho très supérieur à ce qu'espé-

raient ses initiateurs. Culminant avec la manifestation du 22 février, il a modifié le débat national sur ce sujet. ● LE « COLLECTIF » des réalisateurs s'est dissous après la mani-

festation sans s'être jamais officiellement constitué, en appelant chacun à continuer l'action par ses propres moyens, ce qui les a déjà amenés à se retrouver sur des actions précises,

comme la réalisation d'un court métrage pour les sans-papiers (Le Monde du 14 mars). ● L'INVENTION de nouvelles manières de faire de la politique, dans un rapport très cri-

tique aux instances existantes, sous-tend les développements d'une démarche qui symbolise l'entrée en lice d'une nouvelle génération face aux grandes questions de société.

Douze cinéastes témoignent de leur engagement citoyen

Cherchant à conserver l'élan de leur action en faveur des immigrés, quelques-uns des signataires de l'Appel des 59 contre les lois Pasqua-Debré s'interrogent sur le trajet parcouru et sur la poursuite du mouvement

Ils ne sont en aucun cas les leaders d'un mouvement qui a pris grand soin d'éviter toute hiérarchisation et toute « starification ». Ils sont simplement, dans la diversité de leurs points de vue, douze cinéastes qui ont participé depuis le début du mois de février à la protestation contre les lois sur l'immigration. Ils appartiennent à des générations différentes, même si la plupart n'ont pas quarante ans ; ils – et elles, le mouvement compte de nombreuses femmes – ont des parcours différents, beaucoup n'avaient jamais « fait de politique » au sens habituel. Depuis la rédaction de l'Appel des 59, paru dans *Le Monde* du 12 février, et dans toutes leurs interventions depuis, ils ont tenu à des générations différentes, même si la plupart n'ont pas quarante ans ; ils – et elles, le mouvement compte de nombreuses femmes – ont des parcours différents, beaucoup n'avaient jamais « fait de politique » au sens habituel. Depuis la rédaction de l'Appel des 59, paru dans *Le Monde* du 12 février, et dans toutes leurs interventions depuis, ils ont tenu à des générations différentes, même si la plupart n'ont pas quarante ans ; ils – et elles, le mouvement compte de nombreuses femmes – ont des parcours différents, beaucoup n'avaient jamais « fait de politique » au sens habituel.



PASCALE FERRAN

L y a un an, Arnaud Desplechin m'a appelée, pour parler de la possibilité de faire quelque chose contre les lois Pasqua. Sur le moment nous n'avons pas trouvé, mais je me suis interrogée sur la nécessité d'une action collective réunissant des cinéastes de ma génération. J'ai commencé à assister à des réunions de la SRF (Société des réalisateurs de films) pour sortir de l'isolement. Hormis Desplechin (avec qui Pascale Ferran a été élève à l'Idhec, avec lequel elle a écrit le scénario de son film, *Petits arrangements avec les morts*, et celui du film de Desplechin, *La Sentinelle*, M2L), je fréquentais très peu les autres cinéastes. Et je n'avais pas eu d'activités militantes depuis le lycée.

Après les événements de Saint-Bernard, j'ai écrit une lettre à une quinzaine de cinéastes que, pour la plupart, je ne connaissais pas, leur parlant de l'hypothèse d'une mobilisation, moins contre le Front national que contre la dérive à droite de l'ensemble du paysage politique. Nous nous sommes rencontrés, nous avons parlé de la possibilité de nous exprimer publiquement sur d'autres sujets que la fabrication de nos films. Ensuite, par hasard, j'ai entendu à la radio l'histoire de M^{me} Delhombe, condamnée pour ne pas avoir dénoncé un immigré ; j'ai pensé aussitôt que c'était peut-être le déclin. J'ai appelé Desplechin. C'était un mardi après-midi.

On décide de se voir dans un café le mercredi matin ; on jette quelques lignes sur une feuille, première mouture de ce qui deviendra l'Appel des 59. On travaille tous les deux comme sur un scénario, sans « penser politiquement » le texte. On

écrit, on échange, on essaie de voir ce que ça raconte. Notre idée est d'embrasser tout d'un coup une position défensive, cesser d'être toujours en réponse vis-à-vis de Le Pen, occuper le terrain, pratiquement et symboliquement, selon nos propres critères. Cédric Klapisch puis une vingtaine d'autres nous rejoignent avec lesquels nous terminons le texte de l'Appel, qui paraît dans *Le Monde* le mardi suivant, 11 février (dans 12), puis le lendemain dans *Libération* et *Les Inrockuptibles*. Pour nous c'était terminé, nous avions joué notre rôle, à d'autres de reprendre le flambeau. Mais, dès le mardi 15 heures, « le standard explose » : toutes les télé, les radios, les autres journaux nous appellent, on est sidéré.

Pris de court, nous avons défini à la va-vite quelques réactions. D'abord on ne délègue rien, on ne fait pas appel à des secrétaires ou des bureaux de production, c'est une initiative de citoyens, pas de professionnels. Ensuite, pas d'organe permanent, mais la mise en place de parole-parole par rotation. Enfin la convocation d'une conférence de presse le mercredi après-

midi – première confrontation avec des problèmes logistiques... Juste avant, on se retrouve à vingt-cinq dans un bistrot ; à nouveau, nous décidons qu'ensuite, on arrête, en demandant à la SRF de prendre le relais. Mais un désir d'action collective apparaît, tandis que naissent d'autres collectifs, à commencer par celui des écrivains.

A ce moment-là, le mouvement se développe sur deux plans. Entre cinéastes, nous tenons une réunion tous les deux jours, dans un parti pris de démocratie directe dont on découvre qu'il est long et compliqué. Nous avons des désaccords, qui se cristallisent en gros entre ceux qui sont partisans d'actions concrètes immédiates mais forcément dans les cadres existants et avec des méthodes déjà utilisées et ceux – dont je suis – qui cherchent à inventer un autre rapport à la politique, dans une perspective longue. Il y a un débat, dans une ambiance extraordinairement respectueuse des uns et des autres, une sorte de douceur qui m'étonne. La plupart des présents ont entre trente et trente-cinq ans, pas de culture de l'action politique, ils cherchent, et chacun montre un

énorme investissement affectif. En revanche, au sein de la coordination, apparaissent très vite les rapports de force, les manœuvres, d'où le désir d'en sortir dès que possible.

J'ai plaidé pour la dissolution du collectif afin que les appareils prennent le relais, et pour poursuivre une réflexion commune sans être à la remorque des politiques et des médias. A mes yeux, l'Appel avait trois objectifs : ouvrir un débat de fond sur l'immigration après quinze ans de dérives ; ce but-là a manifestement été atteint. Ensuite, très pratiquement, sensibiliser sur la situation inadmissible des sans-papiers ; certains pas ont été faits et des actions sont en cours. Enfin réinventer une pratique politique, avec l'idée de transformer l'effondrement des années 80 en chance historique, en possibilité d'imaginer d'autres méthodes. En ce qui me concerne, poursuivre l'action se situe sur le terrain personnel, en tant que citoyenne, pas comme cinéaste. On verra bien comment cela se traduit dans mes films.

★ Dernier film : *L'Age des possibles*.



BERTRAND TAVERNIER

J'ai reçu le texte de l'Appel par Marion Vernoux et Jacques Audiard, et je l'ai immédiatement trouvé formidable. Cela fait longtemps que je participe à des actions dans ce domaine, en particulier contre les lois Pasqua et en faveur des sans-papiers, mais cette initiative avait une force et une originalité particulières. Il ne

me semble pas fortuit qu'elle vienne de cinéastes. Pas seulement parce que la plupart d'entre eux, contrairement à ce qu'on dit, font des films en phase avec la réalité sociale, et aussi parce que, du fait des difficultés de diffusion, nous allons constamment en province, en banlieue, à la rencontre des gens pour montrer nos films, ce qui finit par donner une véritable connaissance de terrain. Il y a aussi dans le texte une idée de mise en scène, une idée dramaturgique et morale : la désobéissance civile.

On s'est polarisé ensuite sur le premier article de la loi Debré, alors que la remise en cause de l'ensemble des lois actuelles et à venir était très claire. Mais ce premier article était le seul auquel, à titre personnel, on pouvait désobéir, il était naturel d'en faire le levier de cette action. L'intelligence de l'Appel, et un autre de ses aspects « cinématographiques », est qu'il pointe la dérive d'un « personnage », en glissant du clandestin au sans-papiers puis à tous les immigrés pour en faire abusivement des responsables de tous les problèmes. Le mouvement est parti de cette « faute de scénario » en même temps que d'un écoulement face à l'irresponsabilité des politiques.

Dès le début, il a été clair que l'Appel ne devait être qu'un point de départ, qui devait être repris par d'autres, même si personne n'avait prévu que ce serait dans ces proportions, pour culminer avec la manifestation du 22 février. Etant l'un des signataires les plus connus des médias, j'ai été énormément sollicité, j'ai renvoyé sur d'autres cinéastes autant que possible, et j'ai toujours tenu au courant le collectif de ce que je faisais. J'ai voulu être un militant de base. Ayant un certain passé dans l'action politique, j'ai observé passionnément une nouvelle génération en découvrir les rouages, les méthodes et les pièges. A mon sens, l'ensemble du parcours – du premier appel à la dissolution du collectif en passant par la conférence de presse et le texte de Desplechin et Ferran publié dans *Le Monde* du 18 février – est un sans-faute.

En ce qui me concerne, pour suivre l'action sous d'autres formes se traduira peut-être par un film. Après la suggestion méprisante du ministre de la ville de mettre des cinéastes en résidence, les habitants du quartier qu'il m'avait assigné m'ont invité ; je compte y retourner passer une semaine et sans doute tourner un documentaire. De toute manière, ce qui est arrivé transparaîtra dans mes prochaines réalisations.

★ Dernier film : *Capitaine Conan*.



ARNAUD DESPLECHIN

En lisant les journaux, j'ai depuis plusieurs années le sentiment d'une dérive grave. Lorsqu'on apprend, par exemple, comment des fonctionnaires mentent et manipulent systématiquement des immigrés sur les expulsions. Au problème strict de l'expulsion s'ajoute le fait que l'administration de la République utilise la tricherie comme méthode, perspective terriblement inquiétante. A la suite d'un appel de Bourdieu et Derrida pour soutenir financièrement le Gisti, j'ai reçu régulièrement leur bulletin, *Plein droit*, où on découvre énormément de cas précis qui confirment une situation inadmissible. Ensuite, l'occupation de Saint-Bernard m'a semblé un pas important : les sans-

papiers avaient compris qu'à un moment il fallait devenir « visible », même si on est hors la loi. Et parler en son propre nom.

Tout cela nous a aidés à concevoir le texte de l'Appel, qui ne devait pas être généraliste ni rester dans le registre altruiste. L'altruisme n'est pas un ressort fiable en politique. Il fallait partir de ce qui me concernait personnellement : le sort des sans-papiers et la condamnation de M^{me} Delhombe me sont insupportables à moi ; à partir de là, je peux parler autrement qu'en termes généraux. D'où l'idée de la désobéissance. Il me semble que le système politique s'est mis à fonctionner de telle manière que toute manifestation de mécontentement, toute forme de plainte face à un état de fait, se transforme en acte régressif alimentant les forces réactionnaires. Ce devrait être la tâche des partis de gauche de transformer le mécontentement en geste progressiste, mais ils ont cessé de le faire. Je suis atterré quand François Hollande déclare qu'il est souhaitable que la société civile réveille les partis, je croyais que c'était le contraire.

Le texte de l'Appel a été discuté et amendé par de nombreux autres réalisateurs, comme Klapisch, Claire Denis, Catherine Corsini, Yolande Zauberman. Nous l'avons fait circuler parmi les cinéastes de notre génération parce que c'était plus fa-

cile, on ne se souciait pas d'une étiquette corporative. La première surprise a été la découverte d'une approbation intense, et d'une demande chez pratiquement tous ceux auxquels on s'est adressé. Ensuite, on a vu que la machine médiatique pouvait fonctionner de manière bénéfique, que le couple pouvoit-médias démonté par Bourdieu agit de manière moins rigide qu'il ne le dit. Une fois que l'écho s'est amplifié, nous n'avons pas à exister en tant qu'organisation, la bonne solution a été de manifester le 22 février derrière les sans-papiers, sans banderoles.

Le mouvement des sans-papiers est aujourd'hui la seule forme d'organisation digne, qui nous a permis de retrouver joyeusement un rôle citoyen. Je considère le PS comme totalement disqualifié, pas nécessairement Robert Badinter, Julien Dray ou Michel Rocard – dont l'article dans *Le Monde* aurait dû faire événement : il est inconcevable que son propre parti ne lui donne aucun écho. Pour moi, poursuivre le mouvement signifie lutter sur des cas particuliers, comme celui d'une étudiante africaine à Roubaix, en vue d'expulsion de façon intolérable. Il faut trouver des formes d'action politique et juridique efficaces en partant de situations pratiques.

★ Dernier film : *Comment je me suis disputé (ma vie sexuelle)*.

pas encore les pieds sur terre à prendre conscience. C'est positif, mais ce qu'on a gagné est que nous ne dénonçons plus les étrangers (je parle des gens qui n'ont pas de mal à utiliser ce mot), ce sont eux qui se dénoncent eux-mêmes. Le résultat est loin d'être satisfaisant.

Ce n'est pas une critique à mes confrères (ni à moi-même qui faisais partie de ce mouvement), simplement une constatation, un bilan. Je me dis que les manifestations ne servent plus à rien, même si c'est bien d'en faire – et j'y étais. A celle contre la guerre du Golfe, on n'était pas nombreux, et j'y étais aussi. Malheureusement, ce ne sont peut-être que des lemmes médiatiques, comme les pétitions. La preuve, les gens contre qui nous sommes censés nous battre rigolent. A part avoir ennuyé les ministres le temps d'un week-end, je ne vois pas ce qu'on a réussi à faire d'efficace.

Mon film *Bye-Bye* perd un peu de ça : comment on peut vivre dans un pays comme la France en étant d'origine étrangère. En l'occurrence, maghrébine. Et dans mes prochains films, je vais continuer à m'investir dans cette direction. Je pense que chaque citoyen doit combattre avec ses armes. Nous sommes cinéastes, nous ne sommes pas des hommes poli-

tiques, nous ne sommes pas faits pour participer à des débats télévisés et donner des interviews sur des problèmes de société, mais pour faire des films ; et c'est dans nos films que notre pensée politique, sociale et humaniste doit se voir. C'est le combat que j'ai choisi, sans pour autant faire du film à message, du militantisme. J'essaie de faire des films comme des anti-corps, pour lutter contre de mauvais virus, sans être encore assez performant.

Ma première réponse à l'histoire de M^{me} Delhombe a été : « C'est génial, ça peut faire un bon sujet de film ! » Faire un film sur cette histoire était peut-être plus intéressant que d'accoucher d'un souris mais, s'il fallait signer à nouveau ce manifeste, je le signerais quinze fois. Si on veut faire vraiment quelque chose pour la France, pour notre pays, il faut être efficace, peut-être penser différemment. Je ne crois pas que les débats télévisés aient eu la moindre efficacité, ils ne dérangent absolument pas le Front national ni M. Chirac. Chaque citoyen doit agir à son niveau, le boulanger, le chirurgien et le cinéaste dans leurs métiers respectifs.

★ Dernier film : *Bye-Bye*.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES
Direction MICHEL FAGADAU

OURAGAN SUR LE CAINE

100^e - 30 DERNIERES

"Robert Hossein est magistral ! Il rappelle l'avocat joué par le grand Rainu dans 'Les Inconnus dans la maison' d'Henri Decoin..."
LE MONDE.

"Haletant... Passionnant ! On ne décroche pas une seule seconde..."
LA VIE.

"Une tempête qui déchire les âmes..."
VAUCLUSE MATIN.

"Une actualité opportune ! Mise en scène, belle distribution et jeu impeccable de Robert Hossein..."
NOUVEL OBSERVATEUR.

RÉALISÉ ET INTERPRÉTÉ PAR
ROBERT HOSSEIN

SYLVAIN JOUBERT - MARC CASSOT - JEAN NEGRONI
HELENE MEDIQUE - HERVE BELLON - FREDERIC SMIKATA
YVES LEMOIGN - CHEIK DOUKOURE - STEPHANE BOUTET

LOC. 01 53 23 99 19



KARIM DRIDI

M ALIK CHIBANE, Mehdi Charef, d'autres... et moi-même, nous avons du mal à utiliser le mot « étranger ». Nous sommes directement concernés, nous sommes nés avec ce problème. Quand Arnaud Desplechin m'a proposé de signer, j'ai donc répondu que c'était l'évidence même. J'étais content de cette envie d'essayer de faire avancer les choses par ce manifeste. Mais à la fin, c'est quand même un éléphant qui accouche d'une souris. Parce que, d'accord, on a dit qu'on en avait marre, qu'il fallait que ça bouge, et ça a conduit peut-être certaines personnes qui n'avaient

هكذا من الضحك



GERARD MORDILLAT

NICOLAS PHILIBERT n'a appelé le dimanche précédent la parution de l'Appel. Je l'ai signé avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il correspondait aux actions que nous menions au sein de la SRF (Société des réalisateurs de films, NDRL), comme le soutien aux cinéastes algériens, mais aussi des interventions dans le domaine cinématographique : tout à coup, ce que nous défendions sur le terrain

professionnel trouvait une traduction au niveau social. Le mouvement est parti des cinéastes parce que ceux-ci discutent et travaillent ensemble bien plus que des écrivains ou des architectes.

Lorsque le mouvement a pris de l'ampleur, mon souci a été que cette démarche n'apparaisse pas comme relevant d'un antiparlementarisme dont on connaît les sombres dérives. La force de l'Appel tient à ce que c'est un texte qui dit « Je », mais il fallait conserver un dialogue, même très polémique, avec les institutions. Ce n'était pas simple dans la mesure où la plupart des cinéastes actifs dès le début ont connu le pouvoir durant le règne de Mitterrand : la gauche politique est, pour eux, aussi compromise que la droite. Ceux de ma génération, qui ont un passé politique dans les années 60 et 70, voient les choses différemment mais il y a eu une cassure dans la transmission de la culture politique, qui traduit la faillite des organisations dont c'était la fonction. Ce mouvement est l'occasion de renouer des fils, de reconstituer une trame. Le schéma traditionnel des partis et des syndicats est obsolète, mais nous sommes encore confrontés à cette histoire.

Au-delà de la question, cruciale, de l'immigration, l'Appel remet en cause ce que j'appelle une « papérisation » des esprits : l'acceptation de règles par chacun, là où il se trouve, qui mène à commettre sans se poser de question des actes inadmissibles. Il faut dès lors que chacun poursuive cette démarche, les cinéastes en cinéastes, les juges en juges, les écrivains en écrivains. En multipliant les angles d'attaque, je travaille à un film de neuf heures, *Corpus Christi* qui met à jour les ordres de l'antichristisme chrétien en cherchant à amener le spectateur à se poser des questions. Je me sens dans le droit-fil de cette idée de continuer la lutte chacun avec ses moyens.

★ Derniers films : *La Véritable Histoire d'Artaud* et *En compagnie d'Antonin Artaud*. Responsable de la Société des réalisateurs de films.



CLAIRE DENIS

Je me tenais loin de la politique, je n'appartenais pas à un groupe, je travaillais depuis toujours avec les mêmes acteurs, et j'avais pris le parti de vivre dans mon cocon avec ma bande. J'ai toujours eu l'impression que mon travail disait clairement ce qui me fait souffrir dans la société française. L'Appel m'a permis de réfléchir avec d'autres réalisateurs, il m'a un peu sorti de

ma famille et donné envie de continuer. Je ne voulais plus me recroqueviller sur moi-même quand l'entendais parler d'immigration. J'avais pris une attitude un peu rochonnante, c'était comme un ulcère qui me rongerait. C'est tout d'un coup devenu une parole claire avec ce collectif.

J'ai découvert des gens que je ne pensais pas rencontrer un jour et avec qui je me sentais bien. Notre collectif était un mouvement, car chaque seconde comptait, comme s'il y avait eu le souci, à cause de la manière dont l'Appel était rédigé, de ne pas s'embarquer dans des notions vagues de « rassemblement », de « mouvement », mais d'avoir les mots justes, d'être très simple, afin de remonter le fil de ces lois avec une grande précision, pour que l'opacité disparaisse. Nous n'étions porte-parole de rien, il ne s'agissait pas de prendre la parole « au nom de... » ; c'est pour ça que nous avons instauré un roulement, ce n'était jamais les mêmes qui allaient aux rendez-

vous. Nous n'étions pas un mouvement parce qu'il fallait se dissoudre pour ne pas devenir langue de bois.

On a été décrits comme des intellectuels qui voulaient donner des leçons, c'est tout le contraire. C'est le manque qu'on ressentait par rapport à la politique qui a donné envie de répondre à cet appel. On s'est aperçu que le simple fait de rester à notre place nous forçait à une grande rigueur, et donc à ne pas répondre de tout. Ce goût de la rigueur va nous permettre de ne pas imposer comme une grenouille trop gonflée.

Il n'y a rien de corporatiste dans cet appel. Pascale Ferran a dit au cours d'une des conférences de presse : « On co a le droit de vivre mal ». Vivre bien, ce serait arrêter d'avoir cette boote sourde. Moo rapport avec les gens a changé, il est moins douloureux, moins sentimental, plus rigoureux.

★ Dernier film : *Nénette et Boni*.



NICOLAS PHILIBERT

Au moment de signer ce qui allait devenir « l'Appel des 59 », j'ai d'abord un peu hésité. J'avais besoin d'un temps de réflexion ; appeler à la désobéissance civique ne se fait pas à la légère, c'est une responsabilité. Que cet appel ait été lancé par des réalisateurs n'est pas étonnant. Contrairement à ce qu'on croit, la plupart des cinéastes ne vivent pas en vase clos. Nos films nous confrontent en permanence aux réalités sociales, économiques et politiques, parfois elles sont au cœur de nos films. En même temps, nous défendons notre indépendance.

Indépendant ne veut pas dire individualiste, nous défendons notre liberté de penser et de filmer. L'idée d'indépendance traverse toute une frange du cinéma actuel : il s'agit de défendre le cinéma dans sa pluralité, à l'heure où celle-ci est menacée, et cette notion a beaucoup à voir avec celle de citoyenneté. Pour moi, réalisateur de documentaires, s'il y a deux manières de faire du cinéma, la frontière ne se situe pas entre documentaire et fiction mais entre deux attitudes dans la manière de faire confiance au récit, et aux spectateurs. Certains croient à la rencontre avec l'autre, et d'autres non. C'est en quoi cet appel est cohérent avec nos pratiques de cinéastes.

L'Appel a été signé par des centaines de milliers de gens, ce n'est pas, comme on veut le faire croire certains députés, un truc d'intellectuels emmitouflés dans leur confort. Des chauffeurs de taxi, des gardiens de la paix ont signé. Beaucoup de gens ont le sentiment qu'il est grand temps de se réveiller. Le « collectif » des cinéastes n'existe plus. Tant mieux ! Il n'était pas question que les plus actifs deviennent propriétaires des signatures des autres. Ce que je vous ai dit là ne vaut que pour moi.

★ Dernier film : *La Moindre des choses*.



ROBERT GUÉDIGUIAN

Je n'ai pas attendu la formation du collectif pour me battre. J'avais quatorze ans en 68 et depuis l'âge de quatorze ans, je me bats. Sous des formes diverses, je m'occupe de ce qui se passe dans mon pays. Ma signature n'a été qu'une des formes de mon action politique. Depuis que j'ai quitté le PCF, en 1980, l'essentiel de mon engagement s'est manifesté dans mes films. Le mouvement n'a rien changé à ma pratique. J'ai terminé un film qui me paraît éminemment politique, *Marius et Jeannette*, et j'en prépare un autre qui est aussi un film politique. Mon engagement pour l'Appel était politique et, en politique,

quand on est efficace, on est content. Mais il faut expliquer pourquoi ça a marché. Ce qui m'intéresse : comment faire, ou refaire de la politique aujourd'hui ? L'écho a été fort parce qu'il y avait un vide. Si tout le monde s'est précipité dans cette brèche pour redevenir citoyen au sens strict, s'occuper de la vie de la cité, c'est que l'espace était à prendre, il avait été déserté au cours de ces quinze dernières années.

Que s'est-il passé au juste ? Quelques cinéastes, d'accord sur un point précis, manifestent. Pas des stars, mais des représentants d'un jeune cinéma indépendant peu connu du grand public. Et ils suscitent un mouvement énorme. Des formes d'intervention comme celles-là, horizontales, se sont-elles pas une des nouvelles manières de faire de la politique ? Depuis des années, on n'en fait plus, les structures du militantisme de proximité n'existent plus. N'est-ce pas une nouvelle forme de rapport entre le haut et le bas, entre le vertical et l'horizontal ? Les partis ne sont-ils pas obligés de réfléchir à ce qui s'est passé et d'en tenir compte ?

L'intérêt du Collectif tient aussi à son côté fragile et informel, qui lui a permis d'apparaître comme un acte moral, un acte « pur »,



JUDITH CAHEN

JACQUES KEBADIAN m'a montré l'Appel à une projection de l'Appel. J'ai signé tout de suite. Le texte m'a paru bien pensé : en mettant en avant une position individuelle, il réinstaurait un lien moral avec la politique. Je n'ai pas trouvé étonnant que l'initiative vienne de cinéastes, le cinéma est fait pour représenter le lien social.

J'ai toujours été curieuse de la politique, sans jamais adhérer à une organisation. Mais j'avais participé à un groupe de réflexion informel créé à l'occasion de la guerre du Golfe (évoqué dans son film *La Croisade d'Anne Buridan*, NDRL). J'étais restée distante des partis par phobie

de l'activisme, du militantisme sans pensée. C'est la même crainte qui a motivé la dissolution du collectif - qu'il d'ailleurs n'avait jamais été constitué formellement. Mais nous continuons à nous réunir, je sens à la fois un besoin d'action collective et une grande défiance envers les pièges des structures. Si nous sommes très sensibles, c'est peut-être qu'il est troublant pour des cinéastes de se sentir pris dans d'autres mises en scène que les leurs, celles des médias ou des partis.

Continuer l'action signifie d'une part continuer à faire des films, c'est-à-dire continuer à travailler l'imaginaire de la relation aux autres dans laquelle se situent les fantasmes sur les étrangers et, d'autre part, aider les sans-papiers. Nous sommes en relation avec le « troisième collectif », qui a tenté une occupation de l'église de Bonville au soir de la manifestation du 22 février. Il est une position claire concernant les 1500 dossiers sur lesquels ils ont travaillé : la régularisation pour tous, sans compromis. Les cinéastes peuvent donner un coup de projecteur qui fera avancer leur combat.

★ Dernier film : *La Croisade d'Anne Buridan*.



ROMAIN GOUPIL

Au début, il y a un travail d'éveil à la fois à la réalité et à la possibilité d'agir. Pascale Ferran et Arnaud Despleix disent : « Vous avez vu l'histoire de M. Deltonne » et, par exemple, Mario Vermorel dit : « Ah non, qu'est-ce que c'est ? ». Là commence un travail d'apprentissage de la situation juridique-politique et de son sens. Moi, qui suis de près ce genre d'événements, je l'avais vu mais je m'étais dit « en core ! », avec un sentiment d'impuissance, tout en sachant que l'impression anti-FN, type manifesté à Châteauneuf, ce même pas à grand-chose. Tout à coup, il rede-

venait possible d'intervenir pratiquement. Aujourd'hui, à cause de la disparition des cadres politiques, les luttes existent qu'au travers des médias et de l'écho qu'ils en donnent.

Par là, les cinéastes sont les seuls à avoir inventé une pratique politique originale, alors que les autres collectifs sont tout de suite entrés dans les procédés traditionnels. Au-delà d'un effet partiel mais réel sur la discussion de la loi, la véritable victoire du mouvement est là : l'ouverture, ou la réinvention, d'une pratique politique. Je souhaite une démarche à long terme pour poursuivre ce travail de renouvellement des modes d'action, par exemple la mise en place de groupes d'apprentissage qui travailleraient régulièrement avec des gens compétents, sur des dossiers complexes comme l'immigration, mais aussi Maastricht ou le nouveau syndicalisme. Eo même temps, il est possible de mener campagne pour des cas d'injustice aberrants, comme celui des « ni-ni » (ni expulsables ni réguliers) de manière très large, sans que les cinéastes ou quiconque paraissent cooptés pour leur combat.

★ Dernier film : *Lettre pour L...*

★ Dernier film : *Un air de famille*.



PASCAL BONITZER

La démission on la censure des politiques, qui auraient dû mener ce combat, m'a amené à penser que notre initiative était importante. L'action politique n'est pas ce qui me détermine depuis des années mais j'étais indi-

gné, comme beaucoup de gens, par ce qui s'était passé en première lecture à l'Assemblée nationale pour le projet de loi Debré, c'est-à-dire l'absence scandaleuse des socialistes. La manifestation du 22 février a montré qu'il y avait un fort mouvement populaire. Il y avait très longtemps que je n'avais pas été à une manifestation. Je ne crois pas tellement aux signatures ou aux manifestations mais, en l'occurrence, j'avais l'impression qu'elles avaient leur importance. On est arrivé à des amendements sur les articles les plus scandaleux de la loi, un réveil de certains éléments de la gauche, c'est assez minime, mais cela représente déjà quelque chose.

Il y a plusieurs générations dans ce collectif - je connais Arnaud Desplechin, mais je ne connaissais pas Pascale Ferran -, et c'était in-

teressant de nous voir et de nous apercevoir qu'on parlait des mêmes choses. On a posé un plaisir à se réunir qui nous différencie peut-être des autres collectifs. Le cinéma implique beaucoup de solitude mais aussi de grands besoins d'échange. La période des années 80 a été une période de stérilisation et de cynisme dans tous les domaines. Il y a de nouveau un besoin de vie qui passe par des rassemblements. Mais je crois que notre mouvement n'a jamais été ivre de lui-même, contrairement à ce qu'on a pu penser. Nous étions très conscients de ses limites, on savait que cette mobilisation serait un feu de paille si elle n'était pas relayée au niveau politique. C'est pour cela que les cinéastes ont tenu à être les premiers à se dissoudre.

Tout le monde n'était pas d'accord sur les termes du texte annon-

çant la dissolution ; certains auraient préféré attendre le vote de la loi au Sénat, mais on l'a fait pour que les choses arrivent pas dans le désenchantement. Il ne fallait pas essayer de consolider ce qui avait été fait, ce qui aurait été illusoire, mais essayer d'imaginer d'autres formes d'action, sachant qu'elles auraient une portée forcément limitée si les politiques ne prennent pas le relais. Quelques-uns d'entre nous ont continué, un peu par jeu, un « Groupe de réflexion informel et fragile », le Grief.

★ Dernier film : *Encore !*

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld, Jean-Michel Frodon et Jean-Louis Parrier.



LES EXPOSITIONS D'ART ONT ENFIN LEUR MAGAZINE

Au sommaire du numéro de mars : Le Magazine de l'exposition Paris-Bruxelles au Grand Palais - Bruxelles sous le signe de l'exposition Paul Delvaux - 100 expositions qui méritent un détour et, bien sûr, le calendrier complet des 2 500 expositions en France et dans le monde N°1, 19 mars, 72 p., 18 F

Une publication du Journal des Arts

مكتبة الفن

Le Théâtre des Arts de Rouen subit une grave crise financière

L'Etat a lancé une mission pour définir un projet musical et chorégraphique en Haute-Normandie

Le Théâtre des Arts-Opéra de Normandie est dans une situation qui pourrait conduire, sinon à sa fermeture, du moins à un ralentissement

ROUEN
de notre envoyé spécial
Le Théâtre des Arts-Opéra de Normandie de Rouen est en crise. Sa situation est qualifiée de « fluctuante » par les politiques, et d'« explosive » par ceux qui y travaillent. Elu maire de Rouen il y aura deux ans en juin, après cinquante ans de pouvoir de droite, Yvon Robert (PS), reconnaît : « On ne peut plus continuer ainsi. On touche à la limite extrême des moyens, et ils sont totalement insuffisants sur le plan artistique. Nous atteignons le moment de vérité avant trois mois. En attendant, j'ai le sentiment de danser sur un volcan. » Les cent soixante musiciens ou danseurs du théâtre pourraient reprendre l'expression à leur compte. Depuis six mois, on parle plus des difficultés de l'établissement que de ses programmes. La croissance des frais fixes laisse de moins en moins de place à la création : en 1993, avec 52 millions de francs, le théâtre-opéra présentait cent spectacles. L'an dernier, avec 42 millions de francs, quarante seulement.

Avec 100 000 habitants, Rouen ne comprend qu'un quart de la population de l'agglomération. La part de la ville dans le financement du théâtre représente une charge de 310 francs par habitant (contre 170 francs à Lyon). Yvon Robert la juge d'autant moins supportable qu'elle capte un quart du budget

de la culture. Après avoir proposé en vain d'en discuter aux partenaires actuels ou potentiels de l'Opéra de Normandie, il a lancé une forme d'ultimatum en décembre, indiquant qu'il serait contraint de diminuer de moitié la participation de la ville dès l'an prochain si aucune solution au financement n'était trouvée.

« On est dans une logique de fermeture depuis la mort de Lecanuet », affirme le directeur du théâtre, Marc Adam, qui a su pourtant renouveler à la fois son répertoire et son public (passé d'une moyenne d'âge de soixante-cinq ans à son arrivée, il y a six ans, à quarante ans maintenant).

ULTIMATUM ET BONS OFFICES

Lecanuet avait offert aux Rouennais mélomanes et balletomanes, via les finances du conseil général qu'il présidait, un festival richement doté, dont Laurent Langlois, l'autre puissance locale, allait créer Octobre en Normandie. Une manifestation de haut niveau, qui conduirait les meilleurs interprètes à reprendre le chemin d'une ville délaissée depuis vingt ans. Depuis l'ultimatum d'Yvon Robert, les bons offices se multiplient. Le tout-politique a réaffirmé son attachement à la sauvegarde du Théâtre des Arts. Mais le conseil général, qui a réduit sensiblement la subvention qu'il lui accorde, estime faire déjà

assez. Le conseil régional est prêt à s'inscrire dans une solution globale à condition que le district, qu'il juge concerné au premier chef, y participe largement. Et ce lui-ci (présidé par Laurent Fabius, maire du Grand-Quevilly), qui regroupe les trente-trois communes de l'agglomération, s'abrite pour l'instant derrière le refus de la droite (minoritaire) de lui accorder les compétences culturelles. En réalité, chaque cité a développé sa propre politique culturelle et est d'autant moins pressée de participer à l'effort de la ville centre.

Pour tenter de débloquer la situation, l'Etat a lancé une mission. Elle a été confiée à Patrice Armeau (directeur de l'Orchestre national de Lyon) et Serge Dorry (directeur du London Philharmonic Orchestra). Objectif : définir un projet de développement musical et chorégraphique pour la Haute-Normandie. Mais les schémas, qui associent le Théâtre des Arts, Octobre en Normandie, l'Orchestre régional de Normandie et la Compagnie Raffinot au Havre, vont devoir prendre en compte les spécificités et les hommes. Laurent Langlois et Marc Adam, qui ont chacun ses partisans, campent l'arme au pied.

Pour n'être « pas candidat », le premier n'en est pas moins attentif au développement de la situation. Et critique. « Ils se positionnent par rapport à une structure. Alors qu'il

faut se positionner sur un projet », estime-t-il : « Quelle que soit la solution, quelle que soit la personne en charge - et j'espère que ce sera Marc Adam - je souhaite qu'on soit tous derrière cette solution. » Il reste cependant réservé sur une fusion, sauf si le pôle musical régional se révèle « une structure artistique sauplée », où Octobre pourrait trouver l'orchestre et le chœur qu'il doit faire venir d'ailleurs à grands frais.

Quant à Marc Adam, il s'inquiète et s'indigne des attermolements : « L'art lyrique est une expression de la santé d'un corps social. On a investi des millions de francs pour restaurer la cathédrale. En quoi le patrimoine lyrique est-il moins important que le patrimoine bâti ? »

Fort d'un rapport parlementaire récent estimant que « Rouen est en bonne place pour devenir pôle lyrique du Nord-Ouest », le directeur du Théâtre des Arts n'en estime pas moins que deux logiques continuent de s'affronter : celle d'un théâtre de production et celle d'un simple lieu d'accueil. « Seule la première est à même de défendre l'identité de la ville et de l'agglomération. Que serait Rouen vidée de sa substance artistique parce que les artistes seraient importés d'ailleurs ? Elle ne serait plus qu'un fragment de la Grande Couronne parisienne ! »

Jean-Louis Perrier

Les participants dressent un bilan mitigé du Salon du livre

Satisfaction des petits éditeurs

MALGRÉ un bilan jugé « satisfaisant » par les organisateurs et par quelques éditeurs, une certaine morosité s'est dégageée du XVII^e Salon du livre de Paris qui a fermé ses portes lundi 17 mars au terme d'une journée réservée aux professionnels. Inaugurée mardi 11 mars par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, la manifestation, qui était jumelée à cinq autres Salons mitoyens (ceux du lycéen et de l'étudiant, de la revue, des métiers et industries du livre, du multimédia et de la vidéo), a accueilli à elle seule plus de 193 000 visiteurs (202 101 l'an dernier), sur une surface de 35 000 mètres carrés où se tenaient plus de 1 500 éditeurs. Selon Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition (SNE) et du Salon du livre, cette affluence représentait un « bilan globalement positif », dans la mesure où la manifestation comportait une nocturne et une demi-journée de vente en moins par rapport à 1996. Elle avait ainsi bénéficié de l'effet d'entraînement des autres Salons qui ont reçu, tous confondus, près de 300 000 visiteurs.

Ces chiffres satisfaisants ne semblent pourtant pas tout à fait représentatifs de l'impression de nombreux éditeurs. Ce n'est peut-être pas un hasard si, contrairement aux années précédentes, la musique signifiait la fermeture du Salon n'a pas été accompagnée par les applaudissements traditionnels des exposants. Un début de semaine morose et la baisse d'amplitude horaire par rapport à l'année dernière correspondaient, chez la plupart (Seuil, Gallimard, Grasset, Calmann-Lévy...) à une diminution d'environ 15 % du chiffre d'affaires, malgré un week-end souvent qualifié d'« exceptionnel » - certains, comme Fayard, déclarant au contraire une augmentation de 7 %. Le Salon paraît néanmoins avoir été plus favorable, dans l'ensemble, aux petits éditeurs.

LITTÉRATURE D'ASIE

Viviane Hamy dit avoir doublé son chiffre d'affaires, POL affiche une augmentation de 25 % - en grande partie grâce aux 300 exemplaires vendus de Marie Darrieussecq, son auteur best-seller. Quant à Actes Sud, il se réjouissait avec 20 % de plus que l'année précédente.

Alors que le Japon était cette année l'invité d'honneur du Salon du livre (en attendant le Brésil en 1998), le petit éditeur le plus spectaculairement bénéficiaire fut Philippe Picquier, exclusivement spécialisé dans les littératures d'Asie et qui réalisait chaque jour les ventes effectuées d'ordinaire en une semaine de salon. Contre toute attente - étant donné la relative mé-

connaissance, par le public français, de la littérature japonaise -, celle-ci a suscité la curiosité d'un très large public, et les responsables du groupement de librairies La Voie du livre, qui tenaient le stand japonais au cœur du salon, ont été les premiers étonnés de leur succès.

Le caractère plus populaire du Salon de la porte de Versailles, par rapport à celui qui se tenait au Grand Palais, entérine chaque fois le succès des livres pour la jeunesse et des collections de poche. Il venait souligner, cette année encore, la crise du pouvoir d'achat et l'état de santé fragile de l'édition française : au Salon, les ventes se portaient davantage vers les livres à bas prix, réduisant d'autant les bénéfices des éditeurs - une tendance alarmante qui a été confirmée par les statistiques de l'édition indiquant conjointement une hausse de la production en nombre de titres et une baisse du chiffre d'affaires (Le Monde du 31 janvier). Comme pour contribuer à compenser partiellement ce déficit, le ministre de la culture a profité symboliquement de l'inauguration du Salon pour parrainer la signature d'un accord qualifié d'« historique » entre Serge Eyrolles (SNE) et Jean-Pierre Angremy, directeur de la Bibliothèque de France (BNF), relatif à la rémunération des ayants droit pour les œuvres numérisées par la BNF.

Le XVII^e Salon du livre a été perturbé par un incident politique dû à la présence inédite d'un stand lié au Front national. Dénoncé par une pétition d'éditeurs, puis mis à sac, jeudi 13 mars, au terme d'une manifestation, le stand n'a pas été réinstallé (Le Monde des 14, 15, 16 et 17 mars). La question du renouvellement éventuel d'une telle présence en 1998 divise la communauté des éditeurs. La majorité souhaite l'établissement d'une charte pour l'interdire ; quelques autres - et c'est, jusqu'à présent, la position officielle du SNE et de l'OIP société organisatrice du Salon - se considèrent dans l'obligation juridique et morale de l'autoriser, au nom de la loi sur le commerce et de la liberté d'expression, position minoritaire défendue notamment par Jérôme Lindon (éd. de Minuit). En dehors de toute considération éthique, et si beaucoup s'accordent à condamner la destruction du stand qui, une fois de plus, a fait le jeu politique du Front national, les avis divergent pour déterminer précisément si le Salon du livre (conçu par le SNE et organisé techniquement par l'OIP) est une structure invitante ou ouverte à tous, et s'il est légalement fondé à refuser la présence d'un éditeur. Au bureau du Syndicat, le débat sera ouvert.

Marion Van Renterghem

Voukounm déboûle dans les rues de Bordeaux

BORDEAUX
correspondance

« Au début, je ne m'intéressais pas trop à la culture, j'écoulais du rap, du reggae. Maintenant, je préfère me tourner vers ce qui m'appartient, vers ce qui m'a été légué par nos ancêtres. » Jimmy a vingt-deux ans. Elève de première, il prépare un bac technique. Les boîtes de nuit, il en est saturé, « trop chères, trop galères ». Lui, son rêve, c'est de devenir un grand tambouyé comme Vélou, illustre figure du tambour qui cent mille Guadeloupéens accompagneront jusqu'à sa tombe en 1984. Quand un copain lui a proposé de faire un déboûlé (défilé à pas de course) avec Voukounm, le groupe carnavalesque de son quartier, Jimmy s'est laissé tenter. Depuis, il ne rate pas une répétition, pas une réunion. « C'est ma deuxième famille. Des fois, j'y passe toute ma journée du dimanche ».

Les jeunes, ils sont des dizaines à avoir rejoint Voukounm, d'abord simplement motivés par le plaisir d'en découvrir avec les rythmes, ensuite interpellés par le message identitaire de ce collectif de musiciens. Au-delà d'un groupe carnavalesque, Voukounm est un mouvement mobilisé pour la sauvegarde et le renouveau du patrimoine culturel de la Guadeloupe. Créé en 1988, au Bas du Bourg, un quartier sensible de Basse-Terre, Voukounm Mouwman Kililil Gwadeloup s'est d'abord fixé pour objectif, à l'instar d'Akoyo, sur la Grande-Terre - partie nord de l'île -, de re-

donner une âme au carnaval. Il renoue avec la tradition des masques et de la musique gwo siwo, musique ancestrale à la fibre rebelle avec laquelle jadis les carnavaliers, le corps enduit de strop de batterie (fabrique de sucre de canne), défilait les bourgeois à la sortie de l'église.

Les masques, fabriqués avec des végétaux ou des matériaux de récupération - « Après les fêtes de Noël, les gens n'ont plus d'argent. Alors il fallait faire fonctionner l'imagination », précise Fred Démétrius, technicien en bâtiment et cadre de l'association -, jouent de la dérision, valeur universelle du carnaval. Cette année, à Basse-Terre, Voukounm a sorti deux nouveaux masques : *Ti Mas Bwabwa*, évoquant une marionnette, personnage manipulé « comme le sont les politiciens », et *Mas'ou Man fè* (masque de Madame Hubert), qui fustige l'hypocrisie et les manipulateurs de rumeurs.

LIEU DE VIE À BASSE-TERRE

A Bordeaux, ville dont la prospérité fut liée au commerce triangulaire, Voukounm a présenté le *Mas'ou fèwet* (faisant référence au temps de l'esclavage, où le fouet des maîtres dictait sa loi). Près de cinquante tambourinaires et vocalistes, le corps recouvert de papier-journal découpé en lamelles, ont sillonné les rues, empruntant l'itinéraire du cortège carnavalesque ou bifurquant dans les rues adjacentes, pour aller au-devant des gens comme ils le font en Guadeloupe.

En dehors de ces activités, moment essentiel de la vie sociale caribéenne - ateliers de recherche sur les masques, de création de percussions, adaptation de la musique gwo siwo et des sept rythmes de base du gwo ka -, Voukounm multiplie veillées et lewos (nuits animées par les tambours), participe aux fêtes communales et met un point d'honneur à célébrer chaque mois de mai l'abolition de l'esclavage. Autant d'activités qui suivent la même ligne conductrice : une recherche en profondeur sur la tradition, allant bien au-delà de la musique. Ainsi vient d'être mis sur pied un atelier sur la gestualité, l'usage de la main dans le parler créole.

Pour Fred Démétrius, Voukounm est aussi un instrument d'intégration des jeunes. Il leur offre une alternative au chômage et leur évite la dérive dans la délinquance ou le crack qui fait des ravages en Guadeloupe. Après la sortie de son disque, *On l'arèl on Lépi* (Mélodie), Voukounm fourmille de projets. Un livre sur son histoire, des projections en plein air de films vidéo suivis de débats dans les quartiers et, surtout, l'ouverture d'un centre culturel dans les murs du Tiwoil, cinéma désaffecté au Bas du Bourg, qui inclurait une bibliothèque, un café-musique et proposerait à la jeunesse de Basse-Terre des activités de formation artistiques et audiovisuelles, un lieu de vie inventif.

Patrick Labesse

Promenade dans la création contemporaine africaine

SULTES AFRICAINES. Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine, Paris-6^e. M^o Odéon. Tél. : 01-43-29-39-64. Du mardi au dimanche, de 11 heures à 20 h 30 (débat à 12 heures et 16 heures). Entrée : 20 F. Petit Journal / catalogue de l'exposition, 15 F. Jusqu'au 17 avril. 20 mars : journée spéciale de la francophonie.

Ici, c'est le quartier de la musique, de la danse et des débats autour d'un verre, près d'un bar, sur des tabourets dessinés par Balhazar Faye, peintre et designer à Dakar. La gente animale que l'Ethiopien Mickaël Berthe Sélassié réalise en papier mâché peint est dans le même coin. Son gentil bestiaire à l'œil tristounet veille aussi sur un comptoir de livres. Plus loin, des amalgames de figures, d'ailes, de coeurs et de culs du Mauricien Ennri Kums planent au-dessus de nos têtes, tandis qu'au sol les figures filiformes en vieux bois de Mustapha Dimé, sculpteur sénégalais, font la ronde.

Au-delà des espaces fermés pour des projections ou des installations, d'autres œuvres sont accrochées, au calme : les toiles

brunes du Marocain Mohamed Kacimi, une grande pièce grave du Malien Abdoulaye Konaté. C'est de ce côté qu'est ménagé l'espace du lecteur. Ce qu'il lit, on peut l'entendre en approchant d'une table d'écoute sur laquelle quelques ouvrages de poésie et de littérature sont posés... La grande salle de l'ancien couvent des Cordeliers vit bien à l'heure de ces « Sultes africaines » conçues autour d'une poignée de plasticiens par la Revue Noire qui, depuis 1991, travaille à la reconnaissance pleine et entière de la création d'aujourd'hui sur le continent africain.

Certains de ces plasticiens nous sont désormais familiers ; d'autres sont peu ou pas du tout connus, les plus jeunes notamment, dont les œuvres témoignent d'un état d'esprit tout autre que celui des aînés - cela, semble-t-il, indépendamment des contextes culturels dans lesquels chacun navigue. Des grandes toiles de Kacimi, qui font émerger des couleurs de terre, d'ombre et de lumière et des signes d'écriture - image intemporelle de l'homme - aux graffitis de piasotières du Camerounais Pascal Marthine Tayou, le fossé des générations est là, assez analogue à celui qui peut séparer un Soulares

d'un Fabrice Hybert ! Kacimi est peintre d'abord ; il s'est forgé un beau style à l'arraché, partant des exigences d'identité artistique formulées par la génération des Maghrébins des années 60, au lendemain de la décolonisation. On retrouve ce souci d'élaborer une œuvre à portée universelle qui soit résolument moderne, bien qu'inspirée par des pratiques et des matériaux traditionnels chez Konaté, qui lui aussi est peintre d'abord.

NOMADES ET SANS COMPLEXES

Ces très bon artistes maliens, qui a étudié l'art à Cuba, a commencé à réaliser des installations pour faire passer ce qu'il avait à dire au moment des tueries qui ont accompagné la chute de l'ancien régime malien. Sa grande toile de tissus cousus ponctuée de flaques rouges et de zones couvertes de douilles, alors que des stries noires et blanches évoquent un mur de prison, montre et déplore la violence, les exécutions, les génocides, tous les génocides.

Ces artistes ont cependant des points communs : ils ont pas mal bouffé, connaissent le monde, se sont pour la plupart formés hors de leur pays. Chez les plus jeunes, ceux qui ont une trentaine

d'années, on ne perçoit plus de tels enjeux ni de telles tensions dans leur quête d'identité. Ils sont comme les Européens de leur génération, autrement plus décomplexés, nomades, et sans complexes à l'égard de l'art occidental d'aujourd'hui, qu'ils connaissent bien. L'art, ils le pensent moins en termes de formes que d'attitudes dans la vie, ou d'histoires personnelles. Le résultat, souvent hybride, ne manque pas de vivacité. Elodie Barthélémy, qui expose au dehors, fait des autels dans lesquels elle mêle tout : tableaux ressemblant les uns à de petits paysages, d'autres à des motifs ornementaux ; porte-feuilles ouverts sur quelque précieuse image de manteau protecteur ; cadavres de bouteilles de vin dont elle refait les étiquettes. Née de parents français et haïtiens, elle a vécu en Colombie, au Sri Lanka et au Maroc, avant de faire l'École des beaux-arts à Paris. Aussi paillenne que religieuse, ses installations d'ex-voto recueillent sa propre histoire.

Le Zairois Pume, dont c'est la toute première exposition, développe une idée amusante qu'il nomme l'art BYLEX : autrement dit une méthode de fabrication d'ob-

jets courants - de la chaussure à la statuette, en passant par la maquette d'appartement -, dont il assure la beauté exacte et la juste mesure en pratiquant cette bonne vieille recette occidentale de la mise au carreau ! A mi-chemin de la sculpture et du design, ses modèles quadrillés sont très proprement élaborés. L'œuvre du Camerounais Pascal Marthine Tayou est beaucoup moins aseptisée. D'abord acteur, écrivain et metteur en scène engagé dans la lutte contre le sida, il ne se dit pas parti-

culièrement plasticien lorsqu'il entreprend de récupérer les déchets urbains et de les mettre en œuvre, sur fond de graffitis dont il charge les murs de son « appartement-témoin » sordide, mais riche d'histoires personnelles, de pensées d'évasion, de signes d'amour et d'hygiène mentale. D'aucuns trouveront ça nul. Pas nous. Les graffitis appartiennent à tout le monde, ceux de Tayou ont leur poésie.

Geneviève Breerette

Time is money
Nathalie Schirmer
Bordeaux le 23 mars
Une comédie musicale jubilatoire.
FigaroScope
Toute les Marx Brothers et "Hellzapoppin".
Le Nouvel Observateur
01 41 60 72 72

سكناس النهر

Les participants d'un bilan militaire du Salon du livre

Cinéastes d'ex-Yougoslavie

Une rencontre entre réalisatrices et groupes de femmes de Belgrade, Zagreb et Sarajevo

UNE DOUZAINE de courts et longs métrages, réalisés par des cinéastes d'ex-Yougoslavie, sont présentés au festival international des films de femmes de Créteil. Snjezana Tribuson a tourné *Reconnaissance* en Croatie en 1996 : l'héroïne cherche à retrouver une vie normale après la guerre, mais elle rencontre un ancien tortionnaire.

Pour préparer le film *Un voyage dans les Balkans*, la réalisatrice Brenda Longfellow s'est rendue à Belgrade, Zagreb et Sarajevo en 1995, vers la fin de la guerre. Elle y a rencontré les femmes qui résistaient contre le nationalisme. Ce film est projeté samedi à



21 heures, en présence de toutes les réalisatrices d'ex-Yougoslavie et de militantes de ces groupes de femmes.

Un forum sur le thème « Femmes, cinéma et identités nationales » se déroule en parallèle, du 19 au 22 mars. Le 20 mars au matin : débat sur l'ex-Yougoslavie. Le 22 au matin : débat sur la solidarité entre professionnelles de l'Est et de l'Ouest, avec la sociologue Véronique Nahum-Grappe.

* Festival international des films de femmes, Maison des arts, place Salvador-Allende, 94 000 Créteil. Tél. : 01-43-99-22-11. M. : Créteil-Préfecture. De 25 à 50 F la séance.

UNE SOIRÉE À PARIS

Brad Mehldau Trio

Contrairement à tous les clones du bop en costume trois pièces, le pianiste Brad Mehldau laisse percer des idées, une personnalité, par un phrasé assez subtil, une retenue, qui ne se fait jamais mièvre. Un album de belle allure, *The Art of the Trio* (WEA), le démontre.

La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6. M. : Saint-Germain-des-Près. 22 h 30, les 17 et 18. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

La Batsheva Dance Company *Zna* est une commande du Festival de Jérusalem 1995 à Ohad Naharin. Le titre sonne comme une équation qui tenterait de structurer le néant. Z de zéro, mais aussi peut-être de Zorro. Le chorégraphe, de pièce en pièce, développe sa haine de la guerre, mais aussi l'étrange attraction qu'elle provoque parce que certains, et d'autres, évidemment, voient en elle l'ultime « solution ». Plus que jamais d'actualité en Israël.

Théâtre de la Ville, 2, place du

Châtelet, Paris 4. M. : Châtelet.

20 h 30, du 18 au 22. Tél. :

01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

Jason Falkner

Jeune chanteur de la power pop américaine, ce guitariste dynamise ses mélodies de guitares nerveuses et de rythmes claquants. Son premier album, *Author Unknown*, pioche avec panache dans des références aux Beatles, aux Birds et à XTC.

Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8. M. : Saint-Augustin. 23 h 30, les 18, 19, 20, 21 et 22. Tél. :

01-42-25-18-06. Entrée libre.

Paul Rodgers

Ancien chanteur de Free et de Bad Company, Paul Rodgers est une des voix historiques du rock-blues britannique des années 70. Son timbre viril et chaleureux lui permet de poursuivre une carrière solo toujours marquée par les ambiances noctambules et bluesy. *Éthère-Montmartre*, 73, rue Mouffetard, Paris 5. M. : Amers. 19 h 30, le 19. Tél. : 01-44-92-45-45. 159 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Cassandra
d'après Christa Wolf, mise en scène de Christophe Greilhammer, avec Anne Klippel.
Théâtre Paris-Villettes, 271, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. : Porte-de-Pantin. Le lundi 24, à 18 h 30. Tél. : 01-42-02-02-68. Entrée libre. Jusqu'au 28 mars.

Needcompany's Macbeth
d'après William Shakespeare, mise en scène de Jan Lauwers, avec Viviane De Myndt, Ina Geerts, Johan Heestersmans, Carlotta Sagna, M. Seghers, Eric Houzeot et Simon Vassel.

Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18. M. : Abbesses. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

Notre nous sommes tellement
de Jean-Michel Rabreau, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Georges Edmont, Laurence Hertenstein, Miloud Khebbi, Nicolas Martel et Guy Naigron.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

La Princesse de Clèves
d'après Mme de La Fayette, mise en scène de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

GUIDE CULTUREL

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Cassandra
d'après Christa Wolf, mise en scène de Christophe Greilhammer, avec Anne Klippel.
Théâtre Paris-Villettes, 271, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. : Porte-de-Pantin. Le lundi 24, à 18 h 30. Tél. : 01-42-02-02-68. Entrée libre. Jusqu'au 28 mars.

Needcompany's Macbeth
d'après William Shakespeare, mise en scène de Jan Lauwers, avec Viviane De Myndt, Ina Geerts, Johan Heestersmans, Carlotta Sagna, M. Seghers, Eric Houzeot et Simon Vassel.

Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18. M. : Abbesses. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

Notre nous sommes tellement
de Jean-Michel Rabreau, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Georges Edmont, Laurence Hertenstein, Miloud Khebbi, Nicolas Martel et Guy Naigron.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

La Princesse de Clèves
d'après Mme de La Fayette, mise en scène de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de Mladen Maticic, mise en scène de l'auteur, avec Jelena Cokic, Haris Resic, Tijana Vujicic, Nathalie Hauwelle et Thierry Dusserre.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. : Bastille. Voltaire, Bréguet-Sabin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 20 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F. Jusqu'au 29 mars.

Le Petit Spectacle d'Elvire
de

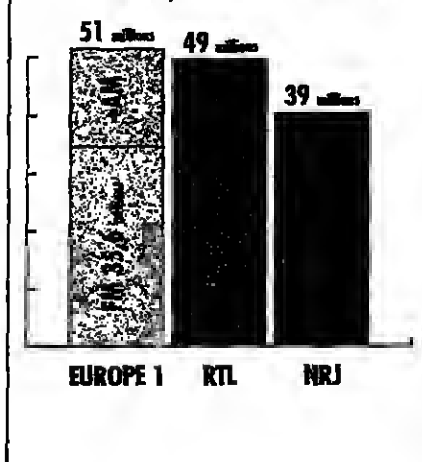
LOI SUR LES RADIOS

HALTE À L'INTOX !

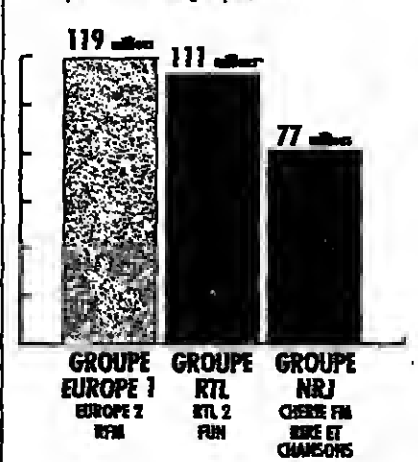
Un lobbying extraordinaire mené par le groupe Hachette qui possède Europe 1, Europe 2, RFM, la commercialisation de RMC, Nostalgie, Radio-Montmartre, Skyrock, et par la CLT co-détenue par le groupe allemand Bertelsmann à qui appartient RTL, RTL 2, Fun Radio... veulent faire croire aux députés français qu'ils seraient défavorisés, par rapport à NRJ.

Or, sur le plan de la couverture, voici la réalité des chiffres :

LES COUVERTURES DES RADIOS.
(Couvertures comparées en population.
En FM + en AM). Au 31.12.96. Source CSA.



LES COUVERTURES DES GROUPES.
(Bassins de population couverts
par chacun des groupes). Source CSA.

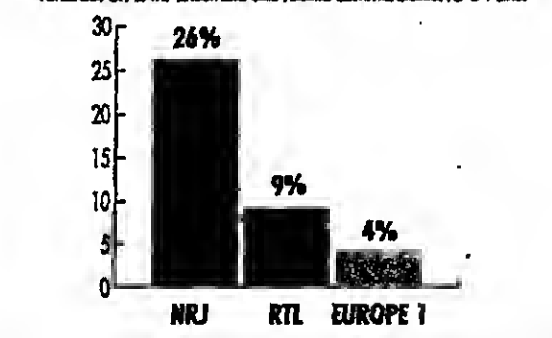


Malgré ce traitement dont on ne peut pas affirmer qu'il soit franchement équitable, NRJ a su créer en moins de quinze ans un véritable succès et un engouement populaire - et c'est cela sans doute qui gêne : NRJ réunit 26 % de l'audience des jeunes générations. Alors que RTL et Europe 1, bien qu'ils couvrent chacun une zone de 50 millions d'habi-

tants, ils ne sont plus écoutés que par respectivement 9 % et 4 % des 15-34 ans ! (*)

LES AUDIENCES RESPECTIVES.

(*) Source Médiamétrie Nov-Déc. 96 en audience cumulée du lundi au vendredi 5h-24h. Ensemble des radios commerciales, 15-34 ans.



Grâce à ses radios plus proches des attentes actuelles, le groupe NRJ développe aussi l'information locale : 30 rédactions, 80 journalistes diffusent plus de 12 heures d'informations locales chaque jour. NRJ apporte ainsi au débat démocratique et à la vie sociale des informations de proximité plus rares que les informations nationales diffusées abondamment par Europe 1 et RTL et les autres médias.

Voilà pourquoi RTL et Europe 1, qui ont déjà obtenu deux réseaux supplémentaires à leur programme généraliste (programme qui ne réussit plus à plaire aux nouvelles générations) voudraient faire passer, dans la nouvelle loi, une priorité d'attribution de fréquences à leur profit, empêchant le développement de NRJ et reconstituant leur monopole d'antan !



مكتبة النسخ

MAGAZINES

Alors qu'aux États-Unis *TV Guide* domine un marché où coexistent des magazines très spécialisés sur les séries ou les soap operas, la presse de télé-

vision européenne accroît son poids et son dynamisme. ● EN FRANCE, ce secteur est soumis à une très forte concurrence qui incite les éditeurs à développer leur offre de

programmes et à inventer de nouvelles « niches » de lectorat. ● LE LANCEMENT de *TéléVision Le Mensuel*, fondé et dirigé par André Rousselet, ancien PDG de Canal Plus

et d'InfoMatin, indique que ce marché de presse est loin d'être saturé. Le nouveau titre, dont le premier numéro sera tiré à 400 000 exemplaires, vise un public haut de

gamme en lui proposant des informations sur les personnalités du petit écran et l'économie du secteur, mais en ne publiant pas les traditionnelles pages de programmes.

La concurrence condamne la presse télévision à l'innovation permanente

Le secteur de la presse des programmes de télévision est le plus concurrentiel en Europe. Confrontés à l'arrivée des nouvelles chaînes du câble et du satellite, les éditeurs veulent éviter le modèle américain « TV Guide ». Ils enrichissent leur formule et cherchent de nouveaux publics

AUX ÉTATS-UNIS, l'hebdomadaire de programmes *TV Guide* se situe au troisième rang des magazines : avec 13 millions d'exemplaires diffusés, plus de 40 millions de lecteurs et 118 éditions différentes, il se classe juste derrière *Modern Maturity* et *Reader's Digest*. Mais compte tenu du nombre de stations existant outre-Atlantique - 1 174 télévisions au 1^{er} janvier -, *TV Guide* se rapproche plus d'un annuaire de chemins de fer que d'un journal, en offrant titres et horaires d'émissions des principales télévisions hertziennes, câblées et satellitaires.

Les journaux de télévision français seront-ils un jour condamnés à imiter leur homologue américain ? A ne plus publier les potins du petit écran et les critiques des émissions, et à se limiter aux seules « lignes-programmes » ? « J'espère que je ne ferai jamais *TV Guide* », répond Gilles de Prévaux, rédacteur en chef de *Télé-Loisirs*, magazine télévision du groupe Prisma-Presse d'Azélan. Il affiche depuis lundi 17 mars une nouvelle formule, avec 70 chaînes du câble et du satellite (de AB Sat à Teletoon et de RPT à Pro 7).

« Nous sommes les seuls à donner 70 chaînes, en plus des chaînes hertziennes », fait remarquer Gilles de Prévaux, qui a accru la pagination de son journal et fait en sorte qu'il « ne soit pas un guide », en dotant ses pages de « loupes » et de couleurs permettant de se repérer dans cette nouvelle jungle. Mais la libellé voulue par *Télé-Loisirs* ne

convainc pas ses concurrents. « Ce n'est pas rendre service au lecteur que de lui en mettre plein la vue. On est ébloui, mais pas éclairé », commente Patrick Mahé, directeur de la rédaction de *Télé 7 Jours*, magazine vedette du groupe Hachette, qui a choisi « la prudence » en passant depuis fin janvier de deux à trois pages consacrées au câble et au satellite, soit 28 chaînes.

« *Télé-Loisirs* se trompe, poursuit Patrick Mahé. Le public du câble et du satellite ne représente que 15 % des 23 millions de foyers équipés de télé-

ANDRÉ ROUSSELET ne renonce jamais. A soixante-cinq ans, il signe son retour dans la presse, un peu plus d'un an après l'arrêt d'InfoMatin, en lançant *TéléVision Le Mensuel*. « C'est un magazine qui traite, au-delà des programmes, de tout ce qui se passe dans l'univers de la télévision - du plus sérieux au plus "people" -, de tout ce qui peut susciter l'intérêt du téléspectateur qui consomme trois heures de télévision par jour, explique André Rousselet. Qui est-il ? Quelles sont les stratégies des grands groupes ? Quel est l'avenir du numérique ? » « Ces informations existent, de façon parcellisée, dans les magazines, les journaux spécialisés, poursuit l'ancien président de Canal Plus. Nous allons nous adresser à une large clientèle. »

Le magazine est lancé, mercredi 19 mars, au prix de 15 francs. Le premier numéro est tiré à 400 000 exemplaires. Il vise 200 000 exemplaires et atteindra le point d'équilibre avec 140 000 exemplaires. Il mêle des entretiens avec Vanessa Paradis ou Sophie Duez à ceux de Patrick Le Lay ou de Jean-Pierre Elkabbach ; des

Un match France-Allemagne	
en millions d'exemplaires	
1) <i>TÉLÉ 7 JOURS</i> (France)	2 789
2) <i>TV MONDE</i> (Allemagne)	2 628
3) <i>TV SPIEL FRA</i> (Allemagne)	2 511
4) <i>AUF EINEN BLICK</i> (AL)	2 481
5) <i>WORTZ</i> (Allemagne)	2 460
6) <i>TÉLÉ 2</i> (France)	2 117
7) <i>TV HÖREN & SEHEN</i> (AL)	2 019
8) <i>TÉLÉ STAR</i> (France)	1 853
9) <i>SORRIZI CANZONI</i> (Italie)	1 798
10) <i>TÉLÉ TYDZEN</i> (Pologne)	1 700

Source : CANAL+ Press

André Rousselet lance « TéléVision Le Mensuel »

articles sur l'exportation des émissions à l'étranger, le tournage de la prochaine saga de France 2, un comparatif des trois bouquets satellitaires, etc.

André Rousselet investit - avec sa société G7 - 40 millions de francs, dont 20 dans le lancement. L'équipe est constituée de onze personnes. Le bilan sera établi cet été. Pour André Rousselet, « c'est un pari sur l'intelligence du téléspectateur. Mais nous partons avec la conviction de réussir. » Il refuse de mêler son passé d'ancien président de Canal Plus à ses fonctions actuelles de directeur de la publication de *TéléVision*. « Le magazine sera libre et indépendant à l'égard de toutes les chaînes, y compris Canal Plus. J'en suis le père », reconnaît André Rousselet, qui n'est pas retourné au siège de la chaîne depuis sa démission en 1994. Il vient d'ailleurs de démissionner du conseil d'administration de la chaîne pour protester contre la montée en puissance de la Générale des eaux présidée par Jean-Marie Messier. L'affaire est évoquée dans le ma-

gazine, dans un encadré intitulé « Dégâts des eaux » : « L'opération Générale pose d'innombrables questions. Parmi les plus chouchous : combien de temps le patron de Havas (Pierre Dauxer) tiendra-t-il ? L'équipe dirigeante de Canal Plus supportera-t-elle d'être coffrée d'une Générale ? Les Guignols pâtiront-ils de la dramatique absence d'humour qui semble être la marque distinctive d'une entreprise impliquée dans un certain nombre d'affaires en cours d'instruction ? »

Et InfoMatin ? « Cette expérience m'a appris deux choses, explique André Rousselet. Dans un journal, il faut être à la naissance ou ne pas être, car tout ce qui est pièce rapportée est dépourvu de légitimité. Et quand on adopte un nouveau concept, il faut lui être absolument fidèle. Pour quoi continuer ? « On peut vivre de ses rentes, prendre sa retraite à cinquante-cinq ans et aller planter ses choux. J'ai horreur du potager. D'autant qu'il peut y avoir de la fin confusion entre le légume et le jardinier. »

Alain Salles

Yves-Marie Labé

Les personnels de RFI poursuivent la grève

LES PERSONNELS de Radio-France internationale (RFI) ont décidé, lundi 17 mars, de poursuivre la grève entamée jeudi 13 mars. Les vingt-sept heures de négociations entre la direction et les syndicats durant le week-end n'ont pas suffi à apaiser le conflit dans cette entreprise qui emploie près de mille personnes, fabriquant des émissions en dix-huit langues étrangères à destination de nombreux pays.

Les journalistes sont les plus déterminés dans la poursuite de ce mouvement. Ils font un préalable de l'intégration des quatre journalistes dans la direction a décidé de ne pas renouveler les contrats à durée déterminée, alors que rien ne leur avait été reproché sur le plan professionnel. Considérée comme « arbitraire », cette décision a déclenché dans cette rédaction, qui a changé trois fois de directeur en dix-huit mois, une avalanche de réproches. « Depuis l'arrivée de la nouvelle équipe, les ordres tombent d'en haut sans discussion réelle », estime un journaliste. La directrice de l'information, Anne Toulouze, est particulièrement visée : on

cooteste ses manières cassantes et son interventionnisme excessif sur le contenu de l'information.

« A MICRO OUVERT »

« Au cours d'une des assemblées générales, lundi à la Maison de la radio, les rédacteurs ont évoqué une interview du Prix Nobel de la paix, José Ramos Horta, porte-parole du Timor-Oriental, qui n'a pas été diffusée, parce que M. Horta y critiquait son accueil par les autorités françaises. Autre exemple : l'annonce de la mise en examen de Jean Tiberi, maître (RPR) de Paris qui, un matin, a été reléguée en revue de presse. « On est de plus en plus "micro ouvert" pour le gouvernement », commente une journaliste, qui, comme d'autres, constate que les « sons » sur Jacques Chirac, Alain Juppé ou Jacques Godfrain, ministre de la coopération, passent de plus en plus fréquemment à l'antenne.

Pour la rédaction, le protocole d'accord négocié entre la direction et les syndicats n'est guère convaincant. Les treize feuillets de ce document balaisent les problèmes de RFI : intégration sur

trois ans des personnels de réalisation rémunérés au cachet, tests d'embauche pour les journalistes, etc.

Les techniciens semblent, eux, avoir obtenu certaines réponses sur l'introduction du numérique, qui, à terme, concerne aussi les journalistes. L'arrivée de ce procédé de production dans les radios est, en effet, porteur d'autant de bouleversements que l'ont été les techniques de photo-composition dans la presse écrite au cours des années 70. Ce nouveau matériel, qui supprime la bande magnétique et permet de véhiculer le son sur ordinateur, entraînera d'importantes modifications des conditions de travail. La direction de RFI a promis d'« engager un processus de numérisation progressive sur cinq ans » et s'est engagé à ce que « la numérisation n'a ni pour objectif ni pour conséquence de réduire les emplois ». Une nouvelle assemblée générale devait se réunir mardi 18 mars et Jean-Paul Cluzel, PDG de RFI, a annulé un déplacement à Londres.

Françoise Chirot

La Cinquième arrête « L'Esprit du sport »

AU MOMENT où la direction de La Cinquième communique, lundi 17 mars, sa décision d'arrêter le magazine hebdomadaire « L'Esprit du sport », Cyril Vignier, présentateur de l'émission mais aussi directeur délégué des programmes de la chaîne, fait savoir qu'il « continue à présenter "L'Esprit du sport" » et qu'il sera « à l'antenne jusqu'en juin ». L'« émission s'arrête », assure Norbert Balit, directeur des antennes et des programmes de La Cinquième. Selon lui, la chaîne a choisi, « il y a près de deux semaines, d'arrêter l'émission », après le retrait de Jean-François Doineau, concepteur de « L'Esprit du sport ». Celui-ci, en désaccord sur l'évolution du concept de son émission, avait refusé de diffuser un numéro spécial enregistré par Cyril Vignier à Los Angeles en compagnie de David Hallyday. Norbert Balit a « orbité » en supprimant définitivement l'émission.

L'arrêt du magazine ne serait pas lié à la plainte contre X... pour « escroquerie et détournements de fonds », déposée, vendredi 14 mars, par La Cinquième. Un audit conduit sur les comptes des exercices 1995 et 1996 de Tigre productions, une des quatre sociétés de production de « L'Esprit du sport », aurait fait apparaître un « différentiel » de 1,5 million de francs, au préjudice de la chaîne, entre les devis présentés et les dépenses réellement effectuées.

DÉPÊCHES

■ NUMÉRIQUE : Canal Plus et AB Sat ont annoncé, lundi 17 mars, la signature d'un « accord de réciprocité » entre les deux bouquets de programmes. Grâce à la mise en œuvre du procédé Simulcrypt, les abonnés de CanalSatellite pourront recevoir et décrypter les deux ensembles de programmes avec un seul décodeur numérique. Selon les deux groupes, « chaque opérateur conserve son entière liberté commerciale ».

■ ÉTATS-UNIS : News Corp, contrôlé par Rupert Murdoch, va investir 1,35 milliard de dollars (environ 74 milliards de francs) pour acquérir Heritage Media, groupe américain de marketing et promotion. News Corp devrait revendre les six chaînes de télévision et les vingt-quatre stations de radio détenues par Heritage Media.

**86%
des Français***

jugent anormal que France 2 et France 3 en qualité numérique soient exclusivement réservées aux abonnés de TPS

(* Sondage IFOP février 1997)

Mesdames et Messieurs les Députés,

La télévision publique est-elle confisquée ?

Le numérique offre une qualité d'image et de son sans équivalent. Alors que tous les bouquets numériques ont vocation à proposer des chaînes publiques gratuitement, France 2 et France 3 sont aujourd'hui en exclusivité sur le bouquet TPS.

Au nom du droit et de l'équité, une télévision payée par tous - via la redevance - doit être disponible pour tous, dans tous les modes de diffusion et avec la meilleure qualité possible.

**Tout le monde paie la télévision publique.
Son accès doit être ouvert à tous.**



NUMERIQUE
CANALSATELLITE

مكتبة الزهر

Dialogue social

par Alain Rollat

IL ÉTAIT MINUIT. Alfons n'en pouvait plus. Il fallait qu'il expose. Cela faisait une heure et quart que ses copains de Villordeville et d'ailleurs, présents à ses côtés sur le plateau de France 2, prenaient la France à témoin de la trahison de Renault. Le jeune Chino avait raconté toutes les concessions faites au patron : les journées de neuf heures, les cadences accélérées, la soumission à la flexibilité. Il avait dit comment, la mort dans l'âme, pour faire plaisir à l'usine, il avait arrêté de jouer au football le dimanche. Il avait fait le choix de la performance industrielle : eobour de chaîne, chaque voiture était désormais finie en une minute et vingt secondes. Finie la pause cigarette.

Antonio, le père de Chino, venu d'Espagne dans les années 60, avait montré à la caméra les livres qu'il citait en exemple d'une intégration réussie. Juan, leur ami, avait rappelé que certaines familles s'étaient privées de vacances, et même endettées, pour acheter des actions. Elles avaient tellement confiance en Renault qu'elles lui avaient confié leur épargne. « Et maintenant, avait dit Yacinta, Renault nous traite comme des chiffons qu'on jette à la poubelle... » Ils parlaient cœur, le secrétaire général de Renault leur répondait chiffres, courbes, « impitoyable industriel ». Ce Michel de Virville ne paraissait pas mauvais bougre, sa barbe fournie semblait même saine, mais il y avait dans son enlacement une rigidité robotique. Alfons se sentait devenir agressif.

Claude Sérino, qui animait ce « C'est à suivre », avait résumé leur désarroi en parlant de leur identification avec leur usine. « Il n'y a plus d'avenir », avait ajouté André, le délégué flamand. Alain, veau de la cité des Mureaux (Yvelines), avait répété que la modernité de Villordeville faisait référence dans tous les ateliers de Renault. Régis, son camarade de Cléon, avait rappelé que plusieurs anciens de l'usine de Boulogne-Billancourt, naguère sacrifiés à la productivité, étaient devenus SDF. On les voyait « dormir sur les quais de la Seine, près de l'île Seguin... » M. de Virville répétait que la survie des uns justifiait le sacrifice des autres : « Ce serait irresponsable de donner de faux espoirs... » La moustache rousse d'Alfons n'en finissait plus de frémir.

Dans son dos, l'un de ses potes exhiba la dernière trouvaille patronale : un dépliant détaillant les différentes formules de sandwichs qui seraient bientôt mises à la disposition du personnel pour que chacun puisse faire la pause casse-croûte sans quitter son poste. C'est alors qu'Alfons Van de Meersche, délégué du syndicat chrétien de Villordeville, explosa en direct. On le vit se lever, tremblant de colère. Il bredouilla un instant, en gros plan. Puis, le doigt pointé vers le secrétaire général de Renault, il l'apostropha avec la rage d'une gifle longtemps retenue : « Vous n'avez pas de scrupules ! Pas de scrupules ! » M. de Virville fit mine de n'avoir pas entendu. Alfons comprit trop tard qu'il avait prononcé un gros mot.

Entre Elvis et les Beatles

« Dancing In The Street », la série sur l'histoire du rock proposée par Canal Jimmy, revient sur les années 58-64, dominées par le son de Phil Spector



la chaîne - pour CBS, Atlantic et RCA : Carole King, auteur avec son mari, le parolier Genny Goffin, de l'inusable *The Loco-motion*, écrit des titres suaves et boursés d'énergie « en mêlant le rock au classique et à la tradition pop de Broadway ». Un autre couple, Barry Mann et Cynthia Weil, offre aux adolescents des ballades romantiques et incandescentes.

Tous ont en commun de travailler avec le maestro du moment, Phil Spector. *Be my Baby* installe une rupture en montrant une photographie du compositeur-produ-

teur, perdu dans ses rêves de démesure, pendant que résonne *La Chevauchée des Walkyries*. Spector, l'homme qui voulait donner « de petites symphonies aux gamins » en adoptant « une approche wagnérienne du rock'n'roll ». Un mégalomane paranoïaque et génial, sorte de Citizen Kane du binaire. Né dans le Bronx, il écrit son premier tube à l'âge de dix-huit ans, *To Know Him is to Love Him* (« Le connaître, c'est l'aimer »), épitaphe que sa mère avait fait graver sur la tombe de son père.

Trois ans plus tard, il empêche son premier million de dollars après avoir créé sa maison de

disques. Il veut tout contrôler, il a une oreille imparable et un concept révolutionnaire, le « mur du son » : cinq, six ou sept guitares, trois pianos, trois basses, une fanfare de cuivres, des cordes à eo pleuvant, une armée de percussions. La seule difficulté, se souvient un de ses assistants des studios Gold Star de Los Angeles, « c'était de faire rentrer tous les musiciens dans la pièce » ! Cette débauche de moyens, ce son total a généré des joyaux de trois minutes : *Da Doo Ron Ron* et *Then He Kissed Me* (Les Crystals), *Baby I Love You* et *Be My Baby* (Les Ronettes).

Le Beach Boy Brian Wilson s'incline : « Spector était le plus grand... » Jusqu'à l'arrivée des Beatles. Les Quatre de Liverpool balayeront les « girls groups », créatures du Pygmalion Spector. Mais ce film montre bien que le terrain avait été balisé pour les Fab Four, qui ont par ailleurs rodé leur répertoire avec des titres du Brill Building. Parmi les compositeurs-producteurs, deux s'en sortent sans trop de dommages. Carole King fera un come-back foudroyant avec *Tapestry* (1971). Au début des années 70, Spector produira *Plastic Ono Band* et *Imagine*, les deux meilleurs albums solo d'un certain John Lennon.

Bruno Lesprit

★ « Dancing In The Street », deuxième partie : *Be my Baby*, Canal Jimmy, mardi 18 mars à 22 h 20, mercredi 19 à 2 h 25, vendredi 21 à 3 h 30.

MARDI 18 MARS

TF 1

20.45

JURASSIC PARK

Film de Steven Spielberg, avec Sam Neill, Laura Dern (1993, 130 min).
Ce film, inspiré d'un roman de Michael Crichton, a connu un succès phénoménal, et fort sucré. Effets spéciaux impressionnants mais l'action trône pendant une heure.

22.55

LE MONDE DE L'ÉA

Magazine présenté par Paul Aron (105 min).
0.40 et 1.20, 2.20, 3.20

TF 1 nuit

0.50 Reportages.
Ces messieurs en habit vert (rediff., 30 min). 4273988
Portraits de « hommes verts » de la Propreté de Paris qui travaillent, de jour comme de nuit, pour garder la capitale propre.

1.30 La Quintessence de œuvres Magallanes. Concert, 2.30 et 3.25, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (15 min).

France 2

20.55

MANON DES SOURCES

Film de Claude Berri (1986, 115 min). 7375708
Une seconde partie au ton dramatique.
22.50 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.00

LE SEIGNEUR DU TEMPS

Téléfilm de Geoffrey Sax, avec Paul McGann, Eric Roberts (90 min). 47147

0.30 Journal

Bourse, Météo.
0.50 Le Cercle de minuit. Cinéma. Invités : André Zulawski, Carole Bouquet, Aurélien Clermont et Anne-Marie Mérieux, Gérard Lefort (80 min). 4282364

2.40 Un pays, une musique. Documentaire. Porto Rico 3.25 24 heures d'Info. 3.35 Météo. 4.40 Arts marchands du palais. Documentaire. Parole. 4.55 Clip et Chanty. (30 min).

France 3

20.50

SPÉCIALE FA SI LA CHANTER

Jeux présentés par Pascal Brunner. Paroles et musiques. Invités : Nicole Croisille, Catherine Allegre, Jean Roucas, Salvatore Adamo, Tri Yann, Nanaïa Workman, Fred Boudin (101 min). 888505

22.50

Journal, Météo.

22.50 Journal, Météo.

23.25

VU DE PRÈS

Documentaire. Nature, des histoires banales mais belles (55 min). 3777498

0.20

Cinéma étoiles. Magazine. Le secret de Robert Ingh de John Sayles ; Donnie Brasco de Mike Newell et Un amour de sorcière de Ronal Manzoni (25 min). 28548

1.20 Madock. Série. [2/2] Le départ. 2.10 Musique. Documentaire. Musique de chambre. Sonnet 1526 de W. Mozart par Raphaël Oleg et Gérard Wyss (25 min).

Arte

20.45

LA VIE EN FACE : ONCLE BRUNO, ILMCHEN ET LA DERNIÈRE SÉANCE

Documentaire de Hans-Jürgen Haug (97, 55 min). 5738573
A Berlin, les exploitants d'une salle de cinéma de quartier sont contraints, par le propriétaire, de quitter le « Palais du cinéma Schiller » après trente années d'une passion sans égale. Dernière séance prévue le 30 juin 1997.

21.40

COMEDIA : AU SOLEIL MÊME LA NUIT

Documentaire d'Éric Darmon et Catherine Vilpoux. Avec la troupe du Théâtre du Soleil (1997, 160 min). 33001418

Pendant huit mois Éric Darmon a eu la possibilité de filmer toute la préparation du Tartuffe de Molière par Ariane Mnouchkine, dans les coulisses du Théâtre du Soleil.

0.20 Musica : Faire kiffer les anges. Documentaire de Jean-Pierre Thom (1996, rediff., 90 min). 3620451

1.50 Palettes. Documentaire d'Alain Jaubert. Jean-Dominique Ingres (1780-1867) (rediff., 30 min). 3103155

2.20 La Panthère rose (rediff., 25 min).

M 6

20.50

LES AVENTURES FANTASTIQUES DE TARZAN

Téléfilm de Brian Yusa, avec Joe Lara, Andrew Divoff, Thomas et la malédiction. Tarzan et la Grande Prêtresse (110 min). 888789

22.40

LES MOTS DU CŒUR

Téléfilm de Gabrielle Beaumont, avec Jill Ekenberry (100 min). 8485645

Une mère divorcée qui élève seule ses deux filles apprend qu'elle souffre d'un cancer qui ne lui laisse que quelques mois à vivre.

0.20 Capital. Magazine (rediff.). 2.15 Météo. Magazine. Vivienne Westwood (rediff.). 3.20 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.45 Hot topics. Magazine (rediff.). 3.30 Météo. 4. Documentaire. 4.40 Jazz 6. Magazine (rediff.). 4.55 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Couilles. Documentaire. Patrick Koss. 5.45 Film de Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

20.15

FOOTBALL

En direct. Coupe de l'UEFA. 1/4 de finale retour : Monaco-Neuchâtel. 20.30 Coup d'envoi, à la mi-temps, le journal de foot (35 min). 4289588

22.30

Flash d'information

22.35 Caméra sauvage (rediff., 45 min). 3165854

Radio

France-Culture

20.30

Archipel science. L'éclairage nuit. 21.32 Parler français (rediff.). Les Français en Flandre.

22.40 Nuits magnétiques. Théâtre en prison. 1. A la Santé. Amélie Sève l'annonce.

0.05 Du jour au lendemain. Élisabeth Baïher (La Crainte des moines), 0.48 Les Cigales du musée hall, 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert de musiques traditionnelles. Méthodes et chansons Yiddish. Donné en direct du studio Charles Trénet, à Radio-France.

22.30 Musique pluriel. 23.07 Akont Chocout. Marcus Creed et le Chœur de Chambre de la radio de Berlin. Chansons secrètes et profanes, de Brahms, Messiaen (extraits), de Mozart.

0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Bach, Weiss, Henrici. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les compositeurs français et la Grande Guerre.

22.30 Les Soirées. (Suite). Concert. Enregistré le 30 juin 1996, en l'abbaye de Royaumont. Les Chants polonais de la Passion des XIII^e et XIV^e siècles, par l'ensemble Studio 600 et Dorotea Kozmicka. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Eurosport

13.00 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Figures imposées de danse sur glace, à Lausanne (Suisse). (210 min).

17.55 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Cérémonie d'ouverture, à Lausanne (Suisse). (35 min). 1871012

18.55 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Programme court couples, à Lausanne (Suisse). (215 min). 60704741

22.30 Football. 0.30 Équitation (60 min).

Muzzik 19.35 Concerto brandebourgeois n° 6. Concert (65 min). 840789

20.00 et 0.15 L'Invité. Valéry Giscard. 21.00 Tchaïkovski. Concert (90 min). 4162708

22.10 Natalie Dessay à l'Opéra de la Vallée. De Chère Abby et Andy Sommer. 22.45 Les Instantanés de la danse.

23.00 Jazz 625 : Clark Terry Quintet. Concert (90 min). 9147

23.30 Requiem pour Mozart. Concert (65 min). 81708

1.00 Simply Mozart. Concert (65 min). 4878722

Signification des symboles :
▶ Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

ABONNEZ-VOUS et économisez jusqu'à 294 F soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au numéro : 1,90 F (hors taxes). Les abonnements sont facturés en francs.

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F 6 MOIS - 1 038 F 1 AN - 1 890 F

Je joins mon règlement soit : F 701 MQ 001

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

ou par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Localité : Pays :

TARIFS HORS FRANCE

1 AN 2 080 F 2 980 F 6 mois 1 123 F 1 580 F 3 mois 572 F 780 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-50 de 9 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue de la République - 93046 Charenty-le-Pont

TV 5

20.00

Envoyé spécial

(France 2 13/3/97).

21.30

Perfection.

21.55 Météo

des cinq continents.

22.00

Journal (France 2).

22.35

Bouillon de culture.

Magazine. L'histoire du silence ou le cas Jean-Dominique Bauby (France 2 du 14/3/97).

23.50

Viva.

Planète

20.35

Vertical.

(145) Les gros porteurs.

21.30

Les Aquanauts.

Une nuit sous la mer.

22.20

Une biographie

politique de Sartre.

(12) On a le droit de se révolter : vers l'engagement.

23.15

Ladies and Gentlemen,

Mr Leonard Cohen.

0.00

Suisse.

0.45 J'ai huit ans.

0.55 Encore Paris (30 min).

Animaux

21.00

Monde sauvage.

Javas, terre secrète.

21.30

La Vie des zoos.

22.00

Rumeurs

de la jungle montagne.

23.00

Dingo.

23.30

Gall City.

0.00

Monde sauvage.

Paris Première

20.00

et 0.20

20 h Paris Première.

21.00

Le Gal savoir. Magazine.

21.50

Le J.T.S. Magazine.

22.20

L'Avenir

Film de Jean Girault et Louis de Funès (1979, 120 min). 24254388

France

Supervision

20.45

Novo Rado.

une reconquête musicale.

21.55

Météo

des cinq continents.

22.00

Journal (France 2).

22.35

Bouillon de culture.

Magazine. L'histoire du silence ou le cas Jean-Dominique Bauby (France 2 du 14/3/97).

23.50

Viva.

Cinéma

20.30

Rif-rif

Film de Ted Tostoff (1947, N., 100 min). 47827073

21.50

La Traversée

du poisson couronné

Film de René Chazas (1946, N., 100 min). 25922863

23.30

Pas d'amour

pour Johnny

Film de Ralph Thomas (1960, N., 110 min). 34722855

Cinéma

20.30

Quatre

New-Yorkaises

Film de Redford Wilson (1992, 115 min). 6408825

22.25

Quatre mariages

et un enterrement

Film de Mike Newell (1994, N., 115 min). 47898824

Série Club

20.45

Buck Rogers.

21.35

et 1.30

La Chambre de dames.

22.30

Le Choix de...

Fred Zinnemann.

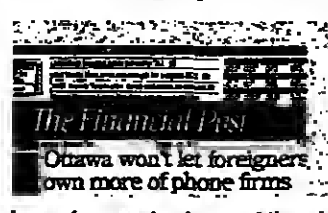
Le « Québec libre ! », par retour du courrier

Le mot lancé par de Gaulle, il y a trente ans, à Montréal, figure sur un timbre français qui commémore l'événement. Pour la presse canadienne anglophone, il s'agit d'une provocation

IL A SUFFI d'un petit morceau de papier enduit d'un peu de colle pour provoquer des attaques sans précédent des anglophones du Canada contre la France. L'objet du litige, un timbre que le ministre français des postes d'ait mettre en vente, le 24 juin, en hommage au célèbre « Vive le Québec libre ! », lancé par le général de Gaulle, lors de sa visite dans la province francophone en 1967. Trente ans après, les Anglo-Canadiens dénoncent toujours cette déclaration, prononcée du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, comme une inadmissible ingérence. Pour couronner le tout, le Québec doit inaugurer, à la même date, une statue à la mémoire de de Gaulle érigée sur les Plaines d'Abraham, là où, en 1759,

les Français perdirent le Canada en une bataille d'un quart d'heure.

Les éditorialistes ont sorti leur artillerie pour protester contre le timbre à l'effigie du général. « Le discours enflammé de de Gaulle était une insulte aux centaines de Canadiens qui se sont battus et ont versé leur sang pour libérer la France de Hitler », proteste le *Sun* d'Ottawa. Le *Financial Post* en rajoute en comparant le nombre des Français qui ont suivi de Gaulle à Londres à ceux qui sont restés sous l'occupation allemande au cours du régime de Vichy. « Comparez ce nombre aux 47 000 Canadiens qui sont entrés en France depuis deux guerres mondiales (...), et vous aurez une idée plus précise de qui doit être



Ottawa won't let foreigners own more of phone firms

hanaré », conclut le quotidien de Toronto. En fait, la presse anglophone reproche à la France son double langage lorsqu'il s'agit de ses relations avec le Canada. D'une part, Jacques Chirac et Alain Juppé dévalent les échanges commerciaux avec le premier ministre Jean Chrétien, d'autre part, ils « complètent avec le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard pour célébrer le trentième anniversaire de la visite du général Charles de Gaulle au

Canada (...), dont le « Vive le Québec libre ! » légitimait le mouvement séparatiste québécois », tranche le *Sun*.

De son côté, la presse francophone comprend difficilement qu'un si petit timbre ait soulevé un tel tollé. « Un coin de feuille de papier - en couleur soit - enduit d'une colle indigeste, et le premier ministre du Canada a des nausées (...). Dans d'autres circonstances, dans un autre pays, on en ritait », remarque *Le Droit* d'Ottawa. L'Acadie nouvelle, quant à elle, juge démesurée la réaction anglophone, quand il arrive, par ailleurs, que des enfants aient des difficultés à simplement fréquenter l'école de leur coin.

Pascale Guérincolas

DANS LA PRESSE

BFM

Philippe Alexandre

■ Chaque fois qu'il se produit en France une catastrophe économique ou sociale, genre Crédit lyonnais ou Renault Vivorde, tout le monde sans exception, du président de la République au dernier des délégués syndicaux, entonne le chœur des lamentations avec un bel ensemble pour déplorer les pannes à répétition du dialogue social. Comme on imagine, chacun rejette la responsabilité de ce dysfonctionnement sur le voisin : le président de la République sur son gouvernement, celui-ci sur les patrons, ceux-ci sur les syndicats et

les syndicats sur tous les autres. On a assisté à ce jeu tragique de mistigri avec l'affaire Renault. Le gouvernement Juppé, qui n'est pas le dernier à se plaindre, devrait bien commencer par balayer devant sa porte : il ne pratique la concertation que lorsque le feu est déclaré.

RTL

Michèle Cotta

■ Si l'on se fie au dictionnaire : « Seuls les imbéciles ne changent pas d'avis », il faut conclure que François Léotard est vraiment très intelligent car, pour ce qui est des virages à 180 degrés, le maire de Fréjus s'apprête à en détenir le record absolu. L'espace d'un week-

end, c'est son appréciation du Front national qui a changé du tout au tout. Samedi, le président de l'UDF a fait un parallèle audacieux entre Lionel Jospin et Jean-Marie Le Pen, politiquement adversaires, a-t-il dit, mais électoralement associés, en demandant à sa majorité de n'avoir, je cite « pas plus de complaisance pour le Front populaire que pour le Front national ». C'est le même homme qui avait affirmé, le 16 juin 1996 lors d'un colloque sur le populisme à Châteauneuf - c'est une citation - : « Moi, je ne dis pas que choisir entre le PS et le Front national, c'est choisir entre la peste et le choléra ». Le président de l'UDF n'a donc pas légèrement modifié sa stratégie

vis-à-vis du Front national. Il en a complètement changé.

THE GUARDIAN

■ Espérons que la campagne électorale saura se hisser au niveau de l'événement. Car il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'un moment historique pour notre pays. C'est l'occasion de redéfinir l'agenda de l'histoire britannique après une longue et paralysante période de contre-révolution contre quelques-unes des valeurs les plus fondamentales de notre société. Il reste à voir si les partis d'opposition sauront relever le défi d'offrir au pays une vision alternative, fondée sur des valeurs et des priorités différentes.

EN VUE

■ José et Jean-Marie Happort, les « jumeaux terribles » des Fourons - le canton belge rattaché au Limbourg contre la volonté de ses habitants francophones -, ont invité, samedi 15 mars, pour fêter leur cinquantième anniversaire - « un siècle d'existence Happort » -, trois cents de leurs amis à une ripaille, dont la pièce maîtresse était une génisse des herbages fouronnais à la broche. Quand on sait que José Happort, député européen (PS), pourfend implacablement la Commission de Bruxelles, au sein de la commission parlementaire d'enquête sur l'affaire de la « vache folle », c'était, de la part d'Happort, une belle marque de confiance dans la qualité des produits locaux.

■ Des médecins de Krasnodar, dans le sud de la Russie, viennent de mettre au point un remède miracle, appelé « Printemps d'argent ». Le médicament est fabriqué avec de la vodka pure légèrement ionisée et magnétisée. Les Russes continuent de croire aux vertus curatives de leur boisson nationale, contre toute évidence : selon les statistiques, l'abus de vodka est à l'origine d'une espérance de vie réduite à cinquante-huit ans, chez les hommes de ce pays.

■ Le professeur Ulfes Di Giacomo, de l'hôpital Veneziola d'Isola, en Italie, a implanté, en urgence, un stimulateur cardiaque sur une vieille dame du Molise, dans le sud du pays. Le cœur de Lucia Di Pilla avait lâché au cours d'une fête organisée en l'honneur de son centième anniversaire.

■ Une Thaïlandaise qui voulait se venger de son mari, Prayoon

Eklang, un conducteur de cyclo-pousse de quarante-sept ans, lui a tranché le sexe après l'avoir drogué. La police de Bangkok a dénombré, ces dernières années, une quarantaine de cas analogues mais, peut-être, moins raffinés. Car, ensuite, la jalouse a attaché son trophée à un ballon gonflé d'hélium et a confié le colis aux caprices des vents.

■ Des cornelles, installées près d'un parc de la ville roumaine de Turda, s'attaquent aux passants, surtout aux enfants, allant jusqu'à leur prendre les fruits qu'ils tiennent dans la main. Des chasseurs, appelés par la municipalité, n'ont encore pu venir à bout des oiseaux agressifs, qu'on va tenter d'empoisonner.

■ L'alpiniste Christine Janin, Bretonne résidant à Annecy, qui espère devenir la première femme à rallier le pôle Nord, vient de fêter ses quarante ans sur la banquise, à la température de 25 degrés au-dessous de 0. Lundi 17 mars, un hélicoptère lui a largué ses cadeaux d'anniversaire.

■ « Je n'y vois plus rien », les derniers mots de Manolete, somme toute banals, mais pieusement copiés, depuis cinquante ans, par ses aficionados, pourraient avoir trouvé une explication. Le fils de Ferdinand Manolete à Linares, en 1947, vient en effet de révéler que le torero, dont on venait de ligaturer l'artère bressée, commençait à se rétablir et fumait dans son lit un cigare, quand on lui transfusa du plasma contaminé. Les effets en furent immédiats : sa vue s'obscurcit et il mourut.

MERCREDI 19 MARS

TF 1

17.10 Mérose Place. Feuilleton.
18.00 Papa revient demain.
Série. Constat d'Amis.
18.30 Jamais deux sans toi.
Série. Les amonçons zombes.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 Médoc.
20.00 Journal.

20.20

GRANDE SOIRÉE
FOOTBALL
DE LA LIGUE
DES CHAMPIONS
Présenté par Roger Zabel
et Hervé Mathoux.
20.20 Football.
En direct d'Auxerre.
14e de finale retour
de la Ligue
des champions.
A.J. Auxerre -
Borussia Dortmund ;
21.15, M-temps, Médoc
(125 min). 88887884

22.25 Grande soirée
football de la Ligue
des Champions.
Les temps forts des autres
rencontres (105 min).
4510722
0.10 Les Dessous
de Palm Beach. Série.
Confidences sur canapé.
1.00 et 1.45, 2.45, 3.55
TF 1 nuit.
1.35 Cas de divorce. Série. Girard
contre Girard. 4.35 et 5.00, 4.35, 4.35,
5.15 Histoire naturelle. Documentaire.
5.45 Musique. Concert (10 min).

TV 5

20.00 Fant pas rêver.
Invité : Juliette Binoche
(France 3 du 14/09/97).
21.00 Au nom de la loi.
21.55 Médoc
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Pulsations.
23.30 Bon baisers
d'Amérique.

Planète

20.35 Per jakes Hélias,
le conteur
des merveilles.
21.25 La Vie secrète
des machines. (17/17).
21.55 Vertical.
(40) Viesse et puissance.
22.50 Les Aquariastes.
23.40 Une biographie
politique de Sartre.
(12) On a le droit de se
révolter vers l'engagement.
0.35 Ladies and Gentlemen,
Mr Leonard Cohen

Animax

20.30 Singes d'Amazonie.
21.00 Monde sauvage.
L'homme, ce prédateur.
21.30 Le Vagabond.
Le chien de mer.
22.00 Le Grizzly.
23.00 Les Rhinos de l'Assam.
0.00 Monde sauvage. Créature
du jour et de la nuit.
0.30 Pipper le dauphin.

France 2

16.55 Des chiffres
et des lettres. Jeu.
17.25 Le Prince de Bel Air.
17.55 Hattley, cours à vie.
Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.55 Studio Gabriel.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au bout du sport.
20.00 Journal.
A Chéval, Médoc.

20.55

UNE PETITE FILLE
PARTICULIÈRE
Téléfilm de J.-P. Préval.
avec Alexandra Vandernoot
(105 min). 2774451
Une femme débauchée trouve le
bonheur auprès d'un professeur
d'université et d'une petite
tribouille.

22.40

CA SE DISCUTE
Magazine. Les Français aiment-ils
toujours les paysans ? (10 min).
45038181
0.30 Journal.
Bourse, Médoc.
0.45 Le Cercle de minuit.
Magazine. Vivan.
Invités : Corinne Augoust,
Zao Wu Xi, Laurence de la
Ferrière (70 min). 4178759
2.30 Combate d'été. Magazine (re-
diff.). 3.30 Le Jour de Ségolène. Ma-
gazine (re-diff.). 3.35 Rapport du Loto.
3.40 34 heures d'été. 3.40 Médoc.
4.35 Annuaire du palais. Docu-
mentaire. 4.40 400 Questions. Docu-
mentaire. Reprise de France 3 (re-
diff.). 60 min.

Paris Première

20.00 et 23.35
20 Paris Première.
21.00 Paris modes.
21.50 Le J.T.S.
22.20 Le Mot de la fin.
Pièce de théâtre en trois actes
de Jules Renard. Mise en
scène de Yves Carlier.
Enregistré au Festival
d'Avignon, en 1995 (130 min).
11085835

France

Supervision
20.30 Les Enfants du voyage.
De Dominique Mauduit.
21.00 Les bêtes de cirque.
21.20 Catherine Lara.
Concert (85 min). 17887819
22.45 Concerti de Mozart.
Concert (65 min). 58670513
23.50 Les Portes de l'évasion.
La Casamance.

Ciné Cinéfil

20.30 Stress
est très, très ■ ■ ■
Film de Carlos Saura
(1984, N, V, 90 min).
7830833
22.00 L'Étrange Réve
(Blind Alley) ■ ■ ■
Film de Charles Vidor
(1995, N, V, 70 min).
77524277
23.10 L'Amazonie
aux yeux verts ■ ■ ■
Film d'Edwin L. Marin
(1944, N, 90 min). 7861513

France 3

18.50 Un livre, un jour.
Le jeune Fille plus sage que le
jeu de Mariana
Cajon-Negresco et
Séphane Giril.
18.55 Le 19-20.
d'information.
20.00 Médoc.
20.45 Fa si la chance ? Jeu.
20.55 Tout le sport.
20.55 Consomag.

20.50

LA MARCHÉ
DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Marie
Cavado. Face à craindre le pouvoir
des pères ?
Invités : Catherine Deneuve,
François Giroud, Elisabeth
Roudinesco, André Green (110 min).
881820

23.15

UN SIÈCLE
D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Michel Dumoulin.
Louis-René des Forêts
(95 min). 3748887
Un écrivain dont l'œuvre
marque la littérature française
contemporaine.
0.10 Capitain Café.
Invités : Marc Lavigne,
Indochine, Wes, X Men
La Vieillesse
(35 min). 8938381
1.10 Matchlock. Série.
2.00 Musique griffée. Magazine. An-
dante Spinoza et Grande Polonoise de
Chopin. Giovanni Bellucci, piano
(20 min).

Ciné Cinémas

20.30 Fatale ■ ■ ■
Film de Louis Malle
(1992, 110 min). 6301088
22.20 Mister Box ■ ■ ■
Film
de Constantin Costa-Gavras
(1989, V, 120 min). 78303488

Série Club

20.45 Flash. L'imposteur.
21.35 et 1.30
La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de...
Andrew L. Stone.
Mardi, docteur Wilson.
23.00 Buck Rogers.
La Légion Noire.
23.45 Chapeau melon
et bottes de cuir.
Le document d'actualité.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek :
The Next Generation.
Un tour court moment.
21.15 Véro.
21.40 Mister Gum.
Amour d'acrophobie.
22.10 Chronique
de mon canapé.
22.15 Selfie.
L'été.
22.45 Spin City.
Épisode pilote (V.O.).
23.10 Absolutely Fabulous.
La veille finale.
23.40 Elvis : Good Rockin'
Tonight. The Scam.

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Haute montagne :
les oiseaux de Nouvelle-Zélande. 18.45 Le Journal du
matin. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. 19.50

Arts

19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 1/2. Histoire d'eau. Mode : la Belgique.
20.00 Drôle de crapaud. Documentaire.
20.30 Journal. 20.30 1/2 Journal.

20.45

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE :
LA MORT D'UN DÉMOCRATE
Documentaire de Nick Read (55 min). 8700345
Arte poursuit sa série « 1917 et après, Variations
soviétiques ». Ce soir, une analyse du meurtre
probable, en mars 1948, de Jan Masaryk, ministre
libéral des affaires étrangères de la
Tchécoslovaquie, deux semaines après la prise du
pouvoir par les communistes.

21.40

MUSICA
21.40 L'Opéra baroque avec René Jacobs.
Essai musical, documentaire de Hubert
Orliemper (1996, 60 min). 1475728
Portrait du contre-ténor et chef d'orchestre
spécialisé dans la musique baroque.
22.40 Les Trésors de maître Pierre.
Animation de Larry Weinstein. Draps Popéra
de Manuel de Falla (1992, 30 min). 4008835
23.10 Paul Cox, étranger au monde.
Documentaire (1997, 60 min). 5846432
0.10 La Lucarne : une deuxième Babylone.
Documentaire de Samir (85 min). 5075759
1.35 Un court jour de travail ■ ■ ■
Film de Krzysztof Kieslowski, avec Wladaw
Ulewicz (1981, V, 75 min). 8034407

Festival

20.30 Un mort
très convenable.
22.10 Le Gorille :
Le Pavé du Gorille.
23.40 Sœurs froides.
A la mémoire d'un ange
(30 min).

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 Téva 20.
Téva interview.
20.35 La Fleur du désert.
De Orléan Berdmans
et Patrick Tieg.
22.30 Murphy Brown.
La mort du petit chien.
23.00 Téva vie pratique.
0.00 Téva spectacle
(90 min).

Eurosport

14.00 Patinage artistique.
En direct. Championnats du
monde. Programme court
médailles à Lavière
(Suisse) (210 min). 8288364
17.30 Motors.
18.30 Patinage artistique.
En direct. Championnats du
monde. Programme libre
couple, à Lavière (Suisse).
C40 min). 22887109
22.30 Aérobie.
23.30 Boxe.
0.30 ATP Tour Magazine.
1.00 Course sur glace
(50 min).

Voyage

19.00 Rough Guide.
19.55 et 23.25
Chronique Metwin.
20.00 et 23.30
Suivez le guide.
22.30 L'heure de partir
(55 min).

Muzzik

19.40 Haydn : Symphonie
n° 103 « Mit dem
Paukenwirbel ». Concert
(95 min). 6584074
20.15 Les Instantanés
de la danse.
20.30 Le Journal de Muzzik.
21.00 Dead Dreams
de Monochrome Men.
22.00 Kirov Opera : Welcome
Back St Petersburg.
23.25 Mojazz. Live at
the House of Blues.
Concert (65 min). 9579180
0.30 Elisabeth Chojnacka :
Hommage
à Maurice Ohana.
Rédal.
1.30 Musique émotifs
(60 min).

Chaînes d'information

CNN
Information 60 secondes, avec
en soirée : 20.00 et 23.00 World
News Today. 20.30 et 23.00, 2.00
World News. 23.30 Larry King Live.
23.30 Inflight. 23.30 World Sport.
2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures,
avec, en soirée : 19.15 et 22.15
Euronews. 19.45 et 22.15, 0.15 Pers-
pective. 20.30 Sport. 20.35 No Com-
ment. 20.35 et 22.30 Europa. 20.45 et
23.45 Label Europe. 21.40 et 23.30
International. 21.45 Odeon. 21.50
Visa. 23.15 et 0.10 Analysis. 23.20
Labnews. 0.40 Antismas.

LCI

Journaux toutes les demi-heures,
avec, en soirée : 19.15 et 23.15 (cul-
lume Durand. 20.15 et 20.45 Le
18-21. 20.30 et 23.30 Le Grand jour
du. 21.10 et 22.12 Le Journal du
Mond. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal
de l'Economie. 22.36 Cinéma. 21.40
Talk culture. 0.15 La Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental
sustainable.
A Accord parental
indispensable ou
interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou
interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1
21.15 L'École des héros. Film de Daniel Petrie Jr (1991,
110 min). Avec Sean Astin, Wil Wheaton, Keith Koenig.
Aventures.

RTL 9

20.50 Rendez-moi ma peau. Film de Patrick Schumacher
(1989, 90 min). Avec Bee Michelin. Comédie.
1.45 En avant la musique. Film de Giorgio Bianchi (1962,
N, 90 min). Avec Fernandel. Comédie.

TMC

22.50 Marcelino. Film de Luigi Comencini (1991, 95 min).
Avec Nicolò Polacci. Comédie dramatique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de câble et de satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds
et les malentendants.

سكناء من الأهل

L'horreur du chou

par Pierre Georges

Il y a des hommes, ou des femmes, comme cela qui ne dévient jamais. Pour eux, vivre c'est créer, créer c'est vivre. Ils sont assez probablement insupportables. Assez sûrement enviables. A soixante-dix ans, ils font des projets. A quatre-vingt, ils recommencent. Pour d'autres, on dirait, selon un cliché éprouvé, qu'ils se tuent à la tâche. Pour eux, ce serait plutôt l'inverse. La vie comme le Tourmalet, à perpétuité, debout sur les pédales ! S'ils s'arrêtent, ils tombent. Ou ils en ont le sentiment.

André Rousselet est de cette espèce-là. Droit comme un i d'imprimerie, frais comme un gardon. Sentinelle avancée de cette nouvelle époque où l'on commence sérieusement à envisager de rester jeune à perpétuité. Et même, selon les statistiques du ministère de la Santé, de s'accorder des bonus, un trimestre de jouvence par année de présence.

A cet égard, le vieux jeune homme Rousselet, soixante-quinze ans, porte beau. Il a beaucoup entrepris. Presque tout réussi. Il a fait sa fortune et la richesse de quelques autres. Compagnie de taxis G7, Canal Plus, un moment directeur de cabinet du président de la République, ami et confident du Prince avant que d'en devenir l'exécuteur testamentaire, sans parler de quelques activités annexes. Il aurait eu la raisonnablement de quoi occuper quelques vies. Et quelques destinées.

On ne connaît pas l'homme. Et à peine sa légende, qui le dit volontiers ce qu'il paraît être : vil, féroce, exigeant et drôle. Mais on imagine assez bien que dès que le mot « repos » ou, pire, le concept de « retraite » est évoqué devant lui, An-

dré Rousselet sort son revolver. Il l'a fait d'ailleurs, et de la plus évocatrice des manières, à propos de son dernier projet - le plus récent plutôt - un mensuel de télévision appelé justement au plus simple « Télévision Le Mensuel » (voir page 30).

Que dit-il d'autre, sinon précisément que, dans son esprit, la retraite est un naufrage. « On peut vivre de ses rentes, prendre sa retraite à cinquante-cinq ans et aller planter ses choux. J'ai horreur du potager. D'autant qu'il peut y avoir la fin confusion entre le légume et le jardinier. »

N'ayant donc pas vocation, urgente, à regarder prématurément pousser les choux par la racine ou à voguer vers cet état végétatif propre à la promotion des crucifères, André Rousselet s'est donc lancé vers de nouvelles aventures. Limitées certes, mais réelles. Et dans la presse, encore une fois, après l'échec d'InfoMatin.

Il y a peu plus d'un an, en effet, le quotidien voulu par André Rousselet disparaissait. Si le concept était original, la réalisation fut plus délicate et le succès très limité. Autrement dit, InfoMatin se planta comme chou de presse. La faute à qui ? Peu importe, même si à l'époque, il n'aurait pas fallu pousser beaucoup André Rousselet pour lui faire dire que la presse était décidément chose trop sérieuse pour être confiée aux journalistes. Il le dira d'ailleurs.

Mais l'échec resta sien. Et ces natures-là ont horreur de l'échec. Voici pourquoi, dans un nouveau pari et un nouveau concept, celui osé du magazine de télévision sans programmes, le père de Canal Plus s'offre une instance d'appel contre l'âge et la tentation de végéter de ses rentes.

Fidel Castro fait libérer le général Patricio de la Guardia

Il avait été condamné à trente ans de prison en 1989 pour trafics financiers

L'EX-GÉNÉRAL CUBAIN Patricio de la Guardia, qui purgeait depuis 1989 une peine de trente ans de prison, a été libéré, par anticipation, lundi 17 mars, à La Havane, apprend-on de source familiale. Cette libération lui a été signifiée dans la soirée du 17 mars, alors qu'il avait été extrait du centre de détention spécial du ministère de l'Intérieur, dans les environs de La Havane, pour assister aux obsèques de son père, décédé la veille. Patricio de la Guardia a confirmé son élargissement au cours d'une conversation téléphonique échangée dans la nuit avec sa nièce, aujourd'hui réfugiée à Paris.

Le nom du général de la Guardia avait fait la une des journaux en 1989, au moment de l'affaire Ochoa qui avait secoué les hautes sphères du régime cubain en même temps qu'elle jetait une lumière crue sur les méthodes de Fidel Castro. En compagnie de son frère jumeau, le colonel Antonio de la Guardia, ainsi que de douze autres hauts fonctionnaires ou officiers supérieurs, dont le général Arnaldo Ochoa,

ancien commandant en chef des troupes cubaines en Angola, Patricio de la Guardia avait été accusé de participation à divers trafics financiers. A l'issue d'un procès expéditif, au cours duquel le procureur lui avait reproché de n'avoir pas eu le courage de dénoncer son frère jumeau, Antonio, il avait été condamné à trente ans de prison. Son frère, reconnu coupable de trahison, avait été fusillé.

MONTAGE

Trois ans plus tard, Patricio de la Guardia faisait sortir de sa cellule un document manuscrit dont le contenu confirmait ce que les observateurs avertis avaient pu comprendre de l'affaire Ochoa. Clamant son innocence, il affirmait que les trafics et les manipulations financières pour lesquels lui et ses compagnons avaient été condamnés, avaient été montés avec l'assentiment des plus hautes autorités cubaines. Etrangement par le blocus américain, Cuba avait mis en place des services tout entiers voués à chasser les précieux dollars, sans trop s'em-

barrasser de scrupules. Lorsque les doutes relations de Cuba avec les cartels colombiens avaient été sur le point d'être publiquement dénoncées par les Etats-Unis, Fidel Castro avait décidé de contre-attaquer en sacrifiant plusieurs hauts officiers dont certains, par ailleurs, pouvaient lui faire de l'ombre.

Dans son manuscrit, Patricio de la Guardia révélait comment le régime, pareillement à ce qui s'était passé avec les vieux dirigeants bolcheviques lors des procès de Moscou, cinquante ans auparavant, avait laissé entendre aux futurs condamnés que pour rendre service à une révolution encadrée, ils devaient reconnaître leur culpabilité. On s'arrangerait ensuite en famille.

Patricio de la Guardia était le dernier condamné de l'affaire Ochoa encore détenu. Neuf autres avaient été libérés discrètement au cours des années précédentes. Quatre condamnés avaient été fusillés, dont le général Ochoa.

Georges Marion

A Nantes, les nomades multiplient les manifestations après la mort de deux d'entre eux tués par un gendarme

NANTES

de notre correspondant Dans quelles conditions José Ménager, trente ans, et Manolito Meuche, vingt ans, ont-ils été tués par un gendarme dans la nuit du 12 au 13 mars à Machecoul (Loire-Atlantique) ? Parce qu'ils n'acceptent pas l'explication de légitime défense avancée par le procureur adjoint de la République à Nantes, Jacques Bruneau, les nomades, avec qui vivaient les deux hommes, ont bloqué pour la troisième fois en trois jours le périphérique de l'agglomération nantaise, dans la nuit de lundi à mardi 18 mars.

Deux cents d'entre eux ont enflammé des pneus et déversé sur la chaussée le contenu de camions placés en travers. Des jeunes encagoulés, armés de barres de fer, circulaient à deux sur des scooters d'un point à l'autre du barrage, pendant que les femmes de la communauté ravitaillaient les hommes en sandwiches. Les forces

de l'ordre avaient été renforcées par l'arrivée de deux escadrons de gendarmerie, d'une compagnie de CRS et de quarante hommes du Groupement d'intervention de la police nationale. Après qu'une voiture eut été brûlée, vers 22 heures, et devant l'énervement croissant des plus jeunes, les responsables de la communauté gitane ont choisi de lever le camp, indiquant qu'ils poursuivraient leurs manifestations tant que la justice s'en tiendrait à sa version initiale.

Selon le parquet, l'un des deux gendarmes, qui avaient surpris dans la nuit du 12 au 13 mars huit personnes en train de cambrioler un dépôt de matériaux d'un magasin de bricolage, a d'abord « tiré un coup de feu en l'air après les sommations d'usage ». Puis « ressentant une brûlure à la cuisse et des saignements qu'il attribuait instinctivement à une blessure par arme à feu (...) bien que n'ayant pas entendu de détonation, il a alors riposté en tirant dans la direction du groupe qu'il identifiait à ses agresseurs ». L'un des deux cambrioleurs a été tué d'une balle dans la tête, alors qu'il tentait de passer par une ouverture du toit, l'autre, d'une balle dans le thorax.

Il était à 10 mètres d'eux. Nos enfants criaient "on n'est pas armés, ne tirez pas !" Il les a abattus », indique Pierre Ménager, frère et cousin des deux morts.

Le rapport du médecin légiste sur la blessure du gendarme laisse la porte ouverte à plusieurs interprétations. Il décrit une « blessure sur la face externe de la cuisse gauche ayant provoqué une lésion cutanée superficielle, compatible avec un tir tangentiel de petit calibre ». Les avocats des quatre mis en examen ont demandé une contre-expertise incluant l'examen du pantalon du gendarme. Pour Pierre Ménager, cette blessure a été volontairement faite après coup : « On veut bien aller en prison pour des cambriolages, mais pas être tués comme ça. Chez les sédentaires aussi il y a des voleurs. On ne les abat pas pour un vol de parapluies. » De son côté, Alexandre Lobry, président de l'Association des gens du voyage, annonçait lundi son intention de se constituer partie civile.

Adrien Favreau

Christophe Jakubyszyn

La grève des internes

se poursuit dans de nombreux CHU

LES INTERNES des hôpitaux de Paris Ile-de-France ont massivement reconduit la grève des soins et des urgences, lundi 17 mars dans la soirée, par un vote à main levée. A Lyon, Marseille, Montpellier, Nîmes, Tours, Grenoble et Besançon, la grève des internes se poursuivait mardi de même qu'à Bordeaux et à Strasbourg, où les chefs de clinique ont aussi reconduit leur mouvement. Les grévistes continuent de réclamer la renégociation des conventions médicales signées, début mars, par les trois caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de médecins libéraux. En revanche, le travail devait reprendre mardi à Rouen, Rennes, Nancy, Toulouse, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Nice, tandis que dans plusieurs CHU (Toulouse, Dijon, Saint-Etienne, Nice, Rouen, Nantes), les chefs de clinique votaient l'annulation de la grève prévue à partir du 19 mars.

Le transfuge nord-coréen

a quitté Pékin pour Manille

TOKYO. Le transfuge nord-coréen Hwang Jang-yop est arrivé aux Philippines, mardi 18 mars, sur la base de Clark, au nord de Manille, a annoncé un responsable philippin cité par une radio locale. M. Hwang, âgé de soixante-quatre ans, est le plus haut dignitaire du régime nord-coréen à avoir fait défection au sud. Il vient de passer plus d'un mois dans l'ambassade sud-coréenne de Pékin où il avait demandé l'asile politique aux autorités de Séoul, le 12 février. Membre du comité central, il fut à l'origine de la pensée juche (autosuffisance et indépendance), dogme idéologique du régime Kim Il-sung. Les mesures de sécurité auxquelles ont donné lieu son départ de Pékin sont révélatrices du peu de confiance des autorités chinoises en leur allié nord-coréen. M. Hwang devrait rester une dizaine de jours aux Philippines avant de gagner la Corée du Sud. Son transit par un pays tiers était l'une des conditions mises par Pyongyang pour accepter sa défection. - (Corresp.)

■ CATASTROPHE : un Antonov-24 russe s'est écrasé mardi 18 mars dans le nord du Caucase et l'on craignait que les 50 personnes à bord aient péri dans l'accident, a annoncé un porte-parole du ministère des situations d'urgence (défense civile) à Moscou. L'appareil effectuait la liaison entre Stavropol et le port turc de Trabzon, sur la mer Noire. Il s'est écrasé en république autonome de Karatchaïvo-Tcherkessie, dans le sud de la Russie. - (Reuters)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 18 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 18935,50 +0,72 -4,75

Hong Kong index 12836,50 +0,80 -4,35

Tokyo Nikkei sur 3 mois

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

18935,50 +0,72 -4,75

MACINTOSH GUIDE MAC

Gratuit dans notre Apple Center de 1500 m²

GuideMac N°6

le magazine de référence des utilisateurs d'ordinateurs Macintosh.

Il est aussi disponible en kiosque au prix de 25F déductible de tout achat chez Computer Bench.

COMPUTER BENCH

15, rue Ambroise Croizat, 93800 Villeneuve

TEL. 01 49 58 11 00

FAX: 01 46 78 19 11

San Francisco 3 100F⁺

Washington 2 500F⁺

UNITED AIRLINES

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 40 30 30

هكذا من الضمير

Pratique
flexibles
en Europe

érier
Guardia

EMPLOI

La Maison des chômeurs
de Toulouse
est aussi un lieu
de citoyenneté sociale



MANAGEMENT

Définir de nouveaux modes
de relations entre employeurs
et employés

Le Monde EMPLOI

MERCREDI 19 MARS 1997



ANNONCES CLASSÉES

de la page V
à la page XII

DANS

« LE MONDE EMPLOI »
DU 26 MARS

Observatoire du monde
du travail :
le deuxième volet
de notre enquête



Dans la plupart
des pays européens,
les syndicats tentent
de s'adapter
à la nouvelle donne.
A la différence
de leurs homologues
français

Pratiques syndicales flexibles en Europe

France, les Italiens sont progres-
sivement parvenus à en contour-
ner les conséquences les plus né-
fastes. Depuis le protocole du
23 juillet 1993, signé par l'Etat, le
patronat et les syndicats, ils ont
reconnu, dans l'entreprise, l'exis-

mondialisation et de la flexibilité
que les systèmes centralisés des
modèles socio-démocrates qui
tendent à uniformiser les rela-
tions sociales. Or, il se trouve
que, en quelques années, et sans
perte de leur influence (85 %
d'adhérents), les syndicats sué-
dois ont réussi à déplacer la né-
gociation vers la branche, voire
jusqu'à l'entreprise. On assiste
même à une restructuration des
fédérations, la recombinaison du
syndicalisme dans les services de-
vant se faire à partir du pôle au-
diovisuel, en plein développe-
ment.

Dans les affrontements actuels
en Allemagne, les puissants syn-
dicats allemands tentent une re-
conversion similaire, condition
de leur survie ainsi que du main-
tien, dans un cadre rénové, des
fondements sociaux du capita-
lisme rhénan. L'issue en est ce-
pendant conditionnée par l'atti-
tude du patronat, de nombreuses
entreprises et parmi les plus
grandes étant tentées par la rup-
ture, en dépit du risque d'« amé-
ricanisation de la société », dé-
voquée par la grande
manifestation du 15 juin 1995 à
Bonn.

Si tel est le danger, contenu so-
cialement dans la mondialisation
et la flexibilité, l'exemple de ces
pratiques syndicales européennes
montre que tout n'est pas
compromis à s'y frotter, pourvu
que des stratégies alternatives
soient développées. A l'inverse,
on voit aussi, au travers de ces
tentatives, l'impasse à laquelle
conduit le blocage français.

Alain Lebaube

Enfocécés, chassés de l'entreprise

par Margaret Thatcher, les syn-
dicats, les Trade Unions, seraient
en train de recroquer sous une
autre forme, davantage en adé-
quation avec les modes de fonc-
tionnement du marché du travail.
Désormais, ils se consacrent à la
défense individuelle, pratiquent
le conseil et l'assistance ou
rendent des services personna-
lisés. Ce qui n'est pas sans im-
portance dans un pays où 29 % de la
population active sont devenus
travailleurs indépendants. Mais
cela n'empêche pas plus les
TUC de négocier ouvertement
avec le patronat britannique dans
la perspective du retour des tra-
vailleurs au pouvoir.

Transformer un inconvénient
ou une faiblesse en levier pour
construire l'avenir, c'est encore
ce que tentent les forces sociales
en Espagne, où le poids des PME,
et plus encore des très petites en-
treprises, est considérable. Labo-
rieusement, certes, un dispositif
de médiation dans les conflits so-
ciaux a été élaboré par accord.
Outre qu'il est gratuit et géré par
les partenaires sociaux, il devrait
favoriser un processus de struc-
turation dans les branches pro-
fessionnelles. Egalement adonné
au pluralisme syndical, comme en

La recherche d'une plus
grande flexibilité met à mal
le modèle allemand
par Olivier Piot

Les négociations
se décentralisent en Suède
par Catherine Leroy

L'opportunisme
des Unions britanniques
par Clarisse Fabre

Terrain balisé
pour la médiation sociale
en Espagne
par Francine Alekovic

Les trois grandes centrales
italiennes jouent la carte
de l'unité depuis 1993
par Philippe Baverel

Conseils au syndicalisme
français
par Nathalie Mekus

Regarder les pratiques
syndicales à la loupe dans plu-
sieurs pays européens présente
au moins deux avantages. On y
apprend qu'il est possible de
s'adapter à la mondialisation de
l'économie et que, diabolisée ici,
la flexibilité peut être, si ce n'est
combattue avec succès, du moins
maîtrisée ou contenue. C'est-à-
dire négociée et affaiblie avec
réalisme, voire pragmatisme. On
y découvre aussi, en creux, toutes
les insuffisances du syndicalisme
français, qui ne paraît pas disposé
à opérer la mue pour laquelle ses
voisins se mobilisent ou, pis, qui

n'a pas encore analysé les
contraintes auxquelles il est
pourtant confronté comme les
autres. De proche en proche, un
fossé se creuse qui fait douter des
chances hexagonales à se moder-
niser socialement et qui, surtout,
met en évidence, sous notre sin-
gularité, les risques contenus par
l'Europe dans ce retard.

Une étude permet d'arriver à
ces constats. Réalisée par une
équipe réunie autour de Dandelie
Kaisergruber, pour le compte du
cabinet Bernard Brunhes Consul-
tants, aujourd'hui publiée (*Négocier la flexibilité, pratiques en Eu-
rope*, Les Editions d'Organisation,
240 p., 176 F), elle rend compte de
la capacité des organisations syn-
dicales en Allemagne, Italie, Es-
pagne, Grande-Bretagne et en
Suède à intégrer les nouvelles
données économiques et sociales,

puis à tenter d'y répondre en
fonction de leurs moyens
propres. Cette enquête fait suite
à un premier travail des mêmes
personnes (*L'Europe de l'emploi, ou comment font les autres*, Les
Editions d'Organisation, 1994),
qui avait déjà montré comment
les stratégies des entreprises les
plus performantes et soucieuses
de l'emploi avaient évolué pour
maintenir un équilibre entre la
flexibilité externe, synonyme de
rudeesse, et la flexibilité interne,
plus attentive au sort profession-
nel des personnes.

La mondialisation et la flexibili-
té... Qui, plus que la Grande-Bre-
tagne, a payé un lourd tribut aux
excès du libéralisme anglo-
saxon ? Si la cause semble enten-
due, et la fracture sociale mani-
feste, l'étude apporte heureuse-
ment une lueur d'espoir.

Le Monde
Economie le lundi *

Le Monde
Emploi le mardi **

et la rubrique

Le Monde des
Initiatives Locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi

** daté mercredi

*** daté samedi

eslsca

3^{ÈMES} CYCLES SPÉCIALISÉS

- Finance et Négociation Internationale - Trading
- Ingénierie Financière
- Gestion de Patrimoine
- Finance, Gestion et Contrôle des Risques
- Audit et Expertise Comptable
- Stratégie et Contrôle de Gestion
- Organisation, Reengineering et Systèmes d'Information
- Marketing et Ingénierie Commerciale
- Marketing, Techniques de l'Information et de la Décision
- Management des Entreprises
- Stratégie d'Intelligence Economique
- Pilotage de l'Entreprise Familiale
- Droit et Management des Affaires Européennes

INFORMATIONS

eslsca - 1, rue Bouquenois - 75007 PARIS - Tél. : 01 25 51 30 59 - Fax : 01 25 51 30 70

eslsca est une filiale de la holding eslsca holding, 1, rue Bouquenois - 75007 PARIS - Tél. : 01 25 51 30 59 - Fax : 01 25 51 30 70

مكتبة الأهل

La recherche d'une plus grande flexibilité met à mal le modèle allemand

Le patronat place les organisations de salariés au pied du mur en privilégiant les accords d'entreprise

Les organisations patronales et les syndicats vont-ils réussir le tour de force d'introduire davantage de flexibilité dans les entreprises allemandes ? Cette question est au cœur du débat social outre-Rhin depuis plus de trois ans. Mieux, elle risque de faire voler en éclats le fameux modèle allemand de négociation. Car si les partenaires sociaux ont su progressivement introduire dans le pays, dès 1984, une réduction quasi généralisée du temps de travail, les exigences patronales en matière de flexibilité posent aujourd'hui des problèmes beaucoup plus épineux. En novembre 1995, Klaus Zwickel, le président du puissant syndicat de la métallurgie - IG Metall (2,9 millions d'adhérents) -, accepte officiellement d'établir un lien entre les salaires trop élevés et la destruction massive d'emplois. Le syndicat propose alors au patronat un « pacte pour l'emploi » dans lequel il exige, en échange d'augmentations de salaires limitées à l'inflation, des garanties précises en termes de création d'emplois.

Mais les organisations patronales ne l'entendent pas de cette oreille. A la modération salariale concédée par les syndicats, elles souhaitent ajouter un arsenal de mesures visant à bousculer les organisations du travail pour diminuer les coûts. Annulation du temps de travail, heures supplémentaires intégrées aux salaires, équipes de production le samedi,

etc. : les outils de flexibilité exigés vont bien au-delà des thèmes négociés jusqu'ici par le système classique de l'autonomie tarifaire (c'est-à-dire sans l'intervention de l'Etat dans les négociations par branche). Conséquence : « Dans la mesure où les partenaires sociaux se mettent d'accord pour que la garantie de l'emploi soit assurée par la réduction du temps de travail, assortie d'une plus grande

et par région a déjà subi de nombreuses attaques. Des entreprises ont quitté les organisations patronales afin d'échapper aux contraintes des différentes conventions collectives. L'offensive patronale sur la flexibilité renforce aujourd'hui le péril qui pèse sur ce système d'accords-cadres. En matière de flexibilité et d'organisation du travail, l'individualisation des solutions recherchées

Les tergiversations d'IG Metall

« Le patronat cherche aujourd'hui un mode de négociation décentralisé et éclaté, explique Hubert Thierion, membre du département international de l'IG Metall à Francfort. Nos propres adhérents - cols blancs, ingénieurs, etc. - souhaitent nous voir prendre en compte les particularités des entreprises. Nous sommes en train de réfléchir à des formules qui permettraient à des entreprises, dans le cadre d'un accord global de branche, et sur des thèmes bien précis, de négocier avec des syndicats mandatés ». La pression est d'autant plus forte que 80 % des membres des conseils d'entreprise de la métallurgie sont adhérents d'IG Metall. Certains sont prêts à négocier localement des formules d'aménagement du temps de travail, en dépit des consignes officielles de leur fédération contrainte de fermer les yeux.

flexibilité, cette garantie ne peut se situer qu'au niveau de l'entreprise, et non plus au niveau de la branche », souligne Monique Tessier Garcin dans la partie de l'enquête de Bernard Brunhes Consultants consacrée à l'Allemagne. Autrement dit : « La décentralisation de la négociation est le prix à payer pour les syndicats pour sauvegarder l'autonomie tarifaire. »

Depuis 1993, le système allemand de négociation par branche

par telle ou telle entreprise est plus forte encore que sur la question des salaires. « C'est pour cette raison que l'on constate un rôle accru des conseils d'entreprise (Betriebsrat) », souligne Klaus Oll, directeur de recherche à l'Institut de recherche sociale (ISF) de Munich. Seulement, le modèle social allemand assure la suprématie de l'organisation syndicale sur l'instance de représentation dans l'entreprise. La première assume seule

la négociation, alors que la seconde est reléguée au rôle de gestionnaire. Constitué uniquement de représentants des salariés - et non de délégués syndicaux, comme en France - le Betriebsrat n'a donc qu'un pouvoir très limité de négociation. En cherchant à décentraliser la négociation vers les entreprises, le patronat allemand cherche donc à contourner certaines rigidités syndicales.

Le pacte de paix social ne risque-t-il pas d'en pâtir ? « Le patronat se sent moins lié qu'avant dans ce domaine », précise Klaus Oll. Il estime qu'agir sur les coûts est aujourd'hui à ce prix. Un argument que l'on se garde bien de confirmer à Bonn, au siège de la Gesamtmetall, l'organisation patronale de la métallurgie. « Nous devons tous nous sentir responsables de la survie de notre système de négociation par branche », souligne Volker von Vangenheim, responsable du département international de la Gesamtmetall. Mais les entreprises ont aujourd'hui besoin de beaucoup plus de souplesse qu'une simple réduction uniforme du temps de travail, poursuit-il. Les syndicats doivent donc accepter plus de souplesse en matière de flexibilité dans les accords de branche. La donne est donc claire : soit les organisations syndicales acceptent d'avancer sur ce terrain, soit c'est l'édifice tout entier de l'autonomie tarifaire qui est menacé de s'effondrer.

Olivier Piot

Les négociations se décentralisent en Suède

Le traditionnel égalitarisme est battu en brèche petit à petit

Dire que le modèle suédois a vécu serait aller vite en besogne. Toutefois « il n'est plus tout à fait ce qu'il était », constate Danielle Kaisergruber, consultante chez Bernard Brunhes. L'Etat-providence a revu ses prestations sociales à la baisse. Les négociations se sont décentralisées. L'individualisation progressive des salaires a fait son apparition dans les entreprises, bousculant un peu les principes d'égalitarisme qui prédominent dans la société suédoise.

Il est vrai que la crise économique de 1991-1993 a fortement accéléré ce processus. La Suède est passée, en quelques années, d'un taux de chômage de 2,5 % à 12,7 % (dont 8,7 % de demandeurs d'emploi et 4 % de personnes se trouvant dans les programmes dits de « politique active de l'emploi »).

Une constante néanmoins : les syndicats sont toujours aussi forts dans ce pays, où le taux de syndicalisation est de 85 %. Un phénomène qui s'explique, historiquement, par le fait que les syndicats gèrent les caisses d'assurance-chômage. La création, par le gouvernement, en 1991, d'une caisse nationale d'assurance-chômage pour les salariés qui ne souhaitent pas se syndiquer aurait pu affaiblir les syndicats. Il n'en a rien été.

Il n'empêche, sous la poussée du patronat, le système de relations professionnelles a profondément changé en Suède. On est passé d'un système très centralisé de négociation, « conçu comme un régulateur de l'économie et du social », souligne Danielle Kaisergruber, à une décentralisation progressive de la négociation.

Dans les années 70, tous les ans se déroulaient trois grandes négociations nationales pour déterminer les augmentations de salaires : l'une engageait la SAF, organisation des employeurs, les confédérations LO (représentant les « cols bleus ») et TCO (représentant les « cols blancs ») du secteur privé ; la seconde concernait les « cols bleus » et les « cols blancs » des services publics de l'Etat ; et la dernière ceux des collectivités locales.

A partir de 1985, sous la poussée des employés qui souhaitaient que soit prise en compte la diversité économique des secteurs, les négociations salariales ont été transférées aux branches. A leur niveau, on négocie une augmentation générale des salaires dans le secteur concerné, mais également la part et les règles du jeu des augmentations individuelles décidées dans les entreprises. Parallèlement, les questions relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail, aux horaires et aux heures supplémentaires se négocient, dans le cadre de la loi, au niveau de chaque entreprise.

Lorsque les négociations salariales sont passées du niveau central aux fédérations, les syndicats

ont protesté, mais juste pour la forme car « les fondements de la politique syndicale se situent bien au niveau de la branche », confie Robert Cloarec, directeur de l'emploi au ministère du travail et de l'emploi en Suède, responsable des conditions de vie au travail. En revanche, lorsque les employeurs ont essayé de faire passer les négociations salariales au niveau de l'entreprise, les syndicats se sont bloqués, entraînant des grèves plus ou moins dures en 1995.

Quoi qu'il en soit, d'une façon générale, on relève une tendance progressive à la décentralisation en Suède. Les accords de fédération sont de moins en moins détaillés, laissant une marge plus grande à la négociation d'entreprise. Les syndicats, bien qu'un peu inquiets de cette évolution, l'acceptent, car ils savent que, dans un contexte de compétition internationale, les entreprises ont besoin d'accords qui soient adaptés à leur spécificité. « Cette prise de conscience est plus évidente dans les secteurs concurrentiels que dans le secteur public, où les négociations restent encore très centralisées », observe Robert Cloarec. On note de fortes divergences syndicales dans le domaine des salaires. Si LO condamne l'individualisation, SACO, syndicat de l'encadrement, y est résolument favorable. TCO se montre plus hésitant.

Sachant qu'au fil du temps, compte tenu des changements dans la vie économique, dans l'organisation du travail, de la montée en puissance du secteur tertiaire, les syndicats SACO et TCO prennent un poids de plus en plus important face à LO, on peut s'attendre à de sérieuses évolutions dans les négociations salariales. D'ores et déjà, des entreprises intègrent ces différentes positions syndicales.

Ainsi, dans l'entreprise pharmaceutique Astra, les négociations annuelles se déroulent selon deux processus différents : pour les « cols bleus », la négociation se fait en pourcentage d'augmentation salariale. Pour les autres catégories, l'enveloppe d'augmentation est distribuée à partir d'évaluations individuelles, les principes et les méthodes d'évaluation ayant eux-mêmes été négociés. « Les responsables de l'entreprise pensent que les négociations « cols bleus » vont s'aligner progressivement sur un processus plus individuel », souligne Danielle Kaisergruber.

Aujourd'hui, le modèle suédois est toujours une réalité. La participation ou « co-détermination » demeure un élément important des relations sociales. Par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales, les salariés influencent fortement les décisions de leur entreprise. Moyennant quoi, les syndicats, bien au fait de la situation réelle de l'entreprise, ne contestent pas la nécessité des reconversions et fermetures de sites. Ils en discutent avec les directions d'entreprise ou avec la branche - comme dans le secteur bancaire - longtemps à l'avance, pour mettre en place des solutions actives de reconversion pour les salariés. Mais, dans un certain nombre de domaines (négociations salariales, individualisation des salaires), « la Suède se rapproche tout doucement des autres pays européens », conclut Danielle Kaisergruber.

Catherine Leroy

Repères

● Les conventions et accords collectifs peuvent être conclus au niveau national, régional ou local. Ils réglementent les conditions de travail et d'emploi, soit dans plusieurs professions (exemple : accord national interprofessionnel sur les procédures de licenciement économique), soit au niveau d'une branche d'activité déterminée (la convention des industries métallurgiques), soit, enfin, au niveau de l'entreprise. En France, les conventions collectives de branche sont les plus répandues, mais la négociation d'entreprise a beaucoup progressé depuis les lois Auroux.

L'opportunisme des Unions britanniques

Un visiteur étranger s'étonnera peut-être de trouver ça et là, dans le grand hall du siège du Unison à Londres, le syndicat qui rallie essentiellement les salariés du secteur public, des tracts à l'allure plus publicitaire que militante : « Faites adhérer un ami et vous gagnerez dix livres sterling et peut-être un voyage de rêve. » Un autre document vante la carte de crédit d'adhérent qui donne droit à des réductions de prix, ainsi qu'à des emprunts à taux privilégiés. « Les raisons de s'affilier aux syndicats en Grande-Bretagne sont sans ambiguïté : avantages sociaux, assistance juridique et - loin derrière - les salaires et la formation », explique-t-on au Trades Union Congress (TUC), la confédération qui représente près de sept millions de salariés répartis dans plus de 70 organisations syndicales.

Toutes aussi pragmatiques ? « En Grande-Bretagne, les syndicats ne sont pas trop marqués par une idéologie même si certains sont liés à des courants de pensée. Ils sont avant tout au service du salarié et défendent ses intérêts », analyse Denise Annandale-Massa, consultante chez Bernard Brunhes qui ajoute : « dans le contexte difficile des quinze dernières années, ils ont développé une assistance juridique pour garder le contact avec lui. »

Les Unions reviennent effectivement de loin. Très puissants et contestataires dans les années 70, ils ont subi toute une série de lois anti-syndicales sous le règne de Margaret Thatcher,

les lois « scélérates » selon l'expression du TUC, qui aboutissent aujourd'hui à une réglementation des relations professionnelles en peau de chagrin : pas d'obligation de reconnaître le syndicat pour l'employeur qui peut enclencher un mécanisme inverse de « de-recognition » (dé-reconnaissance), sanctions financières sévères infligées au syndicat en cas de grève jugée ultérieurement illégale, pas d'obligation de préavis en cas de licenciement, etc. La liste des droits syndicaux bafoyés est longue.

Que reste-t-il ? Une négociation d'entreprise réduite - la négociation de branche a quasiment disparu - et 49 % de salariés seulement couverts par une convention collective. Des rencontres avec les employeurs qui se limitent souvent à des échanges informels d'information, comme dans le secteur des transports par exemple. Parallèlement, la mutation du marché du travail (croissance de l'emploi à temps partiel, augmentation du travail indépendant) et de l'économie (dérégulation et éclatement de l'entreprise) déstabilise les syndicats et contribue, selon eux, à la forte chute des effectifs enregistrée en quinze ans : le nombre des salariés syndiqués est passé de 15 millions en 1980 à 7 millions à peine en 1995.

En apparence vaincus, les syndicats vont pourtant réagir. Un déclin se produit au milieu des années 90 sous la conjonction de plusieurs facteurs. « D'abord opposés aux techniques nouvelles de res-

(Human Resources Management) essentiellement tournées vers l'individualisation, les syndicats britanniques se sont ensuite rendu compte, à travers des enquêtes, que les salariés avaient besoin d'être conseillés et suivis dans l'entreprise », poursuit Denise Annandale-Massa. La suppression du « check-off » fera le reste. Cette procédure permettait de prélever automatiquement les cotisations syndicales sur les salaires. Dès lors qu'elle cesse d'exister, les Unions n'ont d'autre salut que de remobiliser leurs troupes chaque année à la rentrée. C'est ainsi que se développent des campagnes de recrutement en 1995-1996. Les syndicats se forment aux nouveaux outils de communication, tandis qu'ils développent des services d'études capables de tenir la dragée haute aux experts de la direction.

Pourtant, le terme « Unions » sonne faux s'il recouvre la seule dimension d'assistance individuelle. « Ils ne souhaitent pas s'arrêter là, ils ont retrouvé une certaine pugnacité qui les pousse à revendiquer une capacité d'action collective », assure la consultante. Une certaine réceptivité du patronat - conscient qu'un marché du travail ultra-libéralisé provoque des effets pervers (absence de formation des salariés, démotivation) - ainsi que la perspective de la victoire de Tony Blair aux élections de mai laissent peut-être augurer des jours meilleurs.

Clarisse Fabre

Terrain balisé pour la médiation sociale en Espagne

Avec 1,1 million de journées de grève en 1996, l'Espagne témoigne d'un climat social agité. En outre, le nombre de conflits collectifs portés devant les tribunaux - 1200 en 1995 - est très élevé. Ce ne devrait plus être le cas, désormais. C'est du moins l'espoir des partenaires sociaux, qui ont signé, en janvier 1996, l'Accord sur la résolution extrajudiciaire des conflits du travail (Asec).

Les signataires - la Confédération espagnole d'organisations d'entrepreneurs (CEOE) et la confédération espagnole des petites et moyennes entreprises (Cepyme), côté patronal, l'Union générale des travailleurs (UGT) et la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO), côté syndical - ont prévu la possibilité de recourir à un dispositif de médiation des conflits collectifs, à condition que ceux-ci s'étendent sur au moins deux communautés autonomes (provinces). La quasi-totalité des 17 communautés auto-

nomes d'Espagne dispose déjà d'un accord similaire.

L'Asec concerne notamment les conflits liés à l'interprétation ou à l'application d'une convention collective ou d'un accord. Il intervient aussi en cas de blocage de la négociation d'une convention collective, d'appel à la grève, de modification (ou de rupture) du contrat de travail (mobilité géographique, licenciement collectif, etc.). La médiation est obligatoire dans trois cas : dès lors que l'une des parties en fait la demande, avant le dépôt d'un préavis de grève ou d'une action en justice. Cependant, il n'y a pas d'obligation d'aboutir à un résultat positif. Un second volet de l'Asec prévoit une procédure d'arbitrage dans laquelle les deux parties, qui doivent être volontaires, sont tenues d'accepter la solution avancée.

Qui seront les médiateurs ? Les signataires de l'accord proposeront des noms de personnalités et chaque partie choisira le sien sur

la liste établie. Pour faire fonctionner cet accord, le ministère du travail a engagé 400 millions de pesetas (16 millions de francs) pour 1996, qui financeront les locaux, les moyens en personnel, etc. Le dispositif devient ainsi « un service public », selon l'expression de l'UGT, gratuit et géré par les partenaires sociaux.

LISTE DE PERSONNALITÉS

L'Asec exclut de son champ le secteur public. Contrairement à ce que souhaitent les commissions ouvrières, il ne vise pas non plus les conflits individuels, alors que 178 000 ont encombré les tribunaux en 1995 et que les accords des communautés autonomes ne prévoient pas tous la médiation individuelle. « Ces derniers devront être renégociés pour qu'il y ait une cohérence avec l'accord national », estime Jesus Perez, secrétaire confédéral de l'UGT. En outre, seules pourront appliquer l'Asec les branches professionnelles ou les entreprises qui l'auront ratifié

partitalement. Cette double entrée s'explique par le fait que d'importants secteurs, tels que l'industrie automobile ou l'hôtellerie, n'ont pas de convention collective.

Cependant, l'Asec peut être le premier point d'appui à la structuration d'une branche. « L'hôtellerie [près de 500 000 salariés] a signé avec l'Asec son premier accord national », se réjouit Jesus Perez. Actuellement, selon les calculs de l'UGT, les ratifications couvrent 4,3 millions de salariés, sur les 7 millions que compte le secteur privé. O'autres signatures devraient encore intervenir.

La négociation de l'Asec a débuté en 1985, avant d'être suspendue en raison d'événements sociaux et politiques divers. Elle a repris en 1995, douze mois après une grande grève générale, et a duré un an. Elle a été « très difficile », de l'avis de l'UGT et de la CCOO. Le patronat, par exemple, souhaitait placer la médiation entre le début du préavis et la grève elle-même, ce qui, de fait, aurait allongé la durée

du préavis, avec le risque de « pressions et de dilution du mouvement », explique Jesus Perez. Les syndicats ont obtenu que la médiation précède le préavis.

L'accord devrait concrètement s'appliquer d'ici un ou deux mois. « Pour nous, il est très important, car il marque la volonté de dialogue », indique la CEOE.

De leur côté, les syndicats en attendent beaucoup. « Il va empêcher de nombreux conflits et bénéficier aux travailleurs, car, par voie judiciaire, les procédures durent un ou deux ans », indique la CCOO. « Dans la mesure où les salariés verront que les syndicats leur apportent des solutions efficaces et plus proches d'eux, ils vont se syndiquer », espère Jesus Perez, ajoutant qu'en cas de licenciement collectif, « mieux vaut une médiation que la solution de l'administration [autorisant ou non les licenciements], car celle-ci favorise les entreprises ».

Francine Aizcovic

حکومت الدہلی

es négociations se
lécentralisent en Suède

D



OLIVIER BESSON

Les trois grandes centrales italiennes jouent la carte de l'unité depuis 1993

Mettant de côté leurs spécificités, elles ont créé une nouvelle instance représentative chargée de négocier au niveau de l'entreprise

Sil est de bon ton de s'interroger sur la représentativité des syndicats en France, le débat paraît complètement iconoclaste en Italie où le taux de syndicalisation atteint 40 %, voire plus dans les entreprises industrielles du Nord et dans la fonction publique. Même si Robert Mounier-Vehier, conseiller pour les affaires sociales à l'ambassade de France à Rome, prend soin de préciser que « ce chiffre qui était de 43 % il y a dix ans, est plutôt sur la pente descendante », les syndicats restent des acteurs de premier plan de la vie économique de la péninsule.

Face au puissant syndicat patronal, la Cofindustria (l'équivalent du CNPF), les représentants des salariés se répartissent entre trois grandes organisations : la Confédération générale italienne du travail (CGIL), d'obédience communiste ; la Confédération italienne syndicale du travail (CISL), d'inspiration démocrate-chrétienne ; et l'Union italienne du travail (UIL), social-démocrate. Avec plus de quatre millions d'adhérents, la CGIL s'affirme comme la première force syndicale du pays, même si « les retraités constituent plus de 50 % des effectifs », souligne Alexandre Bilous, chercheur à l'IREC (Institut de recherche et d'économie sociale).

L'importance du rôle des syndicats s'explique d'abord par des raisons historiques, dans ce pays d'unité nationale récente : traditionnellement, en Italie, la négociation collective joue un rôle beaucoup plus important que la loi dans la réglementation du travail. « A la différence de la France, où l'Etat est un acteur de premier plan, l'évolution du droit du travail transalpin passe d'abord par la négociation collective. Même s'il arrive que les accords signés entre patronat et syndicats fassent ensuite l'objet d'une loi », explique Robert Mounier-Vehier.

En matière d'assistance juridique en cas de conflit du travail, ou de protection sociale, remarque Robert Mounier-Vehier, clé d'une légitimité retrouvée, la consultation directe des adhérents, et globalement des salariés, par voie de référendum organisé sur un sujet ayant trait à la vie de l'entreprise (comme l'an dernier, la question du travail du dimanche en contrepartie d'embourgeoisement, dans l'entreprise de pneumatiques Pirelli à Milan), fait partie de la panoplie des méthodes syndicales depuis une bonne vingtaine d'années.

Mais l'explication du tonus des syndicats italiens tient aussi, pour une bonne part, à leur profonde aspiration à l'unité, nostalgie des années 70 où les trois confédérations étaient parvenues à créer une fédération unitaire. Si d'importants désaccords empêchent aujourd'hui toute réunification, cet état d'esprit unitaire a néanmoins souvent permis d'arrêter une position commune, pour mieux faire face au patronat et aboutir plus rapidement à une solution négociée. « Rares sont les pays de pluralisme syndical qui connaissent des relations unitaires aussi suivies et complètes », constate Alexandre Bilous.

INVENTIVITÉ
Dans un pays où le taux de chômage atteint 12,2 % (encore ce pourcentage masque-t-il une importante disparité entre le nord où 6 % des actifs seulement sont à la recherche d'un emploi, et le sud où ce chiffre culmine à 22 %), le protocole du 23 juillet 1993, signé par l'Etat, le patronat et les syndicats, marque un tournant important dans les relations professionnelles au sein des entreprises. Outre la mise en place d'une politique d'encadrement des augmentations de salaires au niveau des branches (fixées tous les deux ans selon le niveau « programmé » de l'inflation), cet accord instaure un système de « négociation articulée » à double niveau : la branche qui traite des problèmes collectifs (salaires, qualifications...) et l'entreprise où doivent se régler les questions d'intérêt plus local.

Concrètement, « les branches établissent des conventions collectives d'une durée de quatre ans sur les as-

pects normatifs (temps de travail...) et de deux ans sur les rémunérations. La discussion dans l'entreprise, appelée aussi de « deuxième niveau », donne lieu à des conventions de quatre ans sur l'application de certaines modalités de la convention de branche, sur l'organisation du travail, sur les salaires. Sachant que toute augmentation supérieure à ce qui avait été conclu par la branche doit être impérativement liée à une croissance de rentabilité ou de productivité », explique Alexandre Bilous. En plein débat sur la flexibilité, la Cofindustria souhaite vivement privilégier, pour des raisons de souplesse aisément compréhensibles, les négociations au sein des entreprises, au détriment des branches.

Symbole de l'inventivité italienne, le protocole de 1993 consacre une nouvelle entité de représentation des salariés au sein de l'entreprise, fruit d'un accord de mars 1991 : la Représentation syndicale unitaire (RSU). Elle par l'ensemble des salariés, qu'ils soient ou non membres d'un syndicat, cette instance a pour mission de négocier au niveau de l'entreprise, au plus près des réalités du monde du travail, aux côtés des syndicats : « Schématiquement, la RSU pourrait être considérée comme un comité d'entreprise qui aurait un pouvoir de négociation », explique Alexandre Bilous. Constituées dans les entreprises qui comptent plus de quinze salariés, les RSU détiennent un mandat de trois ans : selon le protocole de 1993, deux tiers des représentants sont élus au suffrage universel direct à partir des listes présentées par les syndicats ou par des associations (ayant recueilli au préalable la signature de 5 % des salariés) ; le dernier tiers étant attribué aux organisations syndicales, au prorata des voix obtenues à l'élection des deux tiers. Mais le « tiers réservé » n'est pas allé sans susciter bien des polémiques. Finalement, « un référendum national a remis en cause ce principe. Et les syndicats ont théoriquement perdu le bénéfice de cette clause », signale Alexandre Bilous. Surtout, les RSU n'ont pas connu le succès escompté. Outre les employeurs, certaines organisations syndicales de base se sont montrées réticentes,

dans le secteur tertiaire notamment (banques, assurances...), face à cette nouvelle instance de représentation. En fait, les RSU se sont surtout développées dans les grands bassins syndicaux traditionnels. Résultat : le Nord concentre 72 % des RSU ; et plus des deux tiers de ces instances d'un nouveau genre se sont constituées dans l'industrie. Considérant que l'accord entre partenaires sociaux n'a pas suffi à généraliser la mise en place des RSU, la CGIL ne verrait pas d'un mauvais œil le vote d'une loi en la matière. En dépit de ce bilan mitigé, Alexandre Bilous reste optimiste sur le fond : « L'institution d'organisations unitaires au sein des entreprises crée des habitudes de travail en commun dans les instances de base ».

Philippe Baverel

Conseils au syndicalisme français

Danielle Kaisergruber (Bernard Brunhes Consultants) prône l'innovation

« Vous avez supervisé l'étude « Négocier la flexibilité ». D'où en est venue l'idée ? »

— En 1993, nous avons fait un grand tour d'Europe pour voir comment évoluaient les politiques d'emploi des entreprises, ce qui a donné un livre : *L'Europe de l'emploi*.

A cette occasion, nous avons pu constater que partout se mettait en place un nouveau modèle de l'emploi, comprenant davantage de flexibilité. Comme il ne s'agit pas d'une évolution très favorable aux salariés, il nous a semblé intéressant de regarder comment les organisations syndicales réagissaient et répondaient à cette situation nouvelle.

— Les résultats de cette recherche vous ont-ils surpris ?

— Je dois dire que nous n'avons pas été déçus. Nous avions tendance à penser que les syndicats étaient en perte de vitesse, qu'ils n'étaient plus représentatifs, que les jeunes ne se syndiquaient plus.

Or, nous avons découvert qu'ils innovaient beaucoup plus que nous ne l'imaginions. Même si, dans tous les pays européens, les syndicats restent essentiellement composés d'ouvriers qualifiés et comptent moins de femmes, moins de jeunes, moins de personnes travaillant dans les activités de service, ils ont une capacité de réponse, de recherche de solutions et même, pour certains, de repositionnement, qui est tout à fait intéressante.

— Cela se vérifie-t-il dans l'ensemble des pays ?

— Oui, mais de manière différente. Les syndicats italiens, par exemple, ont proposé une nouvelle formule de représentation des salariés au sein des entreprises, la RSU, la représentation syndicale unitaire.

Les syndicats anglais, pourtant mis à mal par les années de Thatcherisme, se sont, eux, complètement repositionnés au niveau des entreprises, de manière très décentralisée ; ils sont là pour aider les salariés à gérer leur carrière, leur reconversion, à négocier leur contrat de travail. Quand ils sont présents, car il y a des pans entiers de l'économie anglaise qui sont de véritables déserts syndicaux.

En Allemagne et en Suède, même s'il faut plutôt parler d'évolution permanente que de renouveau, on observe une très grande capacité d'adaptation aux questions nouvelles.

— Dans le même temps, vous soulignez que les négociations sont de plus en plus décentralisées.

— Il y a toujours des cadres négociés par branche sur des questions de classification, de formation. C'est très utile, notamment

pour les petites entreprises, pour qu'elles n'aient pas tout à renégocier.

Mais, de plus en plus, on assiste à une montée de la négociation par entreprise, parfois même par établissement, pour tout ce qui concerne le temps de travail, le salaire, la polyvalence. C'est évident dans tous les pays où nous sommes allés, y compris ceux qui ont les systèmes les plus centralisés et les plus collectifs, comme la Suède et l'Allemagne.

— Avez-vous senti un regain d'intérêt des salariés pour les syndicats ?

— Il y a des pays où la question ne se pose pas. C'est le cas de la Suède où le taux de syndicalisation est de 85 % (un taux qui représente en même temps l'adhésion au système de chômage).

En Italie ou en Allemagne, ce sont les évolutions récentes des syndicats qui, souvent, n'ont pas hésité à se remettre en question, à proposer des choses nouvelles, qui génèrent un regain d'intérêt. Il est d'ailleurs intéressant de voir que c'est dans les pays où les syndicats sont les plus novateurs, les plus imaginatifs, qu'ils se défont le mieux et attirent le plus de salariés.

— Il y aurait donc un exemple à suivre pour la France ?

— Le syndicalisme français reste marqué par des positionnements d'idées, d'idéologie, plutôt que par la recherche de solutions pragmatiques. En ce sens-là, il est extrêmement différent des autres syndicalismes européens.

A mon avis, il serait important que les syndicats français soient plus proches de leur base, du terrain, qu'ils ne se contentent pas d'être dans les instances de gestion sociale et, en même temps, qu'ils n'hésitent pas à proposer, à rechercher des solutions novatrices, y compris en matière d'unité syndicale.

Propos recueillis par Nathalie Miekatz

STRATEGIES DE MANAGEMENT

Centre de Recherche et d'Analyse
21 rue de la Harpe, 75005 Paris
Tél. 01 47 34 26 36

La Transmission Professionnelle

Régis Delbecq et Antoine de la Haye
Directeurs de la Recherche
Tél. 01 47 34 26 36

Portes Ouvertes le samedi 26 avril

14 MASTÈRES SPÉCIALISÉS ESCP

MS ESCP

- Droit et Management des Affaires Internationales
- Management de l'Édition
- Management Médical
- Management des Hommes et des Organisations
- Information Medias
- Gestion de Patrimoine
- Contrôle de Gestion : management de la performance

• Audit et Conseil

• Finance et Trésorerie

• Marketing et Communication

• Innover et Entreprendre

• Management des Projets Internationaux

• Management de la Qualité

• Technologies de l'Information, stratégie et organisation

Spécialisation de haut niveau en un an.
Sélection ouverte aux DEA, DESS, Ecoles de Gestion, Ecoles d'Ingénieurs.

Date limite de dépôt des dossiers : 15 mai 1997

Informations et inscriptions : Nathalie Enault au 01 49 23 21 40

Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris - Mastères Spécialisés
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

مكتبة الأهل

OBSERVATOIRE

LE MONDE • LE FIGARO • SYNTEC

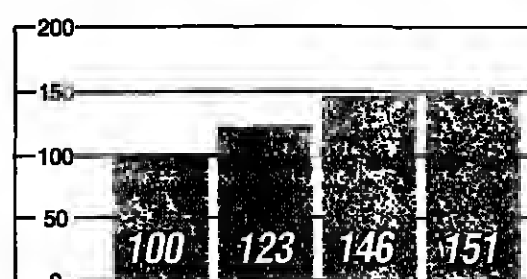
Vers une amélioration du marché

Après les années noires du début de la décennie, qui se sont traduites par un effondrement du marché du recrutement, avec un seuil minimum en

1993, on a assisté jusqu'en 1995 à une régulière remontée des offres d'emploi. L'année 1996 marque, semble-t-il un palier, qui peut s'expliquer par un tassement dans certaines fonctions ou certains secteurs.

Pour 1997, les perspectives sont plutôt bonnes, en liaison avec les prévisions économiques et la remontée annoncée des investissements. On constate par ailleurs une amélioration de la part des conseils

en recrutement dans l'activité globale : légèrement inférieure à 50 % du total des annonces en 1995, la part des cabinets de recrutement représente le tiers de ce total en 1996.

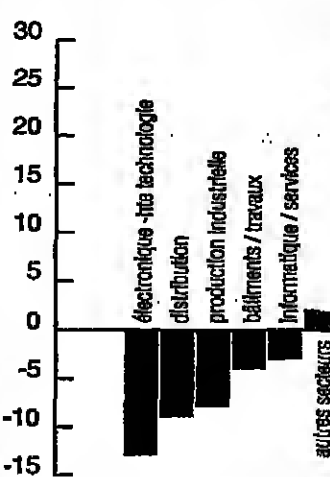


Evolution des offres d'emploi en volume (base 100 en 1993)
Source : page Le Monde, Le Figaro, Le Monde.
Analyse réalisée à partir des principaux supports de la presse nationale.

Les secteurs qui recrutent

Les constructeurs informatiques et les télécoms tirent le marché avec 28 % de croissance. A l'inverse, la baisse du secteur électronique high-tech s'explique probablement par les difficultés de l'armement et de l'aéronautique. La croissance des services aux entreprises ne surprendra personne. En revanche, les +22 % des services publics reflètent un profond besoin de transformation d'un secteur public en pleine mutation. L'agroalimentaire et le secteur des loisirs progressent. Avec 19 % du total en valeur absolue, la production industrielle reste la 1^{re} secteur en volume. Si les missions "moyennes" sont en baisse, ce qui explique le recul constaté (-8 %), les recherches d'experts industriels, de dirigeants en production et de res-

ponsables de R&D restent toutefois importantes. On pouvait s'attendre à une chute plus importante dans le



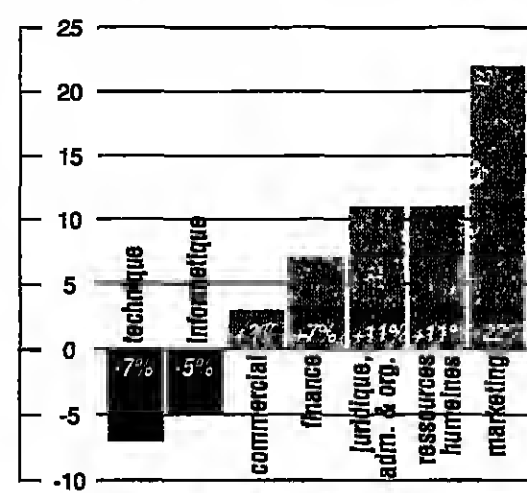
BTP, qui résiste plutôt bien. Cela peut s'expliquer par la recherche d'hommes clés pour faire face à une conjoncture difficile. De plus, on constate certaines évolutions : les profils recherchés sont plus commerciaux et internationaux. Le gel des ouvertures de grandes surfaces, ainsi que la concentration d'entreprises dans le secteur de la distribution entraînent un recul du secteur de la distribution.

Les métiers en croissance

On constate une embellie sur les postes dits fonctionnels (ressources humaines, finance, juridique, administration et organisation). Après une période importante de réduction des effectifs fonctionnels, cette embellie s'explique par des remplacements, mais aussi par des créations de postes. La remontée impressionnante des postes de marketing est à nuancer, car le nombre d'annonces reste modeste (3 % du total). Toutefois, c'est certainement le reflet de l'émergence au sein des entreprises, après une période de gestion à court terme, d'un souci de réflexion stratégique à moyen terme. La baisse des postes d'informaticiens n'est pas uniforme. On est en effet là sur un marché à deux vitesses : Les "généralistes" de l'informatique sont en baisse importante : le nombre d'analyste programmeurs ou d'exploitants diminue régulièrement, les

experts sont de plus en plus recherchés (et toujours aussi rares sur le marché) : spécialistes télécoms et réseaux, bases de données, ...

De la même façon, la baisse relative des postes techniques s'explique probablement par la diminution du nombre de niveaux hiérarchiques dans les usines,



et la chute des postes "moyens". En revanche, la demande reste forte sur les postes pointus. Enfin, en ce qui concerne les dirigeants, la demande reste forte puisque, depuis 2 ans, elle augmente de 20 % par an (source : enquête annuelle des adhérents de SYNTEC Recrutement). La nécessité d'adapter les structures à une économie très compétitive, les exigences des actionnaires, l'évolution des technologies et l'internationalisation des marchés nécessitent de rechercher des managers pointus, qui ont fait leurs preuves ailleurs.

Partie intégrée de SYNTEC CONSEIL, syndicat professionnel regroupant l'ensemble des entreprises de conseil, SYNTEC Recrutement regroupe trente et un adhérents : AZE Conseil, Alexandre TIC SA, Alpha ODI, Aramis Conseil, Groupe Bernard Jullien, Cabinet Hervé Philippe, Coges, Des Sud-Est, Chantal Baudouin SA, Clearwater-Copers, Co'ext, CPM Search, Druot L'Hermite Consultants, Elop, François Sanchez & Associés, Hamelin, Robert Alexander, NDI Alpha, Indiplex-Ernest Simon, Jacques Scariot & Associés, Jean Gauthier Conseil, Key Men, M.F. Partners, Néjroz & Associés, Odeur Consultants, Opexan, Oryde, PA Consulting Group, Poivre Conseil, SA Paymégis, Selos, Seta.

Neaux modes de
employeurs et employé

Juristes Ressources Humaines

CADRES
ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINUTE 3615 cadresonline (2,23 Fms) MINUTE 3615 LEMONDE (2,23 Fms) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

La holding européenne d'un groupe industriel américain dynamique, recherche son

Tax & Legal Manager

Ouest de Paris

400 KF

Au sein de la Direction Financière, vous êtes une véritable force de proposition quant à l'organisation du Groupe en Europe dans un souci d'optimisation fiscale. Vous intervenez, de ce fait, tant sur le plan fiscal que juridique, sur l'ensemble des opérations de structure (fusion, acquisition, apport partiel d'actif, etc.).

Après de la direction européenne de taille réduite et de ses filiales, vous répondez en outre à l'ensemble des questions principalement en matière de fiscalité internationale (application des conventions internationales, etc.) mais également française (supervision de la gestion fiscale courante, contrôles fiscaux, etc.).

Dans votre activité internationale, vous vous appuyez, le cas échéant, sur des cabinets d'avocats locaux.

Vous pouvez enfin être associé à la négociation de certains contrats.

Agé d'environ 30/35 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE) avec une spécialisation en fiscalité, idéalement complétée par une formation financière de bon niveau, vous justifiez d'une expérience de 4 ans minimum acquise au sein d'une entreprise internationale ou d'un cabinet d'avocats d'affaires internationales.

L'anglais opérationnel est indispensable et la connaissance d'une seconde langue étrangère sera un atout supplémentaire.

Excellent technicien, rigoureux et autonome, votre capacité d'investissement et votre ouverture d'esprit vous permettront de réussir dans une structure souple.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de téléphone + tél. actuelle à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Carré 3617) sous réf. CB16095

FTP

Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Société de conseils en gestion de patrimoine intervenant auprès d'une clientèle haut de gamme recherche son

Responsable Fiscal

Paris

Au sein d'une structure récemment créée, vous aurez un rôle de spécialiste dans votre domaine d'intervention et de soutien au développement de l'activité.

Dans ce cadre, vous interviendrez principalement sur l'ensemble des dossiers fiscaux relatifs aux montages complexes nationaux et internationaux, mis en place en faveur d'une clientèle essentiellement composée de particuliers fortunés et d'entreprises.

Vous pourrez également être amené à traiter des dossiers en droit des sociétés.

Agé(e) d'environ 32 ans, de formation juridique supérieure avec une spécialisation en fiscalité (DEA, DESS,

DICE) et maîtrisant la langue anglaise, vous faites preuve d'au moins 5 ans d'expérience en matière de fiscalité d'entreprise et/ou patrimoniale, acquise au sein d'une banque ou d'un cabinet d'avocats.

Vous souhaitez aujourd'hui vous investir dans le développement et la réussite d'une société à fort potentiel.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + tél. actuelle + lettre manuscrite à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPage (Carré 3617) sous réf. TM16245.

FTP

Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

سكانس الدول

Juristes

Juriste international

Intégré à une équipe de 8 spécialistes au sein de la Direction Juridique et en liaison avec les directions concernées, vous conseillerez la banque et ses filiales pour leurs opérations internationales. Vous participerez notamment à la conception des montages financiers (crédits export et négoce en particulier), à la création et au suivi des implantations étrangères.

Vous rédigerez la documentation juridique se rapportant à ces activités et assisterez les opérationnels dans leurs négociations.

De formation juridique supérieure en droit international des affaires, complétée de préférence par un diplôme anglo-saxon, vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 ans environ au sein de la direction juridique d'une grande entreprise, d'une banque ou d'un cabinet.

Vos qualités de rigueur, d'autonomie et votre sens relationnel vous permettront de réussir dans cette fonction.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous référence

CM/JIN, à Chantal Maria, Société Générale, Service du Recrutement,

30 place Ronde, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.

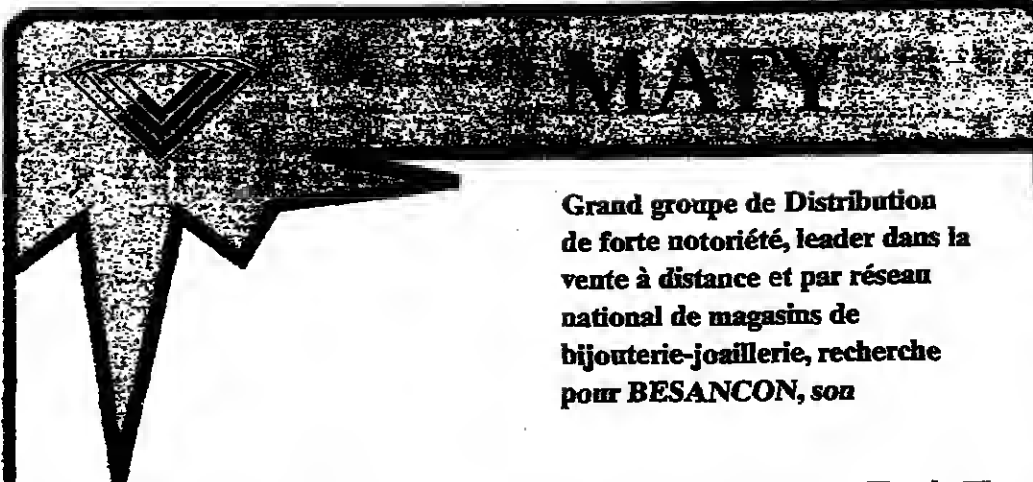


CONJUGUONS NOS TALENTS.

Avec 45 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.

Dirigeants

REPRODUCTION INTERDITE



Grand groupe de Distribution de forte notoriété, leader dans la vente à distance et par réseau national de magasins de bijouterie-joaillerie, recherche pour BESANCON, son

DIRECTEUR GENERAL

En collaboration étroite avec le Président, il sera chargé du développement, de la gestion et de l'animation commerciale et opérationnelle de la Société.

Il disposera, dans l'exercice de ses fonctions, des compétences des membres de l'encadrement supérieur.

Ce poste, de grand avenir, qui implique de très importantes responsabilités, exige un Manager de très haut niveau, homme de développement de formation supérieure et d'expérience "terrain" polyvalente à dominante commerciale. Des notions de marketing direct seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo sous référence 1024 au Cabinet Joublin McCann - 62 avenue de Wagram - 75017 PARIS qui assure la confidentialité de cette recherche.

为什么不到中国工作呢？

Directeur de Cabinet Conseil en Recrutement et Ressources Humaines

Milieu Humain Ressources est une joint venture Franco-Chinoise créée par les dirigeants parisiens du Groupe RH PARTNERS et recherche pour poursuivre son développement à Hong-Kong un Directeur de Cabinet en Recrutement et Ressources Humaines.

Votre mission : vous managez l'équipe en place et assurez le développement commercial du cabinet. Véritable organisateur, vous travaillez en étroite collaboration avec nos implantations en Chine et assurez le reporting auprès du cabinet parisien.

Votre profil : professionnel du recrutement et des ressources humaines, vous possédez également de réelles aptitudes commerciales nécessaires au développement du cabinet. Très adaptable et très organisé, le candidat idéal parle le français, l'anglais, le cantonais et le mandarin.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle et souhaitée sous la référence HKG97 à mentionner obligatoirement sur l'enveloppe à notre Conseil en Ressources Humaines - RH PARTNERS, 365, rue de Valenciennes - 75015 PARIS et de consulter la définition de fonction sur le 3637 RH PARTNERS (3,48 F/min).

RH PARTNERS

Directeur de filiale

Electronique

Paris-Ouest

Nous sommes un groupe américain leader dans le secteur électronique de pointe avec 35 000 personnes dans le monde. Nos produits constituent une gamme très large de matériels et de composants destinés aux industries high-tech. Nous souhaitons confier la responsabilité opérationnelle de notre filiale française à un manager évolutif.

> VOTRE MISSION : directement rattaché au Président international de la Division, votre rôle consiste à gérer l'entité française dans sa globalité. Vos domaines d'intervention sont extrêmement variés : animation d'une équipe, gestion quotidienne d'un centre de profit, marketing et vente...

Très pragmatique, vous développez le chiffre d'affaires de la société en prospectant et fidélisant une clientèle essentiellement constituée de grands comptes nationaux et internationaux.

Curieux et imaginatif, vous savez identifier les marchés en émergence et définir une stratégie marketing et commerciale pertinente. Vous vous impliquez personnellement dans les négociations au plus haut niveau en visant un partenariat à long terme avec nos clients. Manager complet, vous saurez conduire une équipe au succès !

> VOTRE PROFIL : 40 ans minimum. De formation supérieure (ingénieur ou gestion). Maîtrise de l'anglais - écrit et oral - impérative pour communiquer au sein du groupe. Entrepreneur, vous pouvez aujourd'hui vous prévaloir d'une double expérience réussie de vente et de management en environnement high-tech (informatique, électronique, télécoms...).

> NOUS VOUS OFFRONS : l'appui d'un groupe international de premier plan se dotant en permanence des moyens d'une réelle avance technologique.

Un environnement dans lequel les valeurs d'échange, de challenge et de réussite vous permettront de développer votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature à Vidal Associates, 98-107 rue de Paris, 92100 Boulogne, en précisant la réf. 139 sur la lettre et l'enveloppe.

Consultez Vidal

INTERVENIR DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL

LE SERVICE JURIDIQUE DE LA DIRECTION INTERNATIONALE D'UNE ENTREPRISE FRANÇAISE (SECTEUR ÉNERGÉTIQUE) RECHERCHE, UN

... Juriste International confirmé

En expert juridique reconnu, vous participez principalement à la structuration, à la mise en place de grands projets (de type B.O.T.), à la création de filiales à l'étranger, et vous assurez la rédaction ou l'analyse de contrats de services.

Vous justifiez de plusieurs expériences réussies d'au moins cinq à dix ans, voire plus, dans des entreprises ou des cabinets d'avocats à dimension internationale.

Diplômé de 3ème cycle en droit, titulaire d'un diplôme juridique étranger, parlant plusieurs langues (dont l'anglais), doté d'une véritable culture internationale et d'un sens éprouvé de la communication, vous aimez travailler en équipe sur des dossiers diversifiés et complexes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo), en précisant sur l'enveloppe la réf. 734, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL Secteur Sanitaire

Fondation protestante reconnue d'utilité publique en 1865 assurant la gestion d'un important établissement de santé privé conventionné à but non lucratif de grande notoriété recherche un(e) Adjoint(e) à son Directeur Général.

Travaillant en étroite collaboration avec le Directeur Général, vous serez responsable de la gestion opérationnelle d'un ensemble MCO et soins de suite d'une capacité totale de 300 lits. Vous prendrez en charge la responsabilité des services : ressources humaines, administratif et financier, économiques. De plus, vous aurez pour mission de guider un important projet architectural.

Basé en Alsace, ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) âgé(e) d'au moins 35 ans, de formation supérieure possédant une vision globale du milieu de la Santé et justifiant d'une expérience de cinq ans au moins d'une direction opérationnelle dans ce secteur d'activité.

Gestionnaire rigoureux, homme (femme) d'animation et de dialogue, capable d'adhérer à l'éthique de notre Fondation, il (elle) pourra s'épanouir dans une fonction intéressante et variée par la multiplicité des actions à mener. La réussite dans ce poste lui permettra d'accroître ses responsabilités.

Merci d'envoyer votre lettre de motivation, C.V., photo et prétentions sous référence 9080 au Monde Publicité, 133 av. des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08 qui transmettra.

مكتبة النمل

Dirigeants

MATY

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 MARS 1997 / VII

CADRES
ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> (2,23 F/mn) INTERNET 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Gestion - Finance

chargé de mission fusions-acquisitions

HOLDING

PARIS

Nous sommes la Société Holding d'un pôle de sociétés de services occupant des positions de leader sur leurs marchés respectifs.

Notre développement nous conduit à recruter aujourd'hui un Chargé de Mission Fusions / Acquisitions.

Directement rattaché à notre Directeur Administratif et Financier, vous aurez un rôle majeur dans la conduite et la mise en œuvre des différentes opérations de Fusions / Acquisitions et reprises partielles d'actifs. A ce titre, vous bénéficierez d'une grande autonomie.

Vous serez plus particulièrement chargé des phases d'audits d'évaluation (modélisation et valorisation) et de l'optimisation des conditions de rapprochement (suivi de négociations et coordination des différents intervenants).

Vous assurez la mise en œuvre de ces opérations et contribuez activement au montage juridique, financier et fiscal.

De formation Gestion - Finance (Bac + 5), vous avez acquis une solide expérience des Fusions / Acquisitions initialement en Cabinet d'Audit, puis en Entreprise, où vous êtes déjà intervenu sur des opérations de haut de bilan.

Rigoureux et disponible, vous possédez de réelles capacités de discernement et de négociation. Vos compétences financières et juridiques vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous la réf. SG 79 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN



JEUNES DIPLOMÉS

BAC +3 / +5 H/F

La Caisse d'Épargne de Haute-Normandie (1100 personnes, 150 agences, 36 milliards de total de bilan) affirme son ambition commerciale sur la région Haute-Normandie.

Jeune diplômé, de formation supérieure commerciale (Bac + 3 / + 5), débutant ou avec une première expérience, vous recherchez une grande entreprise qui réponde à vos ambitions.

Formé à nos produits et à nos méthodes commerciales, vous pourrez développer, en contact avec notre clientèle, vos talents de négociation. Ambitieux et exigeant, vous saurez atteindre vos objectifs avec un souci

constant de la qualité. Sur les marchés de Particuliers, Professionnels ou Entreprises, vos résultats vous ouvriront rapidement de sérieuses possibilités d'évolution au sein de nos structures.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 714/M à Communiqué, 50/54, rue de Sully, 92513 Boulogne Billancourt Cedex, qui transmettra.



CAISSE D'ÉPARGNE
DE HAUTE-NORMANDIE

Dirigeants

association humanitaire
à forte notoriété

Réf. 276LM

directeur de centre hospitalier

A 35/45 ans, diplômé de l'Ecole Nationale de Santé Publique de Rennes ou d'un 3e cycle en gestion hospitalière, vous possédez une expérience de 10 ans minimum dans la gestion d'une structure hospitalière. Vous serez chargé d'animer et de coordonner notre nouveau projet d'établissement (organisation d'un centre de court et moyen séjour, développement du service d'hospitalisation à domicile, contrôle de la politique des soins et supervision de l'IFSI). De plus vous assurerez les contacts avec les organismes de tutelle et les autres unités de soins dans le cadre de l'assurance d'une communauté d'établissement.

Vos qualités relationnelles, vos compétences en gestion financière et ressources humaines devront se compléter par une réelle capacité d'adaptation dans le cadre d'un changement de culture d'établissement.

Pour ce poste basé dans le département 76, merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence sur l'enveloppe à Sefart 17 bd Polignonne 75002 Paris cedex 02, qui transmettra.

Directeur Régional SUD-EST Formation Cadres et Dirigeants

Notre organisme de formation est l'un des grands noms de la profession en formations continues.
Vos missions : développement - animation - gestion
Vous identifierez les cibles Grands Comptes que vous suivrez personnellement avec l'appui de nos ressources nationales, vous animerez l'équipe commerciale régionale en lui donnant des objectifs, en suivant les réalisations, en assurant le suivi pédagogique des groupes. Vous définirez une politique de fidélisation des clients.
Vous développerez le réseau relationnel avec les décideurs régionaux en vous rendant incontournable en terme de prestations.

Vous élaborerez et contrôlerez votre budget : CA et charges en veillant à sa réalisation qualitative et quantitative.
Profil : de formation supérieure, vous assurerez avec succès une direction régionale de société de service et commercialiser les deux régional des décideurs de Sud-Est.
Homme de rigueur et de convictions, vous portez un réel intérêt à la formation et au développement économique.
Ecrire sous référence 864LM à Geneviève CROUZET ARTEMIS CONSEILS - 81 Bd Stalingrad - BP 1234 69608 VILLEURBANNE Cedex.

ARTEMIS
CONSEILS

OPCCA - Membre de SYNTEC



Postes basés en métropole lilloise

Responsable comptabilité générale/fiscalité

A la tête du service de Comptabilité Générale et de Fiscalité, vous garantirez la fiabilité des états financiers de La Redoute France et Espagne, tout en optimisant et faisant évoluer la gestion comptable. Vous alliez pédagogie et sens de l'action pour encadrer, motiver et contrôler votre équipe (20 personnes). Agé de 30/35 ans, vous êtes titulaire d'une formation de niveau Bac+4/5 type Ecole de Commerce ou université complétée par un DESCF.

Vous possédez une expérience de 5 ans en tant que Chef de service ou Cadre Comptabilité Finances dont 2 ans dans un poste à responsabilité managériale, ce qui vous a amené à développer des compétences analogues. Réf.RCG

Contrôleur de gestion junior

Responsable de projets dans le pôle commercial ou dans le pôle opérationnel et services, vous contrôlez et optimisez l'activité. Force de proposition, vous émettez des actions correctives visant une meilleure rentabilité et contribuez au développement du CA. Vous élaborerez le budget, garantissez la fiabilité et l'optimisation des tableaux de bord. Vous mettez à profit vos qualités d'expertise et de conseil dans vos différents secteurs d'intervention.

Agé de 22/26 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous possédez une première expérience réussie en entreprise. Votre esprit d'analyse et de synthèse est essentiel pour ce poste qui implique puissance de travail et faculté d'organisation. Réf.CGJ

Si ces opportunités correspondent à votre souhait d'évolution, merci d'adresser vos lettres manuscrites, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à COMMUNIQUE, 50/54 rue de Sully 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

LA REDOUTE

مكتبة الزهر

Juristes - Ressources Humaines

Une mission pour un cadre de 50 ans Directeur des ressources humaines d'un site industriel

Vous avez le sens du terrain. L'habitude des relations avec les partenaires sociaux dans des contextes à forte syndicalisation. L'expérience des restructurations et une réelle compétence en droit social. Vous allez prendre pendant 1 an (CDD) la direction

des ressources humaines d'une grande usine d'un important groupe industriel. Région Rhône-Alpes. Frais de séjour et déplacement pris en charge. Merci d'adresser CV, photo, tél., lettre manuscrite sous réf. 7516 à Hommes & Missions, 145 bis rue de la Pompe 75116 Paris.

Hommes & Missions
Conseil en recrutement de cadres seniors

Cabinet de conseil, nous sommes spécialisés en sélection et gestion des Ressources Humaines. Nous intervenons auprès de grands groupes dans la recherche de nouvelles compétences, notamment dans le domaine des hautes technologies.

Pour faire face à notre croissance, nous souhaitons intégrer un nouveau consultant.

Consultant

Vous intervenez prioritairement sur des missions de recherche et de sélection de cadres de haut niveau, en collaboration avec notre équipe de consultants. Par ailleurs, vous participez à des missions d'organisation et de conseil en gestion des Ressources Humaines.

A 25/30 ans, de formation supérieure (École de Commerce ou École d'Ingénieurs + DESS en gestion des Ressources Humaines), vous avez acquis une première expérience du recrutement et de la gestion des Ressources Humaines. Votre connaissance des métiers liés à l'industrie et aux hautes technologies vous permettra d'être rapidement opérationnel.

Merci de nous transmettre lettre manuscrite + CV, sous réf. RECLM, à SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris.

SPH

Spécialistes en Ressources Humaines

■ LA SOCIÉTÉ : Etablissement privé spécialisé dans le financement immobilier, nous souhaitons intégrer dans le cadre de notre développement un cadre de notre Pôle Juridictionnel.

Juriste Senior

■ LE POSTE : Sous le contrôle du Directeur Juridique et l'autorité du Directeur du Pôle, il conseille et assiste les équipes opérationnelles dans le cadre des montages juridiques des opérations, de la rédaction des actes, de la formulation des garanties et du suivi de gestion juridique.

Cette mission d'expertise et de conseil juridique s'applique sur les opérations en cours, les montages complexes et les dossiers sensibles. Il intervient également lors des négociations avec les clients ou leurs mandataires, ou conseils.

■ LE CANDIDAT : A 32/38 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires, complétée idéalement par un diplôme de droit immobilier, vous justifiez d'une expérience significative au sein d'une banque ou d'un établissement financier spécialisé dans le financement de l'immobilier. Pragmatique, autonome, rigoureux, ouvert, votre esprit d'entreprise et votre sens du service vous permettront de vous intégrer facilement au sein d'un Groupe en développement. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

■ Merci d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. J152/AGB à Grégoire BERTIN, ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BlnHrt) robert.half@gruller.fr.

ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Les Assurances Générales de France, nous sommes un des premiers groupes d'assurance avec plus de 26 000 collaborateurs dans le monde dont 11 000 en France. Assurance directe, assurance-crédit et aussi assistance, réassurance... autant de domaines dans lesquels nous développons notre savoir-faire et nos compétences. Notre Direction Juridique Groupe souhaite renforcer son département droit des sociétés en intégrant un :

Juriste droit des sociétés

Répondant directement au responsable du département, vous aurez comme mission principale de :

- Mettre en œuvre une doctrine AGF, principalement en droit des sociétés et assurer un rôle de veille juridique par la sélection et l'analyse des lois nouvelles.
- Fournir nos conseils nécessaires pour assurer l'optimisation et la sécurité juridique des prises de décision et traiter les questions complexes pouvant se poser.

Titulaire d'un troisième cycle en droit privé, vous avez une expérience professionnelle d'au moins cinq années acquise soit au sein d'une direction juridique d'une grande entreprise, soit dans un cabinet d'affaires. Vos compétences en droit des sociétés sont indéniables. Vos qualités relationnelles ainsi que votre curiosité intellectuelle vous permettront de réussir et d'évoluer dans nos structures.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence DJ1 à Philippe Ramaget - AGF DRS/France - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS

AGF

AGF AVEC VOUS

CHEF DU PERSONNEL

ETABLISSEMENT INDUSTRIEL - 1 500 PERSONNES

Préparer des chantiers dans lesquels la flexibilité du temps de travail sera prise en compte, dialoguer de façon constructive - en animant les différentes instances - avec des partenaires sociaux respectés, gérer efficacement les actions de formation auprès de toutes les catégories de personnel, aider les hiérarchies à assumer leur rôle social, intégrer l'environnement juridique et économique dans les projets, assurer une gestion dynamique de l'administration du personnel. Ce sont les tâches principales du Chef du Personnel que nous recherchons.

Il anime un service de 35 personnes dont le rôle est de proposer et de mettre en œuvre une politique sociale qui tienne compte à la fois des aspirations du personnel et des capacités économiques de l'Entreprise.

Ce poste, basé à 100 kilomètres de Paris, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur. Son expérience professionnelle de 15 ans minimum a été acquise, pour partie au moins, dans un établissement industriel important. Il a déjà animé avec succès, dans un environnement exigeant, un service conséquent (incluant également communication interne et médecine du travail).

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV et leur lettre manuscrite de motivation, en précisant la rémunération souhaitée, sous la référence 105 C, à ANTHOS - 62, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

ANTHOS

RESSOURCES HUMAINES

lactel

Juriste agro-alimentaire

Un grand groupe agro-alimentaire européen

Recruter, conseiller, développer...

TOULOUSE

Depuis sa création, CAPFOR conseille les PME et les établissements de santé du grand sud-ouest. Notre assistance dans le développement des entreprises porte sur le conseil en organisation, le management, la stratégie sociale et l'intégration de nouveaux métiers.

Consultant RH H/F

Vous prendrez en charge notre activité recrutement et chasse dans le cadre d'une démarche qualité et développerez votre propre activité de conseil par l'exploitation d'un courant d'affaires. Professionnel des RH par formation ou par une expérience de 5 années en management opérationnel,

vous maîtrisez les outils d'évaluation et de GRH. Votre savoir-faire en communication vous prédispose à la négociation. Votre candidature (lettre, photo et CV), sous réf. 311M, sera traitée confidentiellement par GROUPE CAPFOR, 15 avenue de la Grande Armée, 75116 Paris.

CAPFOR

BRETAGNE - FRANCE CORSE - ÎLE DE FRANCE - NORMANDIE - NORD DE LOIRE - PORTOUGAL - PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR - PYRÉNÉES - RHÔNE-ALPES

HSD Ernst & Young Société d'Avocats recherche pour renforcer son équipe de fiscalistes à Lyon :

2 Avocats Fiscalistes

Vous êtes diplômé d'un 3ème cycle de fiscalité (DESS, DEA, DJCE), vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais.

■ Vous justifiez d'une expérience réussie de 2/3 ans, de préférence en cabinet d'envergure internationale (réf. AF1).

■ Vous avez acquis une expérience de 7/8 ans, aussi bien en fiscalité française qu'internationale et de préférence en cabinet. Après une période d'intégration à Lyon, vous effectuerez un séjour de plusieurs mois aux États-Unis afin de participer au développement de nos activités internationales (réf. AF2).

Vous êtes apprécié pour votre esprit d'analyse et vous possédez une réelle capacité d'ouverture ainsi qu'un sens aigu du service client.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à Anne-Laure Chanel - ERNST & YOUNG - 113, boulevard Sealingrad - 69626 Villeurbanne Cedex.

HSD ERNST & YOUNG
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Consultant senior

en recherche
de cadres et dirigeants

LEADER DU CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES ET PORT D'UNE IMPLANTATION NATIONALE, NOUS RECHERCHONS NOS ÉQUIPES RECRUTEMENT. EN VOUS APPUYANT SUR NOTRE MÉTHODOLOGIE ÉProuvée, UNE STRUCTURE ET DES MOYENS ADAPTÉS AUX EXIGENCES DE NOTRE MÉTIER, VOUS DÉVELOPPEREZ VOTRE PORTEFEUILLE DE CLIENTS.

INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DES DRH ET/OU DES DIRECTIONS OPÉRATIONNELLES, VOUS ÊTES UN SPÉCIALISTE DE LA RECHERCHE DE CADRES DE HAUT NIVEAU ET DE DIRIGEANTS. ISSU DE L'ENVOIEMENT SUPÉRIEUR, VOUS AVEZ DÉJÀ PROUVÉ VOTRE PROFESSIONNALISME ET VOS TALENTS DE DÉVELOPPEUR.

VOUS BÉNÉFICIEZ ÉGALEMENT D'UN RÉSEAU DE RELATIONS IMPORTANT. VOTRE RÉUSSITE DANS CETTE FONCTION SERA CONTRIBUÉE SUR VOTRE ÉTHIQUE, VOS QUALITÉS RELATIONNELLES, VOTRE RESPECT DU CANDIDAT ET VOTRE CAPACITÉ À DÉVELOPPER UN RÉEL PARTENARIAT AVEC LES ENTREPRISES.

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE (LETRE, CV ET PRÉFÉRENCES), SOUS RÉFÉRENCE 42042, À PRESS EMPLOI, 26 RUE SLOMON-DE-ROTHSCHILD, 92150 SURESNES.

REJOIGNEZ LE LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ !

Robert Half International est leader mondial du recrutement spécialisé depuis 1948. Coté à la Bourse de New-York avec un chiffre d'affaires de 5000m en 1996 et plus de 160 bureaux à travers le monde, nous avons le plus grand taux de croissance (plus de 300 % en 5 ans) et de rentabilité dans notre secteur. La réussite de notre filiale française est tout aussi impressionnante, notre succès étant très clairement dû à notre cabinet de référence qualitatif dans tous nos domaines de spécialisation actuels et futurs. Dans le cadre de notre forte croissance, nous recrutons un :

Consultant Senior Finance
Consultant Banque et Assurance
Consultant Juridique et Fiscal

■ LES CANDIDATS : Vous avez une formation supérieure et une expérience professionnelle réussie dans la spécialisation énoncée (1 à 2 ans pour le juridique, 2 à 5 ans pour la banque et 5 à 10 ans pour la finance) ou dans un autre cabinet de recrutement. De plus, vous avez un fort tempérament commercial et un excellent sens relationnel. Un anglais opérationnel est souhaitable pour évoluer dans le groupe.

Notre cabinet vous propose un système de rémunération très attractif, lié directement à vos résultats, ainsi qu'un environnement de travail stimulant.

■ Merci de contacter Ivor ALEX au 01.47.23.37.00 ou de lui adresser un dossier de candidature complet à ROBERT HALF FRANCE, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01.47.23.38.00 ou par e-mail (Format MIME ou BlnHrt) robert.half@gruller.fr.

ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

هكنا من النحل

Le Monde des Cadres



SOCIOCONSULT

SOCIOCONSULT INTERNATIONAL (Groupe Cofrema/Sinus) est un cabinet de recherche et de conseil international dont les interventions s'appuient sur une expertise sociologique. Notre métier central : la compréhension des transformations sociologiques qui ont un impact sur les entreprises et les marchés. Nous aidons ainsi nos clients à tirer parti de ces évolutions. Nous recrutons des équipes et recherchons un(e)

directeur d'études

Domaines privilégiés d'interventions : marketing, ressources humaines, management.

Agé(e) de 32/45 ans environ, vous avez :

- au moins 8 ans d'expérience professionnelle des études qualitatives spécialement internationales,
- une bonne compréhension des méthodes quantitatives,
- la pratique courante de l'allemand et de l'anglais comme langue de travail (de la conception d'un projet jusqu'à la rédaction du rapport de synthèse).

Disponible et motivé(e), vous saurez vous intégrer à une structure qui prône professionnalisme exigeant, sens aigu de la relation client et qualités humaines fortes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV détaillé, lettre manuscrite et prétentions) sous la référence HJ à **SOCIOCONSULT INTERNATIONAL** - 16 rue Milton 75009 PARIS.

La Délégation générale pour l'armement (DGA) réorganise sa fonction achat afin de permettre aux services de programmes de concevoir, développer et mettre à la disposition des armées françaises, au moindre coût, les programmes d'armement modernes et efficaces dont elles ont besoin pour remplir leurs missions de défense du territoire et de protection des intérêts nationaux. Pour relever ce défi majeur pour la crédibilité des armées françaises, la DGA recherche :

Acheteur Senior

Vous êtes cadre commercial ou ingénieur avec une formation complémentaire en achats ou en commerce, et disposez d'une expérience significative dans les activités de négociation et d'achat. Vous serez chargé d'animer l'ensemble de l'activité négociation des différents départements achats-programmes et d'assister les acheteurs pour les négociations les plus délicates concernant les grands programmes d'armement.

Expert en Analyse des Coûts

Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou en sciences économiques de niveau Bac +5, et justifiez d'une expérience significative du fonctionnement de l'entreprise dans le secteur industriel. Vous êtes rompu aux méthodes d'analyse économique, et serez chargé d'organiser et d'animer un service d'analyse de la performance économique des fournisseurs de la DGA.

Acheteurs Confirmés

Agé de 30/40 ans, vous êtes ingénieur et vous avez suivi un 3ème cycle en achat ou en commerce, ou un MBA. Vous justifiez d'une expérience de 10 ans dans la fonction achats dans le secteur industriel qui vous a permis d'exprimer vos compétences dans la conduite de projets et dans les techniques de négociation. Vous serez chargé au sein des services de programme de réaliser les achats concourant à la réalisation des programmes d'armement.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. LM en précisant le poste choisi à DGA/DRH, 26, Bld Victor, 00460 ARMEES

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



DEHOUSSE
ENTREPRISE
DE MÉCANIQUE,
FILIALE DE SEP

Responsable commercial Futur directeur commercial FRANCE - EXPORT

Vous êtes chargé de la commercialisation d'équipements de freinage ferroviaire auprès de grandes entreprises françaises et étrangères. Vous développez des partenariats technologiques d'entreprises pour permettre l'adaptation des produits dans le cadre des actions commerciales que vous réalisez. Vous négociez les marchés et assurez le suivi après-vente en pilotant notamment, en interface client, des actions d'homologation de produits. Enfin, vous animez et développez le réseau d'agents commerciaux en Europe. Justifiant d'une expérience réussie dans la vente de produits industriels (si possible dans ce secteur), vous êtes doté d'un tempérament commercial allié à une capacité d'analyse et de négociation à haut niveau.

La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable. Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer à court terme vers une fonction de Direction Commerciale.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) à SEP, Joseph Gaudin, 24 rue Salomon de Rothschild, 92150 Suresnes.



Leader mondial dans notre domaine, nous recherchons notre

Futur Directeur de la Consolidation

Vous assurez avec votre équipe :

- l'élaboration des comptes consolidés,
- le suivi des opérations de structure,
- les travaux d'analyse et d'évaluation ponctuels,
- la coordination de l'audit externe,
- la mise à jour et l'application des procédures,
- l'assistance technique auprès des correspondants dans les unités,
- l'implantation, en collaboration avec le contrôle de gestion central, du nouveau système unifié d'information du Groupe.

Des déplacements occasionnels sont à prévoir.

De formation supérieure en commerce ou gestion (une spécialisation en finance du type DESCF serait un plus), vous avez une expérience minimale de 5 ans dans la fonction financière et vous maîtrisez parfaitement les techniques de la consolidation ainsi que l'outil informatique. L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à EUROMESSAGES - 78, Bd de la République 92514 Boulogne Cedex.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE

recherche pour un de ses titres
de presse professionnelle

UN(E) SECRETAIRE GENERAL(E) DE REDACTION

Sous la responsabilité du rédacteur en chef, vous animez et encadrez l'équipe des secrétaires de rédaction, du studio et du service relecture (7 personnes).

Vous êtes responsable du secrétariat de rédaction et de la mise en page du journal, du chemin de fer au bon à tirer.

Agé de 30 à 35 ans, vous avez une bonne maîtrise de la PAO (Xpress, Illustrator, Photoshop), et justifiez d'une expérience réussie d'encadrement d'une équipe de secrétaires de rédaction.

Merci d'adresser lettre, CV et photo
sous réf. 9703003, Le Monde Publicité,
133, avenue des Champs-Élysées,
75409 Paris Cedex 08.

RESPONSABLE DES OPÉRATIONS

Vous supervisez l'ensemble de l'activité des programmes dans les différents pays, animez le service des opérations (6 personnes) et l'équipe des exportés (15 personnes), et renforcez les liens entre le siège et les programmes.

A 35 ans minimum, de formation supérieure, vous avez impérativement plusieurs années d'expérience dans la réalisation et la coordination de programmes de développement dans les PVD, idéalement en lien avec l'éducation. Adaptable et polyvalent, vous savez gérer un budget, négocier à haut niveau, animer une équipe. Anglais courant indispensable.

Ce poste nécessite de nombreux déplacements sur le terrain. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence ROLM0397, à notre Conseil

Europact

4, rue de Mademoiselle - 78000 VERSAILLES,
qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Champagne Nicolas Feuillatte Responsable de l'administration des ventes H/F

Avec un effectif de 550 personnes et un CA de 500 M€, le Champagne Veuve Clicquot de la Champagne est l'un des plus importants intervenants champagne. Vous serez chargé de superviser dans un esprit de qualité et de performance sa très forte croissance, notamment de sa marque NICOLAS FEUILLATTE, à travers l'ensemble de ses circuits de distribution H2B, H2C et export, à soutenir, à intégrer un collaborateur en charge du service de l'administration des ventes.

Le service assure la gestion complète des commandes jusqu'au recouvrement, en interface avec les services internes (comptabilité, ordonnancement, logistique et comptabilité), les clients et les prestataires extérieurs. A la tête d'une équipe de 5 personnes, vous organisez, coordonnez et dynamisez l'activité en proposant des améliorations. Vous contribuez activement à la mise en place d'un nouveau progiciel de gestion commerciale.

A 30/40 ans, de formation Bac + 4 type école de commerce ou de gestion, vous possédez un anglais courant et une expérience d'au moins 5 années dans une fonction similaire. La connaissance de l'environnement distributeur serait un plus. Animé d'un réel esprit d'équipe, vous avez démontré vos capacités d'organisateur et de manager.

Pour ce poste, basé près d'Épernay, les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon.

Merci d'adresser vos lettres, CV et photo, sous réf. NF 302, à notre Conseil Nadia POIRIER, AUTHENTIS, 27 rue de la Villette, 69003 Lyon.

Authentis

Conseil en Ressources Humaines

Responsable de marché

Dans le cadre de la promotion de son développement industriel, société de haute technologie recherche un responsable de marché.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo) en précisant sur l'enveloppe la réf. 731 à notre Conseil Communiqué, 50/54 rue de Billy, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Vous valorisez au niveau national et international nos technologies mises au service de l'espace : vous négociez, auprès de grands groupes industriels, la vente de développements et de fournitures techniques ainsi que de prestations / produits / technologies associés aux projets dont vous coordonnez l'exécution. Enfin, vous construisez les offres en relation avec les partenaires/clients industriels et pilotez les études économiques s'y rapportant. Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez complété votre formation par un 3ème cycle technique et, de préférence, par une première expérience professionnelle. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et pratiquez une troisième langue. Poste basé à Bordeaux (33).

سكنا من الأهل

Marketing - Communication

EDITION & LICENCES

PUBLICATION MANAGER - 400 KF+

Historiquement une des toutes premières filiales mondiales du groupe, créée en 1934, Walt Disney Company France réalise une progression continue de 20% par an avec 150 personnes; pour sa branche publication, à côté des produits des activités intégrées de presse et de livres, WDCP a pour objectif de développer des produits originaux d'édition dans des circuits et avec des licenciés nouveaux. Le Publication Manager a pour fonction de saisir et d'optimiser cette opportunité; l'objectif est de doubler son chiffre d'affaires en 5 ans.

A ce titre, celui-ci prospecte, rencontre et convainc les futurs partenaires de son développement, il coordonne la création et l'édition des nouveaux produits Disney dérivés de l'édition; il harmonise son action avec les animateurs des filières presse et livres pour rester stratégiquement cohérent avec la politique de distribution et de commercialisation actuelle; il construit une relation de coopération étroite avec tous les intervenants; il négocie et gère les licences accordées; il dynamise le portefeuille des licences déjà en cours. Le poste est basé à Paris 8ème.

Diplômé et fin négociateur par instinct, explorateur des nouveaux univers de l'enfance, détecteur d'idées nouvelles, bon communicateur d'enthousiasme, maîtrisant parfaitement l'anglais, votre première expérience dans le monde de l'édition, du marketing, des licences vous a préparé à prendre cette responsabilité; René CASIMIR, Directeur AWW, est votre contact personnel et confidentiel; écrivez-lui au 1 rue Auguste Vacquerie - BP 237 - 75 770 PARIS CEDEX 16 ou téléphonez-lui au 01 47 20 06 50.



The Walt Disney Company (France) S.A.



A World of Vocations

PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE COURTAGE MARITIME

recherche pour son

SERVICE COMMUNICATION

Un Responsable capable de seconder le Directeur de la Communication :

- dans la rédaction en anglais des nombreuses publications (revue de presse, newsletter, magazine, livres, etc...).
- dans la diffusion de celles-ci dans le milieu professionnel et dans le monde économique.
- dans la réalisation d'études ponctuelles.

Vous avez 30 ans environ, de formation supérieure (type IEP, Ecole de Commerce) vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Une première expérience réussie dans le secteur de la communication (impérativement dans une société internationale, idéalement dans le secteur maritime), une bonne pratique de l'outil informatique, le goût et le sens de l'écriture en français et en anglais, d'excellentes qualités relationnelles, un grand dynamisme vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre société.

Le poste est basé à Paris 8.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo à notre conseil COR'EX, 11, avenue Myron Herrick, 75008 Paris en précisant sur l'enveloppe la référence H1908.

COR'EX

associé de

VUCHOT WARD HOWELL

RADIO FRANCE INTERNATIONALE

recherche **JOURNALISTE DIPLOME**
PARFAITEMENT BILINGUE POLONAIS
à temps partiel (4/5), pour ses émissions en langue polonaise

La rigueur du traitement de l'information, une bonne connaissance de la vie politique, économique et culturelle française et polonaise sont les qualités requises. Il faut également posséder une aptitude à l'outil informatique et au travail de nuit.

Candidats en règle vis à vis de la législation en vigueur.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions avant le 24/03/97 à :

RADIO FRANCE INTERNATIONALE - Direction des Ressources Humaines
104, avenue du Président Kennedy - 75016 PARIS

Gérard MINS

et son équipe sont heureux de

vous accompagner la création du

Cabinet

ATLAS

RECRUTEMENT - EVALUATION - BILAN

Tél. 02.40.20.66.90 - Fax 02.40.20.66.95
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

ATLAS
ATLANTIC SEARCH

Le Groupe Impact Médicin, leader de la presse médicale (150 MF de chiffre d'affaires, 120 salariés) recherche pour son hebdomadaire

Chef de Rubrique H-F

Actualités Politiques et Professionnelles

Responsable d'une équipe de trois journalistes expérimentés, vous serez chargé d'animer la rubrique, de choisir et proposer des sujets, des angles de réflexion. Vous aurez aussi un rôle important de coordination interne en liaison avec le service de réalisation du titre. Bien sûr, vous aurez également en charge la rédaction d'articles et d'enquêtes.

Agé de 35 ans environ, diplômé d'une école de journalisme, vous avez une expérience similaire dans la presse écrite, et une connaissance solide des secteurs santé-société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo) sous référence HCR au Groupe Impact Médicin - Service des Ressources Humaines - 1, rue Paul Cézanne 75375 Paris cedex 08.

impact
medecin

Carrières Internationales

L'UNIVERSITÉ DE LEYDE, PAYS-BAS

LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE LEYDE (PAYS-BAS)

(vacance n°: 7-072)

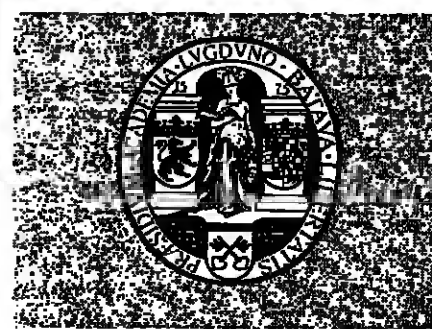
UN PROFESSEUR pour la chaire de littérature française

Missions principales:

- dispenser des cours dans le domaine de la littérature française;
- faire de la recherche dans un ou plusieurs domaines de la littérature francophone;
- diriger et stimuler les recherches dans ce domaine;
- participer à l'exécution des tâches administratives au sein du département et à tous les échelons universitaires.

Profil

Vous avez soutenu une thèse dans le domaine de l'étude de la littérature française, et vos recherches



jouissent d'une réputation internationale. Vous disposez d'une expérience prolongée dans l'enseignement au niveau du premier et du second cycle, ainsi qu'au niveau du troisième cycle. Vous êtes prêt(e) à diriger des thèses en dehors de votre spécialisation. Vous avez une maîtrise parfaite du français. Si vous n'êtes pas néerlandophone, vous devez maîtriser le néerlandais en moins de deux ans après votre nomination.

La procédure prévoit que les candidats pourront être invités à donner un cours public.

Pour tous renseignements, vous pouvez prendre contact avec le Professeur J. Rooryck, téléphone (+31)71-5272049/5323733.

Les personnes désirant poser leur candidature, ainsi que celles qui voudraient proposer des candidats éventuels, sont priées de faire parvenir leur lettre, dans les quatre semaines suivant la parution de cette annonce, au Doyen de la Faculté des Lettres, Bureau de la Faculté des Lettres, Boîte Postale 9515, 2300 RA Leiden (Pays-Bas).

Le dossier doit comprendre un curriculum vitae, une liste de publications, et un plan de recherches. Sur demande téléphonique (+31)71-5272318), le Bureau de la Faculté enverra une description plus détaillée du poste.

Rijks Universiteit



RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL GRANDE ECOLE

Membre du Comité de Direction, collaborateur direct du Président, vous préparez et mettez en œuvre à partir du plan stratégique, les plans Marketing et Action Commerciale de l'Entreprise.

En charge des services ventes et marketing, vous veillez particulièrement à la cohérence de l'action commerciale.

A 30/35 ans, diplômé d'une grande école de commerce HEC, ESSEC, Sup de Ca... avec de préférence une formation complémentaire technique, vous présentez une expérience minimum de 5 ans du commerce dans l'industrie.

Ouverture d'esprit et agilité intellectuelle, dynamisme et prise d'initiatives sont les qualités qui feront de vous un acteur clé de notre développement.

Poste basé à Toulouse.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL, 86 allée Jean Jaurès, 31000 Toulouse, sous la référence 48-4868/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

هكنا من الذهل

Conseil et Audit

**Le Monde
Economie** le lundi *

**Le Monde
Emploi** le mardi **
et la rubrique

**Le Monde des
Initiatives Locales** le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi

** daté mercredi

*** daté samedi

Devenez l'un des artisans de notre développement...

Notre client est un **CABINET DE CONSEIL ET D'ÉTUDES, D'ENVERGURE NATIONALE**, adossé à un groupe important, leader sur son marché ; il intervient au carrefour du Management, de l'Économique et de l'Habitat. Son développement le conduit à rechercher

RESPONSABLE DU BUREAU DE LYON Réf. 73.5086/LM

Vous animez une équipe de 7 consultants ; vous développez et fidélisez, sur votre région, une clientèle existante. Vous êtes responsable du résultat de votre équipe et participez au Comité de Direction National. Consultant confirmé, à environ 35/40 ans, diplômé d'une Grande École ou d'un 3^e cycle, vous disposez d'une solide expérience (au moins 5 ans) du conseil en Management (organisation, finances...) et d'animation d'équipe acquise dans un grand Cabinet.

2 CONSULTANTS SENIORS (LYON ET LILLE) Réf. 73.5094/LM

A environ 35 ans, diplômé d'une Grande École ou d'un 3^e cycle, vous justifiez impérativement d'une solide expérience (au moins 5 ans) du conseil en Management. Vous êtes reconnu et apprécié pour votre sens du contact, la pertinence de vos recommandations et la rigueur de vos engagements.

2 CONSULTANTS AVEC 1^{RE} EXPÉRIENCE DU CONSEIL (PARIS) Réf. 73.5095/LM

A environ 30 ans, diplômé d'une Grande École ou d'un 3^e cycle, vous justifiez d'une première expérience du conseil en Management vous ayant permis d'exprimer vos qualités relationnelles, votre esprit d'analyse et votre force de conviction.

Nous vous proposons d'intégrer une structure à taille humaine, où vous pourrez exercer vos talents, au sein d'une véritable équipe partageant des valeurs fortes. Votre rémunération sera à la hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil **MERCURI URVAL**, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la (les) référence(s) correspondant au(x) poste(s), portée(s) sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NRC - MANDUENBLAD - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - T. BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES

**JAPON
ASIE/PACIFIQUE :**
voici la
clef
pour y entrer

Les 5 exigences
du marché :

- des produits ou
des services
adaptés
- une solide
stratégie de
commercialisation
- une collaboration
possédant une
partielle
connaissance du
pays

Votre approche du Marché Japonais : langue, culture, pratiques commerciales ...

La commission européenne a conçu "L'executive training programme" afin de permettre aux sociétés européennes de tous secteurs et de toutes tailles de disposer de cet atout décisif : avoir sur place, à l'issue d'une période de formation et d'apprentissage de 18 mois, un collaborateur parfaitement opérationnel. Pendant les 12 premiers mois, vous apprendrez le japonais, vous vous familiariserez à la culture, appréhendez les pratiques commerciales, visiterez des sociétés et sites industriels. Les 6 derniers mois se dérouleront en entreprises. Ce sera pour vous l'occasion unique de commencer à développer un certain nombre de contacts utiles ...

Une subvention de 110 000 ECU

Une somme de l'ordre de 110 000 ECU est allouée par la commission à chaque premier participant d'une même société. Elle couvre les frais de formation ainsi qu'un différentiel de coût de la vie. Les voyages demeurent à la charge de l'entreprise.

Public concerné

De nationalité européenne, vous êtes employé(e) par une société, elle-même ressortissante d'un des pays de l'union. Votre entreprise doit en outre être exportatrice vers le Japon ou à défaut avoir des projets précis en la matière. Agés de 25 à 37 ans, vous êtes diplômé(e) d'études supérieures, justifiez, au minimum, de deux années d'expérience et possédez un excellent niveau d'anglais.

Votre employeur aura à faire la preuve de sa totale implication en élaborant avec vous un plan d'action solide qui tiendra naturellement compte des acquis escomptés du programme. Si ces conditions sont remplies n'hésitez pas à contacter E. LANGERON - PA Consulting Group - 114 avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly sur Seine cedex - Tél. 01.40.88.79.50 - Fax : 01.47.45.48.85.

E-mail : emmanuel.langeron@pa-consulting.com pour plus d'informations. Vous pouvez aussi faire acte de candidature en prenant soin de préciser le nom et l'adresse de votre société. Si vous êtes vous-même employeur susceptible de parrainer un cadre et satisfaites aux exigences requises, vous êtes également invités à vous faire connaître. Renseignements complémentaires sur <http://www.eatp.org>

**PA Consulting
Group**
Creating Business Advantage

Executive Training in Japan
Commission Européenne

Consultants en organisation et en management de projets

PARFAITEMENT BILINGUES ANGLAIS

Département Organisation

Vous conduisez et encadrez des missions d'organisation (amélioration des performances, création/fusion de filiales, analyse de la valeur...). Vous accompagnez et mettez en œuvre des démarches qualité. Vous apportez votre expertise aux directions centrales et à leurs filiales françaises et internationales dans l'accompagnement de projets (passage à l'Euro, banque à distance, IARD...).

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience de plus de cinq années en organisation, management de projets et conduite du changement en milieu bancaire. (Réf. CS/ORG)

Direction des marchés de capitaux

Dans le cadre du développement de l'organisation mondiale de la gestion des opérations, nous souhaitons renforcer nos équipes pour faire face à l'accélération des processus de production des résultats et à l'évolution du système d'information de gestion des risques.

Vous avez pour mission de concevoir et de mettre en œuvre des solutions organisationnelles et informatiques, pour la gestion des opérations et la maîtrise des risques. Cet environnement en constante évolution nécessite adaptabilité, réactivité, aisance relationnelle et autonomie. Votre performance dans ce poste vous permettra d'évoluer par la suite vers le management d'équipes opérationnelles.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce vous avez, au cours de ces cinq dernières années, acquis une expérience significative de la conduite de projets, dans le domaine des marchés financiers. (Réf. OM/CMF)

Merci de nous faire part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), à Christine Salafia, pour la réf. CS/ORG et à Odile Mohan, pour la réf. OM/CMF Société Générale. Service du Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Avec 45 000
collaborateurs dans le
monde, 2 000 agences
en France et plus
de 500 implantations
dans 70 pays, la
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE,
groupe international,
est active dans tous les
métiers de la banque
et de la finance.

Vous êtes directeur général,
découvrez votre Monde le mardi *

Un rendez-vous :

« Le Monde de l'organisation et de la gestion »

- Dirigeants
- Cadres
- Juristes/Ressources humaines
- Gestion/Finance
- Conseil/Audit
- Marketing et communication
- Fonction commerciale

Carrières internationales dont carrières européennes

* daté mercredi

مكتبة النهر

Conseil et Audit

Cabinet Conseil en Stratégie et Management souhaite intégrer, pour accompagner son développement continu auprès d'entreprises leaders (85 % de son CA),

5 CONSULTANTS EXPERTS Stratégie - Management - Organisation

Vous avez une expérience professionnelle réussie dans le conseil depuis 10 ans, et souhaitez poursuivre l'accompagnement des dirigeants dans la conduite stratégique du changement pour :

- le renforcement compétitif de leur entreprise,
- consolider la cohérence et la cohésion des équipes de direction,
- élaborer et relier la stratégie de l'entreprise à l'action terrain.

Vous aurez à concevoir et conduire avec succès les réponses aux problématiques confiées, dans le cadre d'une vision globale, d'une qualité relationnelle et de confiance fortes ; et ce, dans une grande diversité d'enjeux et de situations.

Vous voulez valoriser et développer vos savoir-faire en vous impliquant au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie, management, organisation, marketing et communication, appréciée pour la qualité et l'efficacité de ses interventions, son éthique, l'originalité de ses approches et son implication.

Vous disposez comme nous, de compétences reconnues, d'une autorité naturelle, d'un portefeuille de clientèle à la hauteur de vos ambitions, d'un enthousiasme et d'un esprit d'entrepreneur.

Si vous répondez à ces critères et que ce challenge vous intéresse, nous serons heureux de vous faire partager nos valeurs et participer à notre développement.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à : DMHE, Développement et Management des Hommes et des Entreprises.



29, RUE DE MIROMESNIL - 75008 PARIS

Auditeur interne

cadre d'emplois des Attachés Territoriaux ou des Ingénieurs

Une collectivité dynamique,
plus d'un million
d'habitants, important
essor économique.
Le département
de l'Essonne
recherche un
auditeur interne.



LE DÉPARTEMENT

Chargé de l'audit des services des satellites et des structures financées par le Département, vous en effectuez le contrôle juridique, organisationnel et financier et vous jouez un rôle complémentaire de conseil. Vous assurez également le suivi des audits réalisés par les cabinets extérieurs. De formation universitaire, niveau troisième cycle (gestion, comptabilité, administration des collectivités locales...) ou titulaire d'un DESCF, vous avez une expérience confirmée de l'analyse financière (publique et privée) dans un poste similaire. Ayant de solides connaissances juridiques, vous maîtrisez les procédures des marchés publics. Vous êtes familiarisé avec l'outil informatique (Winword 6, Excel...). Votre capacité d'analyse et de synthèse est allée de bonnes qualités rédactionnelles. Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser lettre de motivation et CV à Monsieur le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales, Hôtel du Département, bd de France, 91012 Evry Cedex. Votre contact : Madame Belharrir-Fadel - tél : 01 60 91 17 31.



GROUPE
ALPHA

« Réconcilier l'économie et le social »

- Nous analysons l'entreprise à la lumière des enjeux sociaux ;
- Nous apportons à nos clients, les comités d'entreprise et de groupe un diagnostic stratégique, économique, financier et organisationnel. Nous leur donnons les moyens d'anticiper les restructurations et les mutations technologiques de leur entreprise ;
- Nous mettons en action des équipes pluridisciplinaires proposant des solutions créatives, originales et opérationnelles ;
- Nous intégrons dans ces équipes (plus de 250 personnes aujourd'hui) des experts de secteurs et d'expériences diversifiées ;
- Nous leur offrons des perspectives dans le cadre d'un développement constant ;
- Vous êtes diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieur et/ou d'un troisième cycle spécialisé avec une expérience de 6 à 10 ans dans l'entreprise et le conseil ;
- Vous êtes doté(e) d'une aisance relationnelle dans des situations complexes et de haut niveau ;
- Réf ACRH : postes basés à Paris et Lyon. Vous savez évaluer des projets d'aménagement et de réduction du temps de travail ou des projets de changements technologiques et anticiper leurs conséquences sur l'organisation et les conditions de travail. Une double expérience industrielle et ressources humaines est idéale.
- Réf ACRJ : poste basé à Paris. Vous maîtrisez parfaitement l'analyse financière et l'économie Industrielle et vous avez démontré vos capacités à mesurer les enjeux des entreprises en difficulté.
- Réf SA + secteur : postes basés à Paris, Lyon, Toulouse, Nantes. Vous maîtrisez parfaitement l'analyse financière, l'économie Industrielle et vous savez encadrer des équipes pour intervenir sur des portefeuilles à dominante sectorielle : informatique, SSII (Paris) - imprimerie, presse, édition (Paris) - assurance (Nantes et Paris) - automobile, électrotechnique (Lyon) - électronique, aéronautique (Toulouse).

Envoyez vite au MONDE PUBLICITÉ votre dossier de candidature (lettre, photo, CV, prétentions et références du poste) sous le n° 97055
LE MONDE PUBLICITÉ 133, avenue des Champs Elysées 75409 Paris Cedex 08

Rejoignez la filiale
française d'une
grande banque
internationale

Chef du département audit interne H/F

Rattaché directement au Président, vous êtes chargé d'animer une équipe dont les missions sont centrées sur la sécurité des opérations de marché et le contrôle des opérations de gestion d'actifs. Vous contribuez aussi à améliorer la sécurité générale de l'entreprise via le diagnostic permanent de l'ensemble des activités et fonctions.

De formation supérieure scientifique, à 35 ans, vous disposez impérativement

d'une compétence de marchés, si possible d'une expérience internationale et êtes bilingue anglais. Vous avez une indiscutable capacité relationnelle ; vous êtes rigoureux, créatif et ouvert, capable de rebondir sur des sujets très variés.

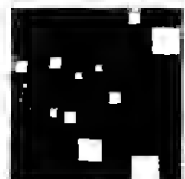
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence CDAUM, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

CONSULTANTS Lyon

PA Consulting Group est le leader européen du conseil en management et en technologie. Des entreprises de premier plan nous font confiance pour améliorer leurs performances en agissant avec elles sur les axes clés de leur réussite. A Lyon, le développement important de nos activités nous conduit à créer des opportunités pour des consultants confirmés dans toutes nos dimensions de conseil : recrutement, formation au management, amélioration des performances, conduite du changement, audits de motivation, organisation. Si vous souhaitez participer à cette expansion, vous rejoindrez une équipe pluridisciplinaire et bénéficierez d'une formation à nos méthodes pour garantir le plus haut niveau de professionnalisme souhaité. La trentaine, de formation supérieure, votre volonté aujourd'hui est de dynamiser votre carrière après avoir exercé des responsabilités opérationnelles en entreprise et dans le conseil. Votre anglais est courant. Pour ces opportunités nécessitant d'excellentes aptitudes commerciales, écrire à Didier BONNEFOY sous référence DBCSM - PA Consulting Group - Immeuble l'Européen - 19, bd Eugène Dornelle - 69003 LYON Tél. 04.72.60.60.90.

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

à Rennes



Depuis 12 ans, la technopole de RENNES ATLANTIQUE accueille les entreprises innovantes, anime les relations Formation-Recherche-Industrie et valorise les technologies nouvelles. Pour aller plus loin, elle recherche un(e)

Chargé de Mission

Trait d'union entre les laboratoires de recherche et les industries, vous développez un vivier de sociétés innovantes, détectez et appuiez les créateurs d'entreprises de haute technologie. A 30 ans environ, titulaire d'un diplôme d'ingénieur (une formation complémentaire en gestion pourra constituer un plus), vous disposez d'une expérience professionnelle acquise dans un poste similaire ou dans une fonction où vous vous êtes familiarisé avec les mécanismes de transfert de technologies, de création ou de gestion d'entreprise. Aujourd'hui, vous voulez la valoriser ou sein d'une petite équipe opérationnelle. Bien sûr vous parlez anglais et êtes disponible pour des déplacements de courte durée.

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV, photo et prétentions sous référence CM/IM à notre conseil : Olivier PLESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES - 62 avenue d'Alsace - 75116 Paris, qui vous garantira discrétion et réponse.



مكتبة الكتب

CALL